

NDO PIZZOFALCON

NAZIONALE

B. Prov.

XII

413.

NAPOLI

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

TECA PROVINCIALE

nadio



Palchetto

Num.° d'ordine

66 / 1065

~~16-03-39~~

133
7
12

B. Prov.
XII
413

L'ITALIE ROUGE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Dieu le veut , 1 vol. in-18. 65 ^e édit.	» fr. 50 c.
Place au droit , 1 vol. in-18. 11 ^e édit.	1 »
Les Fiancés de la mort , 1 vol. in-8°.	6 »

AVIS DES ÉDITEURS.

Afin d'éviter la contrefaçon et d'assurer à **L'ITALIE ROUGE** un succès égal à celui de **DIEU LE VEUT !** et de **PLACE AU DROIT !** du même Auteur, nous avons cru devoir publier cet important ouvrage en un seul volume format Charpentier, et à un prix qui soit à la portée de tout le monde.

Ce livre, qui contient la matière de deux volumes in-8°, est imprimé en caractères neufs et sur beau papier; il sera donc tout à la fois édition de luxe et ÉDITION POPULAIRE. Aussi nous annonçons irrévocablement que, quel que soit le nombre des éditions qui pourraient se succéder, **L'ITALIE ROUGE** ne changera ni de format ni de prix.

Paris, le 5 novembre 1850.

ALLOUARD ET KAMPFELIN.

644425

L'ITALIE ROUGE

OU

HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

de Rome, Naples, Palerme, Messine, Florence,
Parme, Modène, Turin, Milan, Venise

depuis l'avènement du pape Pie IX, en Juin 1846

JUSQU'A SA RENTRÉE DANS SA CAPITALE, EN AVRIL 1850

PAR

LE V^{TE} D'ARLINCOURT

Du sein d'une *héroïque Italie* s'était
levée l'*Italie rouge* ; l'honneur effrayé
recula..... et la liberté dut périr.

Sixième Édition



ALLOUARD ET KAEPPELIN

Libraires-Éditeurs-Commissionnaires

SUCCESSEURS DE P. DUFART ET DE G^{LE} WARÉE
12, RUE DE SEINE

1859





L'ITALIE ROUGE

EN FRANCE, la monarchie représentative conduisait à la royauté citoyenne; celle-ci menait à la **république démocratique**; et, au bout de tout cela, était « **LE SOCIALISME**.

EN ITALIE, les Carbonari créèrent les sociétés secrètes qui ondrèrent la **Jeune Italie**; celle-ci menait à la **république unitaire**; et, au bout de tout cela, était « **L'ITALIE ROUGE**. »

En chaque pays, différents noms, différents langages, diverses routes; des deux côtés, même marche, même pensée, même but.



PRÉFACE

« C'est un triste spectacle que celui de la décadence
» d'une grande nation! »

Telles étaient les cruelles paroles qui retentissaient d'un bout de la France à l'autre au moment où je quittais Paris, l'hiver dernier. Je partais pour l'Italie avec le projet arrêté d'écrire sur les dernières révolutions de Rome, de Naples, de Florence, du Piémont, de Venise et de la Lombardie. Que de tableaux j'allais avoir à peindre!

La révolution de juillet, en France, avait été une étape pour arriver à celle de février. La première jetait la confusion dans toutes les idées, la seconde renversait tous les principes. Cette dernière ne fut plus une

organisation, mais une dissolution. Février, néanmoins, n'aura pas été aussi fatal que juillet. La parodie de 1793, qui triompha en 1848, aura désillé bien des yeux ; elle en arrivera, tout le présage, à n'être qu'un revirement vers le bien, une opération régénératrice.

La France a déjà passé par des épreuves fatales, où eût péri toute autre nation ; et elle en est sortie toujours grande. N'a-t-elle pas échappé à cet exécration temps de Robespierre qui, avec son couperet monstrueux, fut une sorte de course au crime ! et où de formidables lâches, suivis et précédés par la terreur, en étaient à tuer pour vivre !... N'a-t-elle pas secoué successivement, comme des haillons ridicules, dix constitutions à la file, toutes plus ou moins déplorables !... Ah ! le pays, du jour où il voudra se lever dans sa force et dans sa dignité, sera encore le maître de ses destins et reprendra sa toute-puissance : car il a des ressources providentielles, et il sait fort bien où elles sont.

Lord Aberdeen, venu à Paris peu après février, répondait à la question suivante qui lui était adressée à Londres :

« — Milord ! qu'est-ce que le gouvernement français actuel ? »

« — Mon cher ! c'est la caricature la plus lugubre qui se soit jamais vue (1). »

(1) Ceci rappelle un incident assez plaisant de la séance législative du 22 janvier 1850. Un député, puissant sous le gouvernement provisoire, mais que la nature a cruellement traité sous le rapport physique, avait voulu parler à la Chambre : « — *Qu'il est laid !* » interrompit un de ses collègues ; et de suite une voix riposta : « — C'est le visage de la république. »

Les écrits du citoyen Proudhon, de ce Chrysostôme du mal, ont été parfois, eux-mêmes, d'utiles leçons et de véritables lumières. Rien de plus remarquable que ses paroles adressées aux adorateurs de tous les pouvoirs, aux renégats de tous les cultes :

« Doctrinaires sans pudeur ! eh quoi ! vous pleurez votre religion perdue ! pourquoi donc avez-vous chassé Charles X?... Vous pleurez votre gloire flétrie ! pourquoi avez-vous trahi l'empereur?... Vous pleurez votre vertu républicaine ! pourquoi avez-vous égorgé Robespierre?... Vous gémissiez sur votre monarchie humiliée, jadis si noble et si populaire ! pourquoi avez-vous détrôné Louis XVI (1)?... Si l'on avait consulté la France en juillet 1830, le peuple eût choisi Henri V (2). »

Dieu disait autrefois au flot soulevé de la mer : « *Tu n'iras pas plus loin !* » Aujourd'hui, une voix terrible, une voix qui ne vient point du Ciel, semble avoir jeté sur la société actuelle cette parole glaciale : « *Tu ne bougeras pas !* »

Et c'est parmi les révolutionnaires et les anarchistes s'élançant à la destruction de l'édifice européen que cet ordre d'inaction et d'immobilité est donné aux défenseurs des saines doctrines... « *Tu ne bougeras pas !* »

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*. Proudhon, p. 46.

(2) Même ouvrage, p. 41.

Il est cependant quelque chose de plus triste que de mourir, c'est de ne pas vivre ; la France, immobile, en est là. Courbée sous la triste instabilité du présent et sous la vague peur de l'avenir, elle n'ose ni se mouvoir ni agir. On dirait parfois que son cœur a cessé de battre, tant la volonté active et énergique lui manque. Parmi les organes du pouvoir, il y a des velléités de courage, il y a le désir de la force ; mais quelque chose d'inerte et de machinal, né de la confusion des idées, se met en travers de tout élan ; et rien ne remue, rien ne bouge ; on se surveille, on s'observe, on s'étudie, on se craint ; mais on se garde de marcher.

On dirait un de ces cauchemars où l'on fait des efforts surhumains pour briser le supplice en se levant, et où, dans le vide et les ténèbres, on ne peut même pas se débattre. Tout est anéantissement, impuissance et négation.

Regardant leurs ennemis avec une morne stupeur : « *Laissons-les s'user !* » disent certains hommes d'ordre et de conservation. Mais voilà soixante ans que le génie des révolutions frappe et ravage nos contrées sans avoir rien perdu de sa force. Ce qui s'use, ce n'est pas lui ; c'est lui, au contraire, qui, peu à peu, use, amoindrit, émousse, efface et finira par détruire entièrement les grands principes sur lesquels reposait l'ordre social, et que le Ciel avait donnés à la terre.

L'an dernier j'avais parcouru le Nord de l'Europe, où la république de Février avait étendu de toutes parts

les désolations et la terreur. Là retentissaient encore les doctrines de l'anarchie, les fureurs contre le pouvoir, le charivari de la liberté.

Maintenant j'allais visiter Rome et Naples. Avec Pie IX, selon les prophètes de la démocratie sociale, s'était pour jamais écroulé le trône de saint Pierre; or, avec la papauté tombait le catholicisme; et M. Proudhon, s'écriant « *que la dernière heure de l'église avait sonné*, » poussait déjà ce sacrilège cri de triomphe : « *Morte la bête, mort le venin !* (1) »

Quant au royaume de Naples, le vocabulaire révolutionnaire ne trouvait pas assez d'expressions pour peindre l'horreur que devait inspirer, à l'Europe démocratique, un souverain courageux, qui s'était permis de défendre sa couronne et ses droits.

Les titres de *monarque assassin* et de *roi bombardeur* ne pouvaient suffire à la chaleureuse indignation des socialistes.

Que les grands citoyens, à la façon des Robespierre, des Danton, des Barbès, des Sobrier et des Flocon, proclament l'insurrection un *devoir sacré*, fassent appel aux barricades, nomment la guillotine une *chose sainte*, et, dans l'intérêt de leur ambition, mettent leur pays à feu et à sang! à eux permis, ils sont dans leur droit. Ces prétendus gens de *liberté*, d'*égalité* et de *fraternité* peuvent se livrer impunément à toutes les orgies de l'homicide et de la dépravation, à toutes les

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 250 et 251.

saturnales de la vengeance et de la destruction !... cela leur profite, donc cela est bien.

Mais un roi ! un roi qu'on attaque !... un prince qui entend hurler l'émeute autour de son palais ! qui voit s'allumer les torches de l'incendie au pied de ses murailles ! qui sait que sous les phrases mensongères d'*affranchissement* et de *régénération* il ne sera porté à son peuple que *dégradation* et *misère* ! Oh ! celui-là n'a pas le droit de tirer l'épée pour soutenir mutuellement ses sujets et son trône, pour sauvegarder à la fois la religion, la monarchie, la famille et la propriété ! Non : son devoir est de se laisser lâchement égorger, lui et les siens, par les satellites de la terreur. Il est infâme, s'il est brave ; et s'il triomphe, c'est un monstre.

Au 24 février, je traversais la ville de Marseille. Les autorités civiles et religieuses venaient d'y recevoir l'ordre de célébrer, d'une façon convenable, l'avènement de la république. Etrange continuation du système de juillet 1830, qui faisait fêter aussi les trois *glorieuses journées*... bien qu'il les maudît en son âme ! car le gouvernement d'alors savait fort bien qu'en préconisant le principe de l'insurrection qui l'avait créé, il consacrait le droit de la révolte qui devait l'abattre.

Néanmoins le ministère de Louis-Napoléon, bien qu'il eût la même pensée que ses devanciers, poursuivait la même méthode, en commandant aussi des réjouissances nationales pour consolider ce qu'il eût voulu anéantir.

« *La république n'était pas de mon goût*, disait le

ministre Léon Faucher à la Chambre, et pourtant je l'ai acceptée (1). »

Ajoutons qu'elle n'était du goût de qui que ce fût parmi les gens honnêtes, et que, pour parler franchement, elle n'avait été acceptée par personne.

L'autorité religieuse de Marseille avait ordre de solenniser le 24 février par un service funèbre, avec des tentures noires, à la suite duquel devait être chanté un *Te Deum*. Un *Te Deum* chanté sous les crêpes du deuil ! quelle allégresse sépulcrale !

Je m'expliquais ainsi le programme :

« L'office mortuaire était pour supplier le Seigneur
« de prendre dans sa miséricorde ceux qui avaient péri,
« sous des drapeaux plus ou moins rouges, aux barri-
« cades de la révolution ; et le *Te Deum* était pour re-
« mercier le Tout-Puissant d'en avoir débarrassé la
« France. » .

Je m'embarquai pour Nice, et de là pour Gènes la superbe, aujourd'hui le refuge des proscrits politiques. Là, je cherchais en vain l'Italie, cette terre classique des arts, de l'harmonie, des plaisirs, de la lumière et de la poésie. Le ciel était gris et glacé. Des visages inquiets et sombres se présentaient à moi ; je n'entendais parler que de commotions prochaines, de révolutions à venir, d'un cataclysme européen. O France ! et c'était là ton ouvrage !... Belle Italie, qu'es-tu devenue !

(1) Séance du 22 janvier 1850.

VIII

Je ne m'arrêtai que trois jours à Livourne ; et, peu après, par une belle matinée de printemps, j'entrais dans l'admirable golfe de Naples. J'avais à ma droite l'île de *Procida*, à ma gauche celle de *Nisida*, riantes sentinelles avancées, qui, de leur amphithéâtre de rochers et de jardins, semblaient veiller sur *Parthénopé*, la merveille de la nature. Je voyais devant moi *Ischia* avec ses bosquets d'orangers, le cap *Misène* avec ses souvenirs de Corinne ; au loin, *Caprée* avec sa grotte d'azur et son palais de Tibère ; plus près, *Pausilippe* avec sa voie souterraine et son tombeau de Virgile. Ah ! je retrouvais là mon *Italie*, avec son climat enchanté, ses noms mélodieux, ses prestigieux souvenirs, toutes les poésies de son ciel !

La brillante capitale était en ce moment étincelante de lumière ; et les flots d'une mer calme, en reflétant un firmament d'azur, semblaient saluer ses rivages avec orgueil, amour et respect.

Que de joies je me promettais à parcourir bientôt *Castellamare*, *Portici*, *Herculanum*, *Sorrente*, toutes les magnificences du pays ! Le *Vésuve* était en face de moi avec son turban de fumée noire, et venant récemment de laisser courir sur ses flancs une rivière de lave enflammée. Le soleil dorait les collines verdoyantes qui semblaient se jouer des tonnerres de la montagne. Le *Vésuve* et le soleil !... deux brûlantes éternités ! deux géants de feu en présence !... Qu'il était grand et beau ce spectacle !...

Mais, hélas ! ma pensée, malgré moi, se détournait de ces poétiques images. Je me disais avec douleur :

« Là aussi, sur cette terre privilégiée, il y a eu de ces apôtres de la destruction, qui flétrissent tout de leur haleine révolutionnaire ! il y a eu aussi des ravages qui ont gâté jusqu'à la nature ! car là où soufflent les vents de l'anarchie, on n'a plus de regards pour les splendeurs de la création, on n'a plus de cœurs pour goûter les paisibles charmes de la vie contemplative. Plus de beaux-arts ! plus de doux rêves ! on vit, avec Satan, au chaos. »

Peu après mon débarquement, je me rendis au palais de Caserte. J'avais entendu se prononcer tant d'opinions diverses sur le roi de Naples, qu'il me tardait de le juger par moi-même. Je fus admis en sa présence.

Son premier abord me prévint de suite en sa faveur. Le roi est de haute taille ; il a le regard expressif et le sourire affectueux. Sa mise est sans aucune recherche ; il sait que la royauté désormais doit être plus qu'une parade pompeuse et vaine ; elle doit être, avant tout, une puissance protectrice et ferme ; aussi, bien qu'il fût entouré de toutes les magnificences de la grandeur, il conservait, au milieu d'elles, la simplicité affable et royale d'un digne petit-fils de saint Louis.

Il vint gracieusement à ma rencontre ; et, me faisant asseoir auprès de lui, il se hâta de m'entretenir des affaires de France. Et comment parler aujourd'hui d'autre chose ! Depuis le pôle nord jusqu'au pôle sud,

au palais comme à la chaumière, qui ne s'occupe de Paris !... Là, sont les destinées de la terre.

Le roi est très-aimé de son peuple ; et, chose qui étonnerait en France, il n'augmenta nullement sa popularité lorsqu'il promulgua la fameuse constitution par laquelle il renonçait volontairement à une partie de sa toute-puissance. La générosité d'un souverain qui se dépouille de sa force, est en général peu appréciée par les masses. La populace française admirait Napoléon despote ; elle eût méprisé Napoléon démocrate.

Ferdinand II s'exprime en français avec une facilité fort remarquable ; il me parut parfaitement au fait de la situation actuelle de l'Europe ; et, quand je lui peignais la république française, cette extraordinaire création du désordre et de la peur, cette figure à la fois morte et vivante, dont la tête et la queue ne cherchent en ce moment qu'à s'entre-dévorer, il m'écoutait avec la méditation du sage et le sourire du penseur.

Mon entretien avec lui dura longtemps ; je m'étonnais, en l'écoutant, de sa profonde connaissance du temps et des hommes. Il a pour son pays un amour et un dévouement sans bornes. Ce noble prince est méconnu en France. Son cœur est aussi généreux qu'il est droit ; et sa conscience est sans reproche.

Il me parut effrayé des progrès du socialisme et des attaques dirigées partout, au nord de l'Europe, contre la religion, la monarchie, la famille et la propriété. Il a peine à comprendre, comme tout esprit éclairé, que, dans ce siècle d'intelligence, les nations puissent pous-

ser encore la crédulité jusqu'à croire que le désordre continuel est un travail à leur profit.

Je n'avais pas besoin de lui dire que la forme républicaine essayée en France, il y a un demi-siècle, n'avait abouti, après dix ans d'existence, qu'à couvrir le pays de sang et de ruines; quelle avait forcé la nation de se jeter dans le despotisme pour échapper à l'anarchie; et que, grâce à ce fatal régime, cette même France n'avait passé de la boucherie des échafauds aux massacres des champs de bataille, que pour en arriver aux désastres de deux invasions: toutes ces vérités étaient connues du prince.

Hélas! les dernières révolutions de l'Italie ont dû le confirmer plus que jamais dans cette pensée: que les institutions démagogiques qu'appelle à grands cris le génie des révolutions, au lieu de donner les prospérités, le bonheur et la liberté aux peuples, fonctionnent constamment à rebours, et sont en conspiration permanente contre le progrès qu'elles prétendent favoriser.

Je quittai le roi avec l'espérance de le revoir, et de le revoir souvent. Ferdinand II, ce Bourbon tant calomnié, est un des plus beaux caractères de l'époque. J'ai acquis la preuve incontestable de sa bonté paternelle et de ses rares vertus. Ah! quels que soient les efforts de ses injustes détracteurs, la vérité tôt ou tard se fera jour.

L'histoire impartiale dira que, lorsque des constitutions étaient demandées partout à grands cris, Ferdinand II fut le premier, en Italie, qui en donna une à son peuple. Il croyait alors que c'était réellement le

vœu de ses sujets ; depuis, s'étant détrompé, et lorsque le parti qui osait se proclamer la nation, se fut servi des concessions que le roi lui avait généreusement faites, pour les retourner contre lui comme des armes de mort, Ferdinand II fut le seul, parmi les souverains en butte à l'insurrection, qui resta debout sur son trône, et qui triompha complètement des menées de l'Angleterre et des intrigues de la France. L'histoire dira, de plus, qu'après avoir terrassé l'hydre de la révolution dans sa capitale, avec l'aide de son peuple, il sut reconquérir la Sicile malgré l'Angleterre, malgré la France, et lorsque l'Italie entière était sur le bord de l'abîme. L'histoire dira encore que toutes ces choses immenses furent exécutées par lui sans la création de nouveaux impôts. L'histoire dira enfin qu'il sut, quand la plupart des monarchies se rapetissaient humbles et tremblantes, relever la sienne grande et forte.

J'étais un matin chez le prince de Salerne, oncle du roi. Ce prince, d'une bienfaisance inépuisable et d'une bonté rare, est très-aimé du peuple de Naples. Il cause à merveille et avec une grande justesse d'idées. Il me demandait en souriant si la république, en France, donnait la liberté au pays.

« — Monseigneur ! lui répondis-je, si *la république* donnait *la liberté* au pays, le premier usage que le pays ferait de *sa liberté* serait d'abolir *la république*.

« — La France a bien souffert ! reprit-il.

« — Oui, Monseigneur, et l'Europe a voulu en faire

« autant. Celle-ci l'imité jusques dans ses abaissements
 « et dans ses douleurs. Elle s'est écroulée avec elle à la
 « suite de février ; mais que la France se redresse, l'Eu-
 « rope se relèvera.

« — Bientôt ? n'est-il pas vrai ?

« — Je l'espère. Le peuple français a l'habitude de
 « vouloir continuellement marcher : par malheur, il n'a
 « pas toujours celle de s'occuper du chemin qu'il a pris.
 « Pourvu qu'il remue, il est content. Son imagination
 « passe d'une idée à une autre, comme un songe varie
 « ses scènes. Sous la monarchie, il faisait du radica-
 « lisme ; sous la république, il fait de la royauté. Jamais
 « de plan, toujours des essais ; et comme on ne va ja-
 « mais plus loin que quand on ne s'informe ni des dis-
 « tances ni du but, il ne sait jamais où il est, et moins
 « encore où il ira. »

Le prince de Salerne est beau-père du duc d'Aumale.
 Il mit l'entretien sur la famille d'Orléans avec une cer-
 taine hésitation ; peut-être craignait-il que ce sujet ne
 me portât à prononcer quelques paroles amères : je le
 détrompai sur-le-champ ; et je lui répétai ce que j'avais
 écrit peu avant, à mon retour de Frohsdorf.

« J'ai eu de la haine contre les situations, je n'en ai
 « point contre les hommes..... Je rends justice à tout
 « ce qui s'est fait d'utile sous le règne de Louis-Philippe,
 « et à tous les talents qui y ont brillé ... Si les jeunes
 « princes d'Orléans comprennent leur position, les
 « disgrâces de la fortune peuvent les remettre en mesure
 « de servir noblement la patrie sur une route nouvelle

« et digne. Le talent ne leur manque pas : qu'il en soit
« ainsi de l'honneur (1). »

Le prince de Salerne applaudit.

Et comment ne penserais-je pas ainsi ! Les fils de Louis-Philippe ont prouvé en toute occasion, par leur courage habituel et par leurs rares qualités, qu'ils étaient du sang des Bourbons ; leur vie a été sans reproche. Quel est le Français, digne de ce nom, le Français monarchique et chrétien, qui ne forme des vœux ardents pour la réconciliation des deux branches !... et ne demande au ciel une fusion qui pourrait sauver la patrie !... Oh ! que les jeunes princes d'Orléans soient pressés sur le cœur d'Henri ; et celui de la France entière battra de reconnaissance et de joie, en saluant une ère nouvelle. Le pays espère et attend.

Un des hommes les plus éminents de l'époque, le *cardinal Antonelli*, était en ce moment auprès du pape Pie IX, à Portici. J'eus occasion de le voir à plusieurs reprises ; et je reconnus en lui, non-seulement une instruction profonde, mais encore un noble caractère. Aujourd'hui, le cardinal Antonelli, quoi qu'en aient pu dire ses détracteurs, est, sous les murs du Vatican, le *Richelieu* du pontificat romain.

J'avais sollicité et obtenu la faveur d'être admis auprès du Saint-Père, à Portici. Cette résidence est remarquablement belle. Je m'y rendis un soir vers sept heures ;

(1) *Place au droit*, p. 143 ; édition in-18, chap. 18.

je montai le magnifique escalier du palais et traversai de vastes salons. A toutes les portes, il y avait des gardes; à toutes les salles, des officiers. Les galeries étaient pleines de chambellans, d'écuyers et de prélats. Le roi de Naples y faisait entourer le chef de l'église catholique de toutes les splendeurs de la souveraineté; et, pour pouvoir subvenir plus largement aux frais dispendieux de la cour de Pie IX, qu'il payait de sa cassette particulière, il réformait ses propres dépenses.

Un descendant des Boromée, un jeune prélat doué à la fois d'une figure distinguée et d'un esprit remarquable, m'introduisit auprès du Pape. Sa Sainteté était assise à une table où elle écrivait. Son cabinet n'avait que peu de lumière; et ses vêtements blancs ressortaient, avec je ne sais quel vague mystérieux, des ombres qui l'environnaient.

A sa vue, et selon l'usage, je mis un genou en terre; le Saint-Pontife me tendit la main que je portai à mes lèvres; et, relevant mes yeux sur lui, je fus frappé de la sérénité de ses traits. Son calme et son sourire, bien qu'empreints de tristesse, avaient quelque chose d'évangélique. On voyait que, s'il souffrait des épreuves de la Providence, c'était pour les siens et non pour lui. Placé dans les hautes sphères de la religion d'où l'on domine les adversités, il n'a de larmes sous la paupière que lorsqu'il regarde à ses pieds: que son œil se lève, il rayonne.

Hélas! Pie IX est du nombre de ces âmes apostoliques qui ne sauraient se tromper sur les choses de l'éternité, mais qui peuvent s'abuser sur celles de la vie.

Il fait partie de ces hautes et pieuses natures pour qui le monde est hors du monde. Leur vraie patrie, qu'elles jugent bien, n'est point cette triste terre, qui les juge mal.

Pie IX allait quitter Portici pour retourner à Rome ; et le roi de Deux-Siciles devait reconduire Sa Sainteté jusqu'à la frontière de ses États.

A cette même époque, le comte de Trapani se rendait à Florence pour y épouser la fille du Grand-Duc de Toscane ; et je devais avoir l'honneur d'accompagner le prince.

Le 6 avril, je m'embarquai de grand matin sur le *Stromboli*, pour rejoindre à Gaëte le comte de Trapani, qui était parti la veille, avec le Saint-Pontife, par la route royale de Capoue.

Nous arrivâmes à midi. La ville et le port étaient dans toutes les joies d'une sainte solennité ; l'accueil fait à Pie IX était des plus brillants. Au moment où nous entrions dans le petit golfe de la fameuse cité, le Pape, en soutane blanche, était sur le balcon de sa résidence ; et ce balcon, décoré de riches draperies, dominait la ville et la mer.

Le coup-d'œil était magnifique ; la mer était couverte de barques ; les cloches sonnaient à grandes volées. Les rues, les quais, les navires, les fenêtres et les toits offraient de toutes côtés une quantité de monde

ivre de joie ; et quand le Pape étendit la main au-dessus de cette multitude, à l'instant même, sur la rive, dans les barques, aux fenêtres, sur les toits, dans les rues, tout tomba humblement à genoux ; et ce fut véritablement quelque chose de merveilleux, en nos jours de discorde et d'irreligion, que cette blanche et sereine figure du Pape, qui là, en Représentant du Seigneur, planait à la fois sur la mer, la terre et les hommes, pour les pacifier et les bénir.

De longs cris retentissaient sur la plage ; mais ces cris s'éteignaient en quelque sorte aux pieds du Saint-Pontife, qui, tenant agenouillés devant lui les pieux habitants de la province, semblaient leur demander grâce de toutes démonstrations turbulentes.

Hélas ! Pie IX avait présentes à l'esprit, toutes ces scandaleuses fêtes de Rome, où, à travers les flots d'un encens révolutionnaire, il était poussé vers l'abîme.

Je remarquai l'instinct délicat des populations, qui là, n'osaient crier : « *Vive Pie IX !* » ; elles eussent craint de lui rappeler ainsi des acclamations séditeuses ; elles criaient : « *Vive le Pape !* »

Le Roi de Naples, toujours plein d'abnégation et de générosité, continuait là son admirable dévouement. S'effaçant entièrement auprès du Saint-Père, il semblait n'être que le premier sujet du souverain de la ville éternelle, et n'y être venu que pour incliner les grandeurs de monarchie devant les suprématies de la religion.

Le Pape avait diné à Gaëte ; nous le vîmes remonter en voiture.

Il était seul au fond de sa grande berline attelée de six chevaux ; le Roi était assis sur le devant avec son fils, le prince héréditaire ; et il ne se montrait point à son peuple pour ne pas distraire son attention du Souverain Pontife de Rome.

Je fus visiter la maison que Ferdinand II occupait à Gaëte, durant le séjour de Pie IX. C'est une humble habitation qui n'a que trois croisées de face. Le roi ne pouvait être plus mal.

Le comte de Trapani avait fait ses adieux au Pape ; nous remontâmes sur le *Stromboli* ; et nous partîmes pour Florence.

La traversée fut magnifique ; nous passâmes devant l'Ile d'Elbe ; et je ne pus m'empêcher, en contemplant ses rivages, de penser à toutes les agitations qui y avaient dévoré le cœur de ce brillant maître du monde, qu'attendait l'affreux roc de Sainte-Hélène.

Le lendemain, vers trois heures de l'après midi, nous arrivâmes à Livourne. Les journaux factieux du pays avaient annoncé que le prince y serait fort mal reçu ; un spectacle admirable y vint au contraire attirer nos regards : tous les navires du port de Livourne étaient pavoisés de bannières et comme en habits de fête ; la mer était peuplée d'esquifs, de barques, de nacelles et de bâtiments de toute sorte, encombrés de gens de toute classe, accourant à la rencontre du prince.

Une superbe gondole, doublée d'étoffes rouges brodées d'or, avait été préparée pour le futur époux de la princesse de Toscane ; vingt marins, élégamment vêtus, y faisaient force de rames. Les autorités civiles

et militaires vinrent saluer le comte de Trapani à bord de son bâtiment. Le canon retentit ; une brillante musique militaire se fit entendre ; et, peu après, montés sur la gondole du Grand-Duc, nous entrâmes dans le port de Livourne.

Les détonations de la fête, les fanfares militaires et les acclamations du peuple ne cessèrent pas un instant. Le spectacle était merveilleux ; et tous les cœurs étaient émus. Ce n'était pas là ce qu'avaient espéré les démagogues de Livourne.

Nous prîmes le chemin de fer ; et, à la tombée de la nuit, nous arrivâmes à Florence.

Le Grand-Duc de Toscane s'était rendu en personne au-devant de son futur gendre : plusieurs voitures le suivaient ; et, escortés d'une quantité de piqueurs à cheval armés de torches, nous arrivâmes au palais Pitti.

Là, présenté au Grand-Duc de Toscane et à son auguste famille, je vis la jeune fiancée ; elle me parut gracieuse et jolie ; elle n'a encore que seize ans ; sa physionomie est pleine de charme ; et une douce confiance rayonne sur son front.

Le comte de Trapani est âgé de 23 ans ; il a une tournure aussi noble qu'élégante : ses traits respirent la bonté, et son cœur répond à ses traits. La princesse et lui se ressemblent ; tous deux semblent faits l'un pour l'autre.

Le 10 avril, un peu avant midi, le bruit du canon annonçait à la ville de Florence la grande solennité

du mariage ; j'étais dans le chœur de la cathédrale, à peu de distance des époux ; et j'y ressentis de vives émotions.

Le *Dôme* est un monument admirable ; son architecture est à la fois simple et grandiose. On avait voulu illuminer l'intérieur de ce vaste édifice ; et du haut de ces voûtes resplendissaient des lustres par centaines, et des bougies par milliers. Néanmoins ces masses de lumières, perdues dans un espace immense, n'y projetaient que des clartés vagues et mystérieuses. Il y avait encore de l'obscurité sous les profondeurs de la nef, mais on l'eût dit semée d'étoiles comme une scintillante nuit ; c'était une aurore voilée, c'était un demi-jour radieux.

Les rues qui conduisaient à la cathédrale avaient pavoisé leurs fenêtres de draperies et d'étoffes ; tous les visages étaient joyeux ; et l'on aurait pu se croire encore à ces beaux jours de la monarchie où les rois comptaient sur leur peuple, et où le peuple aimait ses rois : ils ne formaient alors qu'une même famille.

Le canon retentissait ; une musique harmonieuse se faisait entendre ; et le cortège royal se rendait à l'Eglise. Ce cortège se composait de 24 voitures de la cour attelées chacune de six chevaux ; elles rappelaient, par leur pompe et par leur splendeur, celles du grand siècle de Louis XIV. Les harnais des chevaux étaient en maroquin rouge plaqué d'or, et les livrées des domestiques étaient de la plus grande richesse.

Le Grand-Duc, la Grande-Duchesse et les augustes époux rentrèrent dans la cathédrale ; ils étaient suivis

par les ministres, les grands officiers de la couronne, les généraux, les chambellans, les écuyers, les pages, les dames de la cour, etc., etc., etc. Et tout cela en grand costume.

On ne voyait que des uniformes resplendissants d'or et d'argent, des habits couverts de pierreries, de la pourpre, de l'hermine et des diamants; les yeux en étaient éblouis.

Au milieu de toutes ces magnificences, apparaissaient les deux gracieuses figures des fiancés. La princesse, le front ceint d'une superbe couronne en diamants, avait un manteau de brocard d'argent d'une élégance remarquable; mais on faisait peu d'attention à son costume en la regardant, car sa tenue était d'une simplicité angélique; et l'on eût dit, au milieu de ces orgueilleuses pompes de la terre, une douce vision du ciel.

Le prince portait un habit d'officier général. L'ordre le plus parfait présidait à la cérémonie; c'était une vraie solennité royale; on eût pu se croire aux siècles passés.

Cependant la Grande-Duchesse avait souvent des larmes dans les yeux, car sa fille allait bientôt être séparée d'elle, car pour être souveraine on n'en est pas moins mère....

Hélas! aujourd'hui plus que jamais, ce ne sont pas les dignités et les splendeurs qui empêchent de pleurer: au contraire!

S. A. R. Madame la Duchesse de Berry était aux fêtes

du mariage de son jeune frère, à Florence; elle revint à Naples avec lui sur le *Stromboli*; et ce fut un nouveau bonheur pour moi.

Le Roi Ferdinand II accueillit dans sa capitale l'auguste mère d'Henri V, avec une cordialité pleine de magnificence; et elle y séjourna plusieurs mois.

Je parcourus plusieurs parties du royaume; mais j'étais venu pour écrire l'histoire des révolutions de l'Italie, et non pour y peindre des sites pittoresques. Je cherchais des renseignemens politiques, et non de curieux paysages. Une seule lettre descriptive, échappée à ma plume, fut publiée à Naples en juillet; qu'on me pardonne d'en reproduire ici un extrait; la politique y a sa place.

Pœstum, 22 mai 1850.

« Depuis mon arrivée à Naples, un de mes plus vifs désirs était d'aller visiter les ruines de Pœstum, les plus belles que la Grèce antique ait laissées après elle. Je partis donc, accompagné du jeune *François Valia*, écrivain plein de talent et de cœur, fils de l'Intendant de la province de Salerne, et de M. *Bonucci*, littérateur distingué de Naples, directeur des fouilles de Pompeï, et des monuments historiques du royaume.

« Avec quel enthousiasme je parcourus le beau pays qui sépare Naples de Salerne! Je laissais à ma droite *Casellamare* et *Sorrente*, dont je me promettais d'aller explorer, plus tard, les plages enchantées. J'avais à ma gauche le Vésuve, Portici, Pompeï: *Pompeï*, dont

j'avais admiré, peu auparavant, les résurrections fabuleuses et les mystérieuses merveilles ! J'arrivai bientôt à Nocera, ville encadrée de montagnes et de rochers ! Sur un des pics qui la domine est le vieux castel où se refugia le Pape Urbain VIII quand il se vit forcé de fuir Rome. Hélas ! alors, comme aujourd'hui, mêmes scènes, mêmes souffrances !

« Rien de plus admirable que la route de Nocera à Salerne, à travers de hautes montagnes hérissées de châteaux. Il me semblait voir ces nids d'aigles des bords du Rhin d'où les hauts barons de la contrée étendaient au loin leur domination puissante. Il n'en reste plus rien maintenant que des souvenirs de vaillance et quelques cadavres de pierre.

« De la Cava jusqu'à Vietri le paysage offre une suite continuelle de sublimes tableaux.

« En sortant de Vietri, je vis le golfe de Salerne à mes pieds. D'un côté *Amalfi*, la patrie du célèbre *Flavio Gioja*, qui inventa la boussole : *Amalfi*, république puissante et guerrière au moyen âge, cité naguère florissante, qui envoya des légions de croisés en Terre-Sainte, et qui n'est plus aujourd'hui qu'une petite bourgade.

« En face, et de l'autre côté du golfe, est *Pœstum*, la *Grande Grèce*.

« Salerne est devant moi. L'illustre Robert Guiscard en fit sa capitale. Son port fut commencé, d'après l'inscription, par *Jean de Procida*, l'homme des Vêpres-Siciliennes. Là vécut le père du *Tasse* : l'auteur d'*Ama-dis de Gaule*. Là aussi est enterré Grégoire VII, autre

pontife en fuite de Rome. Sa vie ne fut qu'un long combat. Il se fit cette étrange épitaphe : « *J'ai chéri la justice, j'ai haï l'iniquité, et, pour cela, je meurs en exil.* »

« L'Intendant de Salerne, M. le chevalier Valia, habile administrateur et royaliste chaleureux, m'ouvrit sa porte hospitalière. Je serrai sa main dans la mienne avec effusion et bonheur : c'était pour moi celle d'un frère, car je connaissais son dévouement profond à son roi et à sa patrie. Nous étions faits pour nous entendre, c'est à dire pour nous aimer.

« Me voici enfin à Pœstum. Je suis dans le temple autrefois dédié à Neptune. Assis sur le fût brisé d'une de ses colonnes, je contemple ses admirables portiques et ses frontons indestructibles qui semblent avoir fatigué le temps. D'un côté je vois, au loin, les montagnes pittoresques de *Capaccio*; de l'autre est la mer dont j'entends les flots murmurer tristement contre la grève voisine.

« Autour de moi est une vaste plaine où s'élevait jadis une ville opulente : ce n'est plus aujourd'hui qu'un désert ; ce n'est qu'un champ aride et brûlé.

« Rien de plus imposant, de plus triste et de plus solennel que des débris de puissance et de gloire au milieu des silences de la solitude et de la mort ! Un beau soleil dore de ses feux le paisible monument d'où, là aussi, *trente siècles* auraient pu contempler le géant des batailles, s'il était venu là, comme aux Pyramides, avec ses formidables armées.

« Hélas ! cet homme a disparu aussi avec les gran-

deurs de son époque ; et, lui aussi, il n'a laissé que des ruines. *Des ruines !* eh quoi ! toutes les choses sublimes de la vie, toutes les merveilles de l'art, toutes les créations du génie, ne doivent-elles finir que par là !... *des ruines ?*

« Quelles sont imposantes et belles les nombreuses colonnes cannelées des temples de Pœstum, avec leur dix-huit pieds de tour, et leur double rang l'un sur l'autre, des deux côtés du sanctuaire !... On n'y retrouve pas, il est vrai, la svelte élégance des constructions d'Athènes et de la Grèce ; mais on en admire la force : c'est de la majesté, c'est de la vigueur, c'est de l'éternité.

« A l'époque où la Grèce antique envoya ses premières colonies à Pœstum, elle y bâtit les temples de Neptune et de Cerès qui s'y voient encore aujourd'hui. Son gouvernement était, selon les idées de Pythagore, une république aristocratique avec les institutions de la démocratie. Plus tard la démocratie voulut renverser la domination aristocratique : ce fut toujours, parmi les nations, mêmes pensées et mêmes luttes.

« Mais il vint un jour où les populations du *Cilento*, sorties de leurs montagnes avec le désir d'affranchir leur patrie, triomphèrent du poétique étranger qu'avait jeté sur leurs rivages le merveilleux pays d'Homère. Puis tout à coup fondirent sur elles, à leur tour, les Sarrazins de l'Espagne, les Maures de l'Afrique ; et, au milieu de toutes ces commotions politiques, la grande cité disparut.

« Ah ! le temps est un grand destructeur sans doute. Mais, comparé à l'homme, qu'est-il !... A l'un il faut

des années et même des siècles pour abattre ; à l'autre il faut un jour... quelques heures.

« On voit encore la muraille fortifiée qui entourait la ville des Grecs ; cette muraille avait vingt pieds d'épaisseur ; elle est tombée de toutes parts ; il n'en subsiste que les fondations, d'où s'élèvent encore, çà et là, des débris de tours et de portes. Ce sont les restes d'une première civilisation qui est finie. Ah ! ne salueront-ils pas bientôt, grâce à nos révolutionnaires, la chute d'une seconde civilisation qui s'en va !

« Près du temple de Neptune est un palais à colonnades où se rassemblaient les législateurs du temps, disciples de Pythagore. Je voyais la place où s'était dressée leur tribune. Eux aussi, ils étaient venus là avec leurs passions politiques et leurs rêves de progrès. Là, sans doute, s'étaient professées des doctrines à la *Proudhon*. Peut-être n'y avait-on pas osé dire avec le cynisme moderne : « *La propriété c'est le vol* » ; mais qui sait s'il ne se trouvait pas là des insensés qui le pensaient tacitement ! car le communisme a occupé Pythagore ; le communisme appartient aux temps les plus reculés. Il date des âges barbares ; il est plus vieux encore que les piliers en ruines de Pœstum, où rien maintenant ne vit et ne s'agite..... hors les petites herbes qui poussent au soleil, entre les fentes du bâtiment, et que le vent balance au passage.

« Aujourd'hui, sous ces portiques déserts, plus d'autre bruit que celui de l'oiseau des mers volant avec insouciance à travers ces prestigieuses solitudes ; pas d'autres habitants que le lézard à la peau verte et dorée, se

glissant entre les crevasses du temple. J'errais en silence comme eux. De charmantes fleurs sauvages s'épanouissaient devant moi, au souffle du printemps, le long de ces chapiteaux et de ces frontons qui bravent encore, à la fois, la chaleur des étés et le froid des hivers....

« Je m'approchai d'un tombeau vide.... je me baissai pour regarder l'intérieur de cette ancienne sépulture : il y avait poussé un rosier ; je pris une feuille à l'arbuste : une rose sur une tombe !... »

« A mes pieds poussait l'achante, cette élégante feuille que l'ordre corinthien a imité de la nature. J'étais dans le sanctuaire du temple de Neptune ; je me serais volontiers agenouillé sur le pavé que foulèrent ses prêtres. Eh ! pourquoi n'aurais-je point adressé une prière au ciel, là où tant d'âmes implorèrent, sous d'autres noms, le souverain arbitre du monde ! Le divin Rédempteur de l'humanité n'était point encore apparu à la terre, alors que la piété se trompait de chemin.

« Je sortis ensuite du temple. On me montra au loin une maison qu'avait habité *Carducci*, ce fameux révolutionnaire qui, sous prétexte de politique, épouvanta si longtemps le pays par ses brigandages de liberté. La demeure de cet *homme de sang* était vis-à-vis un temple de la Paix ! (1)..... »

« Je foulais la terre où jadis toute une colonie de Sybarites étalait son luxe et sa mollesse, où ces hommes

(1) Les fondations de ce temple ont été retrouvées par l'habile archéologue Bonucci.

de plaisirs et de voluptés ne pouvaient dormir si le chant lointain du coq arrivait à leurs oreilles, ou s'ils se sentaient froissés, sur leurs couches, par le pli d'une feuille de rose. Oh ! deux fois j'ai prononcé le nom de cette fleur : où sont donc celles de Poëstum ? Ces roses tant célébrées par les poètes anciens !... J'avais besoin de respirer leurs parfums ; car là tout devait être, pour moi, souvenirs, harmonies, suavité ; et cependant, qui le croirait ! à certaines époques de l'année, sous ce ciel pur et ravissant, court un anathème invisible : la terrible *mal'aria*. Les douces brises de la mer n'étendent alors, le long de ces rives, que des haleines empoisonnées. Hélas ! la mort est donc toujours inséparable de toutes les jouissances, de toutes les admirations, de toutes les souvenirs ! La mort, qui ne respecte pas les pierres, mais qui ne saurait tuer le génie, la mort est la grande figure éternelle qui vient, constamment et partout, élever sa tête fatale ! »

Je quittai Naples en août ; ce fut avec de vives regrets. Quand on a connu cette ville, on ne conçoit pas qu'on la quitte ; et quand on se sépare d'elle, on n'accepte pas la pensée de n'y plus revenir.

Peu après j'arrivais à Rome. Ici que de descriptions j'aurais à faire ! que de merveilles je devrais peindre !... Mais à Rome comme à Naples, à Palerme, à Florence, à Parme, à Venise, à Pavie, à Milan, à Gènes, en Piémont, comme dans toutes les grandes villes de la Pé-

ninsule que j'ai successivement traversées, j'écartais la lyre du poète : je ne voulais que la plume de l'historien.

Je visitai successivement chacun des théâtres où s'étaient passés les événemens politiques les plus remarquables. Les chancelleries de tous les états m'ouvrirent leurs archives ; et j'y recueillis les documents les plus authentiques. On m'y communiqua des biographies jusqu'ici cachées ; et j'y reçus les confidences les plus intimes.

Je vis Bologne, la patrie des fameux peintres, le Guide, le Dominiquin, l'Albano et les trois Carrache ; je ne jetai qu'un rapide coup-d'œil sur ses deux hautes tours, dont l'une rappelle la tour penchée de Pise ; et je m'acheminai vers Modène, ville célèbre dans l'histoire pour y avoir donné asile à Brutus après le meurtre de César ; et de là je me rendis à Parme.

Le général Crotti commandait en cette ville. Ancien brave des armées de Napoléon, et officier de la Légion d'Honneur, il s'était distingué pendant la révolution par son dévouement à ses princes. Il vint me chercher à l'hôtel où j'étais descendu, pour me conduire à la délicieuse résidence de Madame la duchesse de Parme : *le Casino des bois*. S. A. R. m'y attendait ; et j'eus le bonheur d'y passer quelques jours auprès d'elle.

Puis, je fus examiner avec attention, les fameuses places fortes qui jouèrent un si grand rôle dans la guerre de l'indépendance : Mantoue, Vérone, Peschiera, Vicence, Padoue, Crémone, etc., et j'arrivai enfin à Venise.

Venise ! Comment défendrais-je à ma plume un mot descriptif sur la ville aux quatre cents canaux, ville unique sur cette terre !... Comment oublier les gloires passées de cette grande reine des eaux ! L'étendard du Lion de Saint-Marc n'avait-il pas flotté triomphant, en 1204, sur les remparts de Byzance !... Au seul nom de Venise, et comme saluant cette irrésistible conquérante, toutes les merveilles des arts n'avaient-elles pas quitté l'Orient pour la couronner de leurs immortalités !

La grande république anti-démocratique des doges, où la puissance patricienne était tout et le droit populaire rien, n'avait-elle pas courbé devant elle les nations les plus arrogantes ! n'avait-elle pas tenu le *trident de Neptune*, qu'un vers célèbre a surnommé *le sceptre du monde* !....

Avec quel intérêt je parcourus cette merveilleuse cité ! « La *place de Saint-Marc*, disait Napoléon, *est un salon auquel le ciel seul est digne de servir de voûte.* Mais, hélas ! Venise n'est plus la splendide capitale de l'Adriatique ; le dernier siège, où le courage de ses habitants l'a cependant encore illustrée, lui a porté de nouveaux coups. Le Lion de Saint-Marc a replié ses ailes ; Venise n'est plus que la *Palmyre des mers*. N'importe, protégée par ses impérissables souvenirs et par ses admirables chefs-d'œuvre, Venise est toujours la poésie même, au milieu de ses brillantes ruines où tout est encore marbre et or, ciel et eau, chants et prestige, gondoles et amour.

Je séjournai quelque temps dans cette aristocratique ville, où Manin avait cru pouvoir fonder de nos jours une

république démocratique ; et je repartis pour Milan, d'où je rentrai en France par le lac Majeur, les îles Boromées et le Simplon. Mon travail était terminé.

Ici, je dois le déclarer, j'ai trouvé partout aide e appui dans mes recherches. « *La vérité !... la vérité !* » me répétaient tous les partis, et j'écoutais les uns et les autres ; j'étudiais chaque opinion.

Je ne me suis jamais arrêté au témoignage d'une *seule* personne, ni aux pages d'un *seul* document ; j'ai écouté, sur chaque fait, une foule de voix diverses, et une quantité d'écrits différents. J'ai réuni des masses de matériaux ; j'ai prêté l'oreille à des milliers de récits ; j'ai consulté témoins et juges. Puis, j'ai interrogé ma conscience ; et, m'en rapportant aux décisions de l'opinion publique sur bien des événements et sur beaucoup d'hommes,

« *J'ai vu ; j'ai écouté ; j'ai écrit.* »

P. S. — Depuis la publication de l'*Italie rouge*, un jeune écrivain, M. le baron d'Hervey, a mis sous presse un livre sur la révolution de Naples, intitulé : *Un Roi*. Ce sera un complément à celui-ci ; car il a traité le même sujet sous un autre point de vue, et avec un talent distingué.

Parmi beaucoup d'observations, aussi fausses que ridicules, qui m'ont été adressées par les journaux rouges de l'Italie, il en est qui m'ont paru justes ; et, à chaque édition, notamment dans celle-ci, j'ai rectifié plusieurs passages de mon livre. Il est aussi des réclamations particulières qui, faites avec égards et convenance, ont dû fixer mon attention ; et je me suis empressé d'y faire droit.

(Note de l'Auteur.)

L'ITALIE ROUGE.

PREMIÈRE PARTIE.

Révolutions de Rome et de la Haute-Italie.

J'ai vu ; j'ai écouté ; j'ai écrit.

CHAPITRE PREMIER.

La France. — La Suisse. — Les sociétés secrètes — Mazzini, Gioberti et Rossi. — Vie et mort du Pape Grégoire XVI.

1815 avait vu tomber le géant des batailles ; et la France se reposait enfin de ses longues agitations sous le sceptre paternel des héritiers de saint Louis. La France ne pouvait avoir oublié qu'elle devait à ses rois légitimes son étendue, sa puissance et sa gloire. Elle se rappelait que Philippe-Auguste lui avait acquis la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, le Poitou, le Vermandois, les comtés d'Évreux et d'Alençon. Elle savait que Philippe le Hardi l'avait enrichie du Languedoc ; que Philippe le Bel lui avait assuré Lyon par un traité, et la Champagne ainsi que la Brie par

un mariage; elle ne pouvait ignorer que Philippe de Valois lui avait donné le Dauphiné; Charles V, la Saintonge et le Limousin; Charles VII, la Guyenne et le Périgord; Louis XI, la Provence; Louis XII, la Bretagne; Henri IV, le Béarn et la Navarre; Louis XIV, le Roussillon, la Flandre, l'Alsace, l'Artois, la Franche-Comté et le Nivernais; Louis XV, la Corse, le duché de Bar et la Lorraine; enfin Charles X, l'Algérie. De pareils souvenirs auraient-ils pu être effacés !...

Le beau royaume des Bourbons n'avait-il pas été fait et créé par la royauté, pièce à pièce, et de siècle en siècle !... La reconnaissance publique ne devait-elle pas être acquise à tout jamais, de génération en génération, à cette longue lignée de souverains qui, la couronne en tête et le glaive à la main, avaient porté si haut le grand nom de la France !... Oh ! oui; car le roi, dans l'histoire de la nation, c'était la société faite homme. Le roi, c'était la religion, la propriété, l'honneur, la famille et la patrie représentés par un chef héréditaire auquel se rattachaient les destinées du monde. Ce principe sacré de l'ordre, en traversant les âges et en y construisant le magnifique monument de la monarchie française, la plus glorieuse d'entre toutes, avait changé de nom plusieurs fois; mais en dépit des révolutions, ce génie puissant et mystérieux n'avait pu ni passer ni périr : il devait rester grand, immuable, immortel; il s'appelait « *le roi de France*. »

L'Europe respirait en paix. Napoléon, de son rocher d'exil, avait vu s'éteindre les derniers incendies de la guerre. La prospérité renaissait partout avec le retour aux principes de la justice et du droit; mais un nouvel ordre de choses se levait sur l'horizon politique; un fait immense se produisait et commençait à fasciner les intelligences; c'était, sous le nom de *gouvernement représentatif*, le renversement des anciennes lois monarchiques; c'était l'organisation d'un système nouveau devant partager le pouvoir entre la royauté et les masses : « Ce qui, au dire de Proudhon, était quelque chose comme la quadrature du cercle, le mouvement perpétuel » et la pierre philosophale (1). »

L'Angleterre s'était donnée une constitution pour chercher à for-

1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 289.

tifier son aristocratie ; la France en avait promulgué une pour achever de détruire la sienne. Habités à se modeler sur Paris, tous les peuples voulurent un gouvernement représentatif à la française. La nouvelle Charte ouvrait un libre passage aux idées démocratiques que Napoléon, sous son règne, s'était efforcé d'étouffer pour le repos des nations : un cri général s'éleva d'un bout du monde à l'autre : « *des Chartes ! des Constitutions !* » La propagande des novateurs obtint un succès inouï. Le mouvement ne devait plus s'arrêter : la fièvre fut européenne.

Les hommes de la foi nouvelle s'intitulèrent *Libéraux* : leur désir et leur espérance étaient-ils réellement d'améliorer le sort des nations?... Hélas ! les grands meneurs du parti démocratique, ambitieux ennemis des splendeurs d'autrui, ne rêvaient que la destruction de l'ordre où ils ne figuraient pas, pour en arriver à des ruines où ils trôneraient.

Que leur importait au fond le bonheur du peuple et du pays ! Ce qu'il leur fallait avant tout, c'était le moyen de s'emparer exclusivement des places et de la fortune, en brisant ce qui les primait. Le mode constitutionnel était pour eux *le plan incliné* qui descendrait, peu à peu, de sa haute et brillante sphère, l'ancienne autorité souveraine ; qui la dépouillerait par gradation de son auréole et de ses prestiges ; qui commencerait un nivellement destiné à l'atteindre elle-même ; et qui, enfin, à un certain temps donné, transformant les *monarchies* en *républiques*, précipiteraient inévitablement la royauté, un peu plus tôt ou un peu plus tard, du Capitole aux gémonies.

L'histoire en va fournir la preuve.

Le pacte constitutif de la Suisse, en 1815, ayant fait de l'Helvétie un pays neutre, ce fut là que se réunirent toutes ces hordes d'aventuriers dont se servent les chefs de révolutions pour culbutter les trônes, et qu'ils repoussent ensuite du pied, dès qu'ils ont saisi le pouvoir.

Là fut le champ d'asile de tous les intrigants n'ayant ni feu ni lieu, de tous les avocats sans cause, de tous les médecins sans malades, de tous les professeurs sans élèves, de tous les débiteurs

en faillite que poursuivaient leurs créanciers, de tous les repris de justice échappés au glaive vengeur, et de tous les réfugiés politiques qui fuyaient de leur patrie après avoir tenté de la bouleverser. Là, enfin, fut le port franc de toutes les théories humanitaires, le point central où toutes les insurrections vinrent demander leur mot d'ordre, et le foyer commun d'où partirent tous les tisons révolutionnaires qui devaient embraser l'Europe.

Un des premiers qui organisèrent en Italie des *sociétés secrètes* fut le fameux poète Byron. Il était sceptique et athée. Toute doctrine qui pouvait lui fournir le moyen d'accroître encore sa renommée, tout événement qui, changeant la face du monde, y pouvait ouvrir des voies nouvelles, souriait à son aventureuse imagination. Installé à Ravenne, il y vint donc attaquer à la fois la puissance monarchique et la puissance religieuse. Il avait en haine le Pape, cette grande pyramide de l'église catholique contre laquelle Napoléon lui-même était venu se briser au milieu de sa gloire; et bientôt, à la voix du génie anglais, Ferrare, Bologne, Ravenne et Forlì se peuplèrent, à l'envi, des prétendus apôtres de la régénération européenne.

Les *francs-juges* avaient fait leur temps; les *francs-maçons* dépérissaient; les *carbonari* apparurent (1).

Prenant toutes sortes de formes insaisissables, et liées par d'horribles serments, ces *sociétés secrètes*, agrégées pour le crime, déclarèrent une guerre d'extermination non-seulement aux trônes et aux autels, mais à l'ordre social tout entier. Ils formèrent des tribunaux invisibles où se décrétait sans pitié la mort de tout individu qui leur faisait ombrage. Une fois admis dans ces repaires de dépravation, l'initié, se dépouillant de son individualité, n'avait plus ni patrie ni famille; il appartenait à ses maîtres; et comme rivé à leur pensée, il devait, au premier signal, leur obéir aveuglement, le poignard à la main; il était à eux corps et âme.

L'horrible catastrophe de 1830 consacrant le droit des insurrec-

(1) Le premier écrivain français qui dévoila ces sociétés secrètes fut M. de Marchangy. Les libéraux d'alors prétendirent que les pages de sa fameuse brochure ne contenaient que des rêves de poète!

tions, vint leur donner une force nouvelle. Louis-Philippe avait pris sur un berceau le sceptre qu'il n'eût été en droit de prendre que sur un cercueil ; et toutes les sociétés secrètes y applaudirent avec transport. Elle savaient qu'une monarchie n'est point refaite par cela seul que sur des ruines publiques on rétablit un dais de pourpre. Elles se disaient à juste titre que l'acte même qui place une couronne au front de l'usurpation, en autorise un qui la lui brise sur la tête ; et, dans leurs arsenaux clandestins, les victorieux novateurs, devenus plus hardis que jamais, se mirent à refourbir avec une nouvelle énergie les armes de la destruction.

Infatigables niveleurs, empoisonneurs du genre humain, ils promettaient aux peuples l'âge d'or ; ils ne parlaient que justice, indépendance, fraternité ; mais sous ces mensongères paroles se prêchaient la désobéissance aux lois et l'appel aux insurrections. Ce fut de même à toute époque : les sectateurs de 1793, leurs héritiers de 1830, leurs élèves de 1848, tous n'ont-ils pas eu le même langage et le même but ? ils nomment amour de la patrie le renversement de la société ; l'impiété, c'est la raison ; et le crime, c'est la vertu.

A l'épouvantable *pandémonium* de la Suisse, accoururent tous les démons de l'anarchie ; et, vers 1834, ces puissances de l'iniquité qui voulaient abolir le riche et n'abolissaient pas le pauvre, qui travaillaient à détruire la famille, le foyer, la propriété et la religion pour ne mettre à leur place que l'isolement, la ruine, le doute et le néant ; ces régénérateurs sauvages qui disaient à Dieu même : *Retire-toi !* choisirent *Mazzini* pour grand-maitre.

Ce futur triumvir de Rome, chassé de France à la suite de trois meurtres (1), vint s'installer en Helvétie. Les *carbonari*, à sa voix, changèrent de forme et de nom : ils s'appelèrent *la jeune Italie*. Autour de lui se groupèrent d'autres sectes : *l'alliance des justes* et *le prolétariat voleur* (2).

(1) Cet événement tragique eut lieu au Café de Rodez. Deux italiens, Emiliani, Lazzareschi, et la femme de l'un d'eux, y tombèrent sous le poignard. Mazzini et la Cecilia avaient présidé le tribunal secret où ces trois malheureux furent condamnés. (Cretineau-Joly, *Histoire du Sauter-bund*, tome I, p. 124.)

(2) La doctrine de cette dernière était la force brutale dans sa plus large extension.

•Mais il ne suffisait pas au *grand-maitre* de révolutionner une nation, il fallait les bouleverser toutes. On érèa la *jeune Allemagne*, la *jeune Pologne*, la *jeune Suisse*, la *jeune Espagne* et la *jeune Europe*.

Les *sociétés secrètes* s'étendirent d'un bout du monde à l'autre, et correspondirent entre elles. La France eut la *société des Saisons*, la *société des Familles*, les *Amis du peuple* et les *Droits de l'homme*. Chaque pays eut son club mystérieux, et chaque cercle eut ses meneurs.

Mazzini présidait l'ensemble.

Moïse de l'esprit du mal, il avait choisi Genève pour son Sinaï ; et de là, promulguant ses *tables de la loi*, il faisait gronder au loin ses tonnerres. Là vinrent successivement à lui tous les révolutionnaires, eneorè obscurs, qui plus tard, devaient acquérir une si fatale célébrité : tels que les *Sterbini*, les *Galetti*, les *Ricciardi*, les *Ramorino*, les *d'Apice*, les *Romeo*, et une foule d'autres eneorè. Là se trouvaient Weithing, ouvrier tailleur, dont le nom devait horriblement retentir à Rome ; Simon Schmidt, le tanneur ; Auguste Becker, et le vieil Albrecht, soi-disant inspiré.

L'évangile de ceux-ci était « *les paroles d'un Croyant* », et ils apprenaient par cœur ce passage de Lamartine :

« Ils remueront la société jusqu'à ce que le socialisme ait succédé à l'odieus individualisme... La charité, c'est le socialisme. » (*Voyage en Orient*, t. IV, p. 330.)

Là aussi parut Gioberti (1).

Jamais démocrate n'exerça un plus grand empire que celui-là sur ses concitoyens. A l'exemple d'Arnaud de Breseia, il enensa les vices du peuple, et s'en fit le glorificateur. Ses discours et ses écrits, enthousiasmant les libéraux, le firent emprisonner et proscrire. Cet ambitieux abbé, thersite des mauvaises passions, rêvait le pontificat suprême. Bien qu'il fut ardent *carbonaro*, il repoussait la *jeune Italie* ; car Mazzini étant son concurrent en renommée, lui était un rival odieux. Il se réfugia à Lausanne, parce qu'on y eriait à *bas Dieu* (2), Strauss correspondait avec lui.

(1) L'abbé Vicente Gioberti était né à Turin au commencement du siècle.

(2) On y eriait aussi « *à bas ceux qui ont des domestiques !* » Il fut aussi s'établir en Belgique.

Strauss, avec son nouveau dogme, où Jésus-Christ était déclaré n'être qu'un mythe, et où la Bible était traitée de vieux roman, faisait partie des sociétés secrètes de l'Allemagne. Strauss, alors, prêchait l'athéisme.

Une célébrité non moins grande était là depuis longtemps : Pelegrino Rossi.

Né à Carrare, cet homme, dont la vie aventureuse ne fut qu'une longue course à la recherche de la fortune, avait débuté, sous Murat, par être du *gouvernement provisoire* de Bologne, alors que Joachim voulait s'emparer de l'Italie. Il prit la fuite à la déroute de son patron; et, chargé en Suisse, par la haute diète, de la révision du pacte de 1815, il y fit un rapport où le radicalisme était poussé à ses dernières limites, et qui concluait au renversement du gouvernement fédéral.

Ce carbonaro, mal vu de Mazzini, ne devait point tarder à devenir impopulaire. Et pouvait-il être l'homme des *nationalités*? Tour à tour Napolitain au royaume des Deux-Siciles, Suisse à Genève, Français à Paris, Toscan à Florence, Romain au Vatican, Rossi était l'ubiquité personnifiée. Citoyen voyageur de toutes les contrées, il avait adopté un nouveau genre de patrie qui n'était encore inscrit sur aucune carte géographique : la patrie du traitement, des honneurs et des portefeuilles. Quant à ses convictions politiques, elles variaient selon la circonstance; et, républicain dans les clubs des démocrates, il était royaliste à la chambre des Pairs.

Les sociétés secrètes, à leur origine, étaient peu puissantes encore; mais, en Suisse et en Italie comme en Allemagne et en France, elles avaient, à défaut de force, la hardiesse et le mensonge; les crédules qu'elles abusaient se firent de quelques Lilliputiens ridicules d'incommensurables Titans. Les carbonari, se disant *partout et nulle part*, ne tardèrent pas à grandir formidables sous les mystérieuses terreurs qu'ils savaient étendre autour d'eux; et pourtant, avant juillet 1830, le dénombrement de ces fameuses armées n'eût inspiré que de la pitié, si l'on eût su, au juste, ce que c'était que cette fantasmagorie.

Mais, présidées par Mazzini, les sociétés secrètes marchèrent de progrès en progrès. Ce Génois, chef de *la jeune Italie*, institua des clubs dans tous les pays pour attiser le feu des révoltes, et pour suivre, à travers les décombres et le sang, le rêve de la république universelle. Il appela à lui tous les aventuriers Polonais, Juifs errants de la rebellion; tous les barricadeurs parisiens, sbires voués aux perturbations sociales; et il leur commanda la démoralisation de l'Europe. Il organisa enfin des *corps francs* ou *condottieri*, espèces de *malandrins* et de *routiers* chargés de la propagande des idées démocratiques, *séides* qu'il faisait mouvoir par un fil invisible, et qui, au mot d'ordre donné, devaient aller, de droite et de gauche, travailler, le fer et la flamme à la main, à l'affranchissement des nations et à la rédemption de l'humanité (1). Déjà pointait le communisme; et le socialisme allait suivre.

De Fribourg fut daté le premier bulletin révolutionnaire, triste et fatal écho de la victoire de juillet qui ouvrit la série des désastres de l'Europe :

« — Nous allons renverser les monarchies, écrivait Armand
« Carrel à Anselme Petetin, en 1834. C'est bien; mais une fois
« cette lutte terminée, nous en aurons une autre à soutenir immé-
« diatement avec cette foule d'imbéciles furieux qui sont dans nos
« rangs (2). »

« — Vous n'êtes que des menteurs et des hypocrites, disait
« plus tard Proudhon à ses frères et amis. Vos doctrines sont aussi
« dégoûtantes que ridicules (3). Citoyen *Louis Blanc*! vous n'êtes
« qu'un *grignoteur de croûtes politiques*. Citoyen *Pierre Leroux*!
« vous n'êtes qu'un *malthusien, éclectique, libéral, bourgeois,*
« *athée, et propriétaire*. Quand l'un de vous dit : *TUE*! l'autre
« répond : *ASSOMME*! (4) »

Écoutons maintenant Mazzini, chef d'une religion nouvelle : il a

(1) Ramorino était un des capitaines de ces corps francs. Mazzini l'envoya tenter une expédition contre la Savoie qui fut aussi déplorable que ridicule.

(2) Cretineau-Joly, *Histoire du Sonderbund*, tome I, p. 227.

(3) Le même, page 108.

(4) *Voix du Peuple*. Proudhon.

écrit ses plans et son but ; c'est une sorte de catéchisme. Il faut laisser parler l'oracle.

INSTRUCTIONS ET MOYENS.

- La régénération doit se faire dans les grands pays comme la France
- par le peuple ; dans les autres, notamment en Italie, par les princes.
- Le Pape entrera dans la voie des réformes par la *nécessité* ; le roi de Piémont par l'idée de la *couronne d'Italie* ; le grand duc de Toscane, par inclination, faiblesse et imitation ; le roi de Naples par contrainte.
- Les peuples qui auront obtenu des constitutions et qui auront acquis par là le droit d'être exigeants, pourront parler à haute voix et commander l'insurrection.
- Ceux qui seront encore sous le joug de leurs princes devront exprimer leurs besoins *en chantant*, pour ne pas trop effrayer et ne pas trop déplaire.
- Profitez de la moindre concession pour réunir et remuer les masses en simulant la reconnaissance. Les fêtes, les hymnes et les attroupements donneront l'élan aux idées, et, rendant le peuple exigeant, l'éclaireront sur sa force (1).

ORGANISATION DE LA JEUNE ITALIE.

- Art. 1^{er}. La société est instituée pour la destruction indispensable de tous les gouvernements de la Péninsule, et pour former un seul état, de toute l'Italie, sous le régime republicain.
- Art. 2. Ayant reconnu les horribles maux du pouvoir absolu, et ceux plus grands encore des monarchies constitutionnelles, nous devons travailler à fonder une république une et indivisible.
-
- Art. 30. Ceux qui n'obéiront point aux ordres de la société secrète ou qui en dévoileraient les mystères, seront poignardés sans remission.
- Même châtimement pour les traîtres.
- Art. 31. Le tribunal secret prononcera la sentence et désignera un ou deux affiliés pour son exécution immédiate.
- Art. 32. Quiconque refusera d'exécuter l'arrêt sera censé parjuro, et, comme tel, tué sur-le-champ.
- Art. 33. Si le coupable s'échappe, il sera poursuivi sans relache, en tout lieu ; et il devra être frappé par une main invisible, fût-il sur le sein de sa mère ou dans le tabernacle du Christ.

(1) *Delle presenti condizioni d'Italia*, par le duc de Ventiguano, p. 13 et suivantes.

« Art. 35. Chaque tribunal secret sera compétent non-seulement pour juger les adeptes coupables, mais pour faire mettre à mort toute personne qu'il aura frappée d'anathème.

« Art. 39. Les officiers porteront une dague de forme antique; les sous-officiers et soldats auront fusils et baïonnettes, plus un poignard d'un pied de long, attaché à la ceinture, et sur lequel ils prêteront serment, etc., etc. » (1).

Signé MAZZINI.

Et toute cette organisation eut lieu; et toutes ces instructions furent suivies. On va en voir le résultat.

L'Italie entière fut enveloppée d'un réseau de trahisons et de perversités; les assassinats politiques furent commandés ici et là; le directeur de la police de Modène, le préfet de police de Naples, le légat de Ravenne, Lessing de Zurich, les généraux de la Tour, d'Auerswald, de Lemberg et de Lignowsky, plus tard le comte Rossi, devenu traître à sa bannière, et beaucoup d'autres moins connus, seront condamnés à mort et frappés par les mystérieuses assemblées. Les révolutions sont en force.

La contagion fait de rapides progrès. Plusieurs cantons suisses, où se trouvent encore les nobles descendants des Guillaume-Tell, des Melchtal, des Furst et des Arnold se soulèvent d'indignation contre les ombres rabougries de Robespierre et de Saint-Just. Joseph Leu osa les combattre; sa voix était puissante et pure; il tomba, héros et martyr, sous le poignard des carbonari; il attaquait l'iniquité, il avait mérité ses foudres (2).

- Les assassinats se succèdent (3).

(1) *Piccola Cronica, o Episodi della storia contemporanea*, par M. Beuc-detto Cantalupo. Naples, 1849 et 1850, p. 417, 423, 425.

(2) Il fut assassiné chez lui d'un coup de pistolet, par un nommé Muller. (*Histoire du Sonderbund*, Crétineau-Joly).

(3) Une suite de tentatives de meurtres eut lieu contre les légats. Un coup de pistolet fut tiré dans la voiture de Rivarola et blessa gravement son secrétaire. Un soir, sur la place publique de Ravenne, un prêtre reçut 40 coups de fusil, parce qu'il passait pour confident du légat: la place était pleine de monde; personne n'osa dénoncer les coupables, tant les carbonari inspiroient de terreur.

Après le stylet, le poison ; tous les moyens sont bons pour le crime ; plusieurs homicides sont arrêtés, convaincus et punis (1) ; mais les réformateurs ne s'en montrent que plus audacieux. Ils appellent *saints* et *martyrs* les bandits et les meurtriers : répétition des vieilles coutumes. Des égouts révolutionnaires s'exhalent toujours les mêmes miasmes, sortent toujours les mêmes boues.

A la suite des désastres de 1830, des agents insurrectionnels de Paris, secondés par les comités suisses, étaient partis pour chauffer le mouvement révolutionnaire en Italie. Modène, et bientôt Bologne, arborent le drapeau de la rebellion. Rome va suivre leur exemple.

Grégoire XVI était alors Pape.

Que de trahisons sous son règne ! que de complots ! que de révoltes !... Tous les rois de la terre avaient alors reculé devant les pavés de juillet ; et tous, d'une oreille distraite, ils écoutaient tranquillement le bruit sourd et continu du marteau destructeur qui, près de démolir leurs trônes, sapait l'édifice social.

A peine Grégoire XVI avait-il été élu, qu'une affreuse conspiration éclatait dans Rome. Un coup de pistolet tiré sur la place Colonna devait être le signal d'un vaste soulèvement. La trame fut déjouée par la vigilance du secrétaire d'état Bernetti : mais ce ne fut que partie remise (2).

Bologne était le centre des passions anarchiques ; la famille Bonaparte y proposa de déposer Grégoire XVI. « *La papauté n'est plus de notre siècle*, » écrivait alors Louis-Napoléon, frère du président de la république française ; et les Romagnes proclamèrent la déchéance du Saint-Pontife.

(1) Targhini, neveu d'un serviteur du Pape, et Monianari, chirurgien de *nocca di papa*, furent mis à mort pour assassinats politiques.

(2) A la suite de cette odieuse trame, Grégoire XVI enjoignit par un édit à tout étranger de quitter immédiatement Rome, à moins qu'il ne justifiait de ses motifs de séjour.

Marie-Louise, en cette même année 1831, était chassée de ses États par les *carbonari*, qui proclamaient aussi sa déchéance, et formaient un gouvernement provisoire à Parme. Leur triomphe ne dura que vingt-huit jours ; Marie-Louise rentra triomphante dans sa capitale : l'Autriche était venue à son aide.

Parmi ceux qui s'étaient soulevés contre le Pape, Louis-Napoléon, qui plus tard mourut à *Forlì*, se faisait remarquer encore ; il combattait en personne à *Terni*.

Les rebelles étaient armés et en grand nombre ; on en comptait 4,000 à Spoleto. Ils voulurent y prendre en otage l'archevêque Mastai (Pic IX) ; celui-ci parvint à leur échapper par la force de sa pieuse éloquence. Le Saint-Père envoya contre eux des troupes, et les insurgés furent mis en déroute (1).

Forts de cet appui protecteur, les factieux, jusque-là vaincus de tous côtés par les troupes pontificales et par les soldats autrichiens, relèvent un front menaçant. Ils se forment en colonnes mobiles ; ils tuent le comte Bosdari, maire d'Ancône, et commettent toutes sortes d'horreurs.

Ils demandent à grands cris la liberté de la presse ; ils veulent l'organisation d'une garde nationale. Des plumes démagogiques et des épées révolutionnaires ! avec de pareils éléments de dissolution, avec de semblables leviers battant continuellement en brèche le pouvoir et l'ordre, ils savent qu'aucun gouvernement n'est possible. C'est la révolte instituée légalement ; c'est l'anarchie creusant ses fondements avec impunité.

Une excommunication avait été lancée par le Saint-Père contre les séditeux. Mais qu'importaient à ceux-ci les foudres du Vatican ! Ils ne croyaient pas plus à Dieu qu'à son ministre ; ils n'auraient eu foi qu'aux démons.... s'ils s'étaient liés à eux-mêmes.

(1) En janvier 1832, la troupe pontificale était entrée à *Cesena* de vive force et à coups de canon. En mars 1831 elle s'était emparée de *Rieti*, où Seregnani avait proclamé aussi un gouvernement provisoire. Ce factieux ne tint que trois jours et s'enfuit. Bien des années après, ce même Seregnani mourut misérablement dans un hospice de Paris.

Une amnistie est demandée. Grégoire refuse d'abord ; mais ses nombreux ennemis avalent l'appui de la France, il se voit contraint de céder ; seulement il raie du nombre des grâciés les principaux chefs de révolte : *Mamiani, Vicini, Ferretti, Orioli, Sercognani, Silvani, Sterbini, Louis-Napoléon*, et plusieurs autres encore.

Plus tard, la plupart de ces noms reparaltront triomphants. Ces feux vont couvrir sous la cendre.

Cependant la monarchie citoyenne de Paris avait cessé peu à peu de prodiguer ses poignées de main patriotiques ; elle ne chantait plus la Marseillaise aux balcons de son palais ; elle avait mis un terme à ses sympathisations démocratiques, et elle commençait à préférer une alliance avec les rois de la terre aux *vivats* des faubouriens de Paris ; elle craignait d'ailleurs qu'en Italie, ainsi qu'en France, le droit d'insurrection ne vint à s'élever si haut qu'il fût seul la suprême loi.

Elle négocia donc avec les puissances étrangères, relativement au Saint-Siège ; et un *mémorandum* fut remis à Grégoire XVI où il lui était promis le secours de la France et de l'Angleterre, s'il voulait faire des modifications à son gouvernement, notamment la sécularisation de son administration.

Le Saint-Père protesta contre cette atteinte à sa souveraineté temporelle : il accepta néanmoins quelques-unes des conditions imposées. Sur trois juges, en matière civile et criminelle, il consentit à nommer deux laïques, chargés, de concert avec les légats, de travailler au bien-être de la nation (1) ; puis, il promulgua plus tard un code civil, et l'année d'après un code criminel.

Ces mesures qui détruisaient d'anciens abus, étaient d'une utilité reconnue. Mais étaient-ce des améliorations et des réformes que voulaient les disciples de Mazzini ? Non ; ce qu'il leur fallait, c'étaient les honneurs, les richesses et l'autorité changeant de place à leur profit. Quels étaient leurs vœux ? tout abattre pour tout saisir ; pour s'enrichir, tout ruiner. Qu'importe que le pays tombe dégradé, pourvu qu'eux ils montent puissants !

(1) Jusque-là, il n'y avait point eu de conseils provinciaux.

La révolution n'avait plus de prétexte pour tirer l'épée; elle répand d'infâmes libelles; elle attaque par les armes du ridicule, non-seulement les droits du pouvoir, mais les dogmes de la religion; elle joint le blasphème à l'impiété; elle insulte à la fois le sceptre et la tiare; et, chose aussi déplorable qu'étrange en un siècle de civilisation, aucune puissance courroucée ne se lève pour lui imposer silence; aucune plume énergique ne vient la stigmatiser de son indignation. Et pourquoi donc l'Europe entière reste-t-elle muette? Hélas! c'est que la France se tait.

Les sociétés secrètes continuaient à se répandre par toute l'Europe; et lorsque le Saint-Siège eut obtenu l'évacuation des troupes françaises et autrichiennes hors des États pontificaux, il fallut des tribunaux exceptionnels pour y contenir les soulèvements de la jeune Italie. L'expédition des frères Bandiera, en Calabre, avait été méditée de longue main par les adeptes de Mazzini. Une révolution éclata de nouveau à Forli, à Fuenza, et dans plusieurs autres villes de la Romagne; à la tête du mouvement étaient les mêmes hommes que le Pape avait amnistiés en 1831.

Tout-à-coup *Rimini* tombe au pouvoir d'une horde insurgée; on commença par y piller le trésor public; et les rebelles y proclamèrent un gouvernement provisoire. Gizzi, légat à Forli, n'avait rien su, rien vu, rien prévu.

Rimini s'était flatté que tous les pays voisins imitieraient son exemple; il n'en fut nullement ainsi. *Rimini*, contre lequel on fit marcher des troupes, fut obligé de se rendre. Les régiments suisses, les volontaires et les carabiniers, triomphèrent partout des rebelles. Galetti fut emprisonné; Beltrami, Lovatelli et autres chefs prirent la fuite et se retirèrent en France et en Toscane, refuges accoutumés des anarchistes. Les trames n'ont pu réussir, et la ville éternelle triomphe.

« — Les nations, disait alors Mazzini en soupirant, ne sont pas encore assez mûres pour s'affranchir; il leur faudrait plus de lumières. »

Pénétré de cette idée, le prince de Canino, le premier-né des révolutions romaines, pensa qu'il fallait renforcer les sociétés secrètes,

en organisant à ciel découvert, sous le nom de *Congrès scientifiques*, une vaste propagande révolutionnaire. La mesure fut adoptée.

Le congrès, d'après ses règlements, devait se réunir chaque année, sous prétexte d'études littéraires et savantes, dans une des grandes villes de l'Italie; chacune aurait alternativement son tour, afin que les lumières, en se répandant sur chaque territoire comme un soleil vivifiant, y fissent *mûrir* chaque peuple. Les grandes bases de la régénération italienne étaient celles-ci, comme prélude et comme appât :

1° *Promettre la Lombardie au Piémont* : ceci était le rêve de Charles-Albert.

2° *Agrandir l'État romain de toutes les contrées qui le séparent de Venise* : cette espérance était de nature à séduire le gouvernement pontifical.

3° *Offrir la Sardaigne au roi de Naples* : cela pouvait tenter les Deux-Siciles.

Le plan fut mis habilement à l'œuvre. Le *Congrès scientifique* commença ses opérations; il professa ouvertement les doctrines de la jeune Italie, à propos d'arts et de sciences. Turin, Gènes, Milan, Florence, Naples et autres grandes cités virent arriver successivement les apôtres de la foi nouvelle. On leur ouvrit toutes les portes. Grégoire XVI eut seul le courage de leur fermer les siennes; il avait su comprendre leur but.

Justice est due à Grégoire XVI. Seul, sans forces et sans appui, il résista victorieusement, dans les circonstances les plus difficiles, aux fauteurs de rebellions. Loin d'être un tyran sans pitié, il pardonna beaucoup; trop peut-être. Il lui a été reproché de n'avoir pas corrigé certains abus du gouvernement pontifical et de n'avoir pas assez favorisé le mouvement industriel de l'époque; mais comment améliorer l'organisation administrative, s'occuper des besoins du commerce et travailler aux progrès des arts, là où continuellement les factions s'agitent! là où l'ordre social tout entier est remis chaque jour en question!... Il put faire des fautes, sans doute; mais il sut réprimer les désordres, et il resta ferme sur son trône.

Grégoire XVI mourut le 1^{er} juin 1846.

Les sociétés secrètes poussèrent un premier cri de bonheur. Mazzini, que l'abbé Gioberti signala plus tard dans ses écrits comme *le plus grand ennemi de l'Italie* (1), voyait poindre, en ce moment, l'aube de sa gloire future. Les révolutions de Rome, de Naples, de Palerme, de Florence, de Milan, de Parme, de Modène et de Venise allaient successivement éclater. Le grand mouvement de l'Italie se prépare. L'anarchie va se mettre en marche ; et ce seront des pas de géant.

(1) Voyez *gli ultimi sessantanove giorni della repubblica in Roma*. Rome 1849, page 152.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Avénement de Pie IX. — L'amnistie et les fêtes. — Le Comte Rossi.
— La Consulte d'Etat. — Tumultes et conspirations. — L'abbé
Gioberti et le père Ventura. — La Sunderbund et Cicero-Vacchio.
— Le 24 Février 1848.

Jean-Marie Mastai, d'une famille noble de *Sinigaglia*, naquit le 13 mai 1792. Plusieurs de ses aïeux s'étaient distingués dans l'armée et dans le sacerdoce. Elevé sous la tutelle de son oncle, le Prêlat Paul Mastai, il s'appliqua longtemps à l'étude des sciences abstraites, et vécut ignoré jusqu'à l'âge où il entra dans les ordres. Ses connaissances et ses vertus le firent remarquer. Il fut envoyé au Chili, en 1823, comme agrégé au vicaire apostolique Monseigneur Jean Muzi; il avait alors 31 ans.

Rappelé ensuite par Léon XII, il fut nommé supérieur de l'hospice Saint-Michel à Ripa; puis, en 1827, il prit possession de l'archevêché de Spoleto, où il resta jusqu'en 1832; de là, il passa à l'évêché d'Imola. En 1840, il fut nommé cardinal; et, le 16 juin 1846, il fut proclamé Pape.

Avant la décision du conclave, le cardinal Gizzi paraissait devoir réunir le plus de suffrages. Il s'était acquis une haute réputation en Belgique et à Lucerne, où il avait rempli les fonctions de nonce. Il passait pour un homme de talent et de progrès aux yeux des réformateurs, qui se rappelaient qu'en 1815, étant légat à Forlì, il avait laissé passer, assez singulièrement, les désordres qu'il aurait pu étouffer de suite.

Le marquis d'Azeglio, réfugié politique à peu près à cette même époque, et qui, depuis, joua un si grand rôle à Turin, l'avait fait figurer, dans une brochure politique, comme un libéral déclaré; de pareils titres lui valaient de nombreuses sympathies; et le bruit s'étant répandu dans Rome, au moment où le conclave allait se prononcer, que Gizzi était nommé pape, les applaudissements les plus vifs avaient accueilli la nouvelle.

L'élection inattendue du cardinal Mastai vint frapper Rome de surprise; il y eut mécomptes parmi les agitateurs; et lorsque l'avènement de Pie IX fut annoncé au peuple avec les solennités d'usage, peu d'acclamations retentirent.

Les idées ensuite changèrent: le mot d'ordre fut donné par les sociétés secrètes, et le nouveau Pontife fut entouré d'adulations croissantes et de protestations enthousiastes: tous les partis, se fondant en un seul, semblèrent heureux de tomber à ses pieds, pour ne plus y former qu'un faisceau de dévouements et d'amour. L'encens brûla de toutes parts; et le monde entier applaudit.

De tous les gouvernements de l'Europe, Rome, à cette époque, était sans contredit celui où il était le plus urgent de faire arriver d'utiles améliorations, d'indispensables réformes et de sages libertés; Rome était comme en arrière de tous les bons mouvements d'une civilisation éclairée; Rome, l'ancienne reine des arts, semblait s'être mise en dehors de tous les progrès heureux. Les esprits sensés en convenaient, et Pie IX le comprenait à merveille. Etudiant son siècle et son peuple, affamés d'air et de lumière, il pensa que de nouveaux aliments politiques devaient être offerts à de nouveaux besoins reconnus; mais les Mazziniens étaient là; et, pour tout salir, tout corrompre, les harpies attendaient le festin.

L'Italie rouge était à son poste ; ses chefs circonvenaient le nouveau Pontife. Ils ne devaient point tarder à s'emparer de ses intentions généreuses et de ses vœux bienfaisantes, non pour les tourner au profit du peuple, mais pour remuer le peuple au profit de leur rapacité ; non pour servir la nation, mais pour perdre la papauté ; non pour illustrer la tiare, mais pour révolutionner le pays.

Quel fut leur premier coup d'essai ? Ils supplièrent le Saint-Père d'amnistier tous les condamnés politiques exilés par son prédécesseur. Le noble cœur de Pie IX n'aurait pu soupçonner le piège de la perfidie dans un appel à sa clémence. Homme de mansuétude et de paix, il consentit à faire grâce ; et, le 17 juillet 1846, l'amnistie fut accordée (1).

Il n'y mit qu'une condition : ce fut que les grâciés promettaient sur l'honneur de ne plus comploter à l'avenir contre le gouvernement pontifical.

Quoi de plus juste et de plus simple !

Aussitôt, selon les instructions tracées au livre de Mazzini, des transports tenant du délire éclatent dans la capitale. On a su, le soir, la nouvelle ; le peuple, armé de flambeaux, se porte en foule au Quirinal : de nombreux musiciens l'accompagnent. Les cris de l'enthousiasme et de l'admiration se mêlent au bruit des clairons, des cors et des timbales ; c'est une irruption de reconnaissance, un tonnerre d'apothéoses ; et, au milieu de ces joyeux étourdissements, semble s'élever jusqu'aux cieux, comme une aurore lumineuse, le nom adoré de Pie IX.

La nuit tout entière se passa ainsi ; le lendemain, semblables transports ; les jours suivants, mêmes ovations. Des flots d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants se prosternaient sous les pieds de ses chevaux lorsqu'il sortait ; et lorsqu'il rentrait, couraient, par le plus brûlant soleil ou par la plus forte pluie, attendre que sa fenêtre s'ouvrit pour laisser passer sa main et sa bénédiction.

Les joies deviennent extatiques. Au milieu de dupes ahuries, de racleurs d'enthousiasme et de marionnettes sentimentales, Pie IX, ne passe plus sa vie que sous des arcs de triomphe, des pluies de

(1) L'acte fut réellement un acte de *pardon* ; mais on tint à le nommer *amnistie*.

fleurs et des nuées d'harmonie. On le regarde avec des tressaillements de bonheur ; on lui parle avec des larmes d'ivresse ; on en fait un héros mythologique avec des statues, des cantates, des palmes, des bas-reliefs et des cassolettes. On ne permet plus qu'il ait des chevaux à sa voiture, le peuple les dételle et le traîne. On crie ces mots sur son passage : « Il est beau comme l'espoir, fort comme le lion, doux comme l'agneau, juste comme Dieu. » Hélas ! c'était l'encens des enfers.

Et personne ne se rappelait, à Rome, que les mêmes élans populaires saluaient Louis XVI à Paris, un peu avant 1793 ; on y avait oublié que Robespierre et Marat faisaient aussi des hymnes et des cantates en l'honneur de leur auguste idole ; et on y détournait la pensée de ce qu'était devenue, le 21 janvier, en dernier résultat, la tête du roi constitutionnel.

Néanmoins, aux yeux de l'observateur, les manifestations romaines, en se succédant, prenaient un singulier caractère ; l'enthousiasme avait ses chefs ; les masses fraternisantes étaient, pour ainsi dire, enrégimentées par bataillons avec leurs orateurs et leurs guides. Les premiers jours, il n'y avait parmi elles que des acclamations et des vivats ; les jours d'après, on y remarqua des drapeaux et des banderolles ; puis vinrent les inscriptions et les devises ; tout cela marqué du sceau révolutionnaire. Ce n'étaient point des élans populaires, mais des démonstrations calculées ; on réglait les effervescences, on organisait les délires.

Que de journées dansantes ! que de nuits illuminées ! Jamais le monde n'avait ouï un pareil concert de bénédictions, de flatteries et de réjouissances. Les couleurs pontificales, le jaune et le blanc, sont les seules qu'on veuille porter. L'exaspération s'étend à un tel point qu'on servait, dans les grands dîners, aux convives, des œufs durs qu'il fallait manger bon gré mal gré, vu que c'était du *jaune* et du *blanc*.

Le décret de l'amnistie et les noms des grâciés apparaissent sur tous les murs et se publient sous toutes les formes ; on les voit affichés sur les églises ; on les imprime sur les mouchoirs de poche ; on les célèbre dans les hymnes ; il faut des ovations aux rebelles

comme auréoles à Pie IX. C'est un volcan de joies et de fêtes ; joyeuses laves du plaisir, mais sous lesquelles s'avancent, cachées, les tempêtes et la destruction.

Les amnistiés s'étaient soumis aux conditions du Saint-Père. Les Sterbini, les Galetti, les Ferretti, les Orioli et tous les condamnés politiques avaient juré sur l'honneur de ne plus ourdir de trames coupables ; mais que sont les serments pour les hommes qui ne reconnaissent ni de maîtres sur la terre ni de souverain dans le ciel ! Il y en eut un néanmoins qui refusa de prêter le serment : il n'y voyait pas un vain mot : cet homme était Mamiani ; plus tard on le verra ministre.

Sterbini remplissait alors à Marseille, en attendant mieux, les fonctions d'*espion* de deux grandes puissances étrangères.

Parmi ceux dont les éclats de reconnaissance étaient les plus bruyants, *Joseph Galetti* se faisait remarquer. Fils d'un barbier de Bologne, il avait commencé sa vie, disait-on, par être apprenti coiffeur ; puis il s'était fait avocat. Emprisonné, selon les bruits publics, pour vol d'argenterie dans un couvent, il avait été réincarcéré ensuite pour faux en écritures privées, et cela l'avait naturellement conduit à se jeter dans les *saints* devoirs de l'insurrection. Grâcié par le Pape, on le vit s'évanouir de gratitude à ses pieds, et communier d'enthousiasme avec ses confrères à l'église de *Saint Pierre in Vinculis*. Hélas ! c'étaient là les singuliers titres qui devaient lui mériter plus tard les épaulettes de lieutenant général et le portefeuille de ministre.

Inquiet pourtant des sympathisations exagérées de la populace romaine, le gouvernement résolut d'y mettre un terme. Sa défense fut promulguée ; d'abord elle fut accueillie avec le respect de la soumission ; puis, on se récria contre elle. Etouffer les accents de la reconnaissance et de l'amour fut déclarée chose impossible. Les conciliabules secrets, les faiseurs de harangues et de cantates, les organisateurs d'apothéoses déclarèrent qu'il serait indigne à la nation de refouler secrètement, au fond de son cœur, ses sentiments patriotiques ; que la modestie du Saint-Père, en cette circonstance, ne

devait, s'il était possible, qu'accroître encore l'enthousiasme général ; et que, finalement, s'opposer aux manifestations nationales, serait insulter à Rome et au Pape.

Sur ce, redoublement d'ivresse ; les adulations tournent à la révolte, et les remerciements à l'émeute.

Pie IX, sûr de ses bonnes intentions et fort de sa conscience irréprochable, eût-il pu croire à cette époque, entouré de déceptions, qu'il n'avait été choisi pour idole que parce qu'on le voulait pour victime ! Le pontife suprême voyait à la sainte table, au pied des autels, ses infatigables prôneurs ; pour eux, l'hypocrisie était une arme, et l'Eucharistie un moyen.

De premières insinuations mensongères se répandirent dans les États romains. On affirmait tous bas que Pie IX, armé contre le despotisme, avait commencé sa carrière par être soldat, et que, tout aux idées libérales, ainsi que sa famille entière, il s'était fait recevoir franc-maçon. Les élèves de Mazzini lui infligèrent l'outrage de leur vénération et le stigmatisèrent de leurs éloges. Ils rayaient le christianisme, ils abolissaient la papauté, mais ils se prosternaient devant Pie IX. C'était la déité du progrès, le régénérateur du genre humain, l'aurore d'une foi nouvelle, le Messie de la nationalité italienne.

Ainsi Rome se transfigurait. Ainsi, sous de riantes sphères, s'élançaient les sociétés secrètes à l'assaut de la chaire apostolique. Bientôt la population romaine, adroitement dirigée, commença à supplier le nouveau Léon X, le sublime protecteur des arts, du commerce et de l'industrie, le pontife appelé, en rechaussant l'éclat de la tiare, à effacer les plus grands Papes, de poursuivre la route glorieuse où il était entré, en accordant d'heureuses réformes. De larges concessions politiques ajouteraient à sa puissance et à sa gloire. Une grande partie de cette population sollicitante ne savait réellement, en parlant ainsi, ni ce qu'elle réclamait du Saint-Siège ni à quel but on la menait ; mais elle se laissait aveuglement conduire ; et Mazzini la dominait.

La rentrée des amnistiés au milieu de leurs compatriotes, était une occasion de joyeux tumulte, et d'expansions passionnées, qui

ne pouvait manquer d'être avidement saisie. Bals, députations, banquets, chants, feux d'artifice, quêtes et lampions, rien ne fit faute au triomphe de ces héros de l'époque.

Il faut des fêtes, encore des fêtes.

Les grâciés sont évidemment les amis privilégiés du Saint-Père : malheur à qui ne partagerait pas cette pensée ! On crie : « *A bas le prélat Vici !* » délégué de Spoleto, parce qu'on n'avait pas allumé assez vite, sur son balcon, les mèches et le suif du patriotisme.

Des gravures, où le Saint-Père se montrait fraternisant avec les Gioberti, les Galetti, les Sterbini et autres de la même trempe, sont répandues à profusion dans le public. Des caricatures représentent les congrégations d'État délibérant sur l'opportunité de l'amnistie. On insulte à la mémoire de Grégoire XVI pour mieux glorifier Pie IX. Le buste du dernier Pape est promené en dérision sur la place publique. En Sabine, on brûle ouvertement les armes de l'ancien secrétaire d'état Lambruschini. Le nom de *Grégorien* devient une épithète outragante ; les prélats et les cardinaux ayant occupé antérieurement de hautes fonctions, sont traités de rétrogrades, proclamés *indignes*, et pendus en effigie.

On hue les gouverneurs de province qui cherchent à contenir les frénésies de la multitude ; on force le gouvernement à rompre la discipline militaire, en permettant à la garnison de mêler ses vivats aux élucubrations populaires. On isole le Pape de son église, en lui représentant les religieux qui se tenaient à l'écart, avec effroi, des urbulences du dehors, comme des Épiménides absurdes que rien ne pouvait arracher au sommeil, ni les temps, ni le Pape, ni Dieu. On le contraint à prêter l'oreille aux malédictions lancées contre la soutane et la mitre. Il est comme en un lacet de fer, au milieu des dégradantes allégresses, des joyeuses trahisons et des splendides noirceurs qui l'environnent. Il ne saurait plus se le dissimuler, ce n'est ni au chef de la chrétienté ni au représentant du Seigneur que continuent à s'adresser les bruyantes acclamations qui le poursuivent : c'est au réformateur des lois anciennes, c'est à l'apôtre d'un nouveau culte. Ici rien de pieux ne se montre. On a soin de séparer constamment le pontife de l'homme : toujours, et partout, *Vive Pie IX !* jamais, et nulle part, *Vive le Pape !*

Peu après, ce fut pis encore. Il circula, dans la ville, des poignards menaçant le haut clergé, et portant cette inscription sur leur lame : « *Vive Pè IX!* » Plus tard, deux clameurs se joignirent : deux cris retentirent ensemble : « *Vive Pie IX! A bas le Pape!* »

Éclairé enfin sur le perfide but des joies exagérées de Rome, le Saint-Père essaya de tourner les esprits et l'opinion vers des institutions graves et sérieuses. En cette louable intention, le 24 août 1846, le cardinal Gizzi publia une circulaire qui ordonnait aux chefs des principales villes pontificales de pourvoir à l'éducation gratuite des jeunes gens du peuple, sous la surveillance des magistrats du lieu. Mais d'autres idées germaient dans les têtes : le moment était venu de substituer à des réjouissances qui ne pouvaient pas être éternelles, des moyens plus neufs et non moins tumultueux, avançant vers le même but ; et, sous le nom de *Circoli*, des clubs furent organisés.

Là, dans ces foyers de désordre et de destruction où allaient bouillonner les haines et l'envie, les amnésiés, se proclamant les représentants du peuple, élevèrent leurs voix hardies. Les serments furent jetés de côté : *le plus saint des devoirs*, L'INSURRECTION, leur commandait ce sacrifice.

Ils mirent chaque jour en question les actes de l'autorité et l'obéissance qui leur était due ; un journal, chargé de déverser le blâme et le mépris sur le gouvernement et ses ministres, fut établi sous leur patronage ; et, rédigé par le prélat Gazzola et le marquis Potenziani, il leur devint une arme puissante.

M. Rossi, jadis envoyé extraordinaire de Louis-Philippe auprès du Saint-Siège pour demander l'expulsion des Jésuites de France, et, depuis, nommé ambassadeur, comte et pair en raison de ses services, souriait alors aux menées démagogiques de ses anciens frères et amis. *Son Excellence le comte de Rossi*, à Rome, n'était-il pas le *citoyen Rossi* de Genève ? Ne faisait-il pas partie des *sociétés secrètes* de l'Italie, alors que Grégoire XVI l'appelait le *renégat politique* ? Ne devait-il pas sa nomination de plénipotentiaire français aux progrès du radicalisme?... Il était donc de toute justice que M. Rossi applaudît aux agitateurs, ou du moins en fit le semblant. Les démonstrations populaires ne passaient ja-

mais sous son balcon, qu'il ne vint se courber devant elles. Fatigué d'un mouchoir pour saluer, il tira un jour sa cravate.

Néanmoins, il ne les appuyait que dans l'ombre et malgré lui, il avait ses instructions de France qui lui enjoignaient de ne pas se montrer hostile au gouvernement pontifical. — « *Je suis moi-même un grâcié,* » disait-il au Saint-Père, en le remerciant du bienfait de l'amnistie; et, tout en faisant humblement sa cour au souverain du Quirinal, tout en aspirant aux premières dignités aristocratiques, il sentait au fond de son âme qu'il ne convenait nullement à sa position de heurter de front les principes démocratiques qui avaient renversé dans Paris la souveraineté légitime. Il leur devait son rang et ses titres (1).

Ici, toutefois, rendons justice à l'homme courageux qui, par le fatal éclat de sa mort, a si cruellement expié les coupables débuts de sa vie. Revenu aux lois sacrées de la justice et de l'ordre, il parut être un des plus fermes appuis de Pie IX, alors qu'il fut son premier ministre. Le comte Rossi avait des talents incontestables, une haute intelligence et un esprit supérieur : mais la Providence est parfois inflexible. Celui qui avait été membre des sociétés secrètes où l'on jurait haine à mort à toutes les excellences, altesses, majestés et saintetés de la terre, devait tomber un jour sous le poignard de ses frères, alors que, devenu *excellence* lui-même, il voulait protéger le pouvoir, renier ses antécédents, et sauver l'ordre social !...

Que de leçons providentielles !

Montons à des sphères plus hautes. La monarchie née de l'insurrection ne devait-elle pas être brisée, en 1848, sous les pavés de la révolte ! N'avait-on pas vu, en 1815, le héros des invasions en pays étrangers, victime à son tour des invasions en France, tomber du plus beau trône de la terre au plus affreux rocher de l'exil !... Que d'exemples donnés au monde, exemples répétés et sans fin ! Place à la justice de Dieu !

(1) Les cartes du citoyen Rossi et des membres de sa famille étaient remarquables par leur couleur anti-démocratique. — S. E. le comte de Rossi, pair de France, ambassadeur à Rome. — Le vicomte Alderan de Rossi (fils aîné). — Le baron Édouard de Rossi (second fils), etc., etc.

Plein du désir du donner à son pays les améliorations politiques qui lui paraissaient nécessaires, Pie IX avait mis à l'étude les réformes qu'il désirait faire dans l'administration de la justice et des finances. Le 8 novembre 1846, il devait, selon l'usage, prendre solennellement possession de la pourpre romaine à Saint-Jean-de-Latran. La veille, voulant inaugurer la fête par un décret qui prouvât son désir de favoriser les arts, le commerce et l'industrie, il publia une ordonnance sur les chemins de fer qui, concédant quatre lignes importantes, ouvraient aux États romains de nouvelles voies de prospérité. Mais étaient-ce là ce que voulaient les grands réformateurs du pays ! Il s'agissait bien, dans leurs plans et dans leur but, des prospérités du commerce et des besoins de l'industrie ! L'ordonnance ne produisit que peu de sensation dans Rome ; et le Pape, en se rendant à l'église, eut la profonde douleur d'entendre accueillir par des huées outrageantes les prélats qui l'accompagnaient.

Ce même jour, il adressait à tous les évêques catholiques de la chrétienté une admirable lettre encyclique ; mais plus il développait ses évangéliques pensées, et plus on tramait sa ruine. Tantôt, sous des arcs-de-triomphe élevés à Pie IX par le fameux charretier Cicero-Vacchio, on fermait le passage aux voitures des prélats de son escorte (1) ; tantôt les étudiants de l'Université le poursuivaient à sa sortie des églises, en lui demandant à grands cris une école *polytechnique* (2).

Les démonstrations ne saluent plus le pasteur que pour le contraindre à délaisser le troupeau. Ici on siffle le cardinal Marini, gouverneur de Rome, et on veut le forcer à donner sa démission ; là Angelo Brunetti, autrement dit *Cicero-Vacchio*, voulant, contre les usages reçus, célébrer avec pompe le nom de baptême du Pape, vient en procession militaire, avec orchestre et bouquets, crier sous le balcon du Quirinal : « *Viva Pio nono solo* (3) ! »

Chaque joie a de nouveaux troubles, chaque fête un nouveau scandale.

(1) Le 8 septembre 1846.

(2) Le 7 décembre 1846.

(3) Le 27 décembre 1846.

Pendant ce temps, Florence, autrefois si calme et si heureuse, mais qui ouvrait sa porte hospitalière à tous les révolutionnaires étrangers, voyait, à leur souffle contagieux, se lever de jeunes patriotes, c'est-à-dire de chaleureux enfants du désordre, aptes à renverser tous les gouvernements. De premières démonstrations avaient eu lieu en Toscane pour y obtenir une *garde civique* et la *liberté de la presse* (1). Guerrazzi, romancier célèbre et avocat distingué, faisait là ses débuts politiques (2).

Une émeute éclate à Livourne, et Guerrazzi en est le chef; on était au mois de janvier; la révolte fut comprimée, et le fauteur de la rebellion fut envoyé à l'île d'Elbe, au fort de *Porto-Ferraio*. Qui eût pensé alors que ce même attentat lui serait un jour un titre, à Florence, pour y être premier ministre!...

Pie IX avait changé le gouverneur de Rome, et monseigneur Grassellini avait remplacé le cardinal Marini. Le 1^{er} janvier 1847, pour commencer dignement l'année, le cardinal Gizzi, nommé secrétaire d'État, pour complaire aux agitateurs, fait distribuer une circulaire annonçant qu'une commission spéciale de juriconsultes habiles préparait un code de lois criminelles, à l'effet de rendre la justice plus prompte, de définir la nature des délits, d'appliquer les peines méritées, et d'ôter toute prise à l'arbitraire. Le Saint-Père abolissait en même temps les tribunaux de l'*Uditore* et du *Capitole* : il les réunissait au tribunal suprême, nommé *sacra consulta*. Tout laïque, ayant suivi les cours de l'Université et ayant obtenu le titre de lauréat, pouvait être admis d'abord comme chancelier auprès de ces mêmes tribunaux, et par suite être nommé juge.

Ces concessions et ces réformes, si ardemment sollicitées naguère, furent-elles saluées par la reconnaissance publique? Hélas!

(1) La liberté de la presse fut obtenue, et la Toscane eut les journaux les plus démagogiques. *L'Alba* et *La Patrie*, à Florence; *L'Italia*, à Pise; *Le Peuple*, à Sienne; et *Le Courrier livournais*, à Livourne.

(2) Il était auteur du *Siège de Florence* et de la *Bataille de Bénévent*. Il publia une brochure politique adressée au prince et au peuple qui fit alors une sensation profonde.

elles ne suffisaient plus aux exigences. On exaltait encore Pie IX, mais on insultait le Saint-Siège.

Le peuple des provinces, endoctriné par ses meneurs et prêtant l'oreille à leurs infâmes calomnies, avait l'autorité en horreur. Un vaste système d'attaque est organisé sur tous les points contre le gouvernement. Les propagandistes, envoyés à Bologne et à Ferrare, y dénoncent à la haine générale toutes les administrations de Rome comme étant composées de misérables rétrogrades, qui s'opposent aux vues libérales de Pie IX et qui conspirent contre lui. Les noms les plus dignes de respect, indignement affichés sur les places publiques, sont voués à l'exécration du pays. On raconte des faits atroces; on invente d'horribles complots devant éclater à heure fixe; on exhume des fastes de 1793, la tradition de ces complots; et l'Europe stupéfaite est informée par les gazettes radicales que les membres les plus honorables du Sacré Collège ont tramé la mort de quinze mille Romains, que le hasard désignerait, et que devront frapper sans pitié les balles de la réaction.

Chaque jour, en secret, dit-on, les admirateurs du Saint-Père sont lâchement assassinés. Tous les chefs de la police sont signalés comme traîtres et homicides, tous les gouverneurs de provinces comme leurs complices, et enfin les troupes elles-mêmes comme les instruments liberticides des tyrans de la nation.

La seule digne à opposer, selon les sociétés secrètes, au torrent dévastateur du despotisme, est la puissance populaire. Il faut donc que le peuple s'arme, qu'il défende ses droits lui-même, et qu'il veille au maintien de l'ordre; il faut qu'il se lève dans sa force et dans sa majesté pour venir en aide à Pie IX, briser les chaînes qui l'entravent, et le rendre à ses grands destins.

Fier du rôle magnifique auquel on l'appelle ainsi, le peuple s'assemble et délibère. Il veut se substituer non-seulement aux directeurs de la police, mais à tous les chefs d'administration. A cet effet, les *Circoli*, élevant impérieusement leurs voix, combinent les moyens énergiques par lesquels on pourrait le plus promptement possible triompher de toutes les résistances; et il est fermement décidé parmi eux, que le drapeau de l'insurrection sera hautement déployé si l'on n'accorde pas sans délai, à Bologne d'abord, et à Ferrare ensuite, l'institution de la garde civique.

La peur s'empare du pouvoir; il n'ose résister et cède. Bologne aura immédiatement une garde nationale; puis viendra le tour de Ferrare.

Sous les murs de la ville éternelle, les Circoli se multiplient et se déclarent en permanence. Une guerre plus implacable que jamais est déclarée à tous les prélats, cardinaux et dépositaires du pouvoir. Les assassinats commis dans Rome, et préalablement décrétés au tribunal des sociétés secrètes, sont publiés par les journaux comme œuvres des réactionnaires. En vain, le 15 mars, un comité de censure est créé pour arrêter les publications incendiaires qui, outrageant à la fois la morale et la religion, signalent au fer des meurtriers les défenseurs de l'ordre social: le flot révolutionnaire l'emporte, il renverse toutes les digues.

Une notification du cardinal Gizzi, adressée au peuple et lui rappelant les bienfaits du Pape, viut essayer encore, le 17 avril 1847, de calmer les esprits en promettant l'institution d'une *consulte d'État*, c'est-à-dire d'un nouveau pouvoir chargé de donner son avis sur toutes les mesures à prendre, et de contrôler toutes les actes qui en seraient la suite. Pie IX s'était laissé prendre aux arguments spécieux qui lui présentaient cette *consulte d'État* comme devant être à la fois une force pour le Saint-Siège et une garantie pour la nation.

Aussitôt, selon la coutume invariable, grands applaudissements populaires. La notification est portée le soir comme un étendard militaire sur la place du Quirinal. Imprimée en gros caractères, elle est entourée de quatre cents flambeaux. Recrudescences d'algèresse, redoublement d'effervescences.

Quelques jours après, grand banquet au Colysée pour y célébrer l'anniversaire de la fondation de Rome. Sterbini, dans un discours véhément où Pie IX était présenté comme un second Numa, nuct de côté la papauté. Quelques seigneurs romains applaudissent, beaucoup se tiennent à l'écart, notamment les Barberini, les Doria, les Chigi, le prince Torlonia, le marquis Patrizzi, le prince Massimo, etc., etc.

Au mois de mai, sermon à l'église de *Sainte-Marie-des-Anges*, où l'archidiaque *Lorini* prononce un discours de forum. Il y reçoit

des battements de mains comme au théâtre ; et les chapeaux ne se tirent plus dans la maison de Dieu.

Le 16 juin, des députations provinciales se présentent à Rome dans tout l'appareil des déploiements militaires, avec étendards et musique. On s'essaie aux insurrections. Nouvelle hymne de Sterbini commençant en ces termes : « *O Rome ! jette au loin ton indigne poussière !* (1) »

Grasselini, gouverneur de Rome, était un homme de progrès et de liberté ; mais il voulait le progrès avec la sagesse, et la liberté avec l'ordre ; sa perte est résolue dans les clubs.

De nouvelles terreurs se répandent. Que de conspirations effrayantes ! Tantôt c'est le Pape, dit-on, que veulent enlever les réactionnaires, soudoyés par l'Autriche ; tantôt c'est le corps des carabiniers qui, d'accord avec les troupes du roi de Naples, doit s'emparer de la ville et y égorger les véritables soutiens de Pie IX, les grâciés, les amis du peuple. La puissance militaire qui s'oppose aux désordres est surtout celle qu'on s'attache à perdre dans l'opinion pour y substituer une milice citoyenne appuyant les insurrections. Aucun moyen, quelque pervers qu'il puisse être, ne coûtera pour y parvenir. Citons un exemple entre mille.

La mort du colonel Freddi, chef des carabiniers, avait été décrétée pas les carbonari, et l'assassin tiré au sort. Ce dernier suit pas à pas sa victime. Il épie toutes ses démarches ; il calcule l'heure et le lieu où son poignard devra frapper. Mais trois fois il manque son coup ; trois fois des circonstances, aussi étranges qu'imprévues, l'empêchent d'accomplir son crime. Effrayé de ces obstacles, qu'il regarde comme providentiels, il hésite et n'ose poursuivre.

Mais, selon les instructions du tribunal invisible, il devra payer de sa vie son infraction à son serment. Elle a sonné l'heure fixée où il aura à rendre compte de sa tâche ; il tremble maintenant pour lui-même. Que faire ! il va se jeter aux pieds d'un prêtre et lui révéler son secret. L'ecclésiastique, ayant reconnu l'exactitude du récit, se rend auprès du colonel. Il lui apprend l'affreux péril qui le menaçait ; et Freddi, pour soustraire à son tour le meurtrier au poignard de

(1) Il en avait fait d'autres antérieurement. On remarquait dans ces députations de province une foule de malfaiteurs et d'assassins.

ses frères, lui remet quelques pièces d'or. Ce dernier fuit et disparaît.

La nouvelle de l'attentat manqué se répand aussitôt dans Rome. Les radicaux l'exploitent à leur profit : ils publient qu'une conspiration infernale contre Pie IX, à la tête de laquelle était le colonel Freddi, aidé par le cardinal Lambruschini, était sur le point d'éclater ; qu'un patriote, armé d'un poignard, était venu la déjouer. Celui-ci, au moment suprême, a manqué de courage, il est vrai ; mais, du moins, le Pape est sauvé ; et le vrai but se trouve atteint.

Ces mensonges sont applaudis ; ces calomnies sont acceptées ; en vain l'enquête ordonnée à leur sujet constate pleinement la fourberie des anarchistes : ce sont ces derniers qui l'emportent.

C'en est fait ! les faux récits et les trompeuses accusations obtiennent croyance en tous lieux. Les hautes classes elles-mêmes y prêtent l'oreille. La méfiance contre la police et la haine contre l'autorité se propagent rapidement. On va jusqu'à affirmer que la vie du Souverain Pontife est en danger au milieu de ces suppôts du crime. La presse accrédite ces bruits avec un luxe étourdissant d'amour pour le successeur de saint Pierre ; chacun tremble pour Pie IX. Où trouver un moyen de salut ! Les sociétés secrètes l'indiquent : il faut la force armée du peuple. Il faut une garde civique ; elle est demandée à grands cris. Quelques princes romains se mettent à la tête du mouvement. Le Pape se rend à l'unanimité des vœux ; et, par décret du 5 juillet 1847, Rome, ainsi que toutes les autres villes des Etats pontificaux, aura sa garde nationale.

La révolution marche de victoire en victoire ; elle est maîtresse du terrain. Pie IX, selon les radicaux, est aujourd'hui sous l'égide du peuple en armes ; il est libre d'agir à sa guise ; il n'a plus de fers ni d'entraves. Qu'il se montre enfin tel qu'il est ! Pas un de ses anciens serviteurs ne doit rester auprès de lui. Qu'il agisse ! et que Rome admire !

On était au mois de juillet : mois néfaste aux temps actuels. De premières agitations avaient eu lieu à Lucques ; on y avait demandé et obtenu de premières concessions aux cris de « Vive Pie IX ! » il s'en était suivi des joies délirantes ; et, dans le tumulte des fêtes, on y avait insulté le duc : récompense patriotique (1).

(1) Il se retira à Massa-Carrara. (Voy. *Storia degli avvenimenti d'Italia*, par Ferdinand Ronelli.)

A Naples, essais de désordres ; à Florence, mêmes symptômes. En Sicile et dans les Calabres, des insurrections se préparent. L'Italie entière s'agite ; elle est aux premières scènes du drame.

Le 15 juillet 1847, tumulte dans Rome : on y a fait circuler le bruit que la garde nationale, bien que décrétée, n'aurait pas son installation. D'immenses placards sont apposés sur les murs : ce sont des listes de proscription, où se lisent les noms de Lambruschini, de Grassellini, de Freddi et de beaucoup d'autres. Une grande alarme est répandue dans la ville ; on annonce positivement qu'une troupe d'assassins, soudoyée par la police, va mettre Rome à feu et à sang. Chacun fuit ; les rues sont désertes. Les princes Borghèse, Aldobrandini, et le duc de Regnano, courent épouvantés chez le Pape.

« — *Sauvez-nous d'horribles massacres !* » disent-ils à sa Sainteté.

Et, à force de prières, ils obtiennent qu'on arme immédiatement la garde nationale. L'ordre en est donné à trois heures.

Les chefs de bataillon se hâtent de réunir autant d'hommes que possible sur la place de *la Pilota*. Là seront distribués des fusils, des épées et des bannières.

Le soir même, effrayant spectacle ! on s'arme en un morne silence : on marche à la clarté des torches. A la vue de chaque drapeau, on crie : « *Vive la garde civique !* » Mais ce n'étaient pas des saluts fraternels, c'étaient des vociférations sataniques. Et, pendant ce temps, à la faveur des ombres de la nuit, on violait les domiciles ; on y faisait des perquisitions populaires ; et, le poignard à la ceinture, on y cherchait ceux dont les noms figuraient sur les listes de proscription. Par bonheur, il n'y en eut qu'un petit nombre de faits prisonniers ; beaucoup parvinrent à s'échapper ; Grassellini fut de ce nombre (1).

Et qu'advint-il après ces désordres ? y eut-il enquête et châtiement ? Non : la peur glaça le pouvoir, et l'impunité fut la loi.

Il avait été arrêté dans les conciliabules de l'*Italie rouge* que le

(1) Ces mêmes scènes recommencèrent dans les provinces pour y arrêter les personnes qui s'étaient enfuies de Rome.

cardinal Ferretti serait substitué au cardinal Gizzi. Ce dernier, jadis l'idole des libéraux, avait entièrement perdu son crédit. Ses anciens partisans criaient : « *A bas Gizzi!* » Il n'a plus leurs idées, c'est un renégat ; il sert leurs ennemis, c'est un rétrograde ; il est au pouvoir, c'est un traître.

Le cardinal Ferretti s'était bien, il est vrai, montré ami de l'ordre ; mais les menées révolutionnaires de son frère Pierre Ferretti, ancien condamné politique, étaient de nature à influencer ses opinions et sa conduite : on le proposa au Saint-Père.

Le choix paraissait honorable : Pie IX accepta Ferretti, et ce cardinal fut nommé secrétaire d'état. La garde nationale en témoigna hautement sa satisfaction ; et l'on passa à d'autres trames : à l'expulsion des Jésuites.

Le célèbre abbé Gioberti venait d'envoyer à Rome des caisses pleines de son ouvrage intitulé *le Jésuite moderne*. L'autorité pontificale, essaya d'arrêter la publication de ce livre, anti-religieux, défendu à Turin et à Naples : Ses efforts furent inutiles. Les maximes politiques de cette œuvre révolutionnaire obtinrent un succès d'enthousiasme, et l'auteur fut porté aux nues.

L'admiration devint un culte. Le portrait de l'abbé Gioberti s'étala, non-seulement dans toutes les boutiques, échoppes, rues et carrefours, comme celui de *Cicero-Vacchio*, mais jusque dans le sanctuaire des églises. Les hymnes retentissent à sa louange ; les banquets célèbrent sa gloire ; l'abbé Siéyès est éclipsé ; l'abbé Lamennais n'est plus rien. Et l'on crie : « *Vive Gioberti!* » comme on criait : « *Vive Pie IX!* »

Le Père Ventura, que les lauriers du prêtre piémontais empêchaient de dormir, veut l'égaliser et même le surpasser en élucubrations démagogiques. Il élève sa voix tonnante ; il publie ses idées fougueuses. Jadis, il avait dit : « La papauté est une *monarchie héréditaire* ; et en voici la preuve : le Pape qui crée ses cardinaux, en est évidemment *le père*. Or, on choisit son successeur *« parmi ses fils* : donc, la papauté est une *monarchie héréditaire*. »

Hélas ! autre langage aujourd'hui ; le père Ventura propose l'abolition de toutes les lois existantes. Il veut tout refaire à nouveau : noblesse, église, clergé. Selon lui, rien de ce qui existait antérieurement ne doit rester en place et debout. Ce théatin radical veut

changer jusqu'aux vieilles armoiries de Rome ; et même il a choisi les nouvelles : *Rémus, Romulus et la Louve*. Deux moutards et une bête fauve. Expliquait-il cela ainsi : *Population et république* ?

L'abbé Gioberti et le père Ventura considéraient la garde civique comme une *force populaire* ; on travaille à faire lieutenier les troupes suisses, que l'on regardait comme une *force gouvernementale* (1) ; et, pendant toutes ces machinations, le drame s'entoure de fêtes. Les ovations à la milice citoyenne servaient admirablement de prétexte à des démonstrations injurieuses contre les Jésuites et à des cris de haine contre les régiments suisses ; on y faisait des quêtes pour l'habillement de la civique ; et l'abbé Gioberti triomphait.

Le mois de septembre avait vu le prince de Canino débarquer à Livourne sur le *Télémaque* avec son secrétaire, le docteur Louis Masi. Le prince était en *soldat* de la garde nationale, et son secrétaire en *capitaine*. Tous deux y avaient harangué la ville, y avaient prêché la guerre à l'Autriche, avaient fait des serments patriotiques, avaient embrassé Guerrazzi, Montanelli et tous les Mazziniens du terroir, aux cris mille fois répétés de « *vive Pie IX ! vive Charles-Albert ! vive Léopold II !* » et finalement, à mots couverts, avaient, à son de trompe et de cloche, prophétisé la république (2).

Ce même prince de Canino fut à cette époque à Venise ; il y débita, à propos du congrès scientifique, une péroraison des plus démagogiques. Que fit la cité aristocratique des doges ? elle le chassa de ses murs, et le fit reconduire à la frontière par un commissaire de police, auquel le prince reconnaissant, donna, en souvenir, sa cocarde tricolore.

En octobre suivant, le duc de Lucques abdiquait en faveur du duc de Toscane ; et Gènes se signalait par de graves désordres. Le duc de Modène, lui seul, résistait encore à l'orage.

Pie IX, par un *motu proprio* du 2 octobre, avait formé des con-

(1) Le rendez-vous principal des anarchistes était au *Corso*, chez un marchand de tabac nommé *Piccioni*.

(2) Extrait du supplément du journal le *Corriere Livornese*, n° 23, du 11 sept. 1847.

seils municipaux et un sénat dans Rome. Antérieurement, en avril, il avait promis la *consulte d'État*. En novembre 1847, cette institution fut donnée.

Pie IX avait voulu composer sa *consulte d'État* d'hommes de cœur et de talent; mais, malgré ses soins et ses vœux, il s'y était glissé plus d'un traître. Néanmoins, le cardinal Antonelli, prélat du plus rare mérite, en avait été nommé président: on n'eût pu faire un meilleur choix.

L'inauguration de la *consulte d'État* se fait avec une pompe sans exemple. Lanternes chinoises, feux de joie, danses et sénérales, rien ne manque aux démonstrations de la joie populaire. Tout-à-coup, au milieu de la fête, on voit se déployer les drapeaux de toutes les puissances de l'Italie; les ministres de Toscane et de Turin s'étaient volontairement prêtés à cette parade; et l'autorité n'avait pu y mettre obstacle. Les bannières se suivent à la file, avec tambours, cors et clairons, saluées par des acclamations frénétiques.

Les sociétés secrètes avaient voulu, par le tableau militaire de cette réunion d'oriflammes marchant ensemble, représenter l'unité italienne; ils donnaient ainsi un vaste but politique à l'installation d'un grand corps administratif. Le Saint-Siège avait l'air de favoriser l'idée d'une future croisade; et c'était, parmi les réjouissances de la paix, le simulacre de la guerre (1).

L'horizon politique était gros de tempêtes. On avait révolutionné, sous l'habit de garde national, la génération de l'âge viril; on voulut révolutionner, sous le même uniforme, les générations du jeune âge. On enrégimenta les enfants de sept à douze ans dont on confia l'instruction à un carbonaro piémontais appelé *Questa*; et, en décembre 1847, on eut une armée de gamins, ayant des fusils à leur taille, façonnés aux principes du désordre, et nommés *bataillons de l'espérance*.

En ce même mois de décembre, une princesse auguste à qui le ciel semblait avoir promis les plus brillantes destinées, l'impéra-

(1) Le cardinal Ferretti s'était vivement opposé à la promenade des drapeaux; mais son frère Ferretti, le ministre de Turin et Madame Tortonja combattaient son opposition; ils s'étaient rendus chez le Pape, et leur parti l'avait emporté.

trice Marie-Louise, descendait sans bruit au tombeau. Compagne de Napoléon, elle avait eu le monde à ses pieds; elle eût pu, même en ses malheurs, se conserver une auréole... elle aima mieux s'éteindre elle-même. Les pompes de la gloire et l'éclat de la renommée ne convenaient nullement à sa nature douce et tranquille. Il lui eût été impossible d'être grande et sublime, elle ne fut que bonne et bienfaisante. Paris n'a plus mémoire d'elle, Parme ne l'oubliera jamais.

Alors, le Sunderbund, en Suisse, occupait l'attention publique. Le bruit de la victoire des protestants sur les catholiques est officiellement annoncée à Rome le 3 décembre 1847. La révolution italienne, en partie comprimée jusque-là dans les serres chaudes des clubs, éclate aussitôt plus bruyante et plus dévastatrice que les tonnerres du Vésuve et de l'Etna. Un nouveau foyer de désordre est ouvert à tous les esprits de subversion. La ville éternelle est splendidement illuminée; de ses murs part un immense cri de triomphe à faire tressaillir dans leurs tombes tous les saints et martyrs de l'église. Les cloches s'ébranlent comme pour la victoire de Lépante; une multitude farouche bondit, enivrée, dans les rues, à la lueur ardente des torches, avec ces vociférations inouïes : « *Vivent ! vivent les protestants !* »

Les adeptes de Mazzini ne déguisent plus leurs tendances; ils marchent hautement et sans feinte à la conquête des perturbations sociales. L'opprobre retentissant que font subir leurs bacchanales impies à la métropole de Sixte-Quint est, pour l'église catholique, un premier glas de l'agonie. Le Tibre mugit stupéfait; l'Europe chrétienne a frémi; la chute du Saint-Siège est certaine.

En vain Pie IX se montre indigné; sa parole n'a plus de force. Les enfants de *l'Italie rouge* n'ont plus besoin de son nom pour en arriver à leurs fins : la fourberie n'est plus nécessaire. Le cardinal Ferretti, consterné, ne tardera point à se démettre de sa charge de secrétaire d'État en faveur du cardinal Bofondi, légat de Ravenne (1). Le Père Ventura, continuant ses prédications réfor-

(1) Ferretti fut prendre à Ravenne la place qu'y occupait Bofondi;

mistes, demande qu'on chasse du pays tout ce qui n'est pas progressif; il obtient le renvoi des frères de l'école chrétienne à Ancone, et fait expulser de Fano les membres de la société de Jésus. Tout réussit aux anarchistes.

Pie IX avait annoncé qu'il ferait visite au collège des Jésuites; explosion de murmures à cette nouvelle; la foule ameutée se porte au Quirinal, en criant : *Droit au peuple!* On ferme les portes du palais; les Suisses prennent les armes; la cavalerie accourt au galop. Redoublement de fureur parmi les masses attroupées : ces précautions leur sont des insultes; elles se regardent comme trahies. Une députation, introduite auprès de Sa Sainteté, lui adresse de vifs reproches; et, pour calmer l'irritation, Pie IX promet de se montrer au *Corso* le lendemain, dans l'après-midi, à la multitude qui l'appelle. L'émeute s'apaise aussitôt.

Le lendemain, fidèle à sa parole, Pie IX se rend au Vatican. De là, il se dirige solennellement vers le Corso. Une population innombrable et turbulente escorte sa voiture; mais elle ne laisse approcher d'elle aucun des prélats de sa cour. Aux protestations de dévouement à sa personne, se mêlent des sarcasmes et des injures contre les cardinaux et l'Église. Les témoignages de respect, prodigués naguère avec tant d'effusion au régénérateur du Saint-Siège, s'affaiblissent et disparaissent. Le fameux Angelo Brunetti, autrement dit *Cicero-Vacchio*, monté sur une voiture qui suit immédiatement celle du Pape, excite les rires de la foule; il porte une bannière grotesque, et profère d'étranges paroles. Les âmes honnêtes frémissent; la révolution, peu à peu, laisse tomber ses derniers voiles : les fleurs ne cachent plus l'abîme.

D'affreux événements viennent tout-à-coup en aide aux anarchistes : la fatale année 1848 était commencée.

Le 12 janvier, révolution à Palerme et triomphe des insurgés; Ferdinand II a perdu la Sicile où sera proclamée sa déchéance.

personne n'y mit opposition, parce que ce dernier avait aussi parmi les factieux, comme son prédécesseur, des frères qui avaient été condamnés politiques en 1831.

- Le 29 janvier, insurrections à Naples et constitution promise.
- Le 8 février, commotions à Turin et constitution promulguée.
- Le 12 février, tapage à Monaco, et constitution par Florestan I^{er}.
- Le 18 février, soulèvement en Toscane et octroi de constitution.
- Fermentation chez tous les peuples.

Rome accueille ces nouvelles par des acclamations frénétiques. Une commission expose au Pape la nécessité urgente de suivre l'élan général et de donner aussi aux Romains une charte démocratique. Lord Minto, envoyé extraordinaire de Londres, soufflait aux brasiers des révoltes. Hélas ! il n'était plus possible à Pie IX de lutter contre l'anarchie. En vain essaierait-il de se soustraire à la tempête européenne : la révolution qui l'enserme est maintenant sûre de sa proie ; Pie IX n'a plus d'autre appui que sa piété, d'autre consolation que la prière ; il n'a plus que Dieu pour ressource.

Espère-t-il lasser la fureur de ses ennemis par ses angéliques vertus et sa résignation patiente ? Oh ! le génie des révolutions ne s'arrête jamais dans son impétueux essor. Rien ne l'émeut, rien ne le calme. Sourd à la voix de la raison comme aux cris de l'humanité, il se lève ardent et sans frein, il passe froid et sans pitié.

Pie IX assemble son conseil ; il lui donne ordre de rédiger, avec sagesse et réflexion, les bases d'une constitution en harmonie avec la gravité des circonstances ; mais le peuple, secondé par les journaux et poussé par les sociétés secrètes, ne veut ni délais ni études ; il demande que la constitution soit immédiatement proclamée. Rome n'a pas le temps d'attendre.

Ici, nouveau coup de théâtre ! épouvantable catastrophe ! Paris s'est de nouveau soulevé. Le trône de Louis-Philippe s'écroule... Voici la République en France.

Vingt-quatre février, salut !

CHAPITRE TROISIÈME.

Embrasement général de l'Italie. — Insurrection de Milan. — Révolution de Parme. — République à Venise. — Expulsion des Jésuites de Rome.

Paris n'a plus ni roi ni monarchie. Il est venu le jour terrible du jugement de Dieu. Éclatante comme la foudre, solennelle comme l'expiation, la chute de Louis-Philippe a rappelé la foi dans les âmes. On ne peut plus douter du Ciel : on reconnaît la Providence.

Ce qu'avaient apporté les barricades a été remporté par elles ; la couronne citoyenne a été broyée sur la tête même de l'usurpation par le principe révolutionnaire. Louis-Philippe, qui a vu mourir Charles X exilé en Autriche, mourra proscrit en Angleterre ; et la France enfin, de chute en chute, est tombée à la République.

Encore un nouveau *fait accompli*. Rois de la terre ! saluez : votre tour va arriver, et ce sera juste. Vous laissâtes tomber le droit chez autrui ; chez vous aussi, tremblez qu'il ne tombe ! « Vous aviez reconnu juillet, vous avez mérité février (1).

(1) *Place au droit*, édition in-8°, page 78.

Vers la fin de 1847, les chefs de *la jeune Italie* avaient tourné leurs regards vers le roi de Sardaigne comme sur un appui protecteur. Depuis longtemps, les sociétés secrètes étaient puissantes en Piémont ; elles avaient jugé Charles-Albert. Voici, en quelques mots, sa vie.

A la chute de Napoléon, le Piémont avait été rendu à ses anciens princes ; mais, lorsqu'en 1820 éclata la révolution de Naples, Turin s'était aussi soulevé : alors apparut Charles-Albert.

Affilié à la grande secte des carbonari, le prince de Carignan, appelé par elle à seconder le mouvement révolutionnaire, et se levant contre son roi, se mit à la tête des insurrections de la Lombardie. Mais, selon ses habitudes de tâtonnements et d'hésitations, à la fois vaillant et peureux, il se montra alors ce qu'il fut le reste de sa vie, ambitieux irrésolu, démocrate chevaleresque, et royaliste révolutionnaire : voulant avoir un pied partout, et n'ayant de tête nulle part.

Maladroit et mal conseillé, bon soldat et mauvais capitaine, il se souleva en Piémont quand la rebellion était étouffée à Naples. Il commença trop tard cette fois, plus tard il commencera trop tôt.

Les Autrichiens le battirent à Vercelli, car son armée ne lui était pas entièrement acquise. Aussitôt, changeant de bannière, il abandonna son parti ; et le radical de l'Italie fut tirer l'épée contre les radicaux de l'Espagne. Le prince de Carignan, devenu *grenadier français* à cette époque, se signala par son courage au Trocadéro. Paris ne vit que ses lauriers, Turin lui pardonna ses erreurs.

Devenu héritier du trône, il fut roi en 1831. Les carbonari, ses anciens frères, accoururent immédiatement vers lui. Il les reçut d'abord assez mal : l'absolutisme était entré dans ses goûts ; puis, s'effrayant des progrès de *la jeune Italie*, il changea de nouveau ses idées ; il revint au radicalisme.

Quel était son plan et son but ? hélas ! le savait-il lui-même ! Charles-Albert ne se tint jamais autrement que dans un balancement perpétuel de décisions contraires, et dans une sphère flottante de contradictions perpétuelles ; il n'appartint jamais réellement à aucune opinion, et il trompa tous les partis. Aussi qu'en advint-il en définitive ? Que, peu à la hauteur du rôle auquel il se croyait appelé, il aspira vainement à être le héros libérateur de la Lom-

bardie vénitienne: il ne fut que l'instrument révolutionnaire de l'Italie rouge.

Mazzini lui avait écrit pour lui proposer la couronne de toute l'Italie, s'il voulait s'armer pour l'affranchissement de la Péninsule. Ce même Mazzini avait fait antérieurement des semblables propositions au roi de Naples, à Pie IX et au duc de Modène; il les renouvela plus tard à chacun des princes de l'Italie, voire même au maréchal Radetzky, sous la condition que celui-ci trahirait immédiatement l'Autriche et renierait à tout jamais son pays.

Charles-Albert s'était d'abord montré sourd aux ouvertures du célèbre agitateur; mais, en septembre 1847, à la suite de grandes démonstrations populaires en Piémont, et notamment à Novare, où, aux cris de «Vive Pie IX! Vive Charles-Albert! Vive Gioberti!» on demandait l'indépendance italienne, il parut se laisser séduire. En octobre, nouvelles démonstrations à Genes et à Turin; le roi de Sardaigne commençait à entrer dans les idées de la jeune Italie; la diplomatie étrangère s'en étant alarmée: «L'Italia fara da se (1), » lui avait répondu fièrement le prince: et les carbonari d'applaudir.

Ils se hâtent d'unir Charles-Albert et Pie IX dans un enthousiasme semblable. Mêmes fêtes, même tactique. On veut leur élever des statues à Novare, en face l'un de l'autre (2); on les regarde comme deux principes incarnés visant à une même gloire. On y admet en troisième le duc de Toscane, appui des condamnés politiques. C'est, selon les comités secrets, une trinité révolutionnaire que doit encenser l'Italie progressive; et tous trois marchent à leur perte.

Retournons maintenant à Rome.

Janvier 1848 avait ouvert une nouvelle phase d'idées; il n'était plus question de réformes, il s'agissait de constitutions. Février fera plus encore, il marchera aux républiques; puis, franchissant d'autres distances, arrivera le socialisme.

(1) *L'Italie se suffira à elle-même.*

(2) *Storia degli avvenimenti d'Italia*, Faschiolo 12.

Que d'enthousiasme aux bords du Tibre !... Une république à Paris !... Ah ! les sociétés secrètes, elles-mêmes, n'osent croire à un tel triomphe ; il a dépassé leur attente. Que ne peut-on espérer désormais ! « *A bas les monarchies ! à bas la religion ! à bas tout ordre ! à bas toute loi !...* » Triomphateurs, gloire au chaos !

Les manifestations furibondes de la ville aux sept collines, semblent des orgies au démon. La nuit, toutes les rues étincellent de lampions, de torches et de feux de joie. Le jour, la populace en uniforme et la populace en guenilles parcourent processionnellement la ville avec des drapeaux tricolores, en agitant des fers homicides et en hurlant la Marseillaise. Les bouleversements à Paris commandent, évidemment, les insurrections à Rome. Toutes les rebellions, à l'envi, doivent se tendre une main fraternelle.

On court à l'ambassade d'Autriche. Le buste et les armoiries de l'empereur y sont mis en pièces et brûlés. On s'attaque aux statues, aux images ; on fait un feu de file sur elles, et l'on se croit un peuple sublime.

Un auto-da-fé a eu lieu : un holocauste devra suivre ; il faut le sang des Jésuites.

La constitution de Pie IX est proclamée le 14 mars ; mais le fameux mot : « *Il est trop tard,* » eût pu aussi lui être adressé. Aucun transport d'enthousiasme. Qui pensait à fonder quelque chose ! Il n'est question que de détruire.

Le 13 mars, Vienne est en combustion. Le soutien de Louis-Philippe, Metternich, s'est vu renversé.

Le 18, barricades à Berlin. Effroyables commotions. Le roi est obligé de fuir.

Ce même jour, explosion terrible à Milan.

La veille, on y avait reçu la nouvelle de l'insurrection de Vienne. Le comte Cazati, podestat, se rend au palais du gouvernement avec une masse de peuple ; il compte demander l'*institution de la garde nationale*, l'*abolition de la police* et une *représentation nationale* ; mais on refuse de le recevoir. Indigné, le peuple entre en fureur. La garde autrichienne prend les armes ; et de premiers coups de fusil sont tirés.

Aussitôt la capitale entière se soulève aux cris de « *Vive Pie IX !* » Pendant cinq jours entiers, zébrée de barricades, elle combat et repousse sa garnison avec une indomptable énergie.

Cette garnison, bien que forte de 15 à 16,000 hommes, est forcée de reculer devant une population sans armes, que l'exaspération rend invincible.

Les Milanais, renfermés sous leurs murs par une ceinture de troupes ennemies, se mettent en correspondance avec les campagnes par le moyen de ballons remplis de proclamations, auxquels les soldats de Radetzky tiraient en vain des coups de fusil. Les villageois prennent les armes; ils accourent de toutes parts. Les habitants de la grande cité les voyaient venir de loin du haut de leurs clochers; les Autrichiens sont attaqués, harcelés, battus; le bruit court, en outre, que Charles-Albert arrive à la tête d'une armée pour soutenir l'insurrection. Le maréchal Radetzky se décide prudemment à quitter la place; il se replie sur les forteresses imprenables de la Lombardie vénitienne; et les Milanais triomphants se nomment un gouvernement provisoire (1).

Le 20 mars, révolution à Parme. L'archiduchesse Marie-Louise qui n'avait ses États qu'en viager, avait été remplacée par Charles II de Bourbon, duc de Lueques. Les Parmesans, à la nouvelle de l'insurrection de Milan, se soulèvent contre leur prince. Armés, ils parcourent la ville au son du tocsin et font feu sur les factionnaires allemands. La destruction était le but, l'Autrichien était le prétexte.

Charles II eût pu facilement triompher de cette émeute en laissant ses troupes agir : il craignit l'effusion du sang; et son humanité fut sa perte. Hélas ! ainsi ont fait bien des rois !....

Le duc ordonné à ses soldats de rentrer dans leurs quartiers; le prince héréditaire, au désespoir, arrache à l'instant ses épaulettes de général et les jette aux pieds de son père. La tempête reprit

(1) Il était composé du comte *Cazati*, président; de *Boromeo*, *Durini*, *Litta*, *Strigelli*, *Giulini*, *Bereta*, *Guerrieri*, *Greppi*. Il frappa de suite des impôts et ordonna des levées d'hommes. Mais déjà beaucoup de campagnes se prononçaient contre la guerre de l'indépendance et surtout contre l'intervention piémontaise. On criait çà et là : « *Vive Radetzky !...* »

avec une nouvelle force ; et Charles II, croyant l'apaiser, créa une régence chargée d'élaborer une constitution. Puis, il voulut s'éloigner de Parme ; on s'opposa à son départ.

Que fit aussitôt la régence ? Usant de ses pouvoirs souverains, elle s'établit en gouvernement provisoire et en comité de salut public, renvoya les troupes autrichiennes, publia une constitution des plus démocratiques, institua une garde nationale, et arracha au duc la promesse d'envoyer son fils en Piémont, à la tête de ses troupes. A la suite de ces mesures, que de fêtes ! que d'ovations ! Le duc est promené en triomphe : c'est le prélude aux catastrophes.

Le jour suivant, outrages publics. La presse entière se déchaîne contre les hommages rendus à Charles II. Celui-ci avait fait partir son fils pour Turin avec des dépêches pour Charles-Albert. Le jeune prince, sur sa route, est trahieusement arrêté par des volontaires, à peu de distance de Crémone. On l'arrache de sa voiture, on lui noue les mains avec des mouchoirs, on l'accable d'insultes, on menace jusqu'à sa vie. Lié et garrotté, il est conduit à Crémone, où la populace en fureur l'accueille par des vociférations inouïes. La gendarmerie s'empare de lui et le mène au palais du gouvernement provisoire de la ville, où, pendant seize heures, on le retient, livré à tous les tourments de la faim et de la prison. En vain les dépêches de son père le présentaient comme officier-général dans les armées de l'indépendance, on pense apparemment que Charles-Albert ne se souciera nullement d'avoir comme appui le fils de celui dont il convoite les États ; et le prince héréditaire de Parme, après les interrogatoires les plus injurieux, est envoyé captif à Milan (1).

Le 10 avril suivant, Charles II, forcé de fuir ses États, prenait la route de l'exil ; et l'abbé Gioberti ainsi que le père Gavazzi faisaient, successivement, leur entrée triomphale à Parme. La femme et la belle-fille du duc, l'une gravement malade, et l'autre enceinte de sept mois, n'avaient pu partir de suite avec leur mari et beau-père. Le gouvernement provisoire les abreuve d'humiliations, leur

(1) Après deux mois de détention, il s'échappa clandestinement et fut à Gènes, d'où il partit pour Malte, déguisé en marin. De Malte il se rendit à Naples, et de Naples en Angleterre. Notare enfin lui rendit Parme.

interdit les grands appartemens de leur palais, les relègue dans de misérables chambres, leur refuse les choses les plus nécessaires à la vie, et finalement les contraint de la manière la plus brutale à quitter la ville de Parme.

La jeune duchesse était jolie, aimable, douce, bienfaisante, et naguère adorée du pays. Sœur du comte de Chambord, elle était du sang des rois de France; rien de tout cela ne plaide en sa faveur. Malgré sa grossesse avancée, on l'oblige à s'enfuir de nuit, par une pluie battante, dans une espèce de cabriolet découvert; et, en traversant Bologne pour aller demander un refuge à la Toscane, l'auguste fugitive, arrêtée par des bandes atroces, échappe par miracle à la mort (1).

Immédiatement après ces faits, le duché de Parme se donnait au roi de Sardaigne; et un commissaire piémontais venait prendre possession du pays au nom de Charles-Albert.

Mais reprenons le fil des événemens au mois de mars 1848.

Le 22, république à Venise. Nouvelles scènes à décrire. Encore *trois grandes journées*. Daniel Manin et Nicolas Tomaseo, deux chefs de la jeune Italie, avaient été incarcérés, peu auparavant, pour publication d'écrits politiques. Ces deux hommes, opinion à part, étaient généralement estimés. Le peuple court en foule à leur prison et demande qu'on les relâche. On refuse. Une émeute éclate. On dépave la place Saint-Marc.

Le 17 mars, après plusieurs coups de fusil, les deux captifs sont délivrés. Manin est porté en triomphe sur une chaise à la place du palais ducal, où il harangue la multitude; et là, en présence de la troupe, on jette à bas des *trois grands maîtres* les drapeaux flottants de l'Autriche.

Le 18, le peuple demande à être armé et veut une garde na-

(1) Le grand duc de Toscane lui donna un asile dans ses états, en attendant qu'il fût en demander un lui-même au roi de Naples. Quant à la duchesse douairière, elle obtint du gouvernement révolutionnaire de Modène, moins inhumain que celui de Parme, la permission de rester dans cette dernière ville jusqu'à sa guérison complète.

tionale. La municipalité et le gouverneur civil, M. Palfy, y consentent ; et, le soir même, patrouilles guerrières.

Le 22, les ouvriers de l'arsenal se révoltent, et tuent, dans la matinée, leur colonel Marinovich. Manin, à la tête de la milice nationale, se porte à l'arsenal, gardé en dedans par des troupes autrichiennes, et au dehors par la *marine vénitienne de terre* (1). Le commandant de ces marins veut fermer le passage à Manin et ordonne de faire feu ; ses soldats s'y refusent, mettent bas les armes, et l'un d'entre eux va jusqu'à donner un coup de baïonnette à son chef.

Manin entre dans l'arsenal ; il se présente hardiment au général Martini, qui en était gouverneur, et le somme de déposer sur-le-champ son commandement entre les mains de son adjudant M. Graziani, colonel vénitien, qui avait été le beau-père du fameux *Bandiera*, l'ancien chef de l'insurrection des Calabres. Martini hésite d'abord, puis il se soumet... et se rend (2).

Le général Martini fut, en outre, forcé d'écrire à l'escadre de la mer Adriatique de rentrer immédiatement dans le port (presque tous les officiers et matelots de cette escadre étaient Vénitiens). Pendant ce temps, l'avocat *Avesani*, suivi des autorités municipales et des chefs de la garde nationale, forçait le gouverneur civil Palfy de céder ses pouvoirs au général Zichy, commandant de la place, et sommait ensuite ce même Zichy de lui remettre immédiatement la ville.

Qui l'aurait pu croire ! Ce dernier, saisi d'effroi en entendant rugir la sédition à sa porte, capitula au bout de deux heures. La garnison évacua la ville. Manin et Tomaseo s'emparèrent du pouvoir suprême ; et, le soir même du 22, la république fut proclamée (3).

Que d'événements coup sur coup !...

(1) Il y a à Venise des marins de terre et de mer.

(2) Les troupes autrichiennes furent consignées dans l'arsenal même et gardées à vue par la garde nationale, qui s'était emparée de leurs canons.

(3) Si l'ordre signé par M. Martini fut parvenu à sa destination, Venise eût eue des forces considérables ; mais le nouveau gouvernement avait confié ledit ordre au piroscaphe autrichien qui emportait le gouverneur Palfy

Et que faisait l'ancienne ville de Romulus et de César ? elle continuait à scandaliser l'Europe catholique. Au convent des Jésuites on avait voulu égorger un prédicateur qui s'était permis de dire en chaire que *le temple du Seigneur ne devait pas être considéré comme une synagogue* ; des brigands s'étaient élancés vers lui ; et l'orateur chrétien n'avait dû son salut qu'à une sorte de miracle.

On était aux derniers jours de mars 1848.

Un soir, le prince Piombino, commandant un des bataillons de la garde civique, reçoit l'injonction de veiller à la sûreté des établissements religieux qui, assurait-on, devaient être menacés la nuit même ; il transmet l'ordre au marquis Patrizzi, chef de légion et brave militaire.

« — Qu'on batte le rappel ! » dit celui-ci.

Des clameurs d'indignation lui répondent. On s'écrie qu'une pareille mesure n'a pu être prescrite que par un ennemi du gouvernement et un partisan des Jésuites, que le Pape y est étranger, et que Patrizzi est un traître.

Au lieu de battre le rappel, on bat la générale.

La garde nationale était accourue sous les murs du couvent en péril ; mais une partie de ses soldats, au lieu de s'opposer aux déclamations furibondes de la populace, y joint ses clameurs sanguinaires. On frappe violemment aux portes. L'ironie se mêle aux menaces. On chante le *Miserere*.

« — Des suaires ! ouvrez les fosses ! » crient des voix rauques au dehors ; et là, du milieu des ténèbres, brandissant à la fois des piques aiguës et de la poix enflammée, instruments de meurtre

et toutes les autorités qu'on chassait de la ville. Ce piroscaphe intercepta la dépêche, et l'escadre n'en eut aucune connaissance. L'Autriche, qui tenait avant tout à avoir des vaisseaux, donna aux officiers et matelots Vénitiens qui étaient à bord, le choix de servir ou de s'en aller : la plus grande partie se retira. Les Vénitiens furent tellement surpris de la victoire de Manin, qu'ils l'attribuèrent à un miracle ; et tout l'honneur en revint à *la Madone*, que l'on promena en triomphe. Palffy, gouverneur civil, puni par son gouvernement, fut à jamais privé de tout emploi ; et Zichy fut condamné à dix ans de détention. Le général Martini, ami du prince Schwarzenberg, est en ce moment ministre d'Autriche à Naples.

et d'incendie, les cannibales, avec de sauvages éclats de voix enfoncent le *De Profundis* (1).

Qui n'eût pensé, à cet horrible spectacle, que c'en était fait des Jésuites ! Rien ne semblait pouvoir les sauver ; rien : hormis un secours de la Providence. Ce divin secours arriva.

Du milieu de la milice bourgeoise, il s'éleva tout-à-coup des voix protectrices. Un changement subit et imprévu s'opéra dans certaines âmes ; Dieu, évidemment, était là. Plusieurs officiers, aidés de quelques braves, se mettent en travers des bourreaux ; ils ont résolu de sauver les victimes. Les portes résistèrent aux haches ; le poignard des hommes du crime recula devant l'épée des défenseurs de l'ordre. Les vociférations se calmèrent, le feu des torches s'éteignit, la tempête fut s'éloignant ; et, au premier rayon de l'aurore, le cloître était encore debout.

Mais la catastrophe n'est peut-être qu'ajournée ; les factieux n'ont plus de frein, et le pouvoir n'a plus de force.

Le père général des Jésuites, calme et résigné, écrit au Saint-Pontife pour lui demander si la congrégation doit se dissoudre et se retirer : Pie IX lui fait répondre, par le cardinal Castracani, qu'il ne peut ni ne veut ordonner leur expulsion ; mais que, ne comptant plus sur la milice citoyenne, il est sans moyens pour les défendre et sans force pour les sauver.

Le père général réunit sur-le-champ son conseil : et, en présence même de l'envoyé du Pape, il est décidé que, pour prévenir d'effroyables calamités, la compagnie se dissoudra.

Et en effet, le jour suivant, les Jésuites quittaient Rome ; et l'anarchie, le front couronné, marchait de triomphe en triomphe.

(1) Ce furent les mêmes scènes à Naples. L'imitation fut parfaite. Quel accord entre les meneurs !

CHAPITRE QUATRIÈME.

Guerre de l'indépendance. — Manifeste de Charles-Albert. —
Départ de l'armée piémontaise. — Départ des légions romaines.

La désorganisation française de février était, à cette époque, au milieu de ses premières apothéoses. Les rues de Paris étaient sillonnées, comme celles de Rome, par des bandes tumultueuses, qui y promenaient leurs piques nationales, leurs drapeaux tricolores et leurs bonnets phrygiens. Mêmes répétitions, mêmes parades, si ce n'est cependant que la nouvelle république française avait l'air de se moquer à la fois d'elle-même et du monde entier, tant l'atroce y était burlesque. 1848 complétait, par le ridicule, l'expérience faite en 1793 par la terreur (1).

Rome ne s'en évertuait pas moins à saluer de son enthousiaste

(1) Et cependant Caussidière disait aux quarante-huit commissaires du gouvernement d'alors : — « Nous incendierons tout Paris, et nous n'y laissons pas pierre sur pierre » (Rapport de la commission d'enquête, t. I, p. 357, Assemblée nationale du 26 juin 1850).

admiration les farces révolutionnaires de son imitatrice. Un nouveau ministère était nommé.

Le cardinal *Antonelli*, président du conseil, aux affaires étrangères.

Gaetano Recchy à l'intérieur.

L'avocat *Sturbinetti* à la justice.

Aldobrandini à la guerre.

Galetti à la police (1).

Ce dernier fait immédiatement publier que la Congrégation de Jésus, qui était partie pour l'exil, avait été expulsée par ordre du Pape, et que tous ses biens étaient confisqués. Pie IX fait démentir son ministre : inutile acte de courage.

Alors, comme un tonnerre nouveau, s'élevaient d'immenses clameurs ; la voix de la *jeune Italie* retentissait de toutes parts : « *Aux armes ! aux armes !* » criait-elle.

« *Affranchir l'Italie de la domination étrangère* » est devenue la pensée de feu qui, courant de clochers en clochers, réveille, électrise, embrase. « *Aux armes !* » redisent tous les organes de la presse avec un enthousiasme unanime. « *Aux armes !* » répètent des populations entières avec des transports inouïs.

Charles-Albert, à la vue de ces grandes manifestations, et obsédé par les pressantes sollicitations de tous les chefs de sociétés secrètes, porte enfin la main sur son glaive. Il ne regarde plus comme un rêve la couronne de Lombardie. Une grande croisade est prêchée ; le Piémont, jusque-là en parfaite harmonie avec Vienne, le Piémont que personne n'attaque, et qui, par conséquent, n'aurait le droit d'attaquer personne, se déclare contre l'Autriche : il se place à la tête des soulèvements de la Péninsule. Turin, se levant pour l'unité italienne, est, dit-on, *l'étoile des mages* conduisant à la *rédemption*. Au roulement des tambours et aux bruits de la guerre, une effervescence inimaginable, un irrésistible délire s'étendent de province en province ; grands et petits, riches

(1) Aux finances, il y avait l'évêque *Morichini* ; à l'instruction publique, le cardinal *Mérofante* ; *Pasolini* aux travaux publics ; et *Minghetti* au commerce.

et pauvres, tout veut s'armer, tout veut combattre ; l'Italie entière se lève.

Ah ! sans doute, il y eut d'abord, dans cet élan national, un patriotisme sincère. Il y eut là de généreux sentiments et des dévouements admirables ; mais là aussi, cachés sous de prestigieuses promesses et sous de sublimes dehors, il y avait les pièges les plus infâmes et les trahisons les plus lâches. Cette levée de boucliers ne fut certes ni sans raison, ni sans excuse : il y battit de nobles cœurs ; on y vit de vaillants faits d'armes ; mais la *révolution* était là, la *révolution*, mère de l'anarchie, la même à toutes les époques. Fille sanglante de 1793, triste fatalité de 1830, odieux délire de 1848, elle s'emparait du mouvement pour le fausser, de l'héroïsme pour l'avilir, de la gloire pour la souiller.

Le mélange impur de la cause anti-sociale et républicaine à la cause nationale et patriotique allait perdre la Péninsule. Eh ! pouvait-il en être autrement ! Du sein d'une *héroïque Italie* s'était levée l'*Italie rouge* !

Déplorable fatalité ! la révolution des missionnaires du socialisme se jetait là, comme partout et comme toujours, en travers de la liberté. En vain, prenant un hypocrite langage et une fausse physiologie, elle cherchait à cacher son but réel et sa figure véritable : le masque tombait par moments, et le spectre se laissait voir, et tout frémissait à sa vue. L'hydre anarchique apparaissait ; l'honneur reculait devant elle ; la liberté devait périr.

Le roi de Sardaigne avait levé de nombreuses troupes ; mais se prononce-t-il hautement pour la guerre de l'indépendance ? Non ; rien en lui n'est positif. Il obéit à sa nature ; il va d'hésitations en hésitations. Il veut, et il craint de vouloir ; il ose, et il a peur d'oser.

Personne ne comprend au juste ses intentions et ses désirs. Il correspond secrètement avec l'Autriche, secrètement avec le Pape, secrètement avec le roi de Naples, secrètement avec la *jeune Italie* ; et, sous les murailles d'Ancône, le prince de Canino disait, parlant de lui au général Pépé : « *Il est d'une foi bien douteuse* (1). »

(1) *Histoire des révolutions d'Italie*, par le général Pépé, p. 201.

Pour toutes les opinions, Charles-Albert a des caresses ; pour toutes les déterminations, il a des frayeurs. Il ambitionne les conquêtes, et il redoute les batailles. Sa bravoure est incontestable, et son épée reste inactive. Il est d'une piété reconnue, et il regarde comme un danger de soutenir la religion ; il tend son front à la couronne, et ses réflexions la repoussent. Tout haut, chaque parti l'encense ; tout bas, chaque parti le suspecte. Il n'est ni monarque ni peuple ; ni incrédule ni croyant ; et, devant sa pourpre en perspective, il n'est ni le droit ni le fait : il tombera sous l'un et sous l'autre.

Las d'attendre sa décision, ses soldats partent avant l'ordre ; il faut, malgré lui, qu'il les suive ; Milan venait d'être évacué par les Autrichiens. C'en est fait : le 23 mars, Charles-Albert déclare formellement la guerre à l'Autriche : il s'écrie : « *Chassons les barbares de l'Italie !* » et néanmoins, la veille encore, il ordonnait à son ministre des affaires étrangères de transmettre au représentant de l'Autriche, à Turin, l'expression de ses pensées affectueuses et de ses sentiments pacifiques.

Le 31 mars, il occupait Lodi ; il avait publié le manifeste suivant :
« Italiens ! je viens seul, moi seul, pour accomplir la grande œuvre
« de l'indépendance italienne. Bientôt notre patrie sera affranchie
« de la domination étrangère. Braves compatriotes, aux armes ! »

Ce cri est au loin entendu : il y a écho sur toutes les plages. Charles-Albert fait couper une quantité de ponts en Lombardie, inonde les plaines, barricade les routes et fortifie jusqu'aux villages. Les Autrichiens se retirent sur Vérone. Le début des Piémontais est brillant. L'enthousiasme est unanime. Charles-Albert, recevant journellement des renforts de tous les points de l'Italie, allait marcher de succès en succès. L'ennemi recule à mesure qu'il avance, et l'Italie se croit sauvée.

Sauvée ! mais Mazzini et consorts n'étaient-ils pas à la tête du mouvement de la Péninsule !... Qu'allaient faire ces destructeurs, ces hommes mille fois pires que les anciens barbares du nord, qui, eux du moins, en mettant tout à feu et à sang sur leur passage, ne ravageaient point *leur patrie* ? Ils allaient trahir leurs compatriotes, entraver Charles-Albert et le perdre. Tandis que le roi piémontais, en repoussant les Autrichiens, croyait gagner par ses

exploits la couronne de Lombardie, les révolutionnaires, pour sa récompense, cherchaient à lui enlever Milan, en y prêchant la république.

Plus tard, l'élève chéri de Mazzini, le général Ramorino, ne songera qu'à proclamer la république à Gènes, au lieu d'affranchir l'Italie à Novare.

De toutes parts, mêmes perfidies. Pendant que le roi des Deux-Siciles enverra ses soldats à la croisade italienne, Mazzini, par ses agents secrets, lui expédiera, en échange, *la grande insurrection de Naples*.

Ainsi de suite à Rome, à Florence, à Parme, à Modène et partout. Mazzini, pour appui, veut des princes; mais malheur à ceux qu'il appelle!

Florence et Naples avaient envoyé leurs contingents à l'armée piémontaise. Rome aussi prépare ses troupes. Des quêtes publiques ont lieu pour subvenir aux frais de la guerre. Des recruteurs, stationnant sur les places publiques, reçoivent les offrandes des patriotes. On se porte en foule chez les ministres de Turin et de Florence, on veut fraterniser avec eux; quant au ministre autrichien, il est publiquement insulté.

Les journaux se remplissent d'appels au dévouement national. Une foule de combattants accourent sous le drapeau de la nouvelle croisade; mais que d'aventuriers parmi eux! les uns sont d'anciens militaires condamnés et proscrits naguère; d'autres sont des espèces de bandits n'ayant jamais tiré que le poignard, et frappés d'arrêts infamants. Ce rebut du genre humain se distribue lui-même ses grades; c'est à qui sera officier, capitaine, colonel et général. L'homonyme du ministre *Galetti*, le lion des *épiciers* de Rome; *Galetti*, surnommé *pile-poivre*, se donnera le titre le plus élevé. On veut bien, il est vrai, servir; mais on veut avant tout commander.

Cette peste ambulante est sur le point de partir; elle forme deux légions dites *romaines*. Delgrande, ex-colonel de la garde nationale, homme connu par son immoralité profonde, est à la tête de la première (1).

(1) Il fut accusé publiquement de l'assassinat d'un cultivateur dont la vie nuisait à ses intérêts; et chez lui s'était décidé le meurtre du colonel Freddi.

La seconde est commandée par Patrizzi, dupe honnête et aveugle brave.

En vain Pie IX a voulu s'opposer à l'organisation de cette armée; en vain il a déclaré que des troupes régulières avaient été envoyées par son ordre à la frontière, pour maintenir contre l'Autriche l'intégrité du territoire : on ne croit plus à sa parole, on résiste à sa volonté.

Le grand duc de Toscane avait déclaré la guerre à l'Autriche; et de Florence étaient déjà partis quatre mille volontaire parmi lesquels était le fameux Montanelli, destiné à révolutionner plus tard son pays. Ce professeur, à Pise, s'était montré l'antagoniste acharné de Guerrazzi, quand ce dernier avait été déporté à l'île d'Elbe pour avoir soulevé Livourne. Ces deux ennemis néanmoins devaient se retrouver un jour, à Florence, au timon de l'état ensemble!...

Les légions romaines sont en marche. Elles ont promis de ne point franchir la frontière avant d'en avoir reçu l'autorisation du Saint-Père; et, pour subvenir aux besoins de l'État, les clubs demandent que les biens du clergé soient confisqués et saisis. Quatre millions d'écus seraient nécessaires.

M. Rossi, l'envoyé de Louis-Philippe, qui avait obtenu la dispersion des Jésuites en France, conseille à l'église romaine, pour sauvegarder ses intérêts et maintenir son influence, de faire volontairement le sacrifice de cette somme. L'avis du diplomate est adopté; mais, avant qu'on en fût arrivé à l'exécution, les événements qui se pressaient vers une catastrophe finale allaient tout renverser à la fois, clergé, lois et gouvernement.

De nouvelles légions, destinées à combattre l'Autriche, sont commandées et s'organisent. — « *Vive l'indépendance italienne!* » criait lord Minto en plein théâtre et d'une voix enthousiaste.

La princesse Belgiojoso, la *Debora* risible de l'Italie, et Cicero-Vacchio, le *Mazaniello* grotesque de Rome, haranguent les populations (1).

Sterbini, Canino, Gavazzi et autres chefs, passant sous les arcs

(1) Cicero-Vacchio resta à Rome; il s'était persuadé que sa présence y était nécessaire pour sauver le pays. Il envoya son fils à sa place.

de Titus et de Constantin, parcourent la voie Appienne et longent les murs du Capitole, en poussant des cris de guerre et d'indépendance.

Le bernabite Gavazzi voulut parler au Colysée :

« Amis ! dit le tribun à la foule, les initiales sacrées de la « Rédemption I. N. R. I. devront signifier désormais *Italie Na-
tion, Religieuse Indépendance* ! Romains ! du haut de ces mu-
railles, quarante empereurs, sénateurs et Brutus vous contem-
plent !... »

Caricature du sublime ! Il parlait comme aux *Pyramides* et se croyait Napoléon (1).

Une populace effrénée escorte avec des drapeaux et des palmes les meneurs de *l'Italie rouge* ; elle est terrifiante et hideuse. De même qu'après un orage désastreux il apparaît à l'improviste sur la surface du sol des reptiles inconnus et des bêtes malfaisantes jusque-là cachés sous la terre ; de même les révolutions sociales, chez un peuple, y font surgir tout-à-coup une génération nouvelle, aussi atroce qu'inattendue. Souvenirs, histoire, monuments, coutumes, grandeurs, traditions, tout cela la choque et la blesse. Des ruines ! rien que des ruines ! Voilà ce qu'il faut à ces hommes. Ils blasphèment ce qu'ils ignorent, ils corrompent ce qu'ils approchent. Nuées sans eau poussées par un ouragan de passions contraires, astres errants qui brûlent sans éclairer, arbres de mort privés de racines, ne portant pour fruits que des cendres, flots tumultueux dont la furie éclate comme l'océan et ne se plaint qu'aux submersions, ils naquirent de la tempête, il faut à leur vie les ravages.

(1) A Parme il s'exprima d'une manière plus folle encore qu'au Colysée : — « Aux armes ! frères ! s'écria-t-il du balcon du palais ducal ; « que toutes vos mères, sœurs, femmes et *cocolles* (textuel), s'unissent « à moi pour vous pousser au champ d'honneur. Il est des prêtres, je « le sais, qui blâment mon langage ; mais en vérité, je vous le dis, « mes frères ! les prêtres ne sont en général qu'un tas de fainéants « qui ne pensent pas un mot de ce qu'ils débitent... »

Le père Gavazzi se fit aumônier dans le corps d'armée de Ferrari ; et à la première débâcle, il s'échappa, emportant la caisse du régiment. Gavazzi publia à ce sujet, dans les journaux, la plus étrange des justifications ; il déclara qu'un boulet de canon avait emporté et brûlé la susdite caisse.

Ferrari, nommé général de ces cohortes improvisées, veut que Pie IX bénisse ses drapeaux. Le Pape s'y refuse.

Ferrari insiste ; nouveaux refus inébranlables.

N'importe : la députation qu'il a envoyée au Quirinal affirme que le chef de l'Église, s'associant de cœur à leurs vaillantes espérances, a prié pour leurs saintes bannières ; et sur ce, les bandits quittent Rome (1).

Ils traversent les États pontificaux en pillant tout sur leur passage. A Monteroni, ils brûlent les auberges après les avoir dévastées. Ils envahissent ensuite une vaste abbaye, propriété du cardinal Ferretti, et la ravagent de fond en comble. Mêmes infamies à Terni, petite ville épiscopale.

Ceux qui veulent tenter de réprimer les désordres sont repoussés et massacrés.

Une nuit, des soldats, éteignant les lumières à leurs corps de garde, volent leurs officiers et les tuent ; puis, beaucoup d'entre eux s'enfuient avec leur butin, emportant armes et bagages. Cela aurait pu faire un vide, mais d'autres recrues les remplacent ; il s'en fait chaque jour de nouvelles. Le métier paraît lucratif ; et les bandes armées grossissent. Pour eux, tuer c'est affranchir ; détruire c'est régénérer.

Le long de la route, ils s'étaient donnés un général de plus ; le piémontais *Durando* leur en avait paru digne.

Celui-ci, arrivé à Ferrare, publie un ordre du jour qui, en dépit des volontés de Pie IX, commande de passer la frontière : le Pape y met opposition. Déjà, le 29 avril, en plein consistoire, il s'était déclaré contre la guerre ; une encyclique du 1^{er} mai, confirmant ses dispositions, défend qu'on attaque l'Autriche (2).

(1) Ferrari, arrivé sur l'Adige, se conduisit à l'attaque du fort de la Cavanella, de manière, selon le général Pépé, à être pour le moins destitué par un conseil de guerre. Ses soldats voulaient le tuer, et il fut obligé de s'enfuir. Ce qui n'empêcha pas plus tard le triumvirat romain de le nommer lieutenant général. (Voy. *Histoire des révolutions d'Italie*, par le général Pépé, pag. 113 - 197.)

(2) Son allocution au consistoire fut insérée dans les journaux.

Aussitôt, horribles clameurs ; Durando n'obéira pas. Rome se soulève indignée. Entre l'*Italie rouge* et le Saint-Siège, tous nœuds sont désormais rompus.

La statue sainte est tombée du piédestal révolutionnaire. Pie IX a perdu ses prestiges. Plus d'auréole, plus d'encens ; à ses pieds tout croule et se brise ; c'en est fait, sa perte est jurée.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Nouveaux désordres à Rome. — Brillants débuts de Charles-Albert. —
Unité Italienne.

Aux beaux jours du printemps, un dimanche matin, une multitude féroce, composée en partie de milices nationales et en partie de cette lie monstrueuse des cités que vomissent les jours néfastes, se répand dans Rome en vociférant contre le Saint-Pontife. On veut, par l'intimidation, le forcer de déclarer solennellement la guerre à l'Autriche. Toutes les issues de la ville sont fermées et gardées par la civile. Pie IX, prisonnier des factieux, cherche en vain à les calmer par une proclamation toute paternelle; l'irritation est à son comble.

Grand nombre de cardinaux, entre autres Bernetti, de la Genga, Ostini, Vanicelli et Simonetti, ont leurs maisons cernées par le peuple et y sont gardés à vue. Pie IX n'avait pu soustraire à cette même captivité les cardinaux Mattei, Lambruschini, Gizzi et Patrizzi qu'en les mandant au Quirinal. Il envoie chercher aussi dans sa

voiture le cardinal de la Genga par son majordome; mais ce dernier, poursuivi par les invectives de la populace, n'échappe à d'affreux dangers que grâce à l'énergie du colonel Salviati, frère du prince Borghèse. Il avait mission de se rendre, dans le même but, chez le cardinal Bernetti; arrivé à la porte de la chancellerie, dont la civique lui ferme l'entrée, il est couché en joue par les factionnaires et forcé de se retirer.

Le Saint-Père appelle aussitôt au secours de Bernetti le général prince Rospigliosi; ce général obéit, et part accompagné de Monseigneur de la Porta; mais les rebelles ne respectent pas plus l'autorité militaire que l'autorité religieuse; l'épaulette est aussi insultée que la soutane.

Le général, néanmoins, parvient auprès du cardinal Bernetti, dont on dévastait les jardins; il remplit hardiment son message.

Le prélat, ferme et courageux, feint de ne pas croire au danger! il refuse de quitter sa demeure, et cette décision le sauva; car les armes de la civique étaient chargées; et s'il fut sorti de chez lui, on l'eût fusillé à la porte.

Ces scènes durèrent trois jours; les clubs étaient en permanence; le ministère Recchi avait donné sa démission. La populace et la civique, maîtresses absolues du pays, demandent qu'à l'instar de Paris, Rome ait un *gouvernement provisoire*.

Voilà donc où avaient conduit graduellement toutes les généreuses concessions du Pape!... Voilà les fruits merveilleux que devait produire l'*arbre de vie*, nommé *Constitution*!... Les réformes n'avaient créé que le désordre; et la régénération n'était que l'anarchie.

L'élection des députés avait eu lieu constitutionnellement, et, selon l'usage, au milieu des intrigues et de la corruption; la fièvre révolutionnaire était à son paroxysme. Le célèbre Mamiani, le même que la clémence de Pie IX avait rappelé de l'exil, est chargé de s'entendre avec le noble cardinal Antonelli, une des lumières de l'église, et l'un des plus fermes soutiens du Pape, pour reformer un nouveau ministère. Il présente avec habileté quelques noms honorables; car son hypocrisie affectait encore la modération. Il

propose d'abord le cardinal Altieri pour chef du cabinet; puis, comme ce choix eût été parfait, il revient déclarer le lendemain à Pie IX que, décidément, le peuple romain ne veut plus voir de prêtres au pouvoir. Il exige surtout que le ministère des affaires étrangères ait les passeports dans sa juridiction et soit entre les mains d'un laïque. En effet, ceci avait le triple but de faciliter la rentrée légale de tous les proscrits politiques par la mise en règle de leurs passeports, de faire librement de la propagande à l'étranger, et de commencer la chute du pouvoir spirituel.

Pie IX, qui n'était plus que le fantôme d'un souverain, essaya de conserver quelques lambeaux d'autorité. Il demanda que le ministère des affaires étrangères fut divisé; et il obtint qu'un laïque aurait tout ce qui concernerait les laïques, et un ecclésiastique tout ce qui aurait rapport à l'église.

Ce point convenu, le cardinal Orioli fut choisi pour la première part, et le comte Marchetti pour l'autre. Le ministère, à l'exception d'un seul de ses membres, ne fut ensuite composé que de laïques. Le prince Doria eut le portefeuille de la guerre, Mamiani celui de l'intérieur, le radical duc de Regnano celui des travaux publics; et, en mai 1848, ce cabinet entra en fonctions.

Les départs de troupes pour la croisade contre l'Autriche se continuaient de tous côtés. Le général Laugier, à la tête de 6,000 volontaires Toscans, s'était battu vaillamment à *Curtatone* et à *Montanara*; mais, malgré les exploits de sa petite armée, il avait été mis en déroute à la fin de mai; Montanelli, blessé et fait prisonnier à ce dernier combat, avait été transporté dans la citadelle de Mantoue; le bruit de sa mort s'était même répandu en Toscane, et son pays lui avait décerné des services funèbres.

A cette même époque, Michiewicz se présentait devant Milan avec un détachement de Polonais; Dürando, avec ses légions, envahissait la Romagne; le général Pépé avait quitté Naples avec une armée d'environ 12 à 15,000 hommes; et le 16 du même mois, 4,000 Napolitains, commandés par le général Stalella, entraient en vainqueurs à Bologne.

Le colonel *La Masa*, arrivé à Ferrare à la tête de 90 *Siciliens*

en révolte contre leur roi, prétendait assiéger la citadelle (1) ; « *Trente Normands*, disait-il, avaient bien suffi jadis pour conquérir le royaume de Naples. » Trouvant donc ses soldats en trop grand nombre devant Ferrare, il en avait envoyé le tiers pour défendre Trévise contre l'armée autrichienne. *La Masa* n'eut point alors, il est vrai, le bonheur de prendre Ferrare ; mais plus tard, en revanche, à Messine, il y eut l'avantage... de fuir.

Depuis que la République avait été proclamée à Venise, chaque ville et chaque bourg de la Vénétie s'étaient affranchis du joug autrichien.

Les forteresses de Palmanova et d'Osoppo, situées sur la frontière de l'Italie, du côté de Trieste, étaient au pouvoir de Manin.

La place importante d'Udine, du côté de la Corinthe, avait suivi l'élan général.

A Padoue, à Trévise et à Vicence, il y avait eu les mêmes triomphes.

Et l'ancienne ville des Doges se croyait revenue aux beaux jours de son indépendance : la république y triomphait.

Cependant le roi de Sardaigne, ayant franchi le Mincio, avait brillamment ouvert la campagne. *L'Italie rouge* publiait aux quatre coins du monde qu'une victoire décisive, au pont de Goito, avait immortalisé ses bannières ; et que, devant les trompettes de l'armée piémontaise, courant à la terre promise, Charles-Albert allait voir tomber toutes les murailles de *Jéricho*, autrement dit *Mantoue* et *Vérone*.

Sur les bulletins des triomphateurs, répandus à Rome et à Naples, on lisait les nouvelles suivantes ;

« — L'armée autrichienne a cessé d'être. »

« — Quarante mille prisonniers se sont prosternés devant la grande épée de l'Italie. »

« — Radetzky, ayant ses deux jambes brisées, a été traîné à la queue de son cheval aux acclamations de l'armée. »

« — Mantoue est prise. »

« — Vérone s'est rendue. »

(1) *Cronica popular*, p. 156.

« — Venise a fêté ces triomphes par des illuminations merveilleuses (1). »

« — On s'est emparé de tous les canons de l'ennemi, de tous ses drapeaux, de tous ses bagages. »

« — Le nombre des morts est incalculable (2). »

Et, toutefois, quelques personnes ayant voulu *supputer* le chiffre des morts et des blessés autrichiens, d'après les versions publiées, il se monta, en compulsant les bulletins, à 7,830,000. Quel incommensurable triomphe ! Où en avait-on jamais vu de semblable !...

Puis, on annonçait officiellement à l'Europe que des armées, *incalculables* aussi, arrivaient de toutes parts au quartier-général du héros libérateur. Ici partaient 30,000 hommes ; là, 40,000 ; ailleurs, 25,000 ; plus loin, 60,000 ; de ce côté, 80,000 ; de cet autre, 50,000. A droite, un pays tout entier ; à gauche, toutes les populations en masse ; M. de Lamartine envoyait 100,000 hommes à Charles-Albert ; il l'avait promis au général Pépé (3) ; et tout cela faisait des millions de sabres et de baïonnettes ; et tout cela était d'autant plus certain de la victoire qu'on certifiait en même temps qu'il n'y avait plus d'armée autrichienne. A quoi bon alors tant de forces !

Les narrations des Mazziniens n'étaient cependant pas entièrement fabuleuses. Le roi de Sardaigne, en effet, voyait tout réussir au gré de ses vœux ; son armée effective était montée à 90,000 hommes (4) ; il avait défait les Autrichiens à *Pastrengo*, il les bat de nouveau à Sainte-Lucie, et ses soldats se couvrent de gloire ; l'ennemi va de désastre en désastre.

L'insurrection italienne avait éclaté à la fois du Tessin à l'Issonzo et du Pô aux Alpes. A *Côme*, la garnison avait été forcée

(1) Elle illumina à trois reprises, pour la reddition de Vérone.

(2) Le bulletin imprimé et affiché annonçant la prise de Mantoue était enrichi d'un sonnet mirifique ; les détails du combat étaient prodigieux ; c'était plus merveilleux que la prise de Troie.

(3) *Histoire des révolutions d'Italie*, par le général Pépé, p. 22.

(4) La Toscane lui avait envoyé 5 à 6,000 hommes, les Romains 17,000, Naples 15,000, Parme et Modène 3,000, et de partout il lui arrivait des volontaires.

de se rendre; à *Bergame*, elle s'était retirée en toute hâte. *Pavie*, *Crémone* et *Pizzighatone* expulsaient les Autrichiens. A *Monza*, un des bataillons de Radetzky était prisonnier de guerre; *Brescia* faisait capituler ses dominateurs, après leur avoir pris deux généraux et beaucoup d'officiers. Enfin la victoire de *Goito* était venue ajouter une palme de plus à la couronne des vainqueurs.

Le soir de cette mémorable journée, Charles-Albert apprenait sur le champ de bataille la reddition de l'importante forteresse de *Peschiera* (1). C'était un immense triomphe. L'armée sarde enthousiasmée, porta aussitôt jusqu'aux nues le nom du libérateur de la Lombardie vénitienne; et le roi de Sardaigne, au milieu des acclamations des peuples et de l'armée, se vit saluer roi d'Italie (2).

L'étoile de Charles-Albert rayonnait alors du plus vif éclat; tout semblait lui présager les plus brillantes destinées; mais il lui aurait fallu un génie à la hauteur de sa position, et la Providence ne le lui avait pas accordé.

Embarrassé de ses triomphes, il ne sut pas en profiter. Comme de coutume, il manqua de résolution. Des *Te Deum* furent chantés avec une pompe solennelle, et aucun grand parti ne fut pris. Voyant la fortune ramper à ses pieds, il oublia qu'elle avait des ailes.

Les Autrichiens, de toutes parts, battaient en retraite devant lui; il se crut l'arbitre des destinées de la Péninsule.

La Lombardie était sur le point de se déclarer province piémontaise (3), et la Vénétie allait suivre le même exemple (4). Parme et Modène s'étaient donnés au Piémont; Charles-Albert y joignait déjà Florence dans le secret de sa pensée; il lui paraissait évident que la Toscane ne pourrait maintenir sur son trône une famille autrichienne lorsqu'une guerre d'extermination y était jurée à toute la race tudesque; puis, les États pontificaux arrondiraient admirablement l'empire du moderne César: ne publiait-on pas hautement dans les clubs que le pouvoir temporel ne convenait plus à un pape du XIX^e siècle, et que Pie IX pourrait fort bien se contenter de

(1) *Peschiera* capitula faute de vivres.

(2) *Histoire de l'insurrection et de la campagne d'Italie en 1848*, p. 81.

(3) Cela eut lieu le 13 juin 1848.

(4) Les députés de Venise arrivèrent à cet effet le 14 juin.

l'évêché de Rome avec d'immenses revenus que lui paierait le conquérant de la Péninsule ! Ensuite, ne pourrait-on pas descendre vers Naples ? La Sicile appelait à grands cris une royauté nouvelle, et l'on pouvait insurger les Calabres. Oh ! le merveilleux pays de Ferdinand II serait le complément indispensable aux triomphes de l'Alexandre en espérance et du Napoléon en germe.. Hélas ! sur un cadre plus vaste, tout cela rappelait la *Perrette* du bon La Fontaine ; Radetzky, toute *fable* à part, allait casser le *pot au lait*.

Charles-Albert était en ce moment à l'apogée de sa gloire ; mais ce n'était point pour donner des palmes à un roi que les hommes de la *république* avaient soulevé l'Italie. Mazzini et les siens étaient là. Partout il s'organisait des gardes nationales ; et chacun se faisant soldat, il en résultait que personne ne l'était réellement plus. Ces parodies d'armées où tout individu devenait, sans droits, sans peine, et en peu d'instant, capitaine, colonel et général, ruinaient le vicil esprit militaire et dégradaient les vraies épauettes.

Pendant ce temps, la presse rouge, au lieu de seconder les efforts du roi libérateur, ne s'occupait que de l'avenir des démagogues triomphants. L'armée était insultée comme instrument despotique ; Charles-Albert était honni comme tyran militaire. On ne parlait que d'égalité et de fraternité : il n'était plus question de monarchie et d'héroïsme. Une guerre sourde est impitoyablement déclarée à l'aristocratie des Victoires qui tendrait à élever un grand souverain au lieu de fonder une grande république. L'aberration est dans les idées, la perversité dans les cœurs ; et l'aveuglement est partout.

Milan, secrètement travaillée, s'indigne de la pensée que Turin pourrait devenir la capitale futurc du héros piémontais ; elle s'écrie superbement : « *Qu'avions-nous besoin de cet homme ! nous nous suffisions à nous-mêmes !* »

Le pays lombard ne seserre plus autour de Charles-Albert ; Pie IX avait abandonné sa cause. Les journaux continuent leurs attaques ; ils s'efforcent de donner un coup mortel à la force militaire en y tuant la discipline. Charles-Albert était loin d'avoir assez de caractère pour pouvoir à la fois imposer silence à la presse, résister aux orages de la révolution et braver les hasards de la guerre. Sa tête

se perd au milieu du désordre des esprits se joignant au tumulte des camps; et déjà pâlit son étoile.

Néanmoins, Vienne effrayée, lui proposait la paix; à cette époque, et dans la triste position où se trouvait cette capitale, elle eût accordé l'indépendance de la Lombardie au prix de quelques sommes d'argent; elle se serait contentée de la Vénitie; et le traité eût été glorieux pour le roi de Sardaigne; mais ces propositions indignaient Mazzini, elles furent dédaigneusement repoussées.

Charles-Albert avait reçu tous les renforts qu'il pouvait espérer. On attendait à Nice le fameux Garibaldi, vaillant fibustier, s'étant octroyé lui-même les épaulettes de général, et arrivant d'Amérique avec une centaine d'aventuriers qui avaient combattu près de lui à Montevideo. L'armée sarde était au grand complet. Au lieu de profiter de ses brillants débuts en attaquant vigoureusement les Autrichiens démoralisés, en passant rapidement l'Adige et en profitant des avantages que lui offraient la Vénitie et l'escadre sardovénitienne, Charles-Albert, perdant un temps précieux à assiéger des forteresses, resta inactif devant *Mantoue*. Assise au milieu des eaux et des marais, cette place était imprenable.

Mais parmi les puissances coalisées, quel était le plan de campagne? Devaient-elles toutes combattre dans l'intérêt du roi de Sardaigne, ou chacune pour son compte particulier? Agirait-on de concert avec Charles-Albert ou isolément de ses vues? Serait-on armée indépendante ou troupe auxiliaire? A quelle haute suprématie se ferait-on une loi d'obéir?

Les Romains, les Toscans, les Siciliens, les Modenais, les Napolitains, les Parmesans, les Vénitiens, voire même les gens de Monaco, devront-ils entrer dans la même catégorie, adopter la même marche et jouer le même rôle? Mais parmi ces alliés de divers genres, il est des chefs qui ne voudront pas plus se soumettre à la domination sarde qu'à la tyrannie autrichienne; il est des âmes monarchiques qui ne consentiraient point à renverser les vieilles institutions du pays pour des innovations équivoques. Charles-Albert s'imaginerait-il que les petits souverains de l'Italie n'auront pris les armes que pour lui faciliter les moyens de réunir leurs couronnes à la sienne? N'est-il pas d'ailleurs, fortement soutenues par Mazzini, des opinions républicaines qui ne veulent de rois nulle part? Comment harmoniser

cette confusion de notes ! Comment concilier tant d'exigences opposées !... Quel ténébreux chaos à débrouiller !... Comment enfin circuler au milieu de cet inextricable labyrinthe, où il se trouvera tant de Minotaures pour dévorer et pas un peloton de fil pour conduire !

Et en admettant que les Autrichiens fussent à tout jamais expulsés, au profit de qui ce grand œuvre ? Que faire de la Lombardie ? Que fera-t-on de la Péninsule tout entière ? La fameuse *unité italienne* est-elle dans les choses possibles ?

D'abord *Milan* ne voudra pas être une succursale de *Turin* ; *Palermo* a bien eu la prétention de se séparer de *Naples*.

Gènes la superbe est trop haut placée pour ne pas aspirer à se couer le joug de la *métropole sarde*.

Florence a trop de dignité pour descendre à être la vassale de *Rome*.

Modène, pleine de dédain pour *Bologne*, rougirait d'être placée au-dessous de *Parme*, qui, de son côté, repousserait avec indignation l'idée d'être commandée par la *couronne de fer*.

Livourne est une trop grande notabilité commerçante pour ne pas ambitionner d'être *port franc* et *ville libre*.

La république de *Saint-Marin* ne saurait être incorporée à un état monarchique.

Monaco, venant de se donner une charte fondamentale, devra nécessairement rester puissance constitutionnelle à part.

Et *Mantoue l'imprenable* ! est-ce qu'elle n'aurait pas le droit de se poser en cité de première classe ?

Nice ne devrait réellement dépendre que d'elle-même.

Et *Venise* ! est-ce qu'elle pourrait entrer dans une organisation générale autrement que comme indépendante de tout royaume !

Ne faut-il pas que chacune de ces villes soit une capitale, en dehors de toute rivalité voisine ? Comment fusionner ces masses de vanités, se levant toutes furieuses à chaque impardonnable attentat contre leur souveraineté réciproque ! Quelle Babel en construction !

Évidemment, l'accord général de l'Italie, à la suite de son affranchissement, serait un combat à outrance entre tous les pays délivrés.

Ces mûres réflexions auraient dû précéder les armements patriotiques ; il eût été sage et raisonnable de méditer avant d'agir ; mais la *sagesse* ! la *raison* ! bagatelles insignifiantes, vertus éminemment

rétrogrades. On dut s'abstenir de penser; les objections furent regardées comme anti-patriotiques.

« *Aux armes ! aux armes !* » continuait à crier l'enthousiasme public; et, tout à la guerre sacrée, sans tenir compte de ce qui existait avant, on ne combina ni ce qu'on devait faire pendant, ni ce qu'on aurait à résoudre après. On partit en coureurs d'aventures; et, sur l'océan des hasards, à travers des écueils sans nombre, l'impossibilité fut le but, l'extravagance le pilote, et le vertige la boussole.

Des plénipotentiaires de Florence et de Naples avaient néanmoins été envoyés à Rome pour traiter de l'*avenir italien*; mais Charles-Albert, par l'organe de son ministre Pareto, s'était contenté de répondre ces mots superbes :

« Nous penserons à des traités quand nous aurons obtenu des victoires. »

CHAPITRE SIXIÈME.

Situation de Naples, de Venise et de Florence. — L'abbé Gioberti à Rome — Le Te Deum aux Théatins.

Le mois de mai 1848 avait été fertile en grands événements. Le plus important de tous fut le triomphe du roi Ferdinand II sur la révolution de Naples. La seconde partie de ce livre racontera avec détail ce grand drame historique. Il eut d'immenses résultats ; il aida à sauver l'Europe.

Le souverain des Deux-Siciles, vainqueur des insurrections de sa capitale, et s'appêtant à reconquérir la Sicile, avait rappelé ses troupes de la ligue italienne, ainsi que l'escadre qui bloquait Trieste, conjointement avec la flotte sarde et vénitienne. Ce rappel fut un premier coup de massue porté à la croisade. Mazzini, en insurgant Naples, avait cru renverser Ferdinand : il n'avait brisé, au contraire, que l'*unité italienne*.

Pépé refusait d'obéir aux volontés de son souverain ; mais abandonné de la plus grande partie des siens, ce général partit pour

Venise, où il arriva au mois de juin. Il ne lui restait que deux bataillons de volontaires napolitains, qu'il nommait *bataillons modèles*, une batterie de huit pièces et quelques centaines de soldats de diverses armes. Ces déserteurs à l'étranger se disaient de loyaux soldats; et un ordre du jour de leur chef leur adressait ces mots plus qu'étranges : « Vous avez été le modèle de toutes les vertus (1). »

Venise et ses forts, complètement bloqués par le corps d'armée autrichien que commandait le général Welden, pensèrent qu'il fallait prendre en pareille circonstance une grande mesure nationale; et les hommes de l'indépendance y décrétèrent, avec leur patriotisme accoutumé, la réunion de la Vénétie au Piémont. Manin se retira sur-le-champ, sa république était à vau-l'eau.

Le grand duc de Toscane avait donné depuis longtemps sa constitution à Florence; cette constitution, qui d'abord était à la française, avait été refaite à la sarde. Celle-ci était pire que l'autre et méritait par conséquent la préférence (2). Une amnistie, publiée à la suite, avait rendu la liberté à Guerrazzi. Les élections commencèrent. L'insurgé Guerrazzi fut élu député dans trois collèges; et le radical Montanelli, qu'on savait alors prisonnier à Mantoue, fut nommé représentant du peuple avec enthousiasme.

La révolution arrivait au pouvoir en Toscane comme à Rome. « Des réformes! des réformes! » criaient les agitateurs au grand duc Léopold sous les balcons du palais Pitti; ce qui pouvait se traduire par ces mots : « Amoindrissez-vous au plus vite, pour que nous puissions vous aplatis ensuite avec une égale promptitude, et vous chasser plus vite encore! »

Hélas! le grand duc de Toscane s'était laissé aller un des premiers aux adulations populaires. Depuis longtemps, entouré d'encens et de palmes, il s'endormait paisiblement au roulement lointain

(1) Pépé, *Histoire des révolutions d'Italie*, p. 400.

(2) La joie populaire y avait éclaté d'abord, selon les instructions de Mazzini, par des démonstrations délirantes; puis, on avait trouvé que la constitution, bien qu'elle fût dans un système plus large que celle de Turin, de France et de Naples, était évidemment insuffisante, et l'on rêvait déjà... autre chose (Voy. *Storia degli avvenimenti d'Italia*, Faschlolo, 19, p. 150).

les orages ; et, couvrant de sa royale égide les doctrines de perdition, il prenait, de bonne foi, dans ses étranges rêves, le Ténare pour l'Élysée. Plus tard, fatalement égarés, les Toscans furent-ils coupables ? leur prince avait donné l'exemple.

Qui, plus que lui cependant, s'était montré prêt à tout sacrifier à son peuple ! on le vit, pour plaire aux exaltés, cesser de prendre dans ses actes le titre d'*Altesse Impériale d'Autriche*. Il n'était point de concessions auxquelles il ne fût porté à se résigner : et quel gré lui en sut l'*Italie rouge* ? elle parlait de lui en ces termes :

« Il ne manquait au grand duc de Toscane que le froc, pour « en faire un parfait Jésuite (1). »

L'ouverture des Chambres, à Rome, devait avoir lieu au mois de juin. L'abbé Gioberti, l'homme de la cour de Turin, arriva quinze jours auparavant ; il logeait à l'hôtel d'Angleterre, vis-à-vis le palais Torlonia. La venue du célèbre ecclésiastique, dont les idées et même l'habit n'avaient rien de religieux, avait donné lieu à de joyeuses démonstrations ; la garde civique lui formait une garde d'honneur.

Il demande audience au Pape.

Sa Sainteté lui fait répondre par Monseigneur Médicis qu'elle le recevra, mais qu'elle exige qu'il ait la tenue de son état. Un nommé Spilman, ayant un frère Jésuite, offre un habit de prêtre, et Gioberti l'accepte. Par malheur, la soutane était trop courte, et il n'y avait point de chapeau. Qu'importe ! un feutre rond de laïque peut compléter l'accoutrement ; et l'abbé Gioberti se présente chez le Saint-Père en costume de carnaval.

Pie IX l'accueille néanmoins avec une bonté toute apostolique, Gioberti, feignant d'en être ému, promet de rétracter les passages de ses écrits que condamne l'Église. Remplira-t-il l'engagement ? On va en juger avant peu.

Il se rend à l'ouverture des Chambres, où le cardinal Altieri occupait le siège du Pape (2), et il s'y fait remarquer par ses applaudissements démagogiques. Il a ensuite de longues conférences avec le père Ventura, à la suite desquelles il fait paraître une nouvelle

(1) *Histoire des révolutions d'Italie*, par le général Pépé, p. 201.

(2) Altieri était accompagné des prélats Médicis, Boronée et Lucidi.

brochure politique sur l'*Indépendance romaine*, et une apologie complète de son livre *le Jésuite moderne*. Il repart enfin pour Bologne plus exalté que jamais ; et, d'après ses instigations, la municipalité, changeant le nom de la rue qu'il habitait, l'appelle *Strada Gioberti* (1).

Mamiani, le lendemain de l'ouverture des Chambres, lut son programme indiquant la ligne politique qu'il se proposait de suivre : il y était à peine question de Pie IX :

« *Le Pape, y disait-il, assis dans la paix sereine des dogmes religieux, prie, bénit et pardonne.* »

A cela se bornaient les attributions de Sa Sainteté.

Pie IX n'avait donc plus réellement ni pouvoir, ni autorité. Malgré la division du ministère des affaires étrangères, il ne pouvait plus correspondre librement avec le monde catholique. Marchetti disait-on, prenait préalablement connaissance des lettres de Sa Sainteté ; il demandait à voir les réponses ; il en faisait ensuite l'usage qu'il jugeait convenable ; et, de cette façon, le Saint-Père n'était en quelque sorte que le secrétaire de Marchetti.

Ceci fut-il réellement constaté ? On peut hésiter à le croire. Bien des voix honorables se sont élevées en faveur du comte Marchetti ; et l'on ne saurait en conscience le classer parmi les fatales célébrités de l'époque.

Le 30 juillet 1848, un ministre monte chez le Pape ; il avait le journal de Modène à la main ; il en cache le titre, et lit, comme officielle, la nouvelle d'une grande victoire remportée par Charles-Albert.

Cet article, tiré d'une autre gazette, était précédé de quelques mots qui le révoquaient en doute. On se garde bien de communiquer ces mots au Saint-Père, et, vers l'après-midi, le bruit du nouveau triomphe de l'armée piémontaise est répandu par toute la ville. A l'effet de l'accréditer, une estafette, sortie de Rome, secrètement et sans être vue, par la porte Angelica, y était rentrée, hautement et à grand bruit, par la porte du Peuple, en tenant une énorme dépêche et en criant « *Victoire ! victoire !* »

(1) Il se fit présenter aussi à l'université, où il fut chaleureusement complimenté par le recteur Frateni et par le professeur Verri, Jésuite chassé de sa communauté.

Dans quel but ces déceptions ? tôt ou tard la vérité ne se ferait-elle pas jour !... Ah ! c'est qu'il fallait tenir la populace en état de fièvre continue ; de grandes joies , en publiant une victoire, seraient inévitablement suivies de grandes fureurs en apprenant une défaite.

« Ayez soin , écrivait Mazzini à ses co-religionnaires , de ne
« jamais laisser s'endormir le peuple hors de la sphère des agi-
« tations ! entourez-le constamment de bruit, d'émotions , de sur-
« prises, de mensonges et de fêtes. Que tout cela soit du désordre !
« on ne révolutionne pas un pays avec du calme, de la morale et
« des vérités. Il faut, pour qu'il vienne vers nous, que nous le ten-
« ions hors de lui. »

Deux heures de la nuit sonnaient ; une foule bruyante et sur-
excitée, secouant des étoupes enflammées et agitant des drapeaux
tricolores, était sous les fenêtres du marquis Pareto , ministre de
Sardaigne, et l'appelait à son balcon.

« Le roi Charles-Albert a-t-il réellement battu les Autrichiens ? »
lui demande-t-on à grands cris. « — J'espère, dit le plénipoten-
« tiaire au peuple, que notre victoire est chose certaine, mais je
« n'ai encore rien d'officiel à cet égard. »

Ces mots paraissent un peu vagues ; mais la tourbe en ébullition
a trouvé que ne pas démentir la nouvelle était confirmer le triomphe ;
et de nombreux vivats retentissent.

Elle court de là aux églises ; et, à coups de bâton, elle force les
sacristains de sonner les cloches à grande volée (1). Le long des rues
comme aux fenêtres, sur les toits comme au pied des murs, on
allume des lampions, on tire des coups de pistolet, on fait partir
des fusées et des pétards ; on dirait des feux de peloton, des dé-
charges d'artillerie ; et tout cela est entremêlé d'acclamations sau-
vages. La capitale du monde chrétien semble en être revenue à
l'invasion des Huns ; mais le fléau de Dieu, cette fois, c'était,
hélas ! Rome elle-même.

Au lever du jour, les clubs demandent un *Te Deum* en action de
grâces de la défaite des Tudesques ; le cardinal s'adresse au minis-

(1) Il n'y eut qu'à l'église de Saint-Jean que le peuple ne put réussir.

tre de la police, pour s'assurer auparavant si l'événement est certain.

« *Chantez toujours le Te Deum!* » répond froidement Galetti.

L'ordre en est donné aussitôt; la cérémonie religieuse aura lieu aux Théatins, à l'église Saint-André de la Vallée, déclarée *église nationale*.

Là est le père Ventura. O indignation générale!

Celui-ci s'adresse à la multitude, et lui parlant avec une solennité funèbre: « Frères! dit l'ami de Gioberti, il y a ici une affreuse mystification, une perfidie sans exemple. Ce n'est point en l'honneur des succès du Piémont qu'on va chanter le *Te Deum*; c'est pour célébrer, au contraire, un triomphe de Radetzky. On se joue du peuple et de Rome! »

La foule exaspérée se retire. *Vengeance* est le vœu général. Une catastrophe est imminente.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Revers de la Jeune Italie. — Bataille de Custoza. — Défaite de Charles-Albert. — Capitulation de Milan. — Triomphe de Radetzky. — Nouveaux désordres à Rome.

Les beaux jours du roi de Sardaigne étaient passés ; ses rêves commençaient à s'évanouir ; l'enthousiasme italien allait toujours en décroissant. Mazzini pérorait à Milan, non en faveur de Charles-Albert, mais en vue d'une république. Les opérations militaires manquaient d'ensemble et d'harmonie ; il y avait partout défections, mécomptes, indiscipline, lassitude.

La Lombardie repoussait plus que jamais la Sardaigne ; et le souverain du Piémont n'allait plus que se traîner de désastres en désastres. Il avait perdu un temps précieux sous les murs de Mantoue ; et, du côté des Autrichiens, les choses commençaient à changer de face. Le général Nugent avait été envoyé au secours de Radetzky avec un corps d'armée réuni en toute hâte sur l'Isonzo ; il s'était rendu maître de Palma-Nova défendu par le

général Zucchi ; de là, il avait marché sur Udine avec environ 18,000 hommes, et Udine lui avait ouvert ses portes.

Le général Durando, chargé d'empêcher la jonction de Nugent et de Radetzky, avait franchi le Pô et s'était dirigé sur la *Piave*, petite rivière qui, descendue des Alpes, se jette dans la mer Adriatique : il avait joint à ses légions romaines une certaine quantité d'étudiants de Padoue, il comptait sur le succès de son expédition. Vaine espérance ! il avait échoué complètement et s'était réfugié à Vicence.

Là, ses troupes, encouragées par la présence de Manin et de Tomaseo, s'étaient battues d'abord avec courage et avaient repoussé l'ennemi sur l'Adige ; mais les généraux d'Aspre et de Wratislaw étaient revenus à la charge ; hélas ! bien que le général Durando se fût préparé à la plus héroïque résistance, bien qu'il eût dix mille braves sous ses ordres, et bien qu'il eût auprès de lui, pour conseil, le marquis d'Azeglio, aujourd'hui président du conseil des ministres à Turin, il s'était hâté... de capituler ; lui et les siens avaient été faits prisonniers (1).

Relâchés néanmoins peu après, les vaincus de Vicence étaient rentrés à Rome, où, reçus en triomphateurs, il leur avait été jeté des palmes et des couronnes comme aux Césars du Capitole.

Radetzky avait repris l'offensive ; ses troupes étaient concentrées autour de Vérone. Quant à celles de Charles-Albert, elles étaient éparpillées sur une ligne beaucoup trop considérable, et il leur manquait un grand capitaine.

Les Autrichiens attaquèrent l'ennemi à *Somma-Campagna*, et le chassèrent de ce poste important après une vigoureuse résistance. Le général piémontais Sonnaz se retira sur Villafranca ; et le maréchal Radetzky se trouva ainsi maître des deux rives du Mincio, de Ponti à Vallagio, ainsi que des hauteurs qui les couronnaient.

Instruit de ces fatales nouvelles, Charles-Albert, laissant sous Mantoue ses troupes de la rive droite, porta celles de la rive gauche sur Villafranca, où, dans la nuit du 23 au 24 juin, elles se trouvèrent réunies.

(1) On les relâcha sous promesse solennelle de ne plus combattre contre l'Autriche pendant cette campagne.

Le duc de Savoie marche sur Custoza à la tête de neuf mille hommes, le duc de Gènes, sur Somma-Campagna, avec une colonne de cinq mille (1); le général Bava était chargé du commandement général. Ces trois chefs suprêmes débutent encore avec éclat, et les Autrichiens, attaqués à l'improviste, reculent en désordre dans la direction d'Oliosi, ayant perdu quatre à cinq cents hommes, et laissant aux vainqueurs dix-huit cents prisonniers et deux drapeaux.

Le lendemain 24, Charles-Albert, en personne, avait rejoint le général Bava, et Radetzky livrait la fameuse bataille de Custoza.

Ce fut un grand jour pour l'Autriche.

Le roi de Sardaigne et ses fils, pendant toute la durée du combat, furent admirables de courage; mais leurs troupes, privées de nourriture depuis trente heures, harassées de fatigue par les marches et contre-marches des jours précédents, étaient complètement démoralesées: il en mourut plus de fatigue qu'il n'en était tombé sous les balles ennemies.

Infatigable au champ d'honneur, Charles-Albert ne se décourageait point encore..... Vains efforts, vaine résistance; la fortune l'abandonnait. A six heures du soir, l'ordre de la retraite vers Villafranca était donné sur tous les points; la bataille était complètement perdue; et à huit heures, Radetzky, maître du champ de bataille, avait reconquis l'Italie.

De Villafranca, Charles-Albert se dirigea sur Goito, premier théâtre de sa gloire; l'abattement était général. Les représentants du gouvernement provisoire de Milan avaient pris la fuite; l'armée sarde manquait de vivres. Le roi proposa une armistice à Radetzky: celui-ci y mit des conditions dures, mais raisonnables. Charles-Albert, avec son manque de clairvoyance habituel et son esprit d'irrésolution accoutumé, ne sut d'abord à quoi se résoudre; puis il repoussa le traité. On ne pouvait mieux servir... Radetzky.

Le 27, Charles-Albert se retirait sur Crémone; il désirait couvrir encore une partie de la Lombardie, et se proposait de défendre Milan; mais Milan n'avait nullement prévu des revers et n'avait pris aucune mesure de précaution pour se garantir des désastres. Le

(1) 5,000 restaient en réserve sur un point intermédiaire, et 2,000 gardaient Villafranca.

malheureux roi de Sardaigne, depuis le Mincio jusqu'à Milan, ne put en aucun lieu faire front à l'ennemi. Près de Lodi, il voulut essayer de combattre; mais, à l'approche des vainqueurs, ses soldats, toujours sans vivres et mourant de faim, lâchèrent pied et se débandèrent. Quinze mille s'enfuirent sur les routes du Pô et du Tessin; et Charles-Albert, arrivé sous les murs de Milan, n'avait plus que vingt-cinq mille hommes (1).

Le matin du 4 août, il s'établit dans un des faubourgs de la ville, à l'auberge Saint-Georges; Radetzky était à sa poursuite.

A quatre heures de l'après-midi, combat à la porte Romaine entre les Autrichiens et les Sardes. Un orage affreux vint y mêler les roulements du tonnerre aux détonations de l'artillerie. Charles-Albert, au milieu de la mêlée, y eut encore de beaux moments : il repoussa ses adversaires; mais ce fut le dernier rayon d'une étoile près de s'éteindre. Le comité de défense de Milan avait fait mettre le feu à quelques maisons du faubourg dont les Autrichiens auraient pu s'emparer pour s'en servir contre la ville; et ce fut à la fois au bruit du canon, au fracas de la foudre, à la lueur des incendies et au son du tocsin, que les troupes royales continuèrent à combattre. Il semblait que contre elles, à la fois, se déchaînaient les éléments, la nature et les hommes.

La nuit interrompit la bataille; les Piémontais avaient perdu neuf pièces de canon; et, refoulés sous les murs de Milan, ils ne pouvaient plus espérer de vaincre.

Une capitulation, cette nuit même, fut jugée indispensable par les chefs de l'armée sarde; Milan n'avait à leur offrir aucun secours : il ne s'y trouvait ni troupes, ni munitions, ni vivres. Garibaldi venait d'en partir pour couvrir Brescia; et les habitants de la cité, tout en sonnant le tocsin et en construisant des barricades, n'avaient plus, cette fois, ni bon vouloir, ni énergie morale, ni audace guerrière. Qu'étaient devenus les Milanais des fameuses journées de mars!...

Charles-Albert dut se résoudre à capituler; il offrit de rendre Milan à des conditions honorables et de se retirer derrière le Tessin. Si Radetzky eût été moins impatient de rentrer dans les murs d'où

(1) A Goito, sept jours auparavant, il en avait encore le double.

l'insurrection l'avait chassé, il eût pu forcer le roi de Sardaigne à mettre bas les armes et à se rendre à discrétion : il aima mieux traiter que détruire (1).

D'après la convention arrêtée, le maréchal accordait deux jours au roi pour rentrer en Piémont, et vingt-quatre heures aux gens qui voudraient abandonner la ville après l'entrée des Autrichiens. Il s'engagea à respecter religieusement les personnes et les propriétés. Cette capitulation était plus qu'on n'était en droit de l'espérer. Milan l'apprit le 5 au matin.

« Trahison ! trahison ! » s'écrie le peuple furieux.

On se porte en masse vers le palais Greppi, où venait de se rendre Charles-Albert (2) ; d'affreuses clameurs retentissent :

« *Brûlons le palais ! mort au traître !* »

Le roi se présente au balcon ; il veut parler lui-même à la foule.

« Milanais ! dit le prince avec un élan chevaleresque admirable, mais peu en harmonie avec les temps, les hommes et le lieu ; si ma capitulation vous déplaît, je l'annule à l'instant ; et si vous l'exigez, combattons ! Je m'ensevelirai avec vous sous les ruines de la ville (3). »

La municipalité, effrayée, n'adoptait point de telles idées. Les membres de son conseil qui avaient ordonné des levées en masse dans tout le pays, excepté dans leur ville (4), suppliaient le roi de maintenir sa décision. Charles-Albert cède à leurs instances, et le 5 au soir, le podestat annonce au peuple que décidément la capitulation est signée.

Aussitôt, explosion de fureurs.

Des hordes frénétiques parcourent les rues : elles ont appris que le roi allait partir ; elles renversent ses voitures, elles pillent ses bagages ; elles font des barricades autour de son palais pour s'op-

(1) *Custoza*, par un capitaine d'artillerie français. Turin, 1849.

(2) Ce palais, au centre de la ville, est en face du grand théâtre de la Scala.

(3) Ces paroles furent imprimées et affichées immédiatement sur les murailles du palais.

(4) Voyez *gli ultimi tristissimi fatti di Milano narrati del comitato di pubblica difesa*, p. 14.

poser à son départ et le retenir prisonnier. Elles crient que les *Français arrivent*, qu'elles viennent d'en recevoir la nouvelle, que le roi trahit tout le monde; et là, le héros libérateur, le chef de *l'Unité italienne*, le souverain futur de toute la Péninsule, se voit honteusement assailli par les huées les plus outrageantes et par les plus lâches moqueries. Alors, séparé de ses troupes qui campaient au dehors de la ville, il essaya de parler encore aux mutins; on tira sur lui sans pitié. La muraille de sa demeure fut criblée de coups de feu qui, heureusement, ne l'atteignirent point; et l'on regretta seulement que, pour couronnement de leurs actes, les révolutionnaires lombards n'eussent pas écrits ces mots sur le plomb de leurs balles : « *A Charles-Albert, les Milanais reconnaissants!* »

Où voulait incendier le palais Greppi. Les dangers du prince allaient toujours croissant. Le chevalier de La Marmora, se laissant glisser du haut d'une fenêtre à la faveur des ombres et sans être aperçu, courut au camp piémontais; il eut le bonheur d'y parvenir, et peu après il revint en force auprès de Charles-Albert avec un régiment de carabiniers.

Le roi, vers le milieu de la nuit, veut alors quitter sa demeure. On s'exaspère à cette idée. Le toscin reprend ses lugubres sonneries; les maisons embrasées du faubourg jetaient encore d'affreuses clartés; on tirait des coups de fusils çà et là sur les places et les carrefours; il se faisait des bruits effroyables suivis de silences horribles. La ville était épouvantée. Le roi parvint à en sortir, bien que, pendant le trajet, dans chaque rue et le long des remparts, on tirât sur lui et ses troupes. A la porte *Vercellini*, on eut une peine extrême à dissiper les rassemblements et à se frayer un passage; mais enfin Charles-Albert l'emporta; et sa vie, du moins, fut sauvée.

Mais que son sort était changé! Que d'amères réflexions assiégeaient sa pensée. Il avait vu passer devant lui, comme sur de fantastiques nuées, la couronne de fer des Lombards, l'ancien bandeau de Charlemagne, le bonnet ducal de Venise, les sceptres de Parme et de Modène, la pourpre de César-Auguste et le diadème de Sicile (1).

(1) La couronne de Sicile fut apportée à Turin par le duc de Serra di Falco, après la défaite de Custora.

Que de mirages enchanteurs ! Hélas ! un coup de vent venait de crever à jamais toutes ces bulles de savon qui s'étaient enflées, radieuses, aux perfides harangues de *Mazzini*, et qui s'étaient dorées, scintillantes, au faux soleil de *la croisade*. Merveilles, couronnes, gloire, unité, régénération, nationalités, tout disparaissait à la fois aux yeux du conquérant vaincu. Il n'avait plus en face de lui que ses regrets et un abîme, *Mazzini* et ses trahisons, des ruines... et *Radetzky*.

Le lendemain, 6 août, *Radetzky* fit son entrée triomphante à Milan. Ses troupes étaient magnifiques, et leur tenue fut admirable. Point d'insultes, point de bravades : convenance et simplicité. *Mazzini* et ses démagogues, qui avaient tant contribué à tous les désastres de la Sardaigne, s'enfuirent à l'heure du danger avec leur lâcheté coutumière. Eh ! pourquoi fuyaient-ils *Radetzky* ?... N'avaient-ils pas admirablement servi la cause autrichienne ! Qui avait travaillé mieux qu'eux à la ruine de *Charles-Albert* ! *Radetzky* leur devait ses triomphes.

Le 9 août, un armistice, signé entre le roi de Sardaigne et le vainqueur autrichien, sauva la capitale du Piémont ; car il n'eut tenu qu'à *Radetzky* de s'emparer immédiatement de Turin. *Peschiera* fut rendue à l'Autriche ; *Osopo* capitula deux mois après. *Garibaldi*, à la tête d'un millier d'hommes, se jeta du côté du Lac Majeur, où il essaya une guerre de partisans. *Charles-Albert* rappela sa flotte de Venise ; et *Radetzky*, entré à Milan, y fut se préparer à *Novare*, la page finale du drame.

Que d'agitations à Florence ! il y avait eu échange de prisonniers après la reddition de Milan ; et le professeur *Montanelli*, rendu à la liberté, était de retour en Toscane. Que de fêtes ! que d'allégresse !... Son départ pour la première croisade, la valeur qu'il avait déployée, disait-on, au glorieux combat de *Curtatone*, sa captivité à *Mantoue*, le bruit de sa mort, les honneurs funèbres qui lui avaient été rendus dans une quantité de localités, les pleurs qu'on avait versés sur sa tombe, tout avait ajouté de nouveaux prestiges à son nom déjà célèbre à plusieurs titres, tout avait accru sa haute renommée.

La vice-présidence de la Chambre des députés lui fut offerte à son arrivée ; il refusa sous prétexte de santé ; il rêvait de plus hauts destins.

A Rome, aux premiers jours d'août, la Chambre s'était mise en permanence pour s'occuper, disait-elle, de nouveaux armements contre l'Autriche.

Ce n'était au fond qu'un prétexte. Le but réel était de se déclarer *constituante*.

Une députation de l'assemblée, composée de l'avocat Sereni et des réformateurs Sturbinetti et Potenziani, vient sommer le chef de la chrétienté de déclarer immédiatement la guerre à l'empereur. Le Saint-Père écoute et refuse.

La multitude révolutionnaire attendait la sortie de la députation pour savoir la décision du Saint-Père. Elle avait des stylets et des piques.

Les ombres s'étendaient sur la ville.

On apprend que les envoyés de la Chambre ont échoué dans leur mission. Déchaînement de fureurs à cette nouvelle.

Les fenêtres du cardinal Lambruschini sont brisées à coups de pierre.

Des radicaux se précipitent dans la voiture de Sereni et le soufflètent.

Puis, les bras nus, flambeaux à la main, ils parcourent la ville en vociférant : « *Mort aux prêtres ! à bas le Pape !* »

On touche au dénouement de la crise.

Sereni, marqué du plus honteux des stigmates, donna sa démission sur-le-champ. Sturbinetti le remplaça.

Les Autrichiens étaient entrés à Ferrare. Pie IX proteste contre cette occupation. Mamiani, ministre de l'intérieur, lança aussitôt, et cela malgré le Saint-Siège, une circulaire demandant la levée en masse des populations contre les envahisseurs du pays. Le Pape écrit à l'empereur ; il envoie en outre, au général autrichien, une députation présidée par le prince Corsini, et Ferrare est évacuée.

Mais le génie des révolutions étendait de plus en plus son sceptre de feu sur les États pontificaux. Grâce aux discussions de la

Chambre, toutes les têtes fermentaient. Les séances législatives, à Rome comme à Paris, n'offraient plus que des scènes repoussantes et des tumultes scandaleux; la Chambre était en quelque sorte une arène de gladiateurs où, vis-à-vis l'injure grossière, se levaient les poings menaçants; le gouvernement, privé de force, y était traîné dans la boue. Le ministère donnait sa démission; les ouragans étaient déchainés; et la foudre, allumée dans Rome, allait tomber sur Rome elle-même.

CHAPITRE HUITIÈME.

Florence. — Insurrection de Livourne. — Programme Montanelli. —
Catastrophe à Rome.

De tous les pays de l'Italie, l'un des privilégiés était la Toscane. Jamais gouvernement ne fut plus paternel, jamais peuple ne fut plus libre. Florence, avec son beau ciel, ses paysages enchanteurs et ses merveilleuses galeries de tableaux, attirait une foule d'étrangers. On y venait pour contempler des chefs-d'œuvre et pour y chercher des plaisirs : on y trouvait repos et bonheur.

Les révolutions, dites populaires, sont toujours faites sans le peuple et contre le peuple. *Sans le peuple* : car ce ne sont jamais que quelques ambitieux effrénés, quelques intrigants perdus de dettes ou de crimes, et quelques dupes insensées qui bouleversent les états, en se gardant bien de les consulter réellement ; *contre le peuple* ; car, à chaque révolution, il paie un peu plus d'impôts ; il a beaucoup moins de travail ; et constamment joué par ceux qui l'égarent à leur profit, il se tue de ses propres mains.

Florence avait ouvert sa porte à tous les révolutionnaires étrangers ; pouvait-elle se flatter de rester saine et pure lorsqu'elle donnait l'hospitalité à la peste et à la dépravation ! La révolution parisienne de 1830 avait bien commencé à la démoraliser ; mais elle ne réfléchissait pas à ses conséquences futures ; elle n'y avait pas vu cette grande vérité du citoyen Proudhon, le Tertullien du vide, et le Saint-Augustin du néant :

« En juillet 1830 a été conçue la République démocratique et sociale ; février 1848 n'en a été que l'accouchement. (*Confessions d'un révolutionnaire*, p. 37). »

Au mois de septembre 1848, Livourne, peuplée d'aventuriers de tous pays, se souleva contre Florence ; elle voulait se déclarer indépendante, Guerrazzi, bien que député, soutenait hautement les rebelles ; le grand duc de Toscane, pour comprimer la sédition, s'était rendu au camp de Pise où il avait réuni beaucoup de gardes nationales ; mais au lieu de combattre, il traita.

Les Livournais demandèrent Montanelli pour gouverneur : le grand duc le leur accorda. Montanelli promettait sur l'honneur, au prince Léopold, de ramener à l'obéissance et la ville et ses habitants : on crut à sa parole, il partit ; mais aussitôt rendu à son poste, il change complètement de langage ; et du haut de son balcon, sur la place publique, il proclame solennellement la *Constituante italienne* ; sédition contre l'Autriche, et prélude à la république.

Le ministère toscan, présidé par Caponi, ne possédait aucun homme d'énergie à la hauteur des circonstances. Livourne avait tourné bien des têtes.

Florence qui, au xvi^e siècle, poussait l'absurdité jusqu'à nommer Jésus-Christ *roi des Florentins* (1) rêvait maintenant une régénération Mazzinienne. De violents articles de journaux, vu la

(1) En 1527, le sac de Rome, par Charles-Quint, ayant fortement ébranlé le trône de Clément VII, une assemblée du peuple eut lieu à Florence. Elle se débarrassa des Médicis : et, à la pluralité des votes, elle nomma pour roi *Jésus-Christ*. Il n'y eut que 20 bulletins contre l'élection du fils de Dieu. (*Italie pittoresque*, par J. de Norvins.)

liberté de la presse, attaquaient journellement le grand duc et exaltaient Montanelli. On avait obtenu une garde civique aux cris de « *Vive Gioberti! Vive Pie IX!* » Des démonstrations menaçantes demandaient un changement de système; en vain les deux chambres prêtent leur appui au ministère Caponi, ce ministère s'épouvante et se retire.

Le grand duc charge aussitôt le baron Ricafoli, gonfalonier de Florence, de former un nouveau cabinet à peu près dans le sens du précédent; mais les sociétés secrètes s'y opposent! Comment résister à l'orage!

Hamilton, le ministre anglais, alimente les séditions; Garibaldi se trouve à Livourne avec soixante-dix boucaniers et deux cents Polonais. Les clubs fonctionnaient sans relâche; on savait qu'il y avait eu des troubles et des batailles dans Gènes. Léopold a la main forcée, il appelle Montanelli; et ce tribun victorieux, s'associant le factieux Guerrazzi, se hâta de dissoudre les chambres; le gonfalonier se retire, et M. Peruzzi le remplace (1).

Beaucoup d'administrateurs et d'employés donnent loyalement leur démission; les démocrates, selon l'usage en pareil cas, s'emparent de toutes les places. C'en était fait du souverain.

Montanelli fit son programme : *la Constituante italienne*. Cette assemblée, nommée dans tous les états de la Péninsule par le suffrage universel, devait être convoquée à Rome, et avoir deux périodes politiques : l'une qui aurait dirigé toutes les opérations militaires contre l'Autriche, voté les subsides, les armements et les levées, réparti les dépenses entre les divers états de l'Italie et dirigé l'opinion en chauffant le patriotisme; l'autre qui, après l'affranchissement de la patrie, aurait rédigé le pacte fédéral des États, déterminé par des principes démocratiques les nouvelles relations des

(1) La place de gonfalonier n'étant pas rétribuée, et, selon la loi en vigueur, ne pouvant être donnée qu'à de riches propriétaires nobles, il était difficile qu'elle tombât entre les mains d'un démagogue. M. Peruzzi tenant aux plus honorables familles, fut élu, parceque chargé, sous le ministère Caponi, de l'échange des prisonniers au camp autrichien, il s'était acquis un nom populaire.

gouvernants et des gouvernés, pondéré enfin, par des institutions libérales, les pouvoirs jusqu'alors absolus (1).

Mazzini n'acceptait point ce prospectus; il ne comprenait pas l'idée d'une constitution italienne où figureraient des princes souverains et qui ne serait pas totalement démagogique; il méditait une république *bouillonnante et glorieuse* qui, rayonnant sur le monde du haut du Capitole, bouleverserait et républicaniserait l'Italie entière :

« *L'action est le verbe de Dieu* » disait et écrivait Mazzini (*L'action ! lisez l'insurrection*) ; *ceux qui séparent l'action de la pensée scindent Dieu.* »

Le duc de Toscane, qui cessait de prendre le titre d'archiduc d'Autriche, accueillait le programme Montanelli ; le roi de Piémont paraissait l'accepter ; Naples n'y fit aucune réponse,

Et que devait en penser Rome !

Pie IX, essayant de mettre un terme aux scandales de ses séances législatives, avait prorogé les chambres au 15 novembre ; et cet acte d'énergie était venu rendre un peu de calme au pays (2).

Il avait chargé le fameux comte Rossi, l'ancien ambassadeur français, de lui recomposer un nouveau ministère ; celui-ci hésita un instant ; il parut d'abord effrayé. Il n'accepta enfin qu'avec peine.

Son ministère fut ainsi :

Rossi eut en main trois portefeuilles : *les finances*, qu'il se proposait de conserver, et *l'intérieur* et *la police* qu'il ne comptait garder que provisoirement ; Accurci était nommé directeur de la police, et Righetti assesseur aux finances ; le duc de Regnano entraît à *la guerre* ; l'avocat Cicognani avait les *grâces* et *la justice* ; un nommé de Rossi passait au *commerce* ; et Montanelli se chargeait des *travaux publics*.

(1) Le suffrage universel devait dominer l'ensemble de la *Constituante italienne*.

(2) Il est curieux de voir comment le député Proudhon juge lui-même les assemblées délibérantes : — « Il faut avoir vécu dans cet *isoloir* nommé « Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent « le plus l'état d'un pays, sont presque toujours ceux qui le représentent... « L'effet de ce *gâchis représentatif* où il me fallait vivre, fut que je n'a-
vais d'intelligence pour rien. » (*Confessions d'un révolutionnaire*, p. 126.)

Ce ministère de fusion offrait un singulier amalgame; on y mêlait le noble au plébéien, la constitutionnalité à l'absolutisme, et l'idée monarchique à l'opinion républicaine. Le citoyen comte Rossi implantait de la France de juillet ce nouveau genre administratif, où devait fraterniser tout ce qui se détestait, et où travailleraient en bonne harmonie tous ceux qui ne songeaient mutuellement qu'à s'exterminer.

Passé du service de la Toscane à celui de la papauté, Rossi opposait au programme Montanelli un contre-projet à sa façon. Il proposait simplement une espèce de congrès général à Rome, où chaque souverain de l'Italie aurait son plenipotentiaire avec mission de conclure, entre tous les États, un traité d'alliance défensive. Ici, il n'y avait ni mandat du peuple ni participation nationale. Le plan Rossi fit pousser un cri d'indignation aux chefs de l'*Italie rouge*. Rossi n'était plus l'homme des sociétés secrètes. Mazzini lui lança son anathème : Mort au carbonaro félon !

Canino, Sterbini et plusieurs autres du même drapeau, partirent pour le congrès scientifique de Turin où se réunissaient tous les démagogues de l'Italie. Ce fut, dit-on, à leur retour, et lorsqu'ils passaient à Livourne, que, dans un entretien secret entre eux et Guerrazzi, la mort de Rossi fut décidée. La nuit même, à l'hôtel Feder, décision pareille à Turin. On la prit au club Gioberti.

Selon une version fort accréditée en Toscane, le meurtre du ministre romain avait été mis aussi en délibération à Florence, dans une maison de la *Via santa Apollina* ; on y tira au sort qui frapperait la victime : là se trouvaient Montanelli, Sterbini et Galetti. Le sort tomba sur Canino : hasard arrangé à l'avance. Les conjurés avaient pensé que celui-ci serait plus en état que personne, par sa fortune et sa position, non pas d'assassiner lui-même, mais de commander au poignard (1).

Ce dernier fait fut-il prouvé ? Non, mais ce qui va suivre est plus sûr.

Une société Mazzinienne se réunissait deux fois par semaine, à Rome, au théâtre *Capranica*. M. Freeborne, agent consulaire d'Angleterre, était le caissier de la compagnie. Là, parmi cent seize assas-

(1) Huit à dix mille piastres, dit-on, furent promis au meurtrier.

sins, il fut décidé, par ordre de Mazzini, qu'on en tirerait quarante au sort ; ces quarante seraient chargés de protéger le meurtrier en chef ; et parmi eux trois noms devaient encore être choisis au scrutin. Ces derniers s'appelaient *feratori* ; l'un d'eux poignarderait Rossi (1).

Les élections de Toscane s'étaient faites au milieu de démonstrations désordonnées. Les agitateurs de Florence et de Pise envahirent les collèges ; et, pressentant que les votes ne seraient pas dans leurs sens, ils brisèrent les urnes du scrutin. Les opérations néanmoins furent reprises ; et le résultat, bien que démocratique, donna une majorité peu favorable au ministère.

On était au mois de novembre. Tout-à-coup il circule une horrible nouvelle.... l'homicide triomphe à Rome ; le Quirinal est assiégé ; le sang coule... le peuple est maître... le Saint-Siège n'existe plus.

Hélas ! il n'était que trop vrai.

(1) Voyez l'*Univers religieux* du 26 novembre 1848.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Assassinat du comte Rossi. — Attaque du Quirinal. —
Le prince de Canino. — Fuite du pape Pie IX à Gaëte.

Le 15 novembre avait été fixé pour l'ouverture des Chambres à Rome. Inquiet des bruits menaçants qui circulaient contre lui dans la ville, le comte Rossi s'était déterminé à prendre quelques mesures de sûreté. Des carabinieri, venus de la province, devaient se trouver à la séance solennelle ; le ministre les avait passé en revue et leur avait donné ses instructions ; les anarchistes s'en irritent ; on entend bouillonner leurs menaces. Les besogneux de désordre et de bruit, soutenus par la garde civique, étendent la terreur autour d'eux. Le duc de Regnano, effrayé, les harangue au quartier-général de la chancellerie apostolique ; il leur annonce officiellement qu'il n'y aura point de carabinieri à la cérémonie ; il leur affirme que M. Rossi, plein de confiance en la garde nationale, ne veut pour appui qu'elle seule, et la nuit se passe tranquille. Le duc pense avoir tout sauvé.

Le matin du funeste jour, M. Rossi était auprès de sa femme ; il venait de recevoir de la comtesse de Menou, dame française habitant Rome, un billet conçu en ces termes :

« Gardez-vous bien de vous rendre au palais législatif la mort « vous y attend... »

Une autre de ses amies, la duchesse de Regnano, lui écrit dans le même sens. Le ministre lit avec calme, il rejette avec dédain les avertissements ; et, en se séparant de sa femme, il n'a sur ses traits aucun trouble. En face des inimitiés et des périls, sa coutume était de s'envelopper d'un superbe et stoïque silence : « *On veut vous tuer* » lui dit-on ; et, comme le duc de Guise à Blois : « *On ne l'oserait,* » se dit-il.

Il demeurait dans la grande rue du Corso. En descendant de chez lui pour se rendre à la chancellerie, un prêtre lui parle à voix basse sur les marches de l'escalier :

« — Excellence ! ne sortez point, vous allez être assassiné. »

« — *On ne me fera point reculer,* répond le courageux Rossi ; « *la cause du pape est celle de Dieu.* »

Ces mots illustreront sa mémoire.

Des carabiniers se faisaient remarquer ça et là, mais peu nombreux et isolés. Le ministre monte en voiture ; il part en grand costume de président du Conseil. Le discours qu'il avait préparé pour la circonstance lui paraissait de nature à produire un certain effet sur les représentants du pays. Son équipage débouche sur la place où s'élevait le palais de la Chambre ; de nombreux sifflets l'y accueillent ; Rossi n'y prête aucune attention ; sa physionomie reste impassible. Il était environ trois heures ; les députés étaient sur leurs bancs.

Les chevaux du ministre entrent sous la grande porte de la chancellerie ; là, dès le matin, sur tous les escaliers du palais, les quarante assassins de la société Capranica avaient été apostés (1). Le comte Rossi descend de sa voiture avec un calme et un sang-froid imperturbables. Sa contenance a quelque chose de méprisant et de majestueux qui brave les fureurs et les haines ; son sourire était sarcastique.

(1) Ils étaient trente-neuf ; un seul avait manqué.

Autour de lui se pressait une foule considérable ; il se fait passage en lui jetant des regards de défi. Un escalier est à sa gauche ; il monte accompagné de Righetti, son assesseur aux finances. Tout-à-coup, aux premières marches, un individu, s'approchant de lui, le frappe dans les flancs avec la poignée d'une dague ; le comte Rossi se retourne ; et de suite, au côté opposé, un autre assassin qui le suivait, lui traverse la gorge d'un coup de poignard.

Le ministre ne pousse pas un cri ; il tire un mouchoir de sa poche ; et, d'une main demeurée ferme, il le tient appuyé sur son cou ; il gravit encore quelques marches. Un reste d'énergie morale neutralisait l'effet d'une blessure mortelle. « *C'est fait ! c'est fait !* » crient plusieurs voix. Le ministre était parvenu au haut de l'escalier dont il ensanglantait les degrés ; là, son front pâlit ; il chancelle : son mouchoir était affreusement teint des couleurs du meurtre ; l'horreur glaçait les assistants. Ceux qui s'étaient précipités à son aide, l'environnent et le soutiennent ; il tombe évanoui dans leurs bras.

Non loin logeait le cardinal Gazzoli ; celui-ci entend d'effroyables clameurs. Une multitude en désordre envahit les premières salles de son appartement. Le prélat n'y comprenant rien, se présente à elle, et s'écrie :

« *Où allez-vous ? Que me veut-on ? Je suis le cardinal Gazzoli ; j'ai toujours été l'ami du peuple....* »

Il s'interrompt saisi d'épouvante. Un homme est là, baigné dans son sang : un homme assassiné... un ministre ; il reconnaît le comte Rossi.

On appelle à la fois les secours de la médecine et ceux de la religion : le curé de Saint-Laurent, Nina, qui habitait la chancellerie, est accouru l'un des premiers ; il approche... il était trop tard.

La victime n'existait plus.

En ce moment même, à Bologne, un des chefs de l'*Italie rouge* disait, en regardant sa montre : « Un grand événement vient de s'accomplir ; Rossi n'est plus à craindre pour nous. »

Le meurtrier avait fait une étude approfondie de la manière dont il exécuterait son crime. Jamais coup de poignard ne fut porté avec plus d'habileté. On apprit, depuis, que l'assassin, peu aupa-

ravant, s'était exercé à cet effet, sur un corps inanimé, dans un des hôpitaux de Rome (1).

Arrêtons-nous devant ce meurtre ; et oubliant le passé du comte Rossi, ne nous rappelons que de sa fin. Jeter la pierre à un cadavre serait insulter à l'humanité. Le passant qui outrage la victime mériterait que son sang rejaillît sur lui. Rossi, qui après avoir été l'idole anarchique méprisa la passion populaire, tomba devant elle et sous elle. L'homicide lui conquiert l'admiration. Ce fut dans sa chute que son front se ceignit d'une auréole, et le poignard lui fut un laurier.

La Chambre, informée de l'odieux attentat, *en écouta les détails, selon les journaux progressifs, avec une majesté froide et contenue; elle se sépara sans proférer un mot, seule conduite à tenir, car il n'y avait qu'à se taire pour n'être pas victime à son tour... Devant la vengeance du peuple, il n'y avait qu'à s'incliner* (2).

Prenons acte de ces aveux; la *majesté froide et contenue* de la Chambre romaine, si elle ne fut pas une participation tacite et cachée, fut du moins une *peur ignoble et infâme*. Ce fait est des plus évidents.

Le corps diplomatique s'était retiré de suite ; le ministère donna sa démission sans délai ; et le cadavre du comte Rossi, qui était demeuré plusieurs heures chez le cardinal Gazzoli, fut porté à l'église de la chancellerie.

Le jour baissait. Affreux spectacle ! la populace, quelques gendarmes et deux ou trois dragons croient devoir s'associer au meurtre. Il leur faut une part au crime, et l'on va fêter l'assassin ; et cela sera nommé une *solennité pieuse* (3).

(1) On avait dit qu'il s'appelait *Brutus Gergo*. Un journal avait même assuré qu'il avait été assassiné, depuis, par ordre des sociétés secrètes. Mais ces renseignements étaient faux ; il s'appelle, dit-on, *Félix Néri*. Il est maintenant en prison, et il a été arrêté à Ancône, au bureau des passeports, au moment où il partait pour la Grèce. Reste à savoir s'il n'y a point là une nouvelle erreur ; rien n'est encore définitivement prouvé.

(2) Histoire de la dernière révolution romaine, publiée par *la Voix du Peuple*. Février 1850.

(3) Voyez le journal déjà cité.

Quelle est cette horrible procession qui chemine à la lueur des torches, le long des rues de la cité ? Ce sont les cannibales vainqueurs qui, portant en triomphe l'arme de l'homicide, poussent ces hurlements de l'enfer :

« *Béni soit la main qui a frappé Rossi ! Béni soit le poignard qui l'a tué !* »

Deux colonels piémontais, appelés par l'*Italie rouge* à Rome, étaient au *Circolo* populaire avec le major Ravinetti et autres officiers ; ils se mettent à la tête des terroristes et se dirigent tumultueusement vers l'hôtel qu'habitait le président du conseil. Il y a là une veuve en larmes et des enfants désespérés ; il faut insulter aux armes et aux désespoirs de la famille : ce sera de la *fraternité* à la façon révolutionnaire.

« *Béni soit le poignard qui l'a tué !* » crie l'attroupement satanique ; et l'on oblige la veuve à illuminer ses fenêtres et à glorifier ses bourreaux... et cette orgie dura jusqu'au jour.

La veille était arrivé à Rome le fameux Joseph Galetti ; il était de ceux qui pensaient et qui écrivaient alors que « *la mort de Rossi était sortie directement du suffrage universel comme l'expression de la nécessité.* »

Mazzini avait écrit ces mots : « *L'assassinat de Rossi était nécessaire et juste.* » Sa lettre a été publiée (1).

Galetti, nommé chef des carabiniers, logeait à la Minerve ; le peuple et les soldats courent chez lui ; la fête sanglante et nocturne a besoin de son approbation pour couronnement ; le chef de révolte et d'anarchie se montre à son balcon : il y est accueilli par des acclamations forcées :

« — Citoyens ! s'écrie Galetti, que me voulez-vous ? Parlez !

« — Un nouveau ministère ! choisissez-le.

« — Bien ! vous l'aurez ; comptez sur moi. »

Et la multitude effrénée salue de nouveau par des houras d'enthousiasme celui qui, satisfait et souriant, venait de sanctionner l'infamie.

Il était donc reconnu publiquement que le forfait méritait récompense, que la victime avait été justement frappée, et qu'il y avait

(1) Voyez *le Peuple à Rome*, brochure italienne, 1850.

là une oblation nécessaire ! Apothéose à l'homicide ! La révolution marchait dans sa gloire ; ses grands devoirs s'accomplissaient ; et, sous les ombres de cette nuit sanguinaire, Rome n'entendit que ces cris : « *Béni la main ! Béni le poignard !* »

Et que faisait le ministre de la guerre pendant que ses soldats *nationalisaient* ainsi avec l'assassinat ? Regnano songeait-il à venger son malheureux collègue ? Non ; le duc avait disparu.

Le matin de la catastrophe, il se rendait à la Chambre dans sa voiture. On lui apprend la mort de Rossi ; persuadé que, partageant, au vu et au su du pays, les opinions politiques de son chef de cabinet, il lui sera réservé le même sort, il rebrousse chemin en toute hâte ; et, sans oser même aller dire un dernier adieu à sa famille, le duc de Regnano sort de Rome. Lui et Rossi, professeurs des doctrines de la rébellion, avaient tous deux brigué les applaudissements populaires. L'un tombe assassiné par les siens ; l'autre, épouvanté, fuit devant eux.

Le vieux général Zamboni commandait en chef la première division militaire ; il avait consigné ses troupes dans leurs casernes une heure après la catastrophe de Rossi, et toutes avaient obéi à ses ordres. Un major, nommé *Lentulus*, avait été revêtu provisoirement des fonctions de ministre de la guerre, et Zamboni restait fidèle (1).

Le lendemain, une députation de la Chambre voulait aller exprimer sa douleur à Pie IX ; le prince de Canino s'y opposa.

Le grand club de la ville, la suprême puissance du moment, voulant se transporter au palais législatif, appela à lui toutes les gardes civiques qui lui étaient assurées, et demanda aussi les troupes de ligne. Il veut un appareil imposant. Le colonel anglais Steward, qui commandait le fort Saint-Ange, adressa un billet au

(1) Il fut traduit en conseil de guerre, après la fuite de Pie IX, par la république romaine, et fut condamné à mort, comme chef de réaction. Rome fut consternée de cet arrêt qui, heureusement, n'eût pas le temps d'être mis à exécution. Il y eut émeute dans la ville et dans les casernes à la nouvelle de l'arrestation de Zamboni ; il fallut la disperser par la force.

général Zamboni pour le consulter à cet égard. Zamboni, étonné, court chez le Pape. « *Ne laissez pas la troupe se réunir au peuple !* » lui répond avec fermeté le chef de l'Église ; mais déjà le nouveau ministre Lentulus, le successeur provisoire de Regnano, avait autorisé la ligne à fraterniser avec les factieux.

Peu d'heures auparavant, deux sicaires de l'insurrection s'étaient présentés à sa demeure, et lui avaient dit :

« Si vous empêchez vos soldats de se joindre à la manifestation des citoyens, vous serez poignardé comme Rossi. »

Lentulus, effrayé, s'était rendu chez le Pape ; et à la défense que lui avait faite le Saint-Père de laisser sortir ses régiments de leurs casernes, il avait osé prononcer ces lâches paroles :

« J'ai une femme et des enfants, je ne veux pas être tué. »

Zamboni, sortant à son tour de chez le Souverain-Pontife, rencontre des régiments armés qui se rendaient à la Place du Peuple ; il leur ordonne de rebrousser chemin ; les capitaines Gagliana Vanicelli et Girendi lui obéissent et se retirent ; mais le colonel de dragons Savini s'écrie : « *J'ai l'ordre du ministre !* » et Zamboni n'est plus écouté.

Ce général court chez *Lentulus* ; il espère lui faire rétracter les ordres donnés ; il ignore les paroles adressées par ce ministre au Saint-Père lui-même ; il le supplie de venir avec lui chez Pie IX, et il l'emmène au Quirinal dans sa voiture.

Mais les impostures et les trahisons devaient se succéder sans relâche. Lentulus, monté seul chez le Souverain-Pontife, redescend une demi-heure après ; et comme venant de conférer avec Sa Sainteté, il déclare hautement et d'un ton ferme, devant le major Deglini, les capitaines Bonesi et Gagliano, l'auditeur général Ruffini et l'inspecteur militaire Gaggiotti, que, « *décidément, le Pape consent à ce que les troupes, la civique et tous les citoyens se réunissent au grand Club !* » Chacun se courbe, de bonne foi, devant la volonté suprême ; et la déloyauté l'emporte.

La grande démonstration anarchique arrive ainsi en force à la Chambre ; les députés l'accueillent parfaitement, et, se réunissant à elle, se rendent au Quirinal, chez Pie IX. Arrivés là, les représen-

tants de la nation soumettent à Sa Sainteté les demandes suivantes du peuple :

- 1° La nationalité italienne ;
- 2° Une assemblée constituante générale pour toute la Péninsule avec un pacte fédératif ;
- 3° Guerre à l'Autriche ;
- 4° Le programme Mamiani.

Le chef de la chrétienté répliqua froidement qu'il prendrait tout cela en considération ; mais à la nouvelle de cette réponse, transmise au dehors par Galetti, il y eut des hurlements sur la place.

« Décision à l'instant même ! il nous la faut de suite ! De suite ! »

Galetti retourne auprès du Saint-Père : il insiste avec énergie ; Pie IX refuse avec fermeté ; et, se retirant aussitôt, Galetti, au balcon du palais, apparaît tout-à-coup à la foule ; il voulait un effet de théâtre, il l'obtient au gré de ses vœux ; les suites en étaient prévues.

« Citoyens ! s'écrie le tribun, voici la réponse du Pape : un refus positif et formel. »

A ces mots, clameurs effroyables.

« Eh bien ! nous agirons par nous-mêmes. »

Geste approbatif du chef.

Un porte-drapeau, placé près de lui, ajoute en tirant son épée :

« Il ne nous reste plus que ceci. »

Un cri unanime s'élève : « *Vive la République.* »

Plusieurs autres s'y joignent : « *Vive la Constituante italienne ! Vive le gouvernement provisoire !* »

Tous les fers sortent du fourreau ; toutes les épées scintillent sur la place ; tous les couteaux se tirent des poches ; la population rouge venait de se déclarer *républicaine* ! et, au nombre de quatre à cinq mille, les bras levés, la tête nue, on fait le serment des Horaces.

Puis, les clubistes se ruent, avec les vociférations de la rage, sur une des portes du Quirinal, du côté des quatre fontaines. Il était environ quatre heures du soir. Le Pape, en ce moment, ordonnait au ministre Montanari d'écrire ainsi à Zamboni :

« *Le Quirinal est assiégé ! Général, faites votre devoir !* »

Mais les portes du Quirinal étaient fermées ; et le billet confié à Monseigneur Piccolomini ne put arriver que le lendemain à son adresse ; et alors, il était trop tard (1).

Les sentinelles suisses, à la vue de leurs assaillants, croisèrent leurs halberdars ; ils ne songèrent hardiment qu'à repousser l'émeute ; et leurs camarades, accourant le fusil à la main, firent feu sur l'attroupement. Ce fut le signal d'une épouvantable explosion.

Les braves de l'Helvétie, persuadés qu'ils allaient avoir le sort de leurs frères du fameux 10 août de Paris, veulent du moins vendre cher leur vie ; les uns se battent au dehors, les autres se barricadent au dedans. Les rouges, dans leurs frénésies, avaient mis le feu à une des portes du Quirinal ; les Suisses, aidés de quelques pompiers, étaient parvenus à l'éteindre. Une multitude armée envahit les édifices qui entouraient la demeure pontificale, et, de là, tire sur les Suisses ; mais elle en tue un petit nombre, tandis que chez les siens, au contraire, il tombe une quantité de morts. Monseigneur Palma, secrétaire des lettres latines, était à l'une des fenêtres du palais ; il est soudain frappé d'une balle ; il expire aux pieds de Pie IX.

A sept heures et demie du soir, la population de tous les quartiers de Rome était sur le théâtre de l'insurrection. Le général Zamboni, qu'on ne laissait point arriver auprès du Pape, avait envoyé un message à Sa Sainteté où il était dit : « *La majorité des troupes vous reste fidèle.* » Galetti avait intercepté le message et répétait ces mots au Saint-Père : « *Toutes les troupes vous trahissent.* » Pie IX, trompé de toutes parts, devait rester prisonnier tant qu'il résisterait à la volonté des factieux.

Cependant les Suisses tenaient ferme à leur poste. Les gardes nationales et quelques soldats trahirent à leurs devoirs, continuaient sur eux leurs décharges, mais sans pouvoir dompter leur courage.

(1) Les portes étaient tellement fermées, qu'on ne put même sortir à l'effet d'acheter des vivres pour la table du Saint-Père et des cardinaux.

Les insurgés, traînant çà et là des chariots, des poutres et des meubles, se mirent aussi à dresser des barricades en face des Suisses, pour se préserver de leurs charges et de leurs fusillades. Lentulus, épouvanté, donnait sa démission; il avait complètement perdu la tête. L'ordre allait être donné aux émeutiers de lâcher les galériens; Zamboni vint à bout de l'empêcher, en leur donnant la mission de s'emparer des cardinaux et de les garder à vue.

Le prince de Canino, un sabre à la main, se faisait remarquer parmi les insurgés les plus rouges; il se croyait déjà *roi de Rome*; et, sous le bonnet phrygien, il rêvait le manteau d'abeilles.

Canino s'empara d'un canon qu'il trouva sous une remise sur la place de la Pilota, et ce canon fut pointé contre la porte du Quirinal.

Déjà les boulets enfonçaient cette porte. Un horrible assaut allait suivre : le moment était solennel.

« Vous n'avez plus que cinq minutes pour vous décider, » disait le prélat, monseigneur Pentini, en présentant sa montre au Saint-Père.

Pie IX se sent glacé de terreur; l'humanité brise en lui le courage; il fait appeler Galetti; il veut que la lutte finisse et que le massacre ait un terme. « *Trêve au combat* » est sa prière; autant valait demander grâce.

Galetti s'épuisait en protestations de dévouement lorsqu'il était en présence du Saint-Pontife; et, devant le peuple, au contraire, c'était l'anarchisme incarné.

« Très-Saint-Père! dit-il à Pie IX, avec le feu de l'exaltation « monarchique, je veux vous sauver ou mourir. »

Et, peu après, ce même homme signait la déchéance du Pape avec transport, et proclamait la république avec enthousiasme.

Galetti trouva l'auguste chef de l'église décidé à subir les volontés du peuple. Pie IX avait le calme du juste et la résignation du martyr. Il accéda à tout ce qui lui était imposé; et il nomma le ministère suivant :

Rosmini, président du conseil (1); *Mamiani*, affaires étrangères;

(1) Il avait aussi l'instruction publique. Peu de jours après, *Muzarelli* le remplaça à la présidence.

Galetti, intérieur et police; *Sereni*, grace et justice; *Sterbini*, commerce et travaux publics; *Campello*, guerre; *Lunati*, finances.

Avec un cabinet pareil, il n'y avait plus de gouvernement pontifical : le Pape cessait d'exister.

A dix heures du soir, le flot populaire s'était retiré satisfait. Pie IX, avec une sollicitude paternelle, ne songea plus qu'à faire évader du palais ceux que menaçait la fureur des anarchistes, notamment le cardinal Soglia; et ce dernier fut conduit à l'ambassade de France.

Le ministère étant installé, s'empessa d'interroger la Chambre sur le nouveau programme à admettre; on se mit promptement d'accord. Des députés proposaient une adresse à Pie IX pour lui exprimer leurs remerciements, leur dévouement et leur soumission : *le prince de Canino*, qui ne s'appelait plus alors que *le citoyen Bonaparte*, y mit opposition en ces termes (1) :

« — Il est inopportun de parler ici de soumission, de remerciements et de dévouement; il faut des actes et non du verbiage. Voyons d'abord ce que fera le ministère. Nous prétendons avoir, non une constituante bâtarde, mais la *Constituante italienne* de Montanelli, avec Rome pour capitale de toute la Péninsule.....

« — A la question! interrompit une voix.

« — J'y suis tout-à-fait, reprit le citoyen Bonaparte, quand je m'oppose à une adresse de dévouement à Pie IX; car je soutiens ainsi les droits du *peuple italien*, notre seul et légitime souverain, qui saura briser chambres, ministres et trône, lorsque ceux-ci mettront obstacle aux élans généreux de la première nation du monde. »

Ce discours préludait à la proclamation de la *république* : il la fit peu de jours après.

Les membres du corps diplomatique, réunis autour du Saint-Père, avaient paru l'engager à se soumettre aux exigences démagogiques; mais leurs conseils d'intimité ne se rapportaient nullement à leurs phrases officielles; la fuite du Souverain-Pontife y avait été

(1) Voyez *Gazette de Rome*, 20 novembre.

déclarée unanimement une nécessité urgente. Il était avéré que, sans elle, il n'y avait plus de salut pour le Saint-Siège ; la présence de Pie IX à Rome y légitimait en quelque sorte et les désordres et le crime.

Si le Pape restait au pouvoir des rebelles, il allait évidemment rouler d'abîme en abîme. Or, il importait à la chrétienté de sauver le chef de l'Église d'une dégradation imminente ; les maximes qui avaient tranché la tête de Louis XVI, pouvaient sans scrupule abattre celle du pape Pie IX.

Et pourtant le Saint-Pontife ne pouvait se résoudre à abandonner Rome. Plongé dans les plus mortelles perplexités et agenouillé au pied des autels, il implorait l'assistance du Seigneur. Quel parti devait-il prendre ? fallait-il demeurer ou fuir ?.....

Tout-à-coup un paquet cacheté lui est mystérieusement remis ; il venait de l'évêque de Valence. Pie IX l'ouvre précipitamment ; le paquet renfermait une *pixide* en argent, espèce de saint ciboire, que l'un de ses prédécesseurs, obligé aussi de quitter sa capitale, portait suspendu à son cou ; elle contenait des hosties consacrées, destinées à donner des forces au jour du danger, et le viatique à l'heure de la mort. La lettre suivante y était jointe, à peu près conçue en ces termes :

« Très-Saint-Père ! voici la boîte que portait sur lui le pape Pie VI
« lorsqu'il fut forcé de fuir Rome ; il y puisait de saintes lumières
« et des consolations sublimes ; elle est absolument dans le même
« état que lorsqu'elle était sur la poitrine du Souverain-Pontife en
« exil. »

Le prélat qui faisait parvenir ce précieux envoi à Pie IX le tenait de Pie VI lui-même (1).

Ce fut comme un trait de lumière, comme un avis venu du Très-Haut ; le successeur du Pape exilé pressa religieusement contre son cœur la sainte relique qui lui arrivait comme un talisman divin ; sa décision fut prise à l'instant, et il n'hésita plus à fuir.

Dans les réunions secrètes des diplomates étrangers, il fut arrêté

(1) Ce Pape mourut à Valence.

que Pie IX n'opposerait plus la moindre résistance à l'anarchie triomphante.

Huit jours se passèrent ainsi.

Le Saint-Père, prisonnier, feignant l'obéissance devant des mal-tres altiers, préparait son évasion ; le ciel aveuglait ses géoliers ; leur confiance égalait leur audace.

Avant la mort du comte Rossi, les commandants de la garde nationale, les officiers supérieurs des troupes pontificales, une portion de la garde noble et quantité de hauts personnages offraient leurs services au Pape. Hélas ! depuis la catastrophe du Quirinal, il n'était resté que les fidèles Suisses à leur poste ; Pie IX n'avait plus auprès de lui que les gardes nobles de service, plusieurs ambassadeurs ou ministres, les prélats Boromée et Médicis, le cardinal Antonelli et le comte de Malherbe.

Le reste avait replié ses uniformes, en avait secoué la poussière, et, les ayant appendus à des clous de cabinets de toilette, les y avait gardés en réserve. Ils n'en devaient sortir que plus beaux, ils n'en paraderaient que mieux au jour de gloire apostolique où, sous la coupole de Michel-Ange, Pie IX rentrerait triomphant.

Les représentants des puissances étrangères avaient offert un asile au Saint-Père dans diverses capitales : à Madrid, à Munich, en Prusse, à Bruxelles, à Paris. Le duc d'Harcourt insistait pour que le Souverain-Pontife vint demander l'hospitalité à la république du 24 février. Il croyait même avoir réussi. La France était, selon lui, la meilleure auberge de passage où il put faire une halte momentanée. Les bagages de Sa Sainteté lui avaient été confiés ; et le duc d'Harcourt, croyant déjà tenir le vicaire du Christ, en avait annoncé l'heureuse nouvelle au général Cavaignac. Ce fut une grande joie pour le haut postulant à la présidence de la république française. L'arrivée de Pie IX l'eût mis à même de pouvoir placer la tiare pontificale aux murailles de Paris comme une affiche d'élection.

CHAPITRE DIXIÈME.

Fuite du Pape Pie IX. — Arrivée à Gaëte. — La république proclamée à Rome.

La fuite du Pape était irrévocablement décidée; mais quel chemin devait-il prendre?... Après de mûres réflexions, il avait été reconnu que la route de Civita-Vecchia était beaucoup trop fréquentée, et qu'il serait peu prudent de la choisir: il fut donc convenu que Pie IX se rendrait préalablement à Gaëte, par les Marais-Pontins, dans la voiture de la comtesse de Spaur, femme du ministre de Bavière; que, pendant ce temps, le duc d'Harcourt conduirait ses effets à Civita-Vecchia, sous la garde de Monseigneur Stella; et que, de là, le ministre de France viendrait, à bord du *Ténare*, prendre le Saint-Père à Gaëte, pour le transporter à Marseille.

Tout étant définitivement réglé, le 24 novembre 1848, à six heures du soir, Pie IX demanda son souper. On le disait souffrant et malade.

Une heure auparavant passant auprès de sa garde:

« Je vous remercie, mes chers enfants, du dévouement que

« vous m'avez montré, avait-il dit d'un air ému; j'en garderai le souvenir. »

Ces mots avaient surpris et touché.

On le croyait dans son cabinet, donnant audience à diverses personnes. Il se débarrassa de sa longue soutane blanche, et, en simple costume d'abbé, il sortit accompagné par M. Filippini, son maître d'hôtel, monseigneur Stella et son valet de chambre Ricci. Le duc d'Harcourt resta dans son cabinet comme en conférence avec lui; puis, le duc sortit à son tour devant tous les officiers de la garde; et l'on entendit la sonnette que tirait ordinairement Sa Sainteté lorsque quelqu'un était congédié. Au même instant, un *scopatore segreto* (1) vint prévenir la garde noble qu'elle pouvait quitter la salle; le Pape s'était retiré.

Le scopatore éteignit les bougies. Pie IX traversa plusieurs salles peu éclairées, et arriva à la porte des *quatre fontaines*, la fameuse porte brûlée. Là se trouvait une voiture de louage appartenant au nommé *Bianchone*; le cocher ne se doutait de rien. M. de Spaur monta sur le siège, et le valet de chambre derrière. Monseigneur Stella se plaça auprès du Saint-Pontife.

« Adieu ! monsieur l'abbé ! » dit Filippini, prenant congé de lui.

Il y avait là un factionnaire; il n'eut aucune méfiance, et la voiture s'éloigna (2).

On fuit par les Marais-Pontins.

La comtesse de Spaur était partie le matin même avec son fils pour sa *villa*, près *Albano*. Elle comptait impatiemment les heures, et attendait avec anxiété l'illustre fugitif dans la jolie vallée de l'*Ariccia*, devant l'église de *Galloro*.

Il faisait nuit; le temps était sombre; des carabiniers à cheval viennent à elle; saisie de frayeur, elle s'imagine qu'ils lui annonceront peut-être l'arrestation de Pie IX. Elle tremble de tous ses membres... Ce n'était qu'une patrouille de nuit.

La comtesse de Spaur se mit à causer d'un air indifférent avec

(1) Espèce de valet de chambre ou d'huissier.

(2) Des espions armés avaient été apostés, dit-on, pour surveiller le Saint-Pontife et empêcher une évasion. Un d'eux le vit passer et ne le reconnut pas.

le détachement militaire.... Soudain, à travers les ombres, elle voit s'avancer deux figures : c'étaient Pie IX et son mari.

« Allons donc ! cher comte ! arrivez ! dit-elle avec une feinte humeur, vous vous faites toujours attendre. »

Et, appuyée sur le bras d'un honnête carabinier qui ne se doutait de rien, elle remonte dans sa voiture. Le ministre et l'abbé y prennent place. Un des militaires présents referma la portière sur eux ; et les fugitifs repartirent.

Ils arrivèrent à *Portella* sans obstacle et sans accident. Une porte est là sur la route ; l'habitation d'un douanier napolitain y est attenante ; là on entrait dans le royaume des Deux-Siciles ; un pas , et l'on est hors de danger. Oh ! ce fut un heureux moment ; on passe, la porte est franchie ; le Saint-Pontife était sauvé.

La comtesse de Spaur joignit les mains en pleurant. Pie IX pressait doucement contre son sein la boîte sacrée de Pie VI ; il leva son front vers le ciel avec la sérénité du juste et la reconnaissance du chrétien. Il murmurait tout bas un *Te Deum* en actions de grâces de sa délivrance ; son regard avait repris la dignité apostolique du successeur de saint Pierre. L'humble fugitif avait fait place à l'auguste souverain ; l'abbé redevenait le Pape.

Deux heures après , les trois voyageurs, le long du chemin, jetaient un mélancolique regard sur le tombeau de Cicéron. C'était là que le grand orateur, cherchant à échapper aussi à ses bourreaux, et se dirigeant vers Gaète, fut rejoint par les soldats des triumvirs de Rome. Cicéron était en litière ; il regarda le centurion qui venait l'arrêter.

« — Je te reconnais, lui dit-il ; autrefois j'ai sauvé ta vie. »

« — Et moi ! je t'apporte la mort ! » riposta le républicain farouche.

Et Cicéron tomba égorgé. Là , même, il fut enseveli.

O singulier rapprochement ! Là aussi, Pie IX se débattait à la fureur des futurs triumvirs de Rome. Lui aussi, du côté de Gaète, il fuyait ceux qu'il avait comblés de bienfaits et qu'il avait rendus à la vie. Le Saint-Pontife soupira ; il contempla tristement les vieux débris du mausolée, autour duquel serpentaient quelques branches de lierre...

où n'errait que l'oiseau des nuits....; et, sur ces ruines funèbres, en mémoire de l'homme illustre, il pria pour ses ennemis. Cicéron n'avait cru qu'aux dieux inconnus ; le Dieu connu sauvait Pie IX.

A dix heures du matin, on descendit à la *locanda del Cicerone*, auberge bâtie sur les jardins où se promenait jadis le philosophe romain. Les restes du palais qu'habita l'éloquent adversaire de Catilina sont battus par les flots de la mer : c'est le passé dans tout son vague, un rêve dans tous ses mystères ; mais ce qui du moins est certain, c'est que ce fut la demeure du génie. L'immensité s'étend au dehors ; au dedans fut l'immortalité.

Pie IX fut rejoint à *Mola* par le cardinal Antonelli et par M. d'Arnao, secrétaire de l'ambassade d'Espagne. Il fut tenu de suite un conseil, et M. de Spaur partit pour Naples. Le ministre était chargé d'annoncer à Ferdinand II l'arrivée du chef de l'Eglise ; le lendemain de ce jour même, le roi accourut à Gaète.

Pendant ce temps, M. Freslon, perché sur la plus haute vigie de Marseille, tenait sa longue-vue braquée sur toutes les vagues de la Méditerranée, eu se demandant à lui-même : « *Ma sœur Anne ! ne vois-tu rien venir ?* » Hélas ! le vent qui soufflait du large n'apportait sur aucun bâtiment à vapeur le grand électeur sanctifié après lequel soupirait Cavaignac, le représentant du Seigneur qui devait faire passer d'emblée, au scrutin du suffrage universel, comme président de république, un héritier de régicide. La belle mission pour un Pape !

Le roi de Naples installa Pie IX, à Gaète, dans la plus belle résidence de l'endroit. C'était une maisonnette à 5 croisées de façade, avec des volets verts et des murailles noires. Antonelli y eut une chambre. A l'entresol fut placé le major Youngh, officier suisse, nommé capitaine des gardes du Pape ; et Ferdinand II se logea dans la maison voisine, au *Casino militaire*, où s'installa aussi la reine (1).

Gaète n'a qu'une seule rue de praticable, celle qui va de la porte

(1) Elle y fit ses couches. Cette petite habitation n'a que trois fenêtres sur la rue.

de terre à la porte de mer : les autres, bordées de pauvres maisons bâties sur le versant des rochers, n'ont que cinq à six pieds de large ; et pourtant, sous les murs de cette modeste cité s'encombraient alors, pêle-mêle, et les dignités de l'église, et les sommités de la cour, et les puissances de l'armée ; il y scintillait des uniformes de tout genre ; il s'y croisait des intrigues de toute nature.

La capitale du monde chrétien n'avait appris l'évasion de Pie IX que le 25 novembre, à 7 heures du matin ; une sorte de stupeur avait accueilli cette nouvelle. Constitution, Pape, lois et gouvernement, tout disparaissait à la fois... hors le génie des destructions. La république allait apparaître.

Les membres du corps diplomatique étant réunis à Gaëte, le Souverain-Pontife y protesta contre tout ce qui s'était passé à Rome avant son évasion, déclara déchu le ministère du 16 novembre, et nomma à sa place une commission gouvernementale.

Rome n'accepta point cette commission ; elle envoya une députation à Gaëte pour engager le Saint-Père à revenir dans ses murs. Refus positif de Pie IX (1).

La ville aux sept collines établit aussitôt, comme pouvoir exécutif, une espèce de *directoire*. Rome parodiait Paris.

Elle publia, peu après, un décret qui convoquait une *assemblée constituante* ; et cette *assemblée*, qui ne devait rien constituer du tout, déclara immédiatement que le Pape était à jamais déchu de sa puissance temporelle ; puis, comme conclusion à l'exorde, du haut du Capitole, à Rome, on proclama la république : la *glorieuse* république ; car il faut, selon la coutume, à toutes les hideuses saturnales de l'anarchie, l'épithète de *glorieuse*. Voyez juillet et février : Paris a les modèles du genre.

(1) Le chevalier Stanislas d'Aloe a publié un journal nommé le *Diario de l'arrivée et séjour de Pie IX à Gaëte*, où se trouvent les détails les plus intéressants sur Sa Sainteté. Cette-feuille est écrite avec le beau talent d'un noble défenseur de la monarchie et de la religion.

CHAPITRE ONZIÈME.

Mazzini — Révolution de Toscane. — République à Livourne. —
Fuite du grand duc de Toscane à Gênes. — Gouvernement pro-
visoire à Florence. — Bataille de Novare. — Abdication de
Charles-Albert.

Le 9 janvier 1849 (1), le grand duc de Toscane, Léopold, ouvrit les chambres en personne. L'abbé Gioberti, ce même mois, était nommé ministre à Turin, et fait président du conseil. Mazzini était à Florence : le gouvernement provisoire l'avait appelé à son aide, et lui offrait monts et merveilles ; mais Mazzini pressentait la déconfiture de la rebellion de Toscane ; et il comptait aller à Livourne, pour de là chevaucher vers Rome. On attendait le triomvir au Capitole ou à la roche Tarpeienne : il n'eut point les honneurs de l'un ; il lui manqua les gloires de l'autre.

Que n'avait entrepris, pour le succès de ses doctrines impies, ce Mahomet cosmopolite ! Tantôt sous le faux nom de *Strozzi*, il or-

(1) Un mois avant le décret de déchéance du Pape, en date du 9 février 1849.

ganisait des corps francs et leur donnait pour commandant le condottiere *Ramorino* ; tantôt il accordait le droit de vie et de mort aux poignards intelligents qui frappaient à son ordre dans l'ombre, et qui, sitôt le meurtre commis, faisait disparaître le cadavre en attendant un firman nouveau.

Et quel cynisme en ses paroles ! Un jour, étant chez Montanelli où se traitait la question du Pape :

« — Quel sera votre plan à Rome ? » lui demanda le comte Paul Fontani.

« — Je n'en ai aucun d'arrêté, répondit le futur triumvir ; notre but est la destruction entière de l'ordre social actuel ; puis nous verrons, ceci achevé, à en recomposer un nouveau. Plus de Papes, et plus de Rois. »

Mais pourquoi ce chef renommé, qui envoyait tant d'horribles instructions sur tous les points de l'Europe pour y allumer des guerres d'extermination, ne se trouvait-il jamais payant de sa personne à aucune bataille ? Ah ! c'est que, véritable orfraie politique, ne se plaisant que sous les ruines, il s'abattait partout où il sentait la mort, sans vouloir exposer sa vie nulle part.

Les séances législatives de Florence étaient continuellement troublées par les clameurs des tribunes publiques, où bruissaient les patriotes de Livourne et les citoyens d'alentour. Enfin parut, un beau matin, le fameux projet de loi de Montanelli : *la Constituante romaine*. Il fut chaleureusement discuté ; les tribunes et la presse le soutenaient à grand bruit ; il fallut que la chambre l'adoptât.

Le désordre allait en croissant ; Guerrazzi avait peine à contenir le fameux club de Florence qui voulait, à toute force, de grandes démonstrations populaires. Le 30 janvier, le bruit se répand que les Livournais vont faire une irruption à Florence : Montanelli y avait nommé gouverneur un certain docteur *Carlo Pigly*, qui ne devait pas tarder à y proclamer la république. L'alarme est au palais Pitti ; des meurtriers s'arment, dit-on. Le grand duc voit s'avancer l'orage ; il veut le fuir : il part pour Sienne ; là était réunie sa famille.

A son arrivée dans cette ville, manifestations d'allégresse. L'ancien drapeau toscan, *bleu et rouge*, y est déployé par le peuple, au lieu du pavillon tricolore. Point de clameurs constitutionnelles ; dévouement sans bornes au prince. Les démagogues de Florence criant à la réaction, demandent le retour du grand-duc. » *La déchéance !* » s'il refuse.

Montanelli se rend près du prince : il vient imposer quelque loi, dieter sans doute quelques ordres ; mais Léopold a pris son parti ; et le 7 février au soir, Montanelli apprend que, le matin de ce même jour, le grand duc a fui de Sienne ; deux lettres officielles le lui annoncent. Léopold est parti pour *San-Stephano*.

Le ministre furieux retourne à Florence ; il prévient, dans la nuit, ses collègues et le grand club, de l'événement de Sienne ; il communique les lettres du prince à toutes les autorités civiles et militaires. Les Chambres sont immédiatement convoquées ; Guerrazzi fait battre la générale ; il ordonne à la garnison de prendre les armes pour le maintien des libertés constitutionnelles ; et le ministre donne sa démission.

Frayeur, consternation ; désordre.

On demande à la Chambre un *gouvernement provisoire*, composé de Montanelli, de Guerrazzi et de Mazzoni. Beaucoup de députés se retirent ; la discussion est des plus orageuses.

Tout-à-coup, au milieu des débats, une députation du club souverain, alors rassemblé aux arcades nommées *Loggia dei Lanzi*, envahit l'enceinte législative malgré la garde de service. Elle portait un drapeau sur lequel était écrit : « *Vive le gouvernement provisoire ! Vivent Montanelli, Guerrazzi et Mazzoni !* » Le tumulte était à son comble.

En vain les députés cherchent à rétablir le calme et le silence ; les clameurs du dehors et celles du dedans ne laissent aucune liberté aux esprits, aucun ordre aux délibérations ; il faut voter sous les menaces, il faut plier sous la tempête.

Le gouvernement provisoire est nommé selon le vœu prescrit ; et les trois nouveaux élus sortent triomphants de la salle, au milieu de la bruyante ovation des terroristes.

Ils se rendent au sénat. Le long du chemin, sur les murailles de la ville, on lisait le placard suivant :

« Au nom de Dieu et du pays ! Considérant que la puissance du Pape est une frauduleuse usurpation qui crie vengeance .. Considérant que le pontife actuel a donné la communion sainte à l'infâme assassin Bourbon de Naples... malédiction au Pape Pie IX !... »

Janvier 1849.

Hélas ! et Pie IX, autrefois, avait été l'objet des adorations de toute l'Italie. Exemple aux idoles du peuple.

Le sénat reçut le gouvernement provisoire avec l'apparence du calme, et prit communication des lettres du grand duc. On lui présenta la loi que venaient de voter les députés.

« — *Le nouveau pouvoir, dit le duc de Casigliano, ne peut être accepté par nous que s'il agit au nom du prince.* »

« — *Élu par le peuple, lui répond Guerrazzi, je gouvernerai au nom du peuple.* »

Toujours les mêmes déceptions. Où le peuple l'avait-il élu ? Qui avait consulté le peuple ? Le sénat garda le silence. *La peur*, aux jours de l'anarchie, *la peur* est la puissance suprême.

Un autre ministère fut formé. *Mordini*, président du club, s'adjudgea le portefeuille des affaires étrangères. Ces messieurs ne s'oublient jamais : leur patriotisme l'exige.

Les démonstrations populaires reprennent avec une nouvelle fréquence. Un nommé *Nicolini*, suivi d'une troupe de bandits soudoyés, proclame dans les rues et sur les places publiques la déchéance du grand duc (1).

On dresse de toutes parts des arbres de la liberté, comme si l'on voulait reboiser Florence (2).

Les drapeaux tricolores recommencent leurs promenades patriotiques aux hurlements de la Marseillaise.

(1) Cela lui fut payé 300 francs (Voyez, à la fin de ce chapitre, le rapport de la commission d'enquête du 26 août au 11 avril 1849.)

(2) Ce fut l'œuvre d'individus étrangers. Les Florentins y répugnaient.

On brûle les armoiries de Naples et d'Autriche.

On jette à bas toutes les statues et insignes du grand duc.

Chaque jour, exigences nouvelles. On demande *l'union romaine, d'autres lois, d'autres députés, d'autres ministres, et, finalement, le chaos* : on demande *la république*.

Le provisoire, lui-même, est débordé; il eût voulu rester à la place d'autrui, mais d'autres convoitent la sienne. Il prend le parti de dissoudre les Chambres; et, sous le régime du suffrage universel, il convoque le pays à une double élection de députés; l'une *Assemblée constituante*, à Rome; l'autre *Assemblée toscane*, à Florence; toujours l'idée Montanelli.

Les élections commencent; les anarchistes sont au poste; les gens honnêtes se retirent. Beaucoup de bulletins restent blancs; quelques-uns portent des noms étranges : *Pie IX, Wellington, Bou-Maza, Louis-Philippe, Radetzky*; la plaisanterie n'était pourtant guère opportune.

Les élections eussent fait arriver à la Chambre, en dépit de la démagogie, les personnes les plus notables du parti modéré : mais presque toutes refusèrent; et, du 8 février aux derniers jours de mars, époque où devait s'ouvrir l'assemblée, une réaction commença.

Les bulletins de vote se transforment en bourres de fusil.

Les populations des villes et villages de la Toscane se soulevaient contre le nouvel ordre des choses. Elles en avaient assez des prétendus *privileges et libertés* qui ne leur apportaient que *désordres et ruines*.

Le gouvernement, indigné, réprima momentanément le mouvement national, en sillonnant les campagnes de colonnes mobiles Livournaises, ayant ordre d'arrêter tous les suspects. Bientôt les prisons regorgèrent; ainsi *la liberté* l'ordonnait.

Mais le général Laugier, venant de *Carrara*, où il commandait un corps de troupes toscanes, était resté fidèle au grand duc. Il marchait sur *Pietra-Santa* aux cris de « *vive Léopold !* » L'abbé Gioberti, devenu ministre à Turin, et se déclarant maintenant contre ceux qui attaquaient l'autorité, lui promettait une intervention piémontaise. Turin s'en était indigné, car les autres ministres de Charles-Albert se prononçaient pour Guerrazzi. Laugier, accueilli

de tous côtés par des démonstrations royalistes, avait l'œil fixé sur Florence....; il attendait l'heure propice.

Le provisoire, épouvanté, proclama la loi martiale. Une commission militaire fut nommée pour faire fusiller dans les vingt-quatre heures tout réactionnaire; une seule personne eut la lâcheté de consentir à entrer dans cette commission, c'était trop peu : il fallut retirer la loi.

Alors luttes épouvantables. Guerrazzi résistait aux clubs qui organisaient l'anarchie; il résistait aussi aux populations qui redevandaient le prince; il repoussait à la fois le programme Montanelli et la république Mazzinienne. Il voulait que la forme du gouvernement fût soumise à la décision de l'Assemblée; et, en attendant, il aplatissait honteusement le pays en le faisant passer, devant lui, sous toutes les fourches caudines de la sottise et des brutalités.

Sur ces entrefaites, le gouverneur de Livourne, le citoyen docteur Pigly, l'homme de Montanelli, prit une haute initiative; et, le 17 février, à son de trompe, il proclama la *république*.

Mazzini était à Livourne. Tandis que le docteur charlatan, du haut balcon de son palais, débitait, avec des phrases de mélodrame et des gestes d'énergumène, son spécifique révolutionnaire, le chef de l'*Italie rouge* se faisait promener en triomphe dans les rues et le long des quais. Tous deux rivalisaient de parades; et chaque tréteau fraternisait.

Montanelli, instruit de ce qui se passait à Livourne, accourt chez Guerrazzi, son collègue.

« — Allons ! à notre tour ! s'écrie-t-il ; il faut la république à »
« Florence.

« — A cet effet, réplique le chef du provisoire, avez-vous trois »
« mille hommes de troupes à me donner ?

« — Oui, et prêts à nous seconder

« — Eh bien ! montrez-les-moi ! qu'ils viennent !

« — Vous les verrez demain matin. »

Mais, le jour suivant, point de troupes ; rien qu'une populace

payée. Guerrazzi s'indigne et s'irrite; une nouvelle discussion a lieu entre eux; elle est plus vive que jamais. Montanelli eut le dessous.

Et pourtant ce même Montanelli n'était rien moins que certain de l'assentiment du peuple à ses vœux; car dès alors il écrivait les lignes suivantes à son *homme-lige* Pigly:

« La réaction commence à Florence. Nous vous envoyons de « l'argent; envoyez-nous vite des braves (1) ».

Le grand duc de Toscane avait appris, à San-Stephano, la nouvelle révolution de Livourne; il entendait de loin les salves d'artillerie, tirées à Orbitello, pour y célébrer l'avènement de la république; et il savait que Montanelli avait donné ordre aux troupes dont il disposait, de marcher sur San-Stephano pour s'emparer de lui par tous les moyens possibles, soit sur terre, soit sur mer.

Un bateau à vapeur piémontais, la *Marie-Antoinette*, arrive en ce moment auprès du prince exilé. Il lui amène un envoyé de *Gio-berti* qui lui offrait un asile en Piémont, et l'intervention de la Sardaigne. C'eût été un otage à Turin.

Léopold, effrayé, hésitait. Il veut, avant de prendre un parti, consulter le pape Pie IX. Mais comment?... de quelle manière?... Il n'a point de navire à ses ordres.

Un aide-de-camp du général Charette, M. Prévost de Saint-Marc, était alors auprès de lui. Ce brave officier qui avait combattu pour la légitimité en Espagne et en Portugal, offre de se rendre à Gaète sur une simple barque de pêcheur...

La barque avait quatre rameurs... Il y avait mille à parier contre un qu'elle n'arriverait pas à Gaète; n'importe, Saint-Marc est parti.

Mais le vent s'est montré favorable; la frêle embarcation glisse avec rapidité sur les eaux. Une distance de 180 milles qui, dans l'état des choses, eût pu nécessiter 15 jours de traversée, se trouve franchie en 40 heures. Aucun obstacle, point d'orage; et la mission est remplie.

Le grand duc était en conseil à San-Stephano, avec tous les ministres étrangers accrédités en Toscane. M. Benolt-Champy pour

(1) Voyez le rapport financier, dans les notes de la fin de ce chapitre.

la France, le frère de sir Georges Hamilton pour l'Angleterre, et M. Villa Marino pour l'Espagne, avaient presque déterminé Léopold à se livrer au Piémont, lorsque M. de Saint-Marc arriva soudain avec des lettres de Pie IX et du roi de Naples... Tout fut changé à l'instant même; et, le jour suivant, le grand duc, après une proclamation à son peuple, où il en appelait à sa justice, s'embarquait pour le port de Gaète. Il allait rejoindre le Pape.

Relatons ici un épisode intéressant de cette malheureuse époque :

La grande duchesse devait rejoindre son mari à San-Stephano avec ses enfants, sa famille, le général Sproni, la comtesse Palagi, dame d'honneur, la comtesse de Bradi, française, gouvernante des archiduchesses, et M. Prevost de Saint-Marc. Son Altesse Impériale prit la route d'Orbitello; mais à peine était-elle entrée dans cette ville, que sa voiture fut entourée par le peuple, et qu'on lui ferma le passage.

« Nous voulons que la duchesse s'arrête ici, » s'écriaient de nombreuses voix.

La princesse parle et supplie...; on s'obstine à la retenir.

Les cris deviennent menaçants. Soudain la duchesse se lève; et, debout dans sa calèche, avec l'attitude d'une reine, elle jette ces mots à la foule :

« — Arrière ! je prétends passer. Je cesse de prier, j'ordonne. »

O puissance de l'énergie ! le peuple intimidé recule ; cette femme lui paraît sublime. « *Elle a raison*, » s'est-il écrié ; et tout se range devant elle ; et elle passe triomphante.

La Chambre s'ouvrit à la fin de mars ; elle ajourna la question de l'unité italienne ; et, nommant Guerrazzi chef du pouvoir exécutif, elle l'investit d'une sorte de dictature suprême.

Celui-ci en profita sur-le-champ pour se débarrasser d'un concurrent redoutable ; il envoya Montanelli en mission à Paris. Par la même occasion, et pour y faire de la propagande, il y expédia aussi la *Cecilia*. Tout cela coûtait un argent énorme (1).

(1) Voyez le rapport déjà cité. On y voit ce que coûtaient les menées révolutionnaires, et quelles étaient les rétributions accordées aux hommes

Il fit enfin venir de Florence une quantité de volontaires Livour-nais, sur lesquels il pouvait compter : ce fut sa garde prétorienne.

Alors se préparait un des plus grands événements de l'histoire moderne : le fameux combat de Novare. L'abbé Gioberti, ministre en Piémont, s'opposait à la reprise des hostilités contre l'Autriche. Fidèle à la haine qu'il avait jurée à Mazzini, il voulait qu'on marchât sur Rome avec douze ou quinze mille hommes pour réédifier le Saint-Siège et renverser la république : son avis ne fut point adopté.

Le roi de Naples était en train de reconquérir la Sicile. Il avait fait sonner la retraite parmi les troupes envoyées en Lombardie, et il ouvrait la brillante campagne où allait s'illustrer son armée.

Quant à Venise qui, après la capitulation de Milan, s'était affran-chie du joug piémontais, elle avait destitué toutes les autorités nommées par Charles-Albert; elle avait rappelé au pouvoir tous les anciens nourrissons de la république; elle s'était donné le charme d'un *gouvernement provisoire*; et Manin, rentré au pouvoir, y re-levait un front superbe (1).

En automne 1848, il avait mis en bon état de défense les soixante-quatre points fortifiés de Venise; il comptait 18,000 hommes de troupes de ligne (2); 2,500 canonniers et 4,000 marins. Dans une brillante sortie du fort de Malghera (3), le général Pépé et son chef d'état-major, Ulloa, avaient repoussé les Autrichiens, fait 700 prisonniers et pris huit pièces de canon. Mais, de même que

de l'insurrection. Ce travail est instructif en ce qu'il donne à la fois la mesure du patriotisme des agitateurs, et le taux où se payaient leurs con-victions.

(1) Quand la Vénitie s'était réunie au Piémont, Manin avait sur-le-champ résigné ses fonctions, et Charles-Albert avait de suite envoyé à Venise deux commissaires piémontais, *Colli* et *Cibrario*, qui, réunis à l'avocat *Castelli*, avaient pris les rênes de l'Etat en son nom. Mais la bataille de Custoza était venu changer la situation; les Piémontais étaient repartis après un règne de peu de jours. *Castelli* avait été chassé à son tour. Le gouvernement qui lui succéda fut une espèce de triumvirat. *Manin* était chef de l'exécutif; le contre-amiral *Gragliani* avait le départe-ment de la marine, et le colonel *Cavedalis*, celui de la guerre.

(2) Dont 5,000 Romains commandés par le général Ferrari, et 2,000 Lombards.

(3) *Malghera* ou *Morghera*. Pépé, dans son livre, écrit *Malghera*.

Naples avait rappelé ses troupes, Rome avait aussi redemandé les siennes ; et, bien qu'un grand triomphe eût électrisé la ville, elle avait vu décroître ses forces (1).

L'assemblée vénitienne, en février 1849, avait jugé qu'il était urgent de modifier la forme de son gouvernement : car les monuments indestructibles qu'on appelle *constitutions fondamentales*, ont l'inévitable avantage d'être toujours à démolir et à refaire ; ce qui n'empêche nullement les amateurs du genre de s'extasier devant les gouvernements *représentatifs* et *provisaires*. Pourquoi s'en étonner, au surplus ? les Égyptiens n'adoraient-ils pas, avec tenacité, les ibis, les crocodiles et les ognons !

L'espèce de triumvirat formé après la première défaite de Charles-Albert avait donc été aboli. Manin devenait dictateur (2).

Le 12 mars 1849 finissait l'armistice entre le Piémont et l'Autriche ; il y eut ajournement jusqu'au 20.

Mais la défaite de Custoza et la capitulation de Milan avaient été réellement la fin du grand mouvement de la Péninsule ; le reste ne devait être que langueurs, défaillances, ruines. L'Italie, de faible qu'elle était, allait se montrer tout à fait impuissante.

Mazzini et ses démagogues accusaient la royauté des désastres de la croisade.

« La guerre des princes est finie, disaient-ils dans leurs co-

(1) On combla les vides avec de nouveaux volontaires. La garde nationale fit le service des batteries ; et, parmi de nobles familles, il se forma deux compagnies d'artillerie qui prirent le nom de *Bandiera* et de *Moro*, en mémoire des deux anciens chefs de l'insurrection calabraise, officiers de la marine vénitienne. Il fallait subvenir aux dépenses du siège (3 millions 400 mille livres par mois) ; les riches s'obligèrent volontairement à livrer à l'État leurs bijoux et leur argenterie. Le gouvernement décréta l'émission d'un papier-monnaie garanti par les propriétaires du pays, et qui devait être amorti par une surtaxe de 25 p. 100 sur les rentes individuelles. 40 millions furent obtenus de cette manière. O profit des révolutions !

(2) Son ministère était censé responsable. Il se composait ainsi : *Manin*, relations étrangères ; *Caredalis*, guerre ; *Graziani*, marine ; *Pesaro*, finances ; *abbé da Camin*, instruction publique.

mités secrets ; celle des peuples va commencer. Nous ouvrirons par le soulèvement général des masses, l'ère des nations affranchies. Plus de rois nulle part ; des républiques partout ; et cette fois notre triomphe sera certain. »

Les clubs avaient repris leur puissance ; la presse continuait ses déchainements avec une nouvelle furie. Rome et Florence étaient les deux centres de la démagogie ; et, depuis la catastrophe du malheureux Rossi, tué par ses anciens camarades, l'Italie s'était précipitée dans le sillage de l'anarchie républicaine : Mazzini montait au Capitole.

Gioberti, arrivé au ministère en Piémont, avait pris ces mots pour programme : « *Guerre immédiate à l'Autriche.* » La Chambre des députés fut dissoute pour ne l'avoir pas adoptée de suite ; et il en était venue une autre toute rouge, qui l'avait acceptée sans retard. La première eût désiré une guerre de roi ; la seconde prétendait organiser une guerre de république (1).

Et cependant l'abbé Gioberti qui, selon la coutume, voulait alors maintenir l'autorité gouvernementale, vu qu'il était parvenu au pouvoir, blâmait les folies anarchiques de Florence et de Rome. Il eût désiré même intervenir en faveur du grand duc de Toscane ; mais il comptait sans ses frères et amis ; les ministres ses collègues, et les députés ses coreligionnaires, se prononcèrent avec indignation contre lui. Le roi, inquiet, indécis, aveuglé, pencha d'abord pour Gioberti, puis s'abandonna aux démagogues. La chute de l'abbé suivit. La guerre va recommencer, et Charles-Albert reprend les armes.

Le général Pépé sort de Venise, avec une division de huit mille hommes et deux batteries, pour aller renforcer l'armée piémontaise. Les Autrichiens avaient évacué Parme ; et les Lombards, qui s'étaient emparés trahisement du jeune duc, le retenaient prisonnier à Milan. Le duc de Modène s'était vu forcé d'abandonner

(1) *Histoire de la campagne de Novare*, par un capitaine d'artillerie français, page 25. Turin, 1850.

sa capitale ; et Charles-Albert ayant commandé une levée en masse dans la Lombardie Vénitienne, allait se trouver à la tête de 120,000 hommes (1).

Malheureusement le trésor était vide à Turin ; et les troupes royales, faute de chefs expérimentés et d'administrateurs prévoyants, allaient manquer, alors comme toujours, dans les moments les plus difficiles, de vivres, de munitions, d'argent et d'artillerie (2).

Charles-Albert se rend d'abord à Alexandrie, puis à son quartier général. A la nouvelle de son entrée en campagne, Brescia se soulève et chasse les Autrichiens après des prodiges de valeur. Le général Nuguet est tué ; et, chose remarquable, ce vaillant militaire, émerveillé des hauts faits de l'ennemi, et voulant lui témoigner son admiration, nomme la ville de Brescia sa légataire universelle (3).

Le général piémontais La Marmora envahit le Parmessan. La Lombardie avait promis de se soulever tout entière aussitôt que paraîtrait l'armée piémontaise : ce fut une vaine promesse.

Rome et Florence devaient aussi fournir d'immenses secours à la nouvelle croisade ; mais, devenues impuissantes sous leur régime républicain, elles n'avaient plus ni argent ni force ; et, au surplus, Mazzini, rêvant toujours l'indépendance nationale par le soulèvement des populations, ne favorisait pas l'affranchissement de l'Italie par l'héroïsme d'un monarque : il désirait moins l'expulsion des Tudesques que le renversement des trônes.

Quant à l'armée piémontaise, travaillée par les démagogues et mal disposée pour une guerre qu'elle faisait cette fois à regret, elle était plus indisciplinée que jamais ; elle prêtait l'oreille aux doctrines révolutionnaires qui perdent tout ce qui les écoute. L'insubordination y passait pour de l'enthousiasme, et le dévergondage des idées s'y nommait l'élan du patriotisme. Puis, elle entra en campagne avec de noirs pressentiments ; elle voyait clairement que, dans sa nouvelle levée de boucliers, le Piémont demeurerait seul.

(1) 135,000, d'après l'histoire de la campagne de Novare, page 50 ; — 120,000 hommes d'après le général Pépé, *Histoire des Révolutions d'Italie*, page 226.

(2) *Révolutions d'Italie*, par le général Pépé, page 163.

(3) Même auteur, page 253.

Le général en chef de Charles-Albert était un polonais nommé Chrzanowsky. Sous ses ordres étaient les deux fils du roi, Perona, Bes, La Marmora, Durando, connu par ses désastres en Vénitie, et Ramorino, le condottiere chéri de Mazzini, le confident secret de ses vues (1).

Quant au vaillant Radetzky, qui, né en Galicie en 1705, avait alors 83 ans, il s'avancait à la tête de 80,000 hommes, ayant des magasins bien approvisionnés. Il avait passé le Ticino, et tout lui présageait la victoire (2).

Cependant Charles-Albert croyait encore à l'affranchissement de l'Italie. Mais les temps changent les idées. Le brûlant enthousiasme de la Péninsule faisait place à un froid découragement. L'Italie n'avait plus d'élans dévoués, elle n'avait que d'effrayantes convulsions. De même que Pie IX, aux yeux des sociétés secrètes, n'était plus *le saint de la révolution*, Charles-Albert n'en était plus *l'épée héroïque*.

« Sur le trône des barricades, disait le général Pépé, *tout peuple est roi, tout peuple est pape* (3). »

Soit : *peuple-roi*, vieux mot usé ; *peuple-pape* est beaucoup plus neuf. *L'homme est Dieu*, disent les panthéistes ; *le peuple*, alors, est tout un Olympe ; il est à la fois, *roi, pape* et *Dieu*. Pauvre humanité ! avec quel audacieux aplomb tes prétendus régénérateurs se moquent de toi !

Mais revenons à Charles-Albert. Il marche, il regarde, il appelle. Hélas ! le temps des promenades militaires, plus ou moins stratégiques, était définitivement passé. L'enthousiasme des populations ne poussait plus les colonnes vivantes de *l'unité* contre les brûlantes murailles de *Radetzky* pour une indépendance douteuse. Bien des chefs qui, se levant pour la revendication des droits du peuple, avaient déclaré qu'il n'y avait pas un pouce de terrain qui

(1) Ce fut sous la pression des sociétés secrètes que Ramorino fut choisi par Charles-Albert. Pépé, page 264.

(2) Ses généraux étaient Wratislaw, d'Aspre, Appel, Thorn et Woche.

(3) *Révolutions d'Italie*, page 366.

ne dût devenir un champ de bataille, disparaissaient des *champs de bataille* sans avoir acquis un *pouce de terrain*. Eh quoi ! tous les braves qui avaient péri, et il y avait eu beaucoup de braves ! toutes les harangues qui s'étaient débitées, et quelles avalanches de harangues ! tous les canonnements et fusillades, Dieu sait quelle consommation de poudre ! tout cela ne devait donc aboutir qu'aux déceptions les plus complètes !.... De toutes les marches de la croisade, de tous les plans des unitaires, il ne devait rester en définitive, parmi les diplomates de l'insurrection, que des épingles inutilement piquées sur des cartes de géographie.

L'histoire sera sans doute sévère à l'égard de Charles-Albert. Elle dira que, comme militaire, il eut les nobles actions du courage, mais jamais les vues élevées du génie ; quelques inspirations heureuses, mais point de hautes combinaisons. Son existence eut quatre grandes périodes : *la Révolte, le Despotisme, les Concessions, la Conquête* ; il n'y fut ni ferme ni frane ; il joua tout et tout le joua.

Mais il faut l'avouer, la bataille de Novare fut une admirable page dans sa vie ; et devant cette page immortelle, le reproche fuit sous la plume, le cœur s'émeut, les torts s'oublient. Il en est qui ne paraissent grands que tant qu'ils réussissent ; il arriva le contraire au roi de Sardaigne ; en montant il avait baissé, ce fut en tombant qu'il grandit. Charles-Albert, à son dernier jour, éleva chez lui la lutte au niveau de l'héroïsme, et la souffrance à la hauteur de la vertu. L'infortune lui fut la gloire.

Radetzky, dans la matinée du 20 mars, jetait deux ponts sur le Tessin, et marchait sur le Piémont, par Pavie, avec plus de 60,000 hommes et 200 bouches à feu. Ramorino devait se trouver à *la Cava* pour barrer le passage à l'ennemi. L'ami de Mazzini ne s'y trouva pas ; son intention secrète était de filer sur Gènes pour y proclamer *la république*, tandis que Radetzky ferait battre en retraite *la royauté*. Le traître manqua de courage au moment de l'exécution. Il ne sut que livrer passage, et ne put poursuivre son plan. Ses troupes refusèrent de le suivre ; il fut pris et puni plus tard (1).

(1) Le 3 mai il fut condamné à mort par un conseil de guerre et fusillé le 22 mai suivant.

Mais l'Autriche avait triomphé; l'Autriche lui devait sa gloire.

Le 21 mars, les armées Piémontaises et Autrichiennes étaient en présence à Mortara. Chose étrange, au moment où le général polonais Chrzanowsky perdait la cause italienne à Novare, un autre polonais, Mieroslawsky, perdait la cause sicilienne à Catane.

Comme de coutume, les vivres manquaient. Le général Bes eut d'abord des succès à la Sforzesca, et fit de nombreux prisonniers. Le début fut heureux et brillant; la brigade de Savoie se couvrit de gloire; et Wratislaw fut repoussé à Gambolo. Mais Durando, pendant ce temps, se laissait battre à *Mortara*; Ramorino trahissait à *la Cava*; et, à la fin de la journée, les Piémontais se repliaient sur Novare, après avoir perdu 2,000 prisonniers et 5 canons. Les Autrichiens avaient triomphé, hélas! et cependant cela n'empêchait point les journaux piémontais de sonner les fanfares de la victoire comme aux jours des folles exagérations de la croisade.

Reproduisons leurs bulletins :

« Les nôtres ont été vainqueurs sur toute la ligne; l'ennemi a été repoussé au-delà du *Ticino*. Nous avons pris 20,000 fusils. La Marmora est de l'autre côté, en face, qui attend les fuyards pour les exterminer. Dieu est avec nous. »

(Lettre du député Costantino, relaté au *Moniteur toscan*, 24 mars.)

Le rapport du général Chrzanowsky était d'un style un peu plus calme :

« Nos troupes se sont retirées; Ramorino a trahi à *la Cava*, et l'ennemi est entré à Mortara. Notre quartier général est à Novare, où est le roi avec ses fils. »

Bulletin de l'*Opinione*, journal de Turin :

« Les Autrichiens ont été complètement battus : nous avons fait 6,000 prisonniers. Chrzanowsky s'est immortalisé.

Journal *la Cloche du Peuple*, Turin, 23 mars :

« Il est sept heures du matin ; je dépose l'épée et je prends la
« plume. 1,500 Autrichiens sont en notre pouvoir ; l'énergie de
« Charles-Albert dépasse toute idée. Nous avons perdu *Mortara*,
« mais le général Ramorino rendra compte de ses manœuvres. Le
« roi et ses fils, apprenant que les Autrichiens étaient entrés à
« *Mortara*, se sont écriés : « *A merveille ! demain, ils seront*
« *tous nos prisonniers (1) !* »

Même système de mensonges.

Le 23 mars, bataille de Novare.

Les troupes piémontaises étaient fatiguées par les combats des jours précédents, mais elles ne pouvaient reculer. A onze heures du matin, le feu commença à *la Bicocca* et s'étendit sur toute la ligne. Les deux brigades de Savoie et de Savona y furent héroïques comme la veille ; toutes les positions furent prises et reprises plusieurs fois. La forte position de *la Bicocca* devant décider du sort de la journée, le duc de Gènes s'y porta avec la réserve ; il y combattit vaillamment ; plusieurs chevaux y furent tués sous lui ; et il n'en continua pas moins, à pied, de commander sans trouble et sans peur.

Jusqu'à quatre heures et demie du soir, le roi de Sardaigne l'emportait ; la fortune changea à cinq heures ; les Autrichiens s'étaient emparés de *la Bicocca* ; ils avaient enfoncé le centre de l'armée piémontaise. Celle-ci se retirait en désordre sur *Novare* ; l'ennemi était si près d'elle, qu'il vint mettre ses pièces en batteries au milieu des fuyards de son arrière-garde. Chrzanowsky n'avait déployé ni énergie ni talent ; et la bataille était perdue.

« Victoire ! victoire ! imprimait, le 25 mars, le journal piémontais *de Gènes* ; un courrier arrive hors d'haleine ; il nous annonce
« la complète destruction des Autrichiens. Cent chariots de blessés
« ennemis traversent les campagnes, où le tocsin sonne leur mort,
« et où *la liberté* crie victoire ! »

Toujours les mêmes déceptions.

(1) Cette étrange lettre d'un officier piémontais fut répétée dans le journal napolitain, *l'Écho de la liberté*, 31 mars.

Hélas ! Charles-Albert, à Novare, était tombé du plus haut faite de ses illusions au plus bas degré de l'adversité. Constamment au milieu du feu sur son dernier champ de bataille, il cherchait la mort en héros. La foudre le frappait sans l'abattre.

Un de ses généraux le saisit par le bras, et l'arracha de force hors de la mêlée (1).

« Non ! non ! je veux tomber ici, dit le prince en le repoussant.
« Général ! laissez-moi mourir. C'est mon dernier jour ! laissez-moi. »

Ce ne fut qu'avec une peine extrême qu'on le retira du milieu des bombes et des boulets, qui bruissaient autour de lui. Arrivé sous les murs de Novare, il prit une résolution soudaine ; il avait près de lui ses deux fils, les ducs de Savoie et de Gènes, ses aides de camp, le ministre *Cordona* et le général en chef polonais ! Il s'adressa à ces derniers.

« Je ne suis plus roi, leur dit-il ; mon fils est votre souverain.
« J'abdique ; ma tâche est finie. »

Et il embrassa ses enfants.

Sa voix était émue mais ferme ; sa douleur avait pris le caractère sacré de la résignation.

Il remercia ses fidèles serviteurs de toutes leurs marques d'attachement et de fidélité.

« Adieu ! reprit-il, je vous quitte ; j'irai sur la terre étrangère...,
« le plus loin qu'il me sera possible. Je n'ai pu affranchir l'Italie ;
« je demanderai ailleurs une tombe. Que Dieu jusque-là me soutienne ! et puisse mon fils, sous la pourpre, être moins malheureux que moi !

Des larmes d'attendrissement coulaient de toutes les paupières ; les yeux de Charles-Albert étaient levés vers le ciel ; son front rayonnait d'un triste et douloureux éclat, sous la complète et sublime abnégation de sa pensée.

(1) Il se nommait Jacques Durando. Ce n'était pas celui qui capitulait à Vercennes.

En vain, les assistants, désolés, le suppliaient de revenir sur sa cruelle détermination ; le prince demeura inébranlable. Il les embrassa tour à tour ; et à minuit, le cœur brisé, dépouillé de toute splendeur, sans couronne et sans courtisans, suivi par un seul domestique, il prit la route de l'exil.

Oporto, à l'extrémité du Portugal, lui paraissait la plage la plus éloignée du théâtre des révolutions ; il la choisit... pour y mourir.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Soulèvement à Gènes. — Guerrazzi à Florence. — Le comte Digny de Cambrai. — Restauration du grand duc de Toscane.

Novare, cette même nuit, fut le théâtre des plus affreux désordres. L'exaspération des soldats vaincus était telle, qu'ils se mirent à piller les maisons et voulurent brûler la ville pour se venger, disaient-ils, des Lombards qui, après les avoir poussés à la guerre, les avaient délaissés ou trahis. S'ils eussent été à Milan, cette ville eût été mise à feu et à sang. La cavalerie chargea les mutins; et il en résulta que l'on se battit toute la nuit, dans la rue, les uns contre les autres (1).

Le duc de Savoie succédait à son père. Radetzky, qui ne voulait pas traiter avec Charles-Albert, signa immédiatement l'armistice que lui proposait son fils; et de fâcheux bruits circulèrent.

Il se disait, tout bas, dans les camps, que le nouveau roi, sachant que la bataille de Novare perdue le ferait monter immédiatement sur le trône, s'était entendu, dès la veille, avec le maréchal Radetzky.

Quoi qu'il en soit, ce dernier, qui alors eût pu prendre Turin

(1) Voyez *Novare*. Turin, 1850.

sans difficulté, se montra remarquablement généreux. L'Autriche réclama quatre-vingts millions pour les frais de la guerre; et la paix fut conclue de suite (1).

C'en était fait, pour cette fois encore, de l'*indépendance italienne*. La première campagne avait duré quatre mois, la seconde dura quatre jours; la première eut des jours de gloire, la seconde ne fut qu'une désastreuse démenée. Les Mazziniens avaient voulu changer les braves du Piémont en baïonnettes intelligentes; et les soldats de Charles-Albert, à Novare, n'étaient plus les héros de Pastrengo, de Sainte-Lucie et de Goito. On leur avait tant parlé de *leurs droits*, qu'ils avaient oublié *leurs devoirs*.

Quant au roi de Sardaigne, il avait chassé de leurs États les princes de son voisinage: il se voyait chassé à son tour. Répétons de nouveau ces paroles! « *Place à la justice de Dieu!* »

Le 30 mars, le ministère était changé à Turin. L'abbé Gioberti s'était fait donner une mission extraordinaire à Paris; et, toujours implacable ennemi de Mazzini, il avait été décider Louis-Napoléon à l'expédition de Rome, projetée par Cavaignac; mais sa puissance était tombée. Il ne fit nul effet à Paris; il y passa obscur et dédaigné; il tombait peu à peu dans l'oubli. Sa renommée s'était éteinte aux désastres de l'Italie.

Et cependant Rome aveuglée, poursuivant le cours de ses extravagances, ne voulait nullement reconnaître le doigt de la Providence dans la déconfiture des révolutions. Mazzini était sous les murs de la ville éternelle, y fondant à *perpétuité*, selon la formule établie, la *glorieuse république* du Tibre. Un triumvirat venait d'y être proclamé; Mazzini en était le chef. Ses collègues se nommaient *Saffi* et *Armellini*: trois Parques se disant trois sauveurs: on va les juger à leurs œuvres.

(1) Elle ne fut signée qu'au mois d'août suivant. Il fut obtenu une réduction sur la somme exigée; et les Autrichiens évacuèrent le territoire piémontais ainsi que la citadelle d'Alexandrie.

Parme allait être repris par les soldats de Radetzky. Le duc de Parme renonçait à sa couronne en faveur de son fils.

Les Siciliens étaient battus à Catane.

Brescia, Bergame et Como, qui s'étaient soulevées lors de la bataille de Novare, et qui avaient chassé leurs dominateurs, reentraient sous le joug autrichien.

Venise seule résistait encore; le général Pépé y avait engagé 2,000 Piémontais, qui s'y trouvaient, à déclarer Charles-Albert traître à l'Italie, et à ne plus le reconnaître pour roi; mais les Piémontais, indignés, avaient quitté de suite Venise (1).

Gènes, peuplée d'une masse d'aventuriers de tous les pays, pensa alors que le moment était opportun pour se débarrasser de la domination piémontaise et se constituer aussi en république. Elle se souleva le 31 mars; chassa la garnison sarde, le 2 avril; et se gratifia *glorieusement* d'un gouvernement provisoire. Par malheur, *la gloire* fut courte. Peu de jours s'étaient passés, que déjà La Marmora attaquait la cité affranchie; qu'après plusieurs coups de fusil, quelques balles dans les murailles, et beaucoup de vitres casées, la place forte était reprise; et que, le 11 du même mois, une capitulation se signait; la république avait avorté.

Le triomphateur Guerrazzi, encore tout puissant à Florence, avait trop de talents et de perspicacité pour ne pas voir que, par suite des événements qui venaient de se dérouler, la restauration du grand duc de Toscane était imminente. Aussi, alors même qu'on l'accusait à la Chambre d'avoir de mystérieux rapports avec l'ancien gouvernement, alors même qu'il s'écriait à la tribune : « *Une pareille accusation est aussi insensée pour celui qui l'aurait faite, qu'elle serait stupide pour ceux qui y ajouteraient foi,* » Guerrazzi traitait secrètement avec les ministres étrangers pour la rentrée du souverain. Il trompait d'une part et de l'autre; il fut frappé des deux côtés (2).

(1) *Custoza*. Turin, 1849.

(2) Voyez les paroles de Guerrazzi, prononcées, le 30 mars, à la Chambre. *Moniteur Toscan*.

Les bandits Livournais, qu'il avait appelés à Florence, commettaient d'horribles excès; les cabarets où ils refusaient de payer, les lieux publics où ils insultaient les femmes, les rues où ils frappaient sur le peuple, retentissaient des clameurs de l'indignation générale. Il y avait fermentation dans les masses; on n'y rêvait que la vengeance.

La municipalité demande l'expulsion des envoyés de Pigly; l'ordre leur est donné de partir par le chemin de fer de Livourne; mais le 11 avril, au moment où ils se disposaient à se rendre aux wagons, une première rixe s'engagea entre eux et les Florentins. La lutte ne tarda pas à devenir sérieuse; on bat la générale; le sang coule sur la Piazza vecchia de Santa-Maria-Novella, où avait été brûlée la voiture du général Statella, à son retour de la croisade contre l'Autriche (1). La garde nationale arrive en force: les Livournais tirent sur elle; mais, mitraillés par elle à leur tour, ils sont vaincus et dispersés.

La réaction commence aussitôt.

Quelques municipaux de Florence, profitant de la défaite des Livournais, décident, dans la nuit du 11 au 12 avril, qu'ils se mettront à la tête d'un mouvement contre-révolutionnaire. Ils se savent appuyés par l'immense majorité du pays; et toutes leurs batteries sont dressées.

La nuit même, on commença à abattre dans les rues l'espèce de *forêt noire* éparpillée, qui s'appelait *arbres de la liberté*. A sept heures du matin, le peuple, soulevé de toutes parts, ne laissait debout aucun insigne de la tyrannie révolutionnaire. Toutes les immondices de l'*Italie rouge* étaient déblayées; et, après cette grande mesure de nettoyage national, les armoiries du grand duc furent remises à leur place.

Les cris de: «*Vive Léopold!*» retentissaient d'un bout de la ville à l'autre.

« Ah! cette fois, disaient les populations avec transport, ce ne sont pas des cris payés. »

A dix heures du matin, un membre du corps municipal, le comte

(1) Ce général faisait partie de l'expédition du général Pépé. Rappelé par le roi de Naples, il passait à Florence; des agitateurs courent à son hôtel; le général échappa à leur fureur, mais sa voiture fut prise, pillée et brûlée.

Digny de Cambrai, remplaçant le gonfalonier gravement malade, rédige une proclamation énergique. Au nom du grand duc Léopold, il prend les rênes de l'État. Plusieurs sommités du pays le secondent, notamment le marquis *Caponi*, le conseiller *Capoquadri*, le baron *Ricasoli*, le marquis Charles *Torrigiani*, et le commandant de la garde nationale, *Zanetti*.

Cependant Guerrazzi ne pouvait croire encore à une pareille débâcle de son *glorieux* gouvernement, faite sans lui et contre lui. Il prépare une vive résistance.

Il convoque la Chambre au palais vieux ; seize députés seulement répondent à l'appel, et encore sont-ils tout tremblants : les autres préfèrent les douceurs du logis et s'abstiennent modestement.

Guerrazzi donne ordre ensuite à trois cent gardes nationaux, dont le dévouement lui paraissait assuré, d'accourir en toute hâte à sa défense. Il engage enfin le peu de représentants qui lui restent à décréter d'accusation le corps municipal. Ceux-ci, bon gré mal gré, délibèrent...

La porte s'ouvre tout-à-coup. Le comte de Digny s'avance hardiment au milieu de la salle du conseil législatif.

« Messieurs, dit le noble et fidèle royaliste, vous nous décrêtez d'accusation, vous ! Eh bien ! moi ! au nom de la municipalité, je vous déclare que vous êtes perdus. Changez à l'instant de bannière, ou je ne répons plus de vos têtes ! »

Quelques voix allaient s'élever.

« Députés ! ouvrez la fenêtre ! poursuit le courageux Digny. Voyez toutes ces masses de peuple ! elles rappellent leur souverain. Écoutez les clameurs du dehors ! elles vous frappent d'actualité. »

L'assemblée entière se trouble. Chacun regarde, écoute et tremble. Quatre députés, demandant à s'adjoindre au conseil municipal pour prendre les mesures imposées par les circonstances, se rangent du parti opposé à Guerrazzi. Le comte se retire avec eux.

Et les douze autres députés ? On ignore ce qu'ils devinrent. Personne, au surplus, n'y prit garde.

Les rassemblements grossissaient.

La capitale, soulevée, criait partout : « *A bas Guerrazzi !* » Le chef de l'exécutif, bien qu'il eût encore pour lui quelques hommes

armés, propose un accommodement à l'assemblée municipale. Double jeu comme d'habitude.

Il demande à traiter avec elle ; il lui accordera son concours et celui de ses partisans, à certaines conditions : il lui faudra sa part au triomphe.

On délibère plusieurs heures ; on attendait de part et d'autre que la volonté populaire se manifestât pleinement ; les séides de Guerrazzi n'étaient point encore abattus. Il y avait des *oui* et des *non*, selon que les versions qui se succédaient du dehors étaient plus ou moins favorables ou hostiles, soit à la restauration monarchique, soit au gouvernement provisoire. Enfin, plus de doute à cinq heures : le parti Guerrazzi succombe, et c'est le peuple qui l'emporte.

Les dernières propositions de Guerrazzi sont immédiatement repoussées. Le corps municipal, en grande tenue, et précédé par une immense bannière aux armes du grand duc, se rend lui-même au palais vieux, escorté par la multitude. On n'entend que ces cris mille fois répétés :

« Vive Léopold ! A bas Guerrazzi ! Le grand duc comme auparavant ! »

La municipalité s'empare du pouvoir suprême ; et, entrée triomphante au palais, elle y fait arrêter Guerrazzi.

Ainsi s'évanouit pour jamais ce brillant fantôme d'un jour. Il se crut un géant formidable, il ne fut qu'un bruyant pygmée. Cette haute célébrité, confinée dans la forteresse de Belvédère, disparut, sans bruit et sans opposition, de la grande scène du monde ; on n'en entendit plus parler.

Le peuple, au pied des murs où jadis Guerrazzi dictait ses volontés absolues, demandait, avec acclamations, un buste du grand duc. On eut d'abord quelque peine à s'en procurer un, et la foule s'impatientait ; mais enfin on la satisfait ; et le buste apparut au balcon. Le peuple salua l'image royale avec enthousiasme ; et, tout en donnant un libre cours aux effusions de sa joie, il ne commit aucun excès ; il n'y eut pas le moindre désordre ; il n'y eut aucune vengeance.

Tous les ministres avaient fui ; le conseil municipal en nomma d'autres (1).

On envoya des proclamations à toutes les provinces ; et celles-ci adhèrent avec transport au nouveau fait accompli. Une députation, à la tête de laquelle était le président de la chambre, Vanni, fut dépêchée immédiatement pour Gaète ; et, en attendant le retour du prince Léopold, l'État fut gouverné en son nom.

Le 13 avril, on apprit à Livourne l'arrestation de Guerrazzi ; le gonfalonier Fabbri fit la motion de courir au secours de l'illustre captif ; mais personne ne prit les armes ; chacun préféra rester coi, hormis Fabbri, qui prit.... la fuite.

La nuit qui suivit le 12 avril, toutes les collines qui entouraient Florence étaient couvertes de feux de joie. Les campagnes, illuminées comme la capitale, offraient un coup-d'œil merveilleux. Les lumières étaient magiques : on eut dit un pays de fées.

Pas un seul cri d'opposition ; unanimité fabuleuse ; et partout le peuple répétait avec ivresse, dans les champs ainsi qu'à la ville :

« Cette fois, point de tromperies ; ce ne sont plus des cris payés ! »

EXTRAIT

« Del rapporto della commissione incaricata, etc., du 26 octobre au 11 avril 1849. »

En 168 jours, les gratifications données aux émeutiers, frères et amis, s'élevèrent à environ 200,000 francs. Voici les détails de quelques-unes.

A Nicolini, le 8 février 1849 et le 13 février suivant, pour les dépenses secrètes..... 300 fr.

Ce fut ce Nicolini qui, suivi de sa bande, proclama dans les rues de Florence la déchéance du grand duc. La récompense était mesquine.

A la Cecilia, envoyé à Paris pour faire de la propagande.. 1,000

(1) Deux ministres furent repris, *Adami* et *Mazzoni*. On les dit encore en prison, ainsi que Guerrazzi, dont on instruit le procès.

A Lnigi Barbanera, pour dépenses secrètes.	40 fr.
A Andréa Roméo, envoyé à Turin pour propagande.....	2,800
Mars 1849, à Baptiste Maggini, prêtre en mission dans les provinces, et qui fut fusillé à Livourne (par mois).....	450
Au colonel Forbes, d'abord guerroyant en Sicile, puis officier de Garibaldi (mars 1849).....	600
A Enrico Redi, chef d'émeute.....	150
A Clément Busi, pour dépenses secrètes, le 27 nov. 1848.	500
Au docteur Charles Pigly, gouverneur de Livourne, le 17 février 1849, pour 20 citoyens armés, chargés de surveiller tous les gens soupçonnés d'être en rapport avec le grand duc.	500
Au secrétaire de ce même Pigly, pour menues dépenses....	3,000
Au chef de bataillon Petracchi, ancien portefaix, pour solder sa colonne armée (livres toscans).....	4,500
Le 24 février 1849, au chef de bataillon Guarducci, pour la dépense des volontaires armés, envoyés à Reggio pour insurrectionner le pays (livres toscans).....	3,000
Le 1 ^{er} mars, au secrétaire du docteur Pigly, pour l'exécution d'ordres pressants (livres toscans).....	20,000
Le 18 février 1849, au docteur-gouverneur Pigly, pour œuvre importante (livres toscans).....	20,000
Le lendemain, 19 février, muni de cet argent, il proclama la république à Livourne, etc., etc.	

Ce détail serait trop long à continuer.

Remarquons maintenant, qu'outre les 200,000 francs distribués en 168 jours pour brigandages armés, il se jetait ici et là des sommes énormes pour les besoins de la révolution. Citons-en quelques-unes :

A la maison Adami, de Livourne, pour soutenir la république (livres toscans. (84 francs font 100 livres toscans).....

1,219,354

Le chiffre est joli. C'était le ministre des finances Adami, à Florence, qui donnait cet ordre de paiement à la maison de commerce Adami, à Livourne. La somme entière ne fut pas donnée, il n'y eut de versé que (livres toscans).....

724,306

C'était déjà assez satisfaisant pour la république en foetus.

A Louis Frappoli, colonel improvisé, mais vierge de tout combat, envoyé à Paris pour propagande révolutionnaire, et représentant à la fois Rome et Turin.....

200,000

Muni de ces fonds, ce Frappoli envoie, dans les rues

de Paris, les chenapans de tous les pays, pour les expédier à Rome et à Florence.

A Montanelli, en or et en lettres de change sur Paris, pour ses besoins particuliers.....	20,000
---	--------

Quant au ministre des affaires étrangères, Mordini, il avait, pressentant sa deconfiture, envoyé à Paris pour ses dépenses personnelles (livres toscans).....	400,000
---	---------

Il n'en put arriver que la moitié; l'autre fut reprise, parce que les billets d'ordre de paiement n'avaient pas été expédiés assez vite.

Que d'infâmes dilapidations !

CHAPITRE TROISIÈME.

Intervention française à Rome. — Débarquement à Civita-Vecchia. —
Les deux républiques en présence. — Rome assiégée. —
M. Lesseps. — Nouvelles de Venise. — Le général Garibaldi.
— Fanfares de victoire.

C'en était fait de *la jeune Italie*. Les sociétés secrètes ne donnaient plus signe de vie; le communisme et le socialisme étaient battus et consternés. L'édifice social se relevait sur tous les points de l'Europe; les trônes se raffermisaient. Qu'allait devenir le Saint-Siège.

La France avait trouvé de mauvais goût l'imitation burlesque de sa république aux murailles du Vatican. Sa nouvelle sœur pulnée n'était, à vrai dire, pour elle, qu'une pauvre fille bâtarde. Elle dit à l'Europe étonnée : « *Il y a grabuge sur le Tibre, j'y enverrai une patrouille.* »

Et, le 23 avril, à Marseille, tandis que Ricciardi, Menotti et de Filippi, envoyés romains à Paris, sollicitaient l'appui de Louis-Napoléon, une armée française s'embarque.

Seulement, on omet de lui expliquer pourquoi, comment, et à quelles fins on l'envoie guerroyer du côté de Civita-Vecchia.

Les uns pensent que les régiments français, expédiés par paquebots comme marchandises politiques, n'ont qu'une mission de paix et de fraternité. Bravo ! ce ne serait en ce cas qu'une affaire de bon voisinage, où se traiteraient des questions purement d'art, d'industrie, d'alliance et de commerce.

D'autres, au contraire, ont l'idée que l'expédition pourrait bien avoir été entreprise à l'effet de rétablir la papauté. A merveille ! ce serait alors une question religieuse, où l'on controverserait, à l'amiable, sur le dogme spirituel et la théocratie mystique.

Celui-ci affirme que la pensée Barrot-Marrast est tout bonnement d'arriver au vieux temple de Jupiter tonnant, au Colysée et à la colonne Trajane, avant les légions Autrichiennes. Très-bien ! ce ne serait par conséquent qu'un simple prix de course à gagner, une question rappelant *Hypomène* et *Atalante*, sauf néanmoins les pommes d'or.

Celui-là, enfin, certifie que l'unique but de la prise d'armes est d'établir à Rome un terme moyen plein de charme, une mixture pleine d'harmonie entre la république et le pontificat. De mieux en mieux ! ce ne serait donc décidément qu'une fusion conciliatrice, une pondération gracieuse entre le bien et le mal, le vrai et le faux, le juste et l'injuste, l'athéisme et la piété, les enfers et le paradis. Fort peu de chose à arranger : innocente question d'équilibre.

Et le ministre français, que dit-il ? Rien : parfois, se taire est parler. Il explique néanmoins comme quoi il ne doit point... s'expliquer. M. Barrot est à la fois pour soutenir et pour abattre ; il est pour le Saint-Père et pour Mazzini ; il eût tendu une main à Brutus, en saluant de l'autre César.

Il a des opinions pour tous les goûts ; aussi n'est-il du goût de personne.

« Si le suffrage universel est consulté, écrivait le triumvir Mazzini, la France ne saurait aller, le glaive à la main, égorger une république légale comme elle. »

Et en effet, les deux républiques étaient aussi *légales* l'une que l'autre.

M. Barrot se faisait ingénument cette question :

« La nation romaine a-t-elle été consultée, ainsi que l'a été la France ? »

« Oui, certes, absolument de même, » eût pu affirmer tout le monde.

M. Barrot n'osa prendre sur lui de s'adresser pareille réplique ; et les grenadiers français furent chargés d'aller vérifier, à coups de fusil, épée en main, canons en avant, si réellement la nation romaine avait demandé la république.

Quant à Louis-Napoléon, il fit donner, sur le départ du général en chef Oudinot, des explications détaillées, d'où il résulta positivement que la pensée du gouvernement français était... de n'en avoir aucune.

L'expédition partie pour Civita-Vecchia, était commandée par Oudinot. L'intention de ce général était, d'après ses instructions, de respecter le vœu du pays. Quant au Pape, on n'en parle pas.

Civita-Vecchia ouvre ses portes, et livre aux Français 120 pièces d'artillerie, ainsi que des approvisionnements considérables en poudre et en munitions. Le drapeau de la république française est hissé sur un *arbre de la liberté* romaine. Il se fait sur les édifices publics des enlacements de tricolores. La fraternisation d'outre-mer est censée une vérité... comme la Charte de Louis-Philippe. Les sympathies sont générales; les affections sont réciproques.

« Embrassons-nous, et que ça finisse ! » disent les populations *empressées*.

Elles l'étaient... de ne point se battre.

Quant à Pie IX, silence absolu.

Néanmoins, un légat du Pape est envoyé au camp d'Oudinot ; il y est salué poliment ; et puis, sans bruit, il s'en retourne.

Oudinot écrit à Paris que « tous les efforts étaient faits, à Gaète, « pour maintenir à la France... sa *liberté d'action*. » La phrase était peu claire, sans doute, mais il y entrait le mot *liberté* ; et elle parut satisfaisante.

Ce même général annonce aux États romains qu'il vient « *pour détourner d'eux d'immenses malheurs*. »

Mazzini répond de son accent le plus fier :

« La force peut beaucoup au monde, mais il me regrette de

« croire que la France républicaine, née sous les mêmes auspices
« que la république romaine, veuille abattre nos droits qui sont
« les siens. »

Ce triumvir avait raison, et son parallèle était juste. Les deux républiques avaient les mêmes droits.

Sur ce, Mazzini qui pensait comme le citoyen Proudhon « que *Marius, Catilina et Jules-César étaient chefs de socialisme en leurs temps* (1) », demande, avant d'ouvrir les portes de Rome, qu'on reconnaisse officiellement sa glorieuse république. Entre confrères, en effet, de républicains à républicains, une simple poignée de mains amicale, une petite politesse de reconnaissance, ne pouvaient raisonnablement pas se refuser. Erreur : cela parut d'une indiscretion inconvenante.

Février refusa le pied d'égalité. On désarme la garnison de Civita-Vecchia ; et, sabre au poing, mèche allumée, on se dispose à marcher sur Rome.

Le ministère français n'en proteste pas moins contre toute intention agressive. L'on n'assiégera et l'on ne mitraillera les successeurs d'Horatius Coclès, de Curtius et de Scévola que pour leur être utile et agréable.

La Chambre des représentants de France est charmée d'un si doux accord et d'une pensée si cordiale. Elle invite le gouvernement « à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que « l'expédition de Rome ne soit pas *détournée plus longtemps de son but*. » Quel but ? Il n'est pas mentionné.

« *La parole a été donnée à l'homme, dit-on, pour déguiser sa pensée.* » Oui, mais on admet qu'il en ait une.

Quant au Saint-Père, pas un mot. Il semble étranger à la chose.

Une lettre du prince Louis Napoléon au citoyen Edgard Ney s'était montrée plus explicite ; mais elle n'avait été regardée que comme une note de corps-de-garde, tombée par inadvertance de la poche d'un caporal. On la lut ; et on passa outre.

Le ministre des affaires étrangères promettait solennellement, à la tribune, de ne pas attaquer les Romains ; le télégraphe, en même

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 303.

temps, recevait du même ministre l'ordre de faire exécuter le contraire.

Garibaldi venait d'arriver à Rome; et la présence de ce fameux chef de partisans y terrifiait les esprits. Dès ce moment avait cessé toute manifestation populaire en faveur des Français.

Le 28 avril 1848, grande revue militaire à Rome, sur la place des Saints-Apôtres. Garibaldi s'y déchaîne contre *Cavaignac*, surnommé par lui *l'argousin* de l'Autriche. Enthousiasme de rigueur. On sait que les Français s'approchent.

« — Citoyens ! s'écrie le belliqueux Sterbini, d'une voix de stentor, souffrirez-vous que des étrangers, quels qu'ils soient, viennent nous imposer l'ancien joug papal !... »

« — Non ! non ! Vive la république ! » répond la troupe avec transport. »

Et, sur le drapeau de l'unité italienne, on jure de défendre Rome jusqu'à la mort. On commence à barricader les rues (1). Au *Trans-tévère*, hommes, femmes, enfants, tout s'arme de pioches et de piques, tout veut s'élancer au combat. Cicero-Vacchio, à la tête des siens, s'imagine qu'une bonne mesure à prendre en ce moment, pour le salut public, serait de brûler immédiatement les confessionnaux de plusieurs églises ; il procède lui-même à cette œuvre (2).

On mit le feu aussi, par la même occasion, aux carrosses de plusieurs cardinaux. Puis, chacun aiguisa son épée ; et toutes les nuits, par ordre du triumvirat, on illumina les maisons. C'était gai comme un sarcophage.

Le 30 avril, première attaque. Les Français avaient cru entrer sans combat, ils sont vigoureusement repoussés. Ils eurent, au

(1) On nomma une commission de barricades ainsi composée : les citoyens Cernuschi, Ca'tabeni, Caldesi et Andreini. (Voy. *le Siège de Rome*, par del Vecchio. In-12, p. 32.)

(2) A l'église Saint-Charles, au Corso et à San - Lorenzo in Lucino, ces confessionnaux étaient des chefs-d'œuvre de sculpture.

dire exagéré des Romains, à déplorer les pertes suivantes : 400 morts, 400 prisonniers, 600 blessés (1).» Et les triumvirs, peu après, publièrent, en manière de proclamation, l'étrange plaisanterie suivante :

« AU NOM DE DIEU ET DU PEUPLE ! Considérant qu'entre la « république française et celle de Rome, il n'y a ni ne peut exister de guerre, les Français prisonniers sont libres et seront reconduits à leur camp. Le peuple romain saluera avec des démonstrations fraternelles les braves soldats de la république sa sœur. » (Rome, 8 mai 1848.) »

Et ce placard, sérieusement affiché, s'illustrait de trois signatures : *Mazzini, Armellini, Saffi*, triumvirs (2).

La bataille de Novare et la restauration du grand duc de Toscane étaient de tristes présages pour la révolution du Tibre. Mais la France lui donnait de secrètes espérances, ses brasiers d'insurrection n'étaient pas complètement éteints, et Livourne tenait encore.

Le général Laugier avait aidé de toutes parts au rétablissement de l'autorité légitime en Toscane. Le grand duc avait envoyé le comte Serristori à Florence, avec pouvoir d'y commander en son nom. Les gardes nationaux prêtaient un vigoureux appui au gouvernement, pendant que les troupes de ligne combattaient les colonnes mobiles de Livournais éparses ici et là. Il ne restait que Livourne à soumettre ; mais ce foyer de rebellion paraissait décidé à se défendre énergiquement ; la ville s'était fortifiée ; il s'élevait des barricades dans toutes les rues ; les harangues patriotiques y étourdissaient les oreilles. Il y affluait une énorme quantité de révolutionnaires étrangers ; et tous les gens riches avaient fui (3).

Le 11 mai, les Autrichiens se présentèrent devant Livourne, et commencèrent leurs attaques. Le prince Albreicht, frère de la reine de Naples et fils de l'archiduc Charles, commandait une des divi-

(1) *Siège de Rome*, par del Vecchio, p. 35.

(2) Même ouvrage.

(3) 50 Français, se disant officiers et portant des costumes de fantaisie, étaient à la tête des rebelles. Il en fut pris et fusillés une partie. Un d'eux, que l'on nommait *Michel*, se trouva marqué sur l'épaule.

sions de l'armée; le duc de Modène s'y distingua par son courage et eut un aide de camp blessé près de lui (1); le général en chef d'Aspre était là. Toutes les mesures étaient prises pour un siège long et terrible; on crut à des combats formidables...

Ce long siège dura deux heures!!!

La Toscane était entièrement soumise, et le grand duc pouvait rentrer à Florence (2).

Le roi de Naples, de son côté, marchait sur Rome avec ses troupes, tandis que les Autrichiens s'emparaient de Bologne. Peu auparavant, il était débarqué quelques milliers d'Espagnols, à l'embouchure du Tibre, sous les ordres du général Cordova (3).

Le 17 mai, le citoyen Lesseps, commissaire extraordinaire de France, se présentait à Mazzini. Il venait, selon les journaux, pour arranger les différends, suspendre les hostilités, et enfin éclaircir les affaires.

Il est vrai que, d'après les ordres énigmatiques qu'il avait reçus, il lui était *signifié* de... ne rien *signifier* du tout; et que, muni de pareilles *instructions*, il ne pouvait guère *instruire* personne. Mais, par aventure, il s'avisa d'avoir une idée à lui, l'idée que la république française, *au bout du compte*, devait soutenir la république romaine; et il agit en conséquence.

Il commence par proposer de maintenir à Rome le *gouvernement provisoire*, « jusqu'au moment où les populations romaines, « appelées à faire connaître leurs vœux, se seraient prononcées « sur la forme de gouvernement qui devrait les régir. »

Elles en ont le droit selon lui. Puis, il envoie aux triumvirs la proposition de déclarer « que la république française garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par nos troupes. »

Ce n'est pas tout encore : le citoyen Lesseps signe un traité contenant les stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. « L'appui de la France est assuré aux populations des « États romains. Elles considèrent l'armée française comme une « armée amie, qui vient concourir à la défense du territoire. »

(1) Il se nommait Weswechler.

(2) Il n'y entra que le 23 juillet suivant.

(3) Ils ne prirent aucune part aux combats devant Rome.

Ceci voulait dire « *alliance défensive* », et mettait les forces de la France à la disposition du triumvirat, au moment où les troupes de l'Autriche, de l'Espagne et de Naples étaient en marche contre Rome.

L'article 2 reconnaît ensuite la république romaine, en lui maintenant l'administration du pays :

L'article 3, enfin, renferme ces mots : « La république française « garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par « ses troupes. »

Hélas ! le citoyen Lesseps, dans sa logique intempestive, s'imaginait naïvement que la nation française était réellement en république. Il en est qui regardent sans voir.

A la suite de ces conventions, signées et paraphées, le citoyen Lesseps fut tancé vertement, rappelé en hâte à Paris, et traduit en conseil d'État.

Mystification mutuelle (1).

La république romaine qui prétendait s'être implantée sur les bords du Tibre, par la grâce de Dieu et du *suffrage universel*, bien qu'un grand nombre de ses électeurs eût refusé de voter pour elle, avait émis un papier-monnaie. Il s'escomptait à 42 pour cent (2).

Le 19 mai, le roi de Naples était à Velletri. On lui avait caché l'armistice momentané que Rome devait au citoyen Lesseps ; et toutes les forces de Mazzini purent manœuvrer contre lui sans opposition de l'armée française. Ce fut un odieux guet-à-pens.

Garibaldi fondit sur les Napolitains à l'improviste, et se crut un moment vainqueur ; mais l'artillerie napolitaine et les braves du général Ischitella soutinrent le choc avec une admirable bravoure. Garibaldi fut repoussé.

Le roi, au milieu de la mêlée, avec ses deux frères, les comtes d'Aquila et de Trapani, resta constamment au poste du danger. Le colonel Colonna, chargeant à la tête des chasseurs à cheval,

(1) Il publia une brochure justificative que le ministère déféra au conseil d'État. Elle fut jugée et condamnée. L'arrêt du conseil d'État fut sévère.

(2) *Siège de Rome*, par del Vecchio, p. 81.

croisa son épée avec Garibaldi, vêtu de sa blouse rouge, qui fut sur le point d'être pris, et ne dut son salut qu'à un nègre qu'il avait amené de Montevideo (1).

L'artillerie napolitaine eut tous les honneurs de la journée. Le roi, maître du champ de bataille, se retira ensuite sur Terracine ; et l'on se rappela qu'un siècle auparavant, sur ce même terrain, le roi Charles III de Bourbon gagnait contre les Autrichiens la fameuse bataille de Vellétri, qui lui assurait son royaume et l'indépendance du pays.

Tandis que les Français assiégeaient Rome, les Autrichiens assiégeaient Bologne. Ici, rendons encore justice au courage ; Bologne opposa une résistance opiniâtre aux légions ennemies, et ne succomba qu'après douze jours d'assaut ; sa défense fut remarquable.

Les nouvelles arrivées de Venise étaient alors loin d'être favorables à la cause Mazzinienne. Venise avait demandé des secours à toute l'Italie ; que lui avaient répondu les *Circoli* ? qu'elle était une *grande mendiante* ; et la Péninsule entière ne lui avait fait qu'une aumône de 100,000 francs.

Le consul anglais, M. Clinton Dawkins, déclarait que *la résistance de cette ville tenait uniquement au caprice ambitieux de Manin* ; le consul français, au contraire, soutenait énergiquement la république : mais une lettre du duc d'Harcourt à Pépé, qui, en septembre 1848, promettait un secours de 4,000 hommes, n'avait eu aucun résultat (2).

Manin, ayant réuni l'assemblée, avait exposé sa situation.

« Fallait-il se rendre parce que la bataille de Novare était perdue ? Rome était encore debout ; l'Allemagne et la Hongrie étaient toujours en feu ; Kossuth écrivait aux Vénitiens pour les engager à tenir ; les armées *des princes*, éclairées par les sociétés secrètes, ne finiraient-elles pas par se ranger sous la bannière *des peuples* ? »

L'assemblée avait décidé que Venise se battrait jusqu'à la dernière extrémité ; et une médaille avait été frappée pour immortaliser.

(1) Ce nègre, peu après, fut tué par un éclat de bombe au moment où il entrait au couvent *des Sept Douleurs* pour en chasser les religieuses.

(2) *Révolutions d'Italie* ; Pépé, p. 172.

liser ce grand acte. Pépé était rentré dans Venise, mais il y avait en vain combattu. Une brillante sortie, il est vrai, où il avait fait à *Mestre* huit cents prisonniers, et où il avait pris 6 canons et beaucoup de drapeaux, était venue électriser un instant l'ancienne cité des doges ; mais le fort de Malghera avait été pris malgré des combats héroïques : le colonel napolitain Rosaroll, surnommé l'*Argent* de Venise, avait été tué par un boulet de canon sur le grand pont de la Lagune, à la batterie Saint-Antoine ; les nombreuses légions de l'Autriche se renforçaient de jour en jour ; et Venise, seule, abandonnée de l'Italie entière, ne comptait plus, pour son salut, que sur les miracles du courage et la toute-puissance du désespoir (1).

Le 2 juin finissait l'armistice Lesseps à Rome. L'ultimatum français avait été rejeté. Peu avant, cependant, une députation du triumvirat avait été offrir, dans sa munificence, au général Oudinot, un fourgon chargé de cigarres et de tabac pour ses soldats (il y avait 50,000 cigarres), mais chaque paquet de tabac et de cigarres renfermaient des proclamations incendiaires et des appels à la trahison. L'indignation fut générale ; et Mazzini en fut confondu (2).

Les calomnies les plus infâmes étaient publiées contre Pie IX. On citait des circulaires de Gaëte, adressées au père Rossi, où il était ordonné à chaque paysan des États pontificaux *de poignarder son ennemi, et de tout égorger au son du tocsin, sans excepter les petits enfants* (3). Rome faisait semblant d'y croire.

Rome était alors le réceptacle de tous les révolutionnaires étrangers qui, battus, chassés et maudits sur tous les points de l'Italie, se réunissaient, une dernière fois, le long des eaux bourbeuses du Tibre, pour y implanter encore le charme du désordre et les délices de l'anarchie.

Garibaldi était un de leurs principaux chefs. Quelques mots ici sur ce célèbre aventurier.

(1) Sa flotte fut augmentée de quelques navires, et le pont de la Lagune, entièrement détruit du côté de Malghera, fut armé de trois batteries.

(2) *Précis historique de l'expédition française en Italie*, par un officier d'état-major, page 47.

(3) *Siege de Rome*, par del Verchio, p. 95.

Né à Nice, où il avait débuté comme *maître d'école*, il s'était fait d'abord emprisonner pour délits politiques; sorti de captivité, et ayant frété un petit navire, il avait pris l'état de corsaire. Se dirigeant ensuite vers l'Amérique, avec quelques proscrits de son genre, il guerroya à Montevideo; puis, revenu en Italie accompagné de ses flibustiers, il s'était fait héros à la croisade; et une justice à lui rendre, c'est que ce rouge fut un brave. On le vit partout dans les combats.

Il ne se contenta point de jeter ses compatriotes à travers les périls sans leur apporter d'autres secours que de vaines péroraisons et d'astucieux mensonges, il paya hardiment de sa personne.

Condottiere brave et actif, mais d'une intelligence médiocre, il eût été un routier célèbre au moyen âge. *Bravo* démagogue et sans peur, il fit du brigandage héroïque, de l'indépendance aventureuse, et joua le grand capitaine. S'il n'eut pas pour lui la justice, il y eut du moins chez lui le courage.

Le général Oudinot, établi à la villa Santucci, sur un mont qui dominait Rome, continuait à ne pas s'expliquer; mais les officiers français qui voyaient au loin, devant eux, sur tous les édifices publics se hisser des drapeaux rouges surmontés du bonnet phrygien, comprenaient parfaitement qu'ils ne pouvaient être venus pour glorifier et soutenir dans Rome, ce qu'ils avaient hùé et terrassé dans Paris.

Les assiégeants étaient au nombre de 25,000 hommes; l'ennemi avait environ 30,000 combattants, une puissante artillerie et des murailles imposantes (1).

Les hostilités furent reprises le 3 juin. Ce même jour, le général Vaillant, commandant le génie, s'empara du couvent de Saint-Pau-cracio, au mont Janicule; il prit ensuite la villa Pamphili, peu éloignée du Vatican; puis il attaqua la villa Corsini, presque sous le canon de la place. C'était une forte position. Elle fut prise et reprise neuf fois. Les Lombards s'y distinguèrent, et des prodiges de valeur y eurent lieu de part et d'autre. Il fallut toute l'intrépidité française pour l'emporter en dernier ressort. Des tranchées

(1) Rapport du général Vaillant.

furent ouvertes avec un rare talent. On commença à bombarder ; mais les bombes n'étaient permises que dans certaines directions ; et, bien que l'on battit les murailles en brèche, on ne voulait point d'une prise d'assaut pouvant être suivie du sac de la ville.

On veut vaincre, mais épargner. On se gardera surtout de ces guerres de rues, dont le citoyen *Laviron*, professeur de barricades, venu de Paris, eût voulu gratifier Rome. L'habile général Vaillant s'était dit, du haut du Janicule : « *Je prendrai le taureau par les cornes, et je le coucherai vaincu à mes pieds.* » Toutes les barricades des émeutiers, tous les travaux intérieurs de la cité, toutes les ressources de la trahison devaient tomber, inutiles et sans puissance, devant les combinaisons de son génie.

Étranges contrastes du siège ! Tandis que les troupes françaises ne songeaient qu'à sauvegarder la ville éternelle des horreurs de la destruction, les prétendus défenseurs de cette même ville ne s'évertuaient, au contraire, qu'à en ravager les alentours, à la manière des Vandales. De l'admirable villa Borghèse ils firent un monceau de décombres. Le citoyen Canino mettait le feu lui-même à une de ses *villa*, pour prouver aux *rouges* qu'il avait à grand honneur le *droit sacré* de la destruction. Les plus ravissantes habitations et les plus délicieuses campagnes, avec leurs statues et leurs tableaux, furent par eux pillées, brûlées et rasées (1).

Rome eut à juger entre les camps rivaux ; c'étaient les assaillants qui s'occupaient de son salut, les assiégés ne travaillaient qu'à sa ruine.

On était au milieu de juin. L'indécision sur la pensée du gouvernement de Paris allait enfin cesser ; les nouvelles élections françaises avaient eu lieu ; elles étaient plutôt dans le sens monarchique et religieux que communiste et républicain. Les députés qu'on attendait au bord de la Seine allaient évidemment se prononcer contre le triumvirat de Rome et en faveur du Saint-Pontife. Le ministère français prit son parti ; le général en chef Oudinot eut enfin des ordres positifs ; et, le siège de Rome, poussé avec la vigueur convenable, devint digne de la grande nation.

(1) *Derniers jours de la république à Rome.* 1849, p. 163.

Mazzini, néanmoins, était loin de perdre courage. Il comptait sur un 13 juin, à Paris, qui proclamerait une *république rouge*, et ferait immédiatement cesser le siège. Le héros du Conservatoire des arts et métiers, qui se moquait de l'abbé Gioberti, tenait le triumvirat au courant des nouvelles de France.

Rome ne doutait pas du prochain triomphe des prochaines barricades de la ville du 24 février ; elle y envoyait de l'argent pour alimenter les émeutes ; et le matin même du fameux 13 juin, alors que Changarnier triomphait, le triumvirat annonçait, par anticipation, à ses *ayant-cause*, que le peuple français s'était levé de nouveau dans sa souveraine puissance, avait jeté sa nouvelle Chambre par les fenêtres, et fourré Napoléon à Vincennes.

En attendant, et pleine des plus douces illusions, la cité des modernes Brutus en appelle à ses vieux souvenirs d'héroïsme et de splendeur. Elle n'a plus, il est vrai, quatre millions d'habitants, comme sous le règne de Claude ; mais elle n'en résiste pas moins avec courage, et son artillerie s'y distingue.

La princesse Belgiojoso est nommée présidente du comité des ambulances, et est logée au Quirinal. La ville est zébrée de barricades ; et, à chaque combat, battante ou battue, Rome a des fanfares de victoire, des bulletins à la Napoléon-le-Grand. Citons l'un des plus curieux :

« Romains ! vous avez repoussé et mis en déroute les plus va-
« leureuses milices de l'Europe !!!... Vous êtes allés à la mort
« comme on court à une fête !!!... Rien n'est à la hauteur de votre
« gloire !!! Nous vous avions dit : *Soyez grands !* Vos actes ont
« répondu : *Nous le sommes !!!* (1). »

Austerlitz était effacé ; *Marengo* ne signifiait plus rien ; et, dans la nuit des âges passés, les vieux *Césars* tombaient aplatis.

(1) *Siège de Rome*, par del Vecchio, p. 161.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Ateliers nationaux à Rome. — Attaques et combats. — Victoire d'Oudinot. — Prise de Rome. — Chute du triumvirat. — Fin de la république romaine. — Fin de la république de Venise.

Le général Rostolan, chargé du commandement de la deuxième division, était arrivé à Santucci. Ce brave militaire devait ajouter là de nouvelles palmes à ses anciens trophées. Un jour, étant dans une des tranchées ouvertes sous les murs de Rome, il eut un pan de son habit emporté par un éclat d'obus. « *Il m'en reste un autre qui me suffit,* » dit le général en souriant ; et il resta immobile à sa place.

Mazzini avait institué, à l'instar de Paris, des ateliers nationaux où des milliers de vagabonds et de chenapans étaient largement rétribués à ne rien faire. La plupart y passaient leur temps à s'enivrer ; et, dans les rues, où ils criaient : « *Vive la République !* » ils insultaient les femmes, égorgeaient les prêtres, et commettaient toutes sortes d'atrocités (1).

(1) Il y eut beaucoup de prêtres assassinés dans Rome à cette époque, notamment au couvent de Sainte-Caliste. Les bandes armées qui s'étaient emparées de la ville y inspiraient une telle terreur, que personne n'osait

La vraie Rome était consternée ; et, bien que Mazzini se montrât souvent, soit à pied, soit à cheval, aux populations *empressées*, celles-ci n'applaudissaient que fort peu sa seigneurie républicaine ; aussi le triumvir, dépité, était-il obligé d'expliquer ainsi le silence public :

« *Je ne veux avoir rien de commun avec le tyran de Rome !* »

Et ce tyran, c'était Pie IX !!!

Néanmoins, malgré les triomphes de Mazzini et consorts, le général Oudinot marchait de succès en succès. Les difficultés les plus redoutables n'avaient rien qui fût capable d'ébranler la fermeté du noble chef, et rien que ne pût surmonter l'intrépidité de ses braves. Pour sauver les monuments de la capitale immortelle, Oudinot s'était imposé de dures nécessités. Un sac de Rome, aux jours actuels, l'eût à jamais déshonoré ; et, dans la crainte d'une dévastation irréparable, il n'osait attaquer la cité par les points où elle lui eût offert le moins de résistance. N'importe ! plus les obstacles semblaient insurmontables, plus il y avait de gloire à y acquérir. Les communications étaient rompues ; les aqueducs étaient brisés. Sept brèches étaient praticables... Les Français ont tout surmonté. Le dernier assaut se prépare.

La nuit du 30 juin, le général Vaillant, assisté du brave commandant Frossard, ouvrait ses dernières tranchées. C'était la nuit de la saint Pierre ; les Romains, en l'honneur du prince des apôtres, avait magnifiquement illuminé la coupole du Vatican.

« J'avais besoin de lumière pour mes travaux, disait en riant le général en chef du génie, saint Pierre a voulu m'éclairer. »

Les Français montent à la brèche (1).

Ils sont sur un des remparts de Rome ; mais, obstacles inattendus ! devant eux sont des espèces de précipices ; et, en face, est la muraille Aurélienne, autre ligne fortifiée. Aussitôt, tandis

s'opposer à l'exécution de leurs crimes. Il y eut néanmoins quelques hommes courageux qui firent exception ; et, dans ce nombre, on cita le chevalier Zeloni, qui, dans la rue Mazarino, et au péril de sa vie, arracha à ses bourreaux un pauvre Jésuite, nommé *Betti*.

(1) A ce même jour, fête de saint Pierre, le maréchal Suchet, treize-huit ans auparavant, prenait d'assaut la fameuse place de Tarragone.

qu'une partie des vainqueurs attaque les travaux intérieurs qui l'arrête, une autre partie ressort de la place pour graver de nouvelles brèches et explorer de nouvelles entrées. Bientôt, fortifications du dehors comme bastions du dedans, tout est enlevé-à la balonnette; l'ennemi fuit de toutes parts, et Mazzini se sent perdu.

En vain l'art. 5 de la *Constitution-Marrast* disait formellement : « *La république française n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple*; » en vain les triumvirs s'écriaient : « *Levez-vous! peuples de l'Italie!... maudit soit de Dieu l'ennemi qui souillera la terre sacrée de Rome! La France, soulevée d'indignation, rejette et renie les soldats qui la déshonorent (1);* » en vain les généraux Sturbinetti et Galetti se flattaient d'avoir fait des prodiges d'héroïsme à stupéfier l'univers : en vain, armés contre leurs compatriotes, trois cents Français, commandés par le barricadeur *Laviron* (2), s'étaient faits remarquer, avec leurs blouses rouges à la Garibaldi, par des merveilles d'intrépidité : en vain, les Belges, les Polonais, les Lombards, les Siciliens et autres étrangers de toute espèce, y combattaient pour la nationalité de Bruxelles, de Varsovie, de Milan, de Palerme, etc.; la sublime Constituante, d'après l'avis du général Roselli, commandant les troupes romaines, publia, le 3 juillet 1849, un arrêté ainsi conçu :

« Au nom de Dieu et au nom du peuple! l'assemblée, 1° cesse une défense devenue impossible, et 2° reste à sa place. »

Mais les assiégés n'en étaient plus à pouvoir capituler sous des conditions honorables : il leur fut enjoint, purement et simplement, de se rendre à discrétion ; et force fut de s'y soumettre.

Le premier article de l'arrêté des constituants romains : « *Toute défense cessera,* » fut naturellement approuvé. Le second : « *L'assemblée reste à sa place,* » fut de droit modifié ainsi : « *Ne restera point à sa place.* »

Le triumvirat donna sa démission ; ses membres furent remplacés par *Saliceti*, *Calandrelli* et *Mariani*. La république française,

(1) *Siège de Rome*, par del Vecchio, page 161.

(2) *Laviron* fut tué sur les remparts de Rome.

représentée par les baïonnettes d'Oddinot, entra triomphante et tambour battant dans la république romaine ; celle-ci ne savait pas encore, d'une manière positive, ni pourquoi on l'avait attaquée, ni pour qui on l'avait combattue, ni à qui on la remettrait.

L'assemblée constituante de Rome, qui s'était constituée immuable, et qui avait statué qu'elle ne bougerait pas, fut délogée du Capitole, et, conjointement avec la république, mise à la porte sans façon. Caussidière l'avait prévu, lorsqu'il disait aux rouges de Paris :

« Tôt ou tard, de côté et d'autre, nous serons balayés comme des hannetons (1). »

On ne l'avait pas eru un prophète.

O manifestation providentielle ! il n'y avait en Europe, selon toute apparence, que la république française qui pût prendre fait et cause pour la république romaine ; et, dans toute l'Europe, au contraire, la première nation qui s'était levée contre la république romaine avait été la république française.

Le triumvirat disparut.

M. Freeborn, agent consulaire britannique, qui avait publié, pendant le siège, une protestation contre le bombardement de Rome par les Français, délivra des passeports anglais à tous les révolutionnaires qui voulaient s'échapper. Plus tard, il s'en excusa, en disant que, s'il n'avait pas donné ces papiers aux braves gens qui défendaient la ville, ils y auraient tout pillé et tout saccagé. Oh ! les braves gens que les protégés de M. Freeborn ! quelle brillante opinion il en avait lui-même !...

La princesse Belgiojoso fut obligée d'évacuer le Quirinal avec sa pharmacie et ses drogues. Garibaldi, qu'on aurait pu prendre, mais qu'on avait laissé échapper à dessein, se dirigea vers Saint-Marin avec un reste de blouses rouges, au nombre d'environ trois mille, demandant à une république Tom Pouce un refuge pour

(1) Brochure la Hodde. Sociétés secrètes. Paris, 1850.

ses anarchistes *Goliaths* (1); et les Mazziniens prononcèrent ces pompheuses paroles, que l'histoire placera de l'autre côté du sublime :

« La république romaine, sortie pure du libre vœu du peuple, « est tombée pure comme Abel sous le couteau de Caïn, son « frère (2). »

Le 3 juillet, à midi, le général en chef Oudinot fit son entrée triomphante dans la capitale du monde chrétien. Le *Transtévère*, si furibond pendant le siège, alors que Garibaldi dominait, accueillit les vainqueurs avec les démonstrations de la joie et de l'enthousiasme.

Oudinot établit provisoirement son quartier-général à l'ambassade de France, au palais Colonna : il nomma Rostolan gouverneur de Rome, et le général Sauvan commandant de la place.

Il y avait encore près de vingt mille combattants dans la ville aux

(1) Il en répartit peu après, et sa troupe se dispersa. Sa femme, qui l'avait suivi, mourut de fatigue et de souffrance, aux environs de Cesena, au milieu d'un bois isolé. Arrêté ensuite en Piémont, Garibaldi y fut relâché par ordre du gouvernement. Le général La Marmora lui envoya, en Sardaigne, le brevet et l'écharpe de général. Il lui alloua en outre une pension; mais il lui imposa l'obligation d'aller se faire soigner à Tanger, en Afrique. Garibaldi y demeura, en effet, quelque temps; le *Clamor Pubblico* annonça, à cette époque, qu'il était entré au service du sultan du Maroc. La nouvelle fut démentie. Garibaldi est en Amérique. Le général Avezzana, ex-ministre de la guerre de la république romaine, l'a appelé à *New-York*, où il est retiré, et où il a une boutique assez peu achalandée. Le plan de ces deux hommes est de se mettre à la tête des *Anglo-Américains*, dont l'expédition de la Havane eût tant de retentissement, et qui n'ont point renoncé à l'idée de s'approprier cette belle colonie. Ce sera une guerre de la république romaine contre l'Espagne, pour se venger de l'expédition du général Cardova contre le triumvirat, en 1849. Les démocrates américains ont parfaitement reçu Garibaldi à *New-York*. Celui-ci a autrefois tenu une misérable taverne à *Cincinnati*.

(2) *Siège de Rome*, p. 193.

sept collines : Oudinot licencia les troupes irrégulières du triumvirat et tous les corps formés depuis la proclamation de la république.

Un *Te Deum* fut chanté, le dimanche 11 juillet, à l'église Saint-Pierre, en actions de grâces de la victoire des Français.

L'étendard pontifical, replacé sur le fort Saint-Ange, fut salué de cent coups de canon, aux acclamations du peuple et de l'armée; et, alors seulement, il fut dûment et ouvertement reconnu que c'était pour rétablir la souveraineté pontificale, que les troupes de la république française avaient guerroyé. Les clés de Rome furent envoyées à Pie IX; et la municipalité de la cité conquise, voulant témoigner sa reconnaissance au général en chef Oudinot, lui décerna, ainsi qu'à ses descendants, le titre de citoyens romains et les honneurs du patriciat (1).

Mais que de maux à réparer!

Les religieuses avaient été chassées de leurs cloîtres; les archives des couvents étaient brûlées; le gouvernement, pour faire de l'argent, avait dépouillé les palais, les églises et les propriétés pontificales; il avait fondu des cloches, vendu des objets d'art, créé du papier-monnaie, décrété d'énormes impôts et frappé des emprunts forcés; ce qui n'empêchait pas le trésor appauvri d'être plus que jamais criblé de dettes. Il avait été dépensé, pour *secours extraordinaires*, pendant le court règne du triumvirat, TRENTE DEUX MILLIONS DE FRANCS environ, outre 7 millions en bons émis par la banque romaine.

Le 4 juillet, le lendemain de la chute de la République, on avait appris que les questeurs de l'assemblée, non contents de 480,000 fr. qu'ils avaient pris, s'en étaient encore fait allouer 90,000 autres; que l'avocat Sturbinetti avait palpé 120,000 fr.; qu'on avait payé à la garde mobilisée 342,000 fr.; que le pouvoir exécutif s'était fait compter en quatre mois 240,000 fr.; que la commission des barri-

(1) *Siège de Rome*, p. 149, et *Précis historique et militaire de l'expédition française en Italie*, p. 87-88.

cales avait reçu 384,000 fr. pour des travaux que le gouverneur avait payés sur d'autres fonds ; qu'un sieur Favri s'était gratifié, pour papier et impression de bons romains, d'une somme de 369,000 fr. ; que Manzoni avait emporté avec lui 198,000 fr. ; et que le ministre de la guerre s'était emparé de VINGT-QUATRE MILLIONS, sur lesquels on ignorait ce qu'il avait pu garder pour lui, vu que ses comptes sont encore à rendre. O généreuse République !... O gouvernements à bon marché !... Désintéressements sublimes !..(1)

Les notabilités de Rome étaient venues offrir au général Oudinot le concours de leurs efforts pour le rétablissement de l'ordre. Parmi les hommes de cœur et d'énergie qui se distinguèrent par leur dévouement patriotique, on remarqua le prince Pierre *Odescalchi*, qui avait accepté la mission de composer un conseil municipal. On cita aussi le marquis Campana, dont le musée particulier, d'une richesse merveilleuse en fait d'arts et d'antiquités, renferme des chefs-d'œuvre et des trésors qu'envieraient les plus grands rois ; le général Oudinot le nomma officier de la Légion d'Honneur.

Et que disait-on aux bords de la Seine du mémorable siège de Rome ? Certains courtisans de l'ex-dictateur Cavaignac y proclamaient solennellement que tout ce qui venait de s'accomplir, avait ceint d'une *gloire immortelle* le crâne de la république.

La gloire immortelle de la république-Cavaignac ! ceci pouvait se contester ; mais celle de la *nation française* et des *braves légions d'Oudinot* ! cela était incontestable.

Une fois de plus, il venait d'être prouvé à l'Europe que, n'importe sous quels drapeaux, les vaillants soldats de la France étaient toujours les fils de la gloire ; qu'ils se montraient, à toute époque et en tout lieu, les dignes héritiers de leurs pères ; qu'ils n'avaient oublié aucune belliqueuse tradition des temps de Charlemagne, de Philippe-Auguste, de saint Louis, d'Henri IV, de Louis XIV et de Napo-

(1) Voy. *Gli ultimi sessantanove giorni della repubblica in Roma*. Rome, 1849, p. 165 et 166.

l'éon ; qu'on avait beau les entourer de clameurs révolutionnaires, ils demeuraient admirables de discipline et de bravoure ; que la France, enfin, bien qu'après des règnes de splendeur elle eût eu à traverser momentanément de honteuses dominations, n'en restait pas moins, sur le champ de bataille, la première des nations du globe et l'arbitre des destinées du monde.

• •

Le siège de Rome, en définitive, restera un des beaux faits d'armes du siècle ; et le rétablissement du chef de l'Église sur le siège de Saint-Pierre, ajoutera, à tout jamais, une admirable page de plus aux annales immortelles de la France.

•

Le grand duc de Toscane était rentré dans sa capitale : le roi Charles-Albert, dont le courage et les malheurs avaient fait oublier les fautes et l'égarement, était mort, à Oporto, l'œil douloureusement fixé sur l'horizon lointain, où sa pensée cherchait encore l'Italie. Une commission de cardinaux arrivait à Rome pour y gouverner au nom du Pape, en attendant le retour de Sa Sainteté (1). Il ne restait que Venise à soumettre.

En vain des milliers de projectiles étaient lancés chaque jour contre elle ; en vain le choléra, se joignant à la famine, sévissait avec fureur, dans la cité, parmi ses valeureux assiégés ; en vain tout conspirait à l'abattre : Venise était encore debout (2).

Mais la Hongrie était vaincue ; tout se pacifiait en Europe. L'Autriche avait repris sa puissance, Venise dut capituler ; elle avait succombé dans la lutte ; mais ce fut du moins avec gloire (3).

Napoléon, parlant de la Péninsule, s'exprimait ainsi au commencement de ce siècle :

(1) La commission se composait des cardinaux Altieri, della Genga et Vannicelli. La rentrée du Pape à Rome est au dernier chapitre du livre, intitulé : *Conclusion*.

(2) Manin en avait chassé *Mordini*, qui, de Florence, était venu se réfugier près de lui après la restauration du grand duc.

(3) Venise se rendit dans la nuit du 22 au 23 août 1849.

« L'Italie a la mâle beauté de l'homme, la molle pensée de la femme et la vague déraison de l'enfant. » L'immortel écolier de Brienne qui, à cette époque, chez lui, faisait faire antichambre à l'Europe, eût-il parlé de même en 1850 ?

On disait, il y a quelques années : « *Les rois s'en vont ;* » on s'est trompé ; « *Les rois reviennent.* » Mais ce qui s'en va de partout, ce qui ne restera nulle part, et cela pour l'honneur de l'humanité, pour la dignité des nations et pour le bien-être des peuples, c'est, grâce au ciel ! *la République.*

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIÈME PARTIE.

Révolutions de Naples et de la Sicile.

CHAPITRE PREMIER.

Réflexions préliminaires. — Coup d'œil sur le passé du royaume. — Les frères Bandiera. — Congrès scientifiques. — La fameuse proteste. — Reggio et Messine. — Premiers troubles à Naples. — Majo et Desauget. — Triomphe des rebelles. — Gouvernement provisoire à Palerme.

Si la révolution napolitaine, au lieu d'être vaincue par les armes, se fût arrêtée d'elle-même en sa course impétueuse, pour envisager les dangers, les ruines et les malheurs vers lesquels elle se précipitait, nul doute qu'en écoutant la voix de la raison et de l'honneur, elle ne fût retournée sur ses pas, épouvantée de ses folies et courbée de ses désastres.

Mais, parmi les enfants de la rebellion, est-ce que la raison est un guide ! est-ce que l'honneur a une voix ! Hélas ! et pourquoi faut-il que, divisés et tremblants, les gens de bien se montrent constamment faibles et indécis devant les sombres esprits du mal ! Ah ! la perfidie ne se lèverait pas, audacieuse et terrible, des bas-fonds de la société, si la loyauté ferme et fière savait se tenir debout pour la dominer et l'abattre.

Ici, faisons une importante remarque : l'esprit révolutionnaire qui, à Paris, à Rome, et dans beaucoup d'autres capitales, éclatait surtout parmi les classes misérables, ne se manifestait au contraire à Naples que parmi les étudiants, les commis-voyageurs, les avocats, les étrangers, et une petite partie de la bourgeoisie. Le peuple napolitain, éminemment royaliste, ne comprenait ni ne voulait comprendre aucune de ces doctrines anarchiques qui tendent à renverser le trône et l'autel. Inébranlablement attaché à sa foi monarchique et religieuse, il ne s'élance point follement vers cette fausse lumière des sciences politiques qui, hors de ses habitudes et de sa position, le brûlerait sans l'éclairer. On lui montre en vain, en face de lui, les mirages de l'affranchissement et de la liberté, il regarde et n'aperçoit rien. Repoussant l'idée d'une existence splendide à laquelle il ne saurait prétendre, il accepte sa vie telle qu'elle est et n'en rêve pas d'impossible. Il se fie à son roi comme le lui dit sa conscience ; il aime sa famille comme le lui prescrit son cœur ; il prie Dieu comme le faisaient ses pères.

Quant au *lazzarone*, peuple à part au milieu du peuple des Deux-Siciles, souvent privé de toit et d'abri, il a, lui, son cachet marqué. Se mettant au travail sans murmurer, il se repose avec délice. Le matin, joyeux il s'éveille ; soir, il s'endort en chantant. Jusque dans ses querelles, il est gai ; et même quand il souffre, il rit.

A ce bon peuple, que faut-il ? Un peu de macaroni pour sa journée ; le soir *Polichinelle* pour récréation ; à midi un peu d'ombre au pied d'une borne ; la nuit le pavé de la rue pour lit, et, à la lueur des étoiles, la vue de son golfe enchanté : le dimanche une tarentelle, quelqu'image sainte sur sa poitrine, une course en *coricòlo* ; et, pour compléter cet ensemble, les douces brises de la mer, la poésie de sa tranquille insouciance, la sérénité de sa paresse, son beau ciel et sa foi en Dieu.

Depuis un siècle et demi environ (1) Naples, sous la domination de Madrid, avait eu 28 vice rois qui, pillant à la fois pour l'Espagne et pour eux-mêmes, réduisirent le plus beau royaume de l'Italie au plus triste état d'ilotisme et de misère (2). Un tel malheur devait finir; mais il n'appartenait ni à un féroce *Procida* par des Vêpres Siciliennes, ni à un misérable *Maxaniello* par des insurrections stupides, de changer le destin des Deux-Siciles. C'était à l'auguste famille des Bourbons qu'en était réservée la gloire. Le petit-fils de Louis XIV, Philippe V, roi d'Espagne, détachant à jamais de sa couronne le royaume de Naples, le donna à son fils Charles III (3).

Alors, après des siècles de guerre et d'oppression, la poétique terre confiée aux descendants de saint Louis respira libre et fortunée. Il s'y éleva, comme par enchantement, des palais, des manufactures, des hospices, des théâtres et des monuments de tout genre (4). *Herculanum* et *Pompeï* surgirent, merveilleusement, avec tous les souvenirs de la Rome antique, des cendres et des laves sous lesquelles le Vésuve les avait ensevelis pendant deux mille ans; et Naples, parmi les nations privilégiées, prit le haut rang qui lui était dû.

Ferdinand I^{er} continuait l'œuvre de son père lorsque éclata la première révolution française; en vain essayait-il de résister à l'orage qui s'avancait vers lui, le général Championnet s'empara du royaume de Naples; et la république y fut proclamée (5).

(1) De Ferdinand le catholique à Philippe IV; c'est-à-dire, de 1500 à 1648.

(2) Quand les mines du Nouveau-Monde étaient épuisées, l'Espagne frappait les Deux-Siciles d'impôts exorbitants; et toutes les richesses du pays asservi s'en allait à la métropole étrangère.

(3) Charles III était juste, éclairé, humain. De sages institutions furent établies. Il émancipa ses sujets en promulguant le code *Carolino* qui, devant la loi, garantissait les droits de chacun et assurait l'égalité de tous. Les charges de l'État s'allégèrent; le commerce fleurit; et Naples fut la ville des arts.

(4) Notamment le magnifique palais de Caserte et l'admirable théâtre de Saint-Charles, tous deux uniques dans leur genre. Naples fut, en outre, dotée de richesses artistiques qui ajoutèrent à sa gloire.

(5) Le royaume fut divisé en départements, sans s'inquiéter si cela convenait à ses mœurs, à ses habitudes et à sa position. On envoya par-

Mais le pays ne tarda point à secouer la domination étrangère. La population entière des Calabres, ayant à sa tête le cardinal Ruffo, marcha à la délivrance de Naples. Le château de Saint-Elme capitula; la petite partie de républicains indigènes qui terrifiait la cité s'évanouit au milieu du hurra national; et Ferdinand reprit sa couronne.

Peu après, nouveau changement. Les Deux-Siciles tombèrent au pouvoir de Napoléon; Ferdinand se réfugia à Palerme; et Murat devint roi de Naples (1). Plus tard, celui-ci dut fuir à son tour; Napoléon n'était plus le maître du monde; et Ferdinand I^{er} fut vengé.

Son premier acte fut une amnistie générale. Il maintint les institutions françaises qui pouvaient convenir au pays (2); et Naples fut en pleine prospérité. Mais de nouvelles menées révolutionnaires, en 1820, contraignirent le roi à donner une nouvelle constitution au royaume. Les populations étonnées la repoussèrent énergiquement; l'armée supplia Ferdinand de la retirer; et, après neuf mois de désordres et de calamités, le régime odieux disparut.

En 1825, François I^{er} succéda à son père. Une seule tentative révolutionnaire, promptement châtiée, troubla la paix de ses états (3); puis arriva 1830. L'amour des Napolitains pour leurs princes légitimes fut assez fort pour n'être point ébranlé par le triomphe des insurrections de Paris; et, en novembre de cette même année, Ferdinand II monta sur le trône.

Il signala son avènement par un pardon général pour tous les condamnés politiques; et l'un de ses premiers bienfaits fut l'admission aux emplois publics des citoyens de toute classe.

Jamais esprit ne fut moins despotique; jamais cœur ne fut plus humain. Ce prince, aujourd'hui si étrangement calomnié, ne recula

tout des *démocratisateurs* pour y refaire un *esprit public*. On abolit les fêtes religieuses; on confisqua les propriétés; on taxa les opinions: le riche payait moins que le pauvre, lorsqu'il était reconnu qu'il pensait mieux.

(1) Il y donna une constitution en 1815.

(2) Il maintint le *Code Napoléon*; seulement, en matière criminelle, il adoucit la sévérité des lois françaises; il ne voulut ni de *la marque* ni de *l'exposition*.

(3) Des *carbonari*, aidés par les frères *Capozzoli*, cherchèrent à soulever le *Cilento*. Ils furent complètement battus.

jamais devant aucune des concessions qui lui paraissaient de nature à assurer le bonheur de son peuple. Il réduisit sa liste civile de deux millions de francs environ ; il parcourut son royaume et visita les chaumières comme les palais, laissant partout des marques de sa justice et de sa magnificence ; il fit achever les anciennes chaussées et ouvrit des routes nouvelles. Son nom, enfin, béni par les populations qui avaient pu le juger par elles-mêmes, n'était prononcé de toutes parts qu'avec l'accent de la reconnaissance et de l'admiration (1).

Mais déjà les *société secrètes* étendaient leur domination fatale d'un bout du monde à l'autre. Leurs principaux chefs, au nom de toutes les populations de la Péninsule dont ils se prétendaient l'organe, offrirent à plusieurs reprises au roi de Naples *la couronne de l'Italie entière*, s'il voulait les aider à chasser les anciens maîtres du pays. Ferdinand II, repoussant leurs propositions avec mépris, se contenta de leur répondre par ces simples paroles de la Bible : « *Le bien d'autrui tu ne prendras.* »

Les anarchistes, furieux, se reprirent à la révolte. Tantôt ils agitèrent les Abruzzes, tantôt ils remuèrent les Calabres ; mais, devant l'affection des masses, ils échouèrent constamment. Tout à coup deux officiers italiens au service de la marine autrichienne, les frères *Bandiera*, débarquèrent près de Cotrone (2) ; ils étaient accompagnés d'une vingtaine d'étrangers Vénitiens et Romains, parmi lesquels figuraient *Rocciotti* et *Moro*, officiers marins, déserteurs. Ils s'attendaient à être accueillis par des vives sympathies ; pas une peuplade insurgée ne vint se joindre à eux.

Ils se dirigèrent, à travers les Apennins, vers *Cosenza*, lieu où fut enterré *Alaric* ; et là, sous le nom d'*Unité italienne*, ils

(1) Dans les *tavolière* de la Pouille, un grand nombre de colons étaient en retard pour la redevance des terres à eux concédées ; il les tint quittes de leur dette.

(2) Ancienne république grecque dans la Calabre. Les *Bandiera* étaient partis de Corfou en juin 1844. Le jeune *Bandiera* avait épousé une riche vénitienne, fille du colonel *Graziani*. Elle mourut de désespoir.

voulurent proclamer la *république*. Infructueuse tentative ! les paysans et gardes urbaines, assistés de quelques soldats, fondent sur eux spontanément ; les rebelles sont mis en fuite.

On les poursuit dans la montagne ; plusieurs d'entre eux sont tués ; les autres, faits prisonniers, sont conduits et jugés à *San-Giovanni in Fiore*, près la ville de *Cosenza*. Les quatre chefs de l'insurrection, *Ricciotti*, *Moro*, et les frères *Bandiera*, furent condamnés à la peine capitale. Il fallait un exemple sévère. Ne l'avaient-ils pas mérité!...

« Sire ! écrivait Attilio Bandiera, au roi de Naples, le 22 juin 1844, mon but, en proclamant l'indépendance en Calabre, « était de servir la cause de l'*Unité italienne*. Si vous voulez devenir le souverain constitutionnel de toute la Péninsule, je me « dévouerai corps et âme à Votre Majesté (1). »

C'était mal demander sa grâce. La justice suivit son cours.

La déplorable échauffourée des *Bandiera* n'avait duré que cinq à six jours. Il fallut de nouveaux moyens à la *jeune Italie* pour insurrectionner les peuples. Or, en 1843, vint se tenir à Naples une de ces fameuses assemblées connues sous le nom de *Congrès scientifique*. Canino et Orioli étaient à la tête de cette propagande révolutionnaire ; le roi de Naples, dupo de sa bonne foi généreuse, leur avait ouvert sa capitale ; et avec eux étaient entrés, dans les Deux-Siciles, sous les phrases de la science, les doctrines de l'anarchie (2).

Le ministre Santangelo, homme de talent, d'instruction et de cœur, avait été chargé de présider le congrès. La réunion était immense (3) ; en vain essayait-il d'y contenir l'effervescence des esprits : les élèves de Mazzini s'y firent de nouveaux adeptes. Naples, à l'instar de toutes les grandes villes de l'Italie, ne put

(1) Pièces manuscrites du procès *Bandiera*. Cahier n° 19.

(2) Ferdinand accueillit ces prétendus touristes de la littérature érudite avec une magnificence royale. On évalua à deux millions ce que leur réception coûta. Ferdinand II permit aux réfugiés politiques qui faisaient partie de l'association savante, de se joindre à leurs collègues, à Naples, tant que durerait le congrès.

(3) On assure que le chiffre dépassait 1200.

se soustraire à la contagion des idées d'*indépendance* et d'*unité*. Le mal fit de rapides progrès.

Les frères de la *jeune Italie* levaient impunément leurs bandières. Les troubles de Bologne, de la Romagne, de Rimini et de Rome étaient connus des deux Siciles ; l'avènement de Pie IX et sa fameuse amnistie avaient violemment remué les esprits. Les agitateurs napolitains, jusqu'alors peu nombreux, cessèrent de se tenir dans l'ombre. De légères démonstrations, comme de modestes essais, saluèrent à petit bruit le-Pape et ses grâciés. Le filet d'eau se frayait un passage ; le ruisseau préparait le torrent.

Un premier coup de cloche sonna. La fameuse *proteste*, attribuée à *Settembrini*, professeur au lycée de *Catanxaro*, parut en juillet 1847. Jamais publication plus incendiaire n'eut un résultat plus funeste ; le roi de Naples et son gouvernement y étaient voués à l'exécration publique ; la reine-mère, bien qu'adorée du peuple par sa bienfaisance, y était scandaleusement insultée. Écrit avec une plume énergique, ce calomnieux libelle se terminait par un appel à la révolte, aux poignards, à la guillotine. C'était un brandon enflammé ; un embrasement allait suivre (1).

Cependant le royaume était en continuelle voie de prospérité. La dette publique, occasionnée par les déplorables événements de 1820, était intégralement remboursée. De magnifiques routes s'ouvraient ; le trésor ayant des réserves, le roi abolissait des impôts (2) ; mais plus le pays avait de grâces à rendre au monarque, et plus s'en irritait l'aurelie : une révolte éclate en Calabre.

Un de ses principaux chefs, à Reggio, était *Domenico Roméo*, agent du régisseur des douanes *Benucci*. Celui-ci, qui avait du

(1) L'imprimeur de ce pamphlet était un Français nommé Séguin ; on fut trois mois sans pouvoir le découvrir. La brochure, qui fut saisie, se vendait jusqu'à 45 francs l'exemplaire. Voy. *Miscellanea del Giorn. 1847*. Paris, t. II, p. 316.

(2) Particulièrement ceux qui, depuis le xvi^e siècle, frappaient les plus nécessaires du pays : les impôts de la *monture* et du *set*. Cela diminua les recettes de l'État de huit millions de francs.

blé appartenant au gouvernement, avait été chargé, par le roi, d'en revendre une quantité considérable à bas prix pour soulager les classes pauvres (1). Ce fut l'argent de cette opération qui, confié par Benucci à son employé Roméo, servit à soudoyer les rebelles.

Le 2 septembre 1847, ils se levèrent aux cris « de *Vive Pie IX ! Vive la Constitution ! Vive le roi !* » ils coururent aux prisons dont ils enfoncèrent les portes ; ils s'emparèrent de la citadelle qui n'avait qu'une vingtaine d'hommes pour garnison ; ils lancèrent une proclamation, déclarant trahis au roi les ministres qui s'opposaient à ses désirs constitutionnels ; ils formèrent un gouvernement provisoire sous la présidence d'un des leurs, nommé *Pellicano* ; puis, leurs premiers actes furent la distribution, entre eux, de tous les emplois publics, et la prise de possession, à leur profit, des fonds en caisse de la province. « *Mon peuple ne doit plus avoir faim,* » disait un despote de l'Orient, sortant joyeusement de table, *je viens de dîner à merveille.* » Ainsi eût pu parler Roméo.

Reggio appela Messine au grand œuvre de la *régénération* sicilienne ; et cette ville salua l'autre ; il y eut *entente cordiale*.

Mais le télégraphe napolitain avait joué rapidement ; et trois jours après, sous le commandement du prince Louis d'Aquila, frère du roi, quatre frégates à vapeur, avec un régiment de ligne et des pièces d'artillerie, arrivaient devant Reggio.

Les troupes de Naples débarquent... plusieurs coups de canon sont tirés... Il n'y avait déjà plus de rebelles : chefs et soldats s'étaient enfuis.

Au milieu des rochers et des montagnes, ils cherchent néanmoins à se réunir ; leurs bandes parcourent les campagnes. Les hameaux, privés de défense, sont contraints de les accueillir ; les villages, ayant des forces, les reçoivent à coups de fusil. Bientôt, placés entre les troupes qui les poursuivent et les populations qui les repoussent, les fuyards sont taillés en pièces. Domenico Roméo, seul, abandonné des siens, tombant d'inanition et brisé de fatigue, arrive

(1) L'année d'auparavant il y avait eu mauvaise récolte et disette de grains.

chez un paysan. La porte s'ouvre, il est reconnu. A l'instant part un coup de fusil, la balle a tué l'insurgé. Plus de chef, plus de rébellion.

Pareille débandade à Messine. Seulement, le trésor de la banque y avait échappé aux pillards qui n'avaient pas eu le temps de se le distribuer. Ce double événement ne servit qu'à prouver l'amour de la majorité du pays pour son roi, et la clémence de Ferdinand, qui fit grâce à bien des coupables. *André Romeo*, frère de *Domenico*, fut au nombre de ces derniers. Plus tard, en sa reconnaissance, il jurait la mort de son prince.

Le comte Bresson, sacrifié à la haine de l'Angleterre, s'était suicidé à Naples.

A cette époque, le roi, voulant donner plus de force au pouvoir et plus d'activité au gouvernement, augmenta le nombre de ses ministres. Depuis dix-sept ans, M. de Santangelo réunissait en un seul ministère les quatre portefeuilles de *l'Intérieur*, du *Commerce*, des *Travaux* et de *l'Instruction publique* : le roi en fit quatre distincts.

M. de Santangelo qui, dans le cours de ses longs travaux, avait rendu les plus grands services à l'État, crut devoir se retirer des affaires ; et la nouvelle combinaison eut plus tard de fâcheux effets. Des doctrines nouvelles commencèrent à fermenter sous des hommes nouveaux ; la démocratie prit une large extension ; les débutants administratifs se crurent tous des hommes d'État appelés au plus brillant avenir sous des innovations progressives. De là, besoin incessant de réformes et de changements, propagation des idées magiques d'indépendance et de liberté. Les anciens talents reconnus furent dédaigneusement traités d'incapacités rétrogrades ! et, comme seuls à la hauteur des circonstances, on plaça les auteurs de troubles.

Aussi qu'en advint-il peu après ? l'entrée en scène de la révolution, sur la place Royale, à Naples.

Un soir, vers la fin de novembre, à l'heure de la retraite, au moment où la musique militaire attirait la foule sous les murs du palais, il s'éleva, du milieu de plusieurs groupes d'étudiants et

d'étrangers, les plus vives acclamations : « *Vive Pie IX ! Vive l'amnistie !* »

Les jours suivants, mêmes clamcurs. « *Des réformes !* » ajoutait-on ; et les agitateurs voulurent forcer l'orchestre militaire à jouer l'hymne de Pie IX. La musique se retira (1). Aussitôt, fureurs et insultes : « *A bas le ministre de la police ! A bas le confesseur du roi* (2). »

On se porte rue de Tolède, au palais du nonce apostolique, et on l'appelle à son balcon : le nonce refusa de paraître. La plupart des perturbateurs se cachaient la figure sous de larges cravates en laine ; ils jetaient ça et là des écrits menaçants et sinistres. Leurs groupes allaient grossissant : et, pour parvenir à les disperser, il fallut l'emploi de la force.

À Naples commençait le désordre ; on voulut du trouble à Palerme.

Le duc de Majo était lieutenant - général du roi en Sicile : c'était un caractère honnête, dit-on, mais qui grelottait à tout vent et suffoquait à toute chaleur. Organisation tiède et incerte, sorte de *bain-Marie* politique, ce fut une nullité déplorable. Il n'échappa à la fatale épithète de *traître*, que par le triste nom d'*imbécile*.

Le 12 janvier était la fête du roi. Les Siciliens annoncèrent, trois jours à l'avance, qu'ils la solenniseraient par un soulèvement général. Ils l'affichèrent sur les murs. Ils conspiraient à haute voix, ils s'armaient sans crainte et sans gêne. Majo était sourd et aveugle (3).

À sept heures du matin, le 12 janvier, les conspirateurs appa-

(1) Elle ne reparut plus sur la place.

(2) Le ministre se nommait *Delcaretto*, le confesseur monseigneur *Cocle*.

(3) La Sicile avait-elle à se plaindre de Naples ? Elle était mieux traitée que la mère-patrie. Il n'y avait pas de conscription en Sicile, et point d'impôt sur le sel. (À Naples, le sel se payait 50 fr. le cantaro, deux quintaux ; en Sicile, 1 fr. le cantaro). Le commerce de tabac y était libre. (Le tabac y coûtait trois quarts moins qu'à Naples). Elle n'avait pas d'impôt sur le timbre, comme à Naples ; et les droits de douane y étaient beaucoup moins forts. Le roi se rendait souvent en Sicile, et ne refusait presque rien à ce peuple qu'il affectionnait sincèrement.

raissent. Combien étaient-ils ? *soixante-quinze*. Pour dissiper un aussi faible attroupement, qu'eût-il fallu ? quelques gendarmes.

Que fit le lieutenant-général ? Il pensa qu'avec six à huit mille hommes de garnison, un château-fort, des munitions et de l'artillerie, il serait d'une imprudence extrême d'attaquer une poignée de tapageurs. Il défendit donc toute lutte, n'essaya aucune résistance : et, concentrant ses troupes sur divers points de la ville, il abandonna le reste aux rebelles.

Le soir même, les soixante-quinze étaient au nombre de cinq cents : le lendemain, le chiffre avait doublé. De tous les pays dalentour il arrivait de nouveaux insurgés ; et, deux ou trois jours après, on les comptait par milliers.

La marine anglaise applaudissait avec transport aux enfants de l'insurrection ; ses officiers, au Jardin de Flore et au Théâtre, déployaient, au bout de leurs épées, de petits drapeaux tricolores. Parmi eux se signalait le commodore *Lushington* ; jamais sujet de la *Grande-Bretagne* ne développa un enthousiasme... *plus sicilien*.

Le duc de Majo, le général Vial et autres officiers supérieurs, réunis pendant ce temps au Palais-Royal, conféraient sur l'événement. Était-ce le cas de phraser ! Il fut convenu qu'on défendrait le mieux possible les positions militaires de la ville, telles que la place *S. Teresa*, où était la caserne du 3^e régiment de dragons ; le *Noviciat*, *S. Giacomo*, l'*Hôpital Civil*, l'*Hôtel des Finances* et les *Quattroventi*.

Le fort de *Castello a Mare* était commandé par le colonel suisse Gros : le duc de Majo lui ordonna de simuler un bombardement. Son plan, d'une originalité rare, était d'attaquer sans se battre, et de résister sans se défendre. Il fallait « *porte ouverte ou fermée..* » Majo ne ferma ni n'ouvrit.

En révolution, rien n'est fatal comme les hésitations et les demi-mesures. Les inutiles détonations du fort ne servirent qu'à irriter les esprits ; les consuls étrangers protestèrent ; et le feu, sottement allumé, se vit honteusement éteint.

La ville avait appelé les campagnes ; des ramas de bandits ac-

coururent. Parmi eux était *Salvator-Miceli*, de la ville de Montréal, et le fameux voleur *Scordato*. Les rebelles devenaient d'autant plus audacieux qu'ils ne trouvaient en face d'eux qu'une prudence qui pouvait se nommer lâcheté, et qu'une ineptie qui ressemblait à de la défection.

Les principaux de Palerme se rangèrent, par peur, du côté de l'insurrection. Ils établirent un gouvernement provisoire divisé en plusieurs comités chargés de diriger l'État; ils se déclarèrent appelés à fonder à *perpétuité* (style de révolution) *la nationalité Sicilienne*; et, pour complément de succès, ils eurent l'appui de l'Angleterre, patronne des rebellions.

Lord Edgumbe, pair de la Grande-Bretagne et envoyé extraordinaire de lord Palmerston, convoitait déjà la Sicile; il s'était présenté comme intermédiaire entre les rebelles et le duc de Majo; et voici ce qu'il écrivait arrogamment au général Vial :

« Le peuple sicilien se croit dans une position à faire des *demandes bien fortes*, et il attend des *concessions fort considérables*. C'est clair qu'il ne se contentera pas de *promesses*, il lui faut des *sécurités* pour les cessions actuelles (1). »

Ces nouvelles arrivent à Naples. Le roi rassemble ses ministres. On décide qu'il sera envoyé en Sicile quatre frégates à vapeur et autres navires, au nombre total de douze, avec environ 7,000 hommes et le général Desauget. Ce militaire avait du renom; et nul ne contestait ses talents.

L'amiral commandant la flotte était le prince Louis d'Aquila.

Le général Desauget débarqua dans la nuit du 15 janvier, et bivouaqua hors de la ville, au lieu nommé *Quattroventi*, gardé par les soldats de Majo.

A la vue de l'expédition, une terreur panique s'empare des insurgés; la plupart ne songent qu'à fuir. Les uns se réfugient sur le vaisseau anglais le *Bul-Dog*; les autres tournent leurs regards vers les défilés de la montagne. Il ne tenait qu'au chef de l'armée

(1) Lettre de lord Edgumbe au général Vial. Janvier 1848.

de pulvériser l'ennemi. C'eut été le rôle d'un brave; il préféra celui de Majo.

Fut-il traître? on ne peut le dire. Lâche? on ne saurait le penser. Stupide? on hésite à le croire. Tout fut mystère dans ses actes. Un seul fait ne peut se contester; c'est qu'il se montra, par l'impardonnable étrangeté de ses plans et par les conséquences incalculables de sa conduite, la grande fatalité de l'époque.

Desauget avait ordre d'occuper la forte position de *Termine* et autres points circonvoisins, pour bloquer Palerme du côté de la terre, tandis que la flotte et la citadelle la cerneraient du côté de la mer. Il ne manquait ni de vivres ni de munitions; il n'avait qu'à marcher de l'avant, et son triomphe était infaillible. Le général ne marcha point.

Voulait-il le triomphe... d'autrui? Était-il, selon certains bruits, membre de sociétés secrètes?... Desauget avait passé jusque là pour avoir une bravoure éclairée et active: comment cette bravoure avait-elle pu devenir, tout-à-coup, et borgne et cul-de-jatte!... L'histoire lui sera sévère.

Il mit en communication son quartier-général de *Quattroventi* avec les positions militaires conservées par le duc de Majo: mais au lieu de faire la jonction entière de ses troupes avec celles de ce dernier, en entrant hardiment dans la ville, il resta inactif à son camp; il attendait... on ne sait quoi.

Des soupçons de déloyauté se répandirent parmi les siens. On l'accusa de perfidie. Ses braves frémissaient de rage; il arrêta, lui seul, leurs élans.

Les factieux, confondus de surprise, se relevèrent plus forts que jamais de leur stupeur momentanée. Appuyés sourdement par la marine anglaise, ils attaquèrent les postes du duc de Majo. Ces postes étaient à peine gardés; le peu de soldats qui s'y trouvaient y combattirent vaillamment; mais force fut de céder au nombre; et cela se passait à quatre pas du quartier général qui aurait pu les secourir!.... « *Aux armes!* » y criait la troupe; et Desauget gardait le silence.

Les positions militaires de Majo furent successivement évacuées.

Le *Noviciat*, *S. Giacomo*, l'*Hôpital civil*, le monastère *S. Elisabetta* et l'*Hôtel des Finances* se rendirent aux insurgés. Il ne restait plus que le palais du roi et la citadelle à prendre.

Des démonstrations frénétiques avaient lieu, parmi les vainqueurs, dans les rues, aux théâtres, aux églises, partout. Le duc, épouvanté, délibère. Il réunit son conseil à la hâte. Va-t-il lui dire : « *Il faut combattre ?* » Non ! sa parole est : « *Il faut fuir.* » La Sicile radicale, qui, plus tard, offrit son trône à tant de monde, avec manteau, sceptre et couronne, eût bien dû lui voter une palme.

Majo, abandonnant son palais, part furtivement et dans la nuit (1). Il se retire à *Quattroventi*, où le général Desauget, comme *Achille* sous sa tente, avait ses armes en faisceau, et semblait seconder : l'ennemi.

Si du moins le duc eût effectué sa retraite en pleine campagne et par les dehors de la ville, il fut parvenu sain et sauf à sa destination ; mais l'idée eût été trop simple, et la sottise trop incomplète. Il fait passer ses colonnes par d'étroites rues de village ; et ses soldats, défilant le long de la route *Olivuzza* par les plus dangereux passages, y sont fusillés de droite et de gauche sans même apercevoir l'ennemi. Du haut des maisons, à travers les haies et de derrière les murs, ils ont à subir des décharges continues. Armés, ils ne peuvent combattre ; et, frappés, ils n'ont qu'à mourir.

Majo est à *Quattroventi* avec les troupes qui lui restent ; il remet son autorité entre les mains du général Desauget, selon des ordres venus de Naples. Hélas ! tout va de mal en pire.

Le général en chef passe en revue ses forces militaires ; il a encore plus de 10,000 hommes sous ses ordres, sans compter la garnison du fort de *Castello a Mare* ; c'est plus qu'il ne lui est nécessaire ; nul doute que, s'il veut attaquer avec de pareils moyens, il ne soit assuré de vaincre. On n'attend plus que son signal : les épées brûlent au fourreau : enfin va cesser l'inaction. L'ordre du général est donné ; le voici : « *Evacuer de suite Palerme ! (2)* »

(1) Dans la nuit du 25 au 26.

(2) *Genno storico degli avvenimenti della truppa Napolitana*, etc. 1848. Napoli, par V. D.

Un cri général d'indignation s'élève dans l'armée ; nul ne peut en croire ses sens. On recule ! et devant quel danger ? On cède ! et devant quelle puissance ?

Il est décidé qu'on se retirera à Messine, en traversant toute la Sicile : Eh quoi ! au milieu des populations où fermentent les idées de l'indépendance ? Mais une aussi honteuse retraite va pousser la terre des Tancred et des Roger à un soulèvement général ! C'est possible et même probable ; mais c'est l'ordre : il faut obéir.

La retraite commence immédiatement. Desauget aurait pu s'embarquer ; il avait à lui le port, la citadelle et la flotte. « *Par ici !* » disait le bon sens ; « *par là !* » disait l'extravagance. Le général n'hésite point ; la route aplanie lui déplaît : il a choisi les précipices.

Dans les défilés les plus impraticables et dans les gorges les plus sauvages s'enfoncent les colonnes royales. A *Bocca di Falco*, au milieu des rochers et des torrents, le Sicilien les attendait. Cernés, assaillis, massacrés, ils roulent de désastre en désastre ; le général perd une partie de son artillerie, une partie de ses équipages, une partie de son armée ; et tout cela se fait si à point, si bien dans les vues ennemies, qu'on l'eût dit préparé à l'avance.

Desauget parvient enfin au débouché de *Villabate*, où s'étaient fortifiés les rebelles. Là, sur la cime d'une tour, ils avaient des canons anglais. Que feront les Napolitains ? leur dernier jour est-il venu ?...

Non : ni peur ni abattement. Le désespoir est une force ; la nuit fait briller les étoiles.

Chaque obstacle fut un triomphe, et chaque soldat un héros. Les bataillons, exaspérés, ne respiraient que la vengeance ; ils se précipitèrent sur les Siciliens avec une rage sans exemple, et les mirent en pleine déroute ; ils ressaisirent leurs canons, y joignirent ceux des Anglais, s'emparèrent de *Villabate*, firent de nombreux prisonniers, et se couronnèrent de gloire (1).

On était à la fin de janvier. Après avoir franchi les terribles

(1) Voyez *Storia degli ultimi fatti di Napoli*, 1849, p. 129 et suiv.

hauteurs de *Castelduccia*, on retrouvait les bords de la mer à *Solanto*. La flotte napolitaine y était venue ; et tout danger était passé.

Là, Desauget reçut l'ordre de ne point continuer sa campagne, et de revenir à Naples. Le gouvernement avait sans doute pensé que la Sicile entière serait perdue, si le commandant suprême allait recommencer à Messine ses opérations de Palerme.

Le général en chef obéit ; mais, avant de quitter la plage, il lui faut une grande idée, quelque conception neuve et hardie : il donne ordre à ses canonniers d'*abandonner toutes leurs pièces*, et à sa cavalerie comme à son artillerie de *tuer toutes leurs bêtes de selle et de train*. La mesure était aussi imprévue qu'inouïe.

Quelques mulets furent mis à mort ; le tour des chevaux étant venu, les cavaliers se révoltèrent. Ne comprenant pas de pareilles combinaisons, et ne pouvant se résoudre à égorger leurs montures, ils refusèrent les fonctions de bouchers ; ils sauvèrent les victimes condamnés à l'abattoir ; et, leur jetant la bride sur le cou, ils leur donnèrent la clé des champs.

Ici eut lieu un épisode touchant, un fait digne des âges fabuleux. Plusieurs chevaux ne voulurent point quitter leurs maîtres : ils les suivirent malgré eux ; et, quand il les virent s'embarquer, ils se jetèrent à la mer, en poussant des hennissements plaintifs. Leurs maîtres, de loin, en pleurant, les regardaient fendre les ondes et ne pouvaient courir à leur aide ; ils les virent se fatiguer..... puis s'arrêter..... puis disparaître (1).

Autre incident curieux : l'année d'ensuite, lorsque le général Filanghieri reconquit la Sicile, tous les caïons furent retrouvés et beaucoup de chevaux repris.

Que se passait-il à Palerme ?

Aussitôt après le départ du duc de Majo, le peuple souverain avait envahi son palais ; le major d'infanterie *Ascenco* eût voulu faire bonne contenance avec sa faible garnison ; mais, afin d'épar-

(1) Voy. *Storia militare della rivoluzione avvenuta in Palermo*, 1848, page 31.

gner le sang, il lui avait été prescrit de capituler : il évacua donc le palais ; le peuple y entra sur-le-champ.

La porte des prisons fut immédiatement ouverte à 13,000 malfaiteurs (1), et les régénérateurs, selon l'invariable coutume, procédèrent aux destructions.

La demeure royale fut pillée de fond en comble ; les tentures furent arrachées, les armoires dévalisées, les tableaux lacérés ou pris, les meubles détruits ou volés. On décarrelait les salles, on arrachait les mosaïques. Les bastions furent démolis. La maison du général napolitain Vial fut d'abord dévastée, puis rasée : il n'y resta que des décombres.

Les habitations des Napolitains dévoués au roi eurent le même sort à peu près. On ne respecta que les églises, magnifiques monuments dont les richesses cependant auraient eu de quoi tenter. La belle promenade de Palerme, aux bords de la mer, était garnie d'admirables statues représentant les rois de Sicile ; elles furent renversées et brisées. Les révolutions, qui se présentent toujours pour fonder, n'apparaissent jamais que pour abattre.

On avait fait prisonniers cinquante-deux hommes de police ; on en massaça vingt-deux ; les trente autres, auxquels on avait fait grâce de la vie à la prière de quelques prêtres, se virent incarcérés avec une vingtaine de détenus Napolitains. Après les plus affreux traitements, ces captifs se croyaient sauvés, lorsqu'à la tombée de la nuit des forcés s'avancent vers eux :

» Vous n'avez plus que le temps de faire vos dernières prières,
« dirent les bourreaux, la hache à la main ; recommandez votre
« âme à Dieu. »

Et toutes les victimes périrent.

Le gouvernement provisoire, à la tête duquel étaient *Ruggiero-Settimo* et *Mariano Stabile*, aurait pu réprimer ces horreurs, s'il avait eu quelque énergie ; mais ses membres, au milieu de leur toute-puissance, tremblaient eux-mêmes devant la révolution qu'ils eussent voulu dominer ; ils étaient dépassés, débordés ; et, contre l'opinion terroriste, nul n'osait élever la voix.

(1) *Histoire des révolutions d'Italie*. Pèpè, p. 281.

L'hôtel de la banque avait été forcé d'ouvrir ses portes. Restait la citadelle à soumettre. Le gouvernement napolitain, pour éviter une effusion de sang inutile, donne ordre au commandant de se rendre. Le chef désolé s'y résigne; il sort avec tous les honneurs de la guerre; lui et sa garnison avaient donné tant de preuves de courage, que, lorsqu'ils évacuèrent la place, ils furent salués par de longues acclamations; l'ennemi leur rendait justice.

Ils s'embarquèrent pour Naples avec une vive douleur dans l'âme; on eût dit un adieu final. Et pourquoi ce désespoir de cause? Pourquoi ce dernier abandon?... Hélas! c'est qu'en ce même moment, Naples aussi touchait à sa perte. On était à la fin de janvier; un nouveau coup de foudre éclatait.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Les Calabres et Carducci. — Agitations à Naples. — Le ministre Delcaretto. — 27, 28 et 29 janvier. — La rue de Tolède et le Mercato. — Le roi au milieu de son peuple.

Les démonstrations populaires de Naples, en novembre et en décembre, avaient été de peu d'importance; mais la fermentation anarchique était telle, dans toute l'Italie, que partout on y pressentait des catastrophes. A peine la révolution de Palerme fut-elle connue dans la capitale des Deux-Siciles, que les désordres commencèrent. Costabile *Carducci*, aubergiste à Salerne, osa se montrer le premier. A la tête de quelques factieux, il souleva le *Cilento*, pays de rochers et de montagnes, renommé, depuis le règne de Murat, par ses carbonari turbulents et son esprit séditionnel (1).

Au nombre d'un mille environ, les rebelles commencèrent par couper le bac du fleuve Sélé pour arrêter les détachements à leur poursuite. Ceux-ci n'en parvinrent pas moins à les atteindre. Car-

(1) Situé entre les Calabres et Salerne.

ducci était à *Laurino*, position militaire où il aurait pu tenir longtemps, vu qu'il s'y trouvait un castel fortifié sur la cime d'un pic ; mais quand les troupes royales se présentèrent, les bandes insurgées s'enfuirent ; et, dans leur course trop hâtée, se précipitèrent elles-mêmes du haut de la roche escarpée de *Laurino* (1).

L'élévation était prodigieuse ; la chute fut épouvantable. Une grande partie des fuyards y périrent. Un d'eux, roulant de rochers en rochers, déjà à demi-mutilé par les pointes aiguës de l'escarpement, s'accrocha, dans sa chute, aux branches d'un chêne sauvage et y demeura suspendu. Le misérable y périt lentement et peu à peu, sans qu'on pût lui porter secours. Récemment encore, à cette même place, on y voyait son squelette en haillons qui pendait au tronc de l'arbre, tournoyait aux champs de l'espace, et craquait au souffle des vents.

Carducci, échappé seul à ce désastre, avait gagné les bords de la mer. Il réunit de nouveau quelques partisans à la petite ville d'*Ascea* ; et là, tigre altéré de sang, il se livra à tous les excès de sa fureur vindicative. Le baron *Maresca*, soupçonné d'avoir contribué à l'exécution d'un prévenu politique, fut arrêté chez lui par ses ordres. On lui signifia qu'il n'avait que dix minutes à vivre ; en vain *Maresca* protesta de son innocence à l'égard du meurtre dont on l'accusait : Le chef du Cilento répondit :

« — Qu'on le fusille et qu'il se taise ! »

Le baron demandait à adresser quelques lignes d'adieu à sa femme et à ses enfants : « *Tu leur écriras de l'autre monde,* » dit en ricanant le bourreau.

La victime sollicitait un prêtre pour se réconcilier avec Dieu : « — Va te réconcilier avec le diable ! » lui répondit le philanthrope des sociétés secrètes.

Et *Maresca* fut mis à mort.

On avait remué les provinces ; on agitait la capitale. Mais ici les anarchistes trouvaient devant eux une foule d'obstacles : l'armée

(1) Elle dominait une vallée profonde, traversée par une rivière nommée *Calore*.

était loyale et fidèle ; les hautes classes ne voulaient point fraterniser avec la trahison ; la populace se montrait monarchique et religieuse ; les ouvriers du port auxquels *l'Italie rouge* faisait appel, répondaient qu'ils ne comprenaient rien aux affaires politiques, et qu'ils ne se mêlèrent, en aucune façon, de ce qui ne les regardait pas.

« *Du travail ! et non des révolutions !* » s'écriaient-ils dans leur bon sens.

Ce à quoi ripostaient les docteurs : « *Ces ignorants-là sont stupides* (1).

A cette époque fut présentée au roi, par quelques hardis agitateurs, une adresse où il était question de *réformes*, et où commençait à percer le désir d'une représentation nationale. On n'en était point encore à prononcer ouvertement le mot sacramentel de *constitution* ; il fallait y arriver par degrés.

Mais comment remuer les masses ? On inventa les terreurs sans motif sur les places publiques, et les émotions sans cause dans les rues. Il passait tout d'un coup, çà et là, des voitures au galop, pleines d'étudiants à visages effarés, et sur le siège desquels se tenaient des cochers à voix stridente. On criait :

« — *Fuyez ! fuyez vite !* »

Les gens du quartier pâlissaient. On leur répétait :

« — *Fuyez donc !* »

On ajoutait :

« — *Les voilà qui viennent ! malheur aux boutiques ouvertes !* »

Aussitôt se formaient de nombreux rassemblements ; les portes des magasins se fermaient avec précipitation.

« — *Pourquoi fuir ?* » demandait la foule.

« — *Comment, pourquoi ? Mais les voilà !* »

« — *Où donc ?* »

« — *On les entend déjà.* »

« — *Qui est-ce ?* »

« — *C'est épouvantable.* »

Et aux questions répétées des curieux stupéfaits, de singulières figures répondaient par de mystérieuses paroles. Il circulait

(1) Voy. *la Storia degli ultimi fatti di Napoli*. Numéro 97, livre du parti exalté.

les bruits les plus extraordinaires. Personne ne comprenait rien à ces tumultes inouïs, à ces menaces imaginaires; mais tout le monde était consterné, et l'on avait atteint le but.

Ainsi obéissaient les affiliés des sociétés secrètes aux instructions du grand maître. Ainsi commencent les révolutions.

Dans les principaux conciliabules de Naples, les plans tracés étaient ceux-ci :

- 1° Se défaire de Monseigneur *Coclé*, confesseur du roi;
- 2° Chasser le marquis *Delcaretto*, ministre de la police;
- 3° Se débarrasser de Ferdinand II et de toute sa famille;
- 4° Proclamer enfin, à la fois, *l'indépendance italienne et la république unitaire*.

Le tapage continuait dans les rues. Des démonstrations successives, dont on exagérait l'importance, entretenaient de sourdes alarmes. Le roi lui-même, entouré de conseils perfides ou timorés, ne savait que penser de la position. Était-ce la volonté nationale ou l'intrigue révolutionnaire qui faisaient arriver à lui des vœux inexpliqués de *réformes*? Que lui demandait véritablement la nation? Et même, la véritable nation lui demandait-elle quelque chose?...

Le noble cœur du prince, au milieu de ses perplexités généreuses, n'avait au fond qu'une pensée, celle de calmer les esprits agités, d'accéder à des propositions raisonnables, d'accorder de sages améliorations, et de prouver enfin au pays combien il lui était dévoué.

Mais si d'un côté il adoptait des idées de progrès, réclamées par les besoins de l'époque, de l'autre il sentait que des concessions arrachées par les menées de l'anarchie, n'aboutiraient tôt ou tard qu'au renversement de la couronne et à la ruine du peuple. Ferdinand II hésitait donc à se prononcer. Naples le tenait en suspens; Palerme le détermina.

La Sicile échappait à sa domination. La retraite lamentable du général Desauget venait de démoraliser le royaume, et faisait pousser des cris de triomphe à l'*Italie rouge*. Le roi, pour se rattacher un

des plus beaux États de son royaume, et dans l'espoir d'empêcher Naples d'imiter Palerme, se décida aux concessions.

« *Il est trop tard*, » allait-on dire.

Il ne suffisait plus, après les désastres de la Sicile, de proposer de *simples réformes*; le roi se détermina à entrer dans des *voies constitutionnelles*. Il crut de bonne foi à d'affreuses catastrophes, s'il ne prêtait l'oreille aux délégués du parti libéral. Les principaux souverains de l'Italie, et notamment le pape Pie IX, l'engageaient à marcher sur leurs traces. Peut-être même lui vint-il alors à la pensée que le meilleur moyen de leur ouvrir les yeux, serait de les dépasser en largesses, et, entré franchement dans la carrière, d'aller de suite au but final. Quoi qu'il en soit, il prit son parti; et, comme premier sacrifice, il renvoya son confesseur. C'était déjà un pas immense, une brèche à sa vie intime. Le gouvernement, peu après, allait voguer, à pleines voiles, sur la mer des révolutions.

La nouvelle mesure, prise dans la matinée du 25 janvier, ne satisfait aucunement les exigences; et l'on aurait dû s'y attendre. Il fallut quelque chose de plus.

Le ministre de la police, *Delcaretto*, fut appelé le soir au palais; et au moment où, sans défiance, il entrait au salon du roi, il fut tout à coup arrêté, conduit par force au bord de la mer, et, sans lui laisser le temps de revoir sa famille, embarqué, sur un bateau à vapeur, pour une destination quelconque (1).

A bord il trouva, il est vrai, tout ce qui lui était nécessaire : mais qu'il dut y avoir d'amertume et de douleur dans ses premières sensations ! Plus tard, il apprit que, sans cette apparente rigueur, il n'eût pu échapper à la mort. Les sociétés secrètes avaient signalé la victime à leurs affiliés; et, en frappant *Delcaretto*, le monarque l'avait sauvé.

L'événement fit sensation.

Il n'allait plus y avoir de police; la porte s'ouvrait ainsi, à deux

(1) A Livourne et à Gènes on ne lui permit pas de débarquer. Il fut forcé d'errer çà et là.

batauts, au parti des agitateurs. Plus d'entraves et plus de craintes. Ce n'était pas le droit au travail qui venait d'être conquis, c'était le droit à l'anarchie.

En reconnaissance de l'expulsion du prêtre et du ministre, une manifestation-monstre fut organisée à grand bruit. Ce fut une journée néfaste : le 27 du mois de janvier.

La démonstration populaire avait tous les accessoires du genre, marches processionnelles, dans patriotiques, forêt de banderolles, et cris de vive Pie IX. Des pièces d'argent étaient jetées ça et là au peuple, par les grands meneurs du désordre, pour forcer le bouillonnement à l'enthousiasme. Seulement, comme il pleuvait ce jour-là, des parapluies tricolores qui n'étaient pas dans le programme, s'y déployèrent avec pompe. On essayait le formidable, on ne réussissait qu'au burlesque.

Au moment où la sympathisation citoyenne défilait rue de Tolède, en se dirigeant vers le *Mercatello*, le général Statella, suivi d'une patrouille de hussards, somma les agitateurs de se retirer. « Vive la Constitution ! » lui ripostèrent ceux-ci ; et, en comparses héroïques, ils secouèrent leurs banderolles.

Soudain retentit un coup de canon ; et, sur le fort Saint-Elme, qui domine la capitale, une oriflamme rouge apparut.

Les factieux s'imaginèrent d'abord que c'était un drapeau belge, en promettant la constitution de Bruxelles ; plus une idée est extravagante, et plus elle a d'effet sur les masses. Des cris de joie se préparaient, lorsqu'un second coup de canon se fit entendre, et presque aussitôt un troisième. Il ne fut plus possible, alors, de s'illusionner davantage ; la bannière et les détonations de la citadelle annonçaient résistance et guerre ; l'une était le signal qui proclamait l'état de siège ; les autres appelaient « aux armes ! »

La troupe allait marcher sur l'émeute.

Le palais du roi fut immédiatement entouré de forces imposantes ; une nombreuse artillerie se déploya ; des pièces de canon se braquèrent contre la rue de Tolède ; et, après les effets de drame, les scènes comiques suivirent.

Il y eut fouillis dans le cortège, et *saute qui peut* sur le pavé. La bruyante procession, avec ses sublimes insignes, se dissipa comme des nuages de paille hachée, au vent d'un horizon nuageux ; les ban-

derolles séditeuses disparurent comme des mouchoirs de poche jetés au linge sale ; les feux révolutionnaires s'éteignirent comme des lampions dépourvus de suif. Le véritable peuple, ravi, se mit à siffler le long des rues les nationalités éperdues qui se sauvaient à toutes jambes ; et tandis que, de loin en loin, plusieurs meneurs, la tête haute, adjurant la postérité, se posaient en casseurs d'assiettes, le rideau tombait sur la farce, comme aux jeux des fantoccini.

Là se fut terminée la révolution, si le gouvernement eût continué à déployer une énergie digne de lui. Mais le lendemain, au contraire, lorsqu'il aurait dû faire trembler, ce fut lui qu'on intimida. Il vint des scrupules au droit ; la trahison prit le dessus.

Il se répandit dans la cité « que le général Roberti, qui commandait le château de Saint-Elme, avait arboré le drapeau rouge » malgré lui ; que, sans le major Zanetti, le canon n'aurait pas tiré ; « que les pièces d'artillerie de la forteresse étaient disposées de » manière à ce que leurs boulets ne pussent foudroyer que la mer ; « et qu'enfin, si la population napolitaine se levait, de nouveau, » pour revendiquer *ses justes droits*, le général Roberti ne prendrait plus sur lui la responsabilité d'une *lutte impie* contre la « *souveraineté nationale* (1). »

D'un autre côté, de nombreux émissaires couraient ici et là, déclarant que le roi désavouait les mesures de la veille ; qu'il avait défendu à ses soldats de jamais verser le sang de son peuple ; et que l'autorité seule, en cette circonstance, était évidemment dans son tort.

Les vainqueurs, d'après ce langage, semblaient demander grâce aux vaincus. On en augura naturellement que le monarque n'était pas sûr de son armée, tandis qu'au contraire elle s'indignait de ne pouvoir lui prouver librement sa fidélité courageuse. On se détermina à recommencer plus chaleureusement que jamais les manifestations populaires ; et l'anarchie reprit confiance.

(1) Ces bruits n'étaient que trop véritables. Le général Pèpè, dans son *Histoire des révolutions d'Italie*, signale avec admiration la conduite de Roberti.

Dans la nuit du 27 au 28, députations auprès du roi. Quelques négociateurs modérés lui parlèrent avec force au nom de la *jeune Italie* ; ils eurent à lui démontrer que, vu les triomphes de Palerme, la couronne des Deux-Siciles allait inévitablement tomber de son front, si Sa Majesté ne promulguait pas, sans délai, une constitution libérale.

Ferdinand II avait rassemblé son conseil. Que se passa-t-il dans la conférence nocturne ? Hélas ! les mêmes indignités que celles qui trompèrent le roi de France à Rambouillet, en juillet 1830. A chaque minute, il arrivait des rapports au palais, dans le genre de ceux du général Maison à Charles X.

« — Sire ! la capitale est en pleine insurrection ; demain elle sera à feu et à sang ; il n'est plus de résistance possible. »

« — Sire ! les Anglais se déclarent en faveur de la *jeune Italie* ; ils parlent de bombarder Naples. »

« — Sire ! l'esprit de sédition se manifeste dans l'armée ; elle est décidée à ne plus défendre la couronne. »

« — Sire ! toutes les Calabres sont soulevées ; 30,000 hommes marchent sur Naples. »

« — Sire ! vos jours sont menacés ; la catastrophe est imminente ; les poignards sont sur votre tête. Au nom du ciel ! plus de retards. Une chartre ! ou tout est perdu. »

Et ce langage était tenu par des hommes qui inspiraient de la confiance ; et le roi, odieusement abusé, ne pouvait s'imaginer, dans la loyauté de son cœur, qu'il n'était entouré que de pièges.

Le mensonge prédominait : l'artifice allait réussir.

La nuit se passa dans de longues agitations. Cédant enfin à la fatigue, à la perfidie, aux souffrances, le roi prit un parti décisif. L'intrigue l'avait emporté.

Le 28 janvier au matin, la nouvelle se répandit que Ferdinand II, cédant au vœu de ses sujets, donnait une constitution au royaume.

Le ministère était changé ; il se composait du duc de Serra Capriola, du baron Cesidio Bonanni, des princes Dentice et Torella,

du sicilien Scovazzo, de Carlo Cianculli, et du maréchal de camp Garzia.

On se flattait que l'irritation publique tomberait devant la générosité royale ; on se nourrit d'illusions ; et, le 29 janvier, le programme de la constitution apparut affiché sur les murs.

Il était dix heures du matin ; transports et délires d'usage. On avait consulté le catéchisme de Mazzini ; il n'était plus possible, en ce moment, de faire de la révolution avec des émutes, on s'empressa de la continuer avec des fêtes.

Une multitude immense s'était réunie sur la place et sous les fenêtres du palais. A grands cris elle demandait son roi. Le chargé d'affaires de l'Angleterre se signalait au milieu d'elle, en lui peignant le régime parlementaire comme allant transformer l'ancienne et plaintive *Parthénope* en un jeune et charmant *Eldorado*.

Ali-Pacha, le fils du vieux Méhémet-Ali, se promenait en carrosse au milieu de l'exaltation factice que soudoyait l'*Italie rouge* ; et cet Égyptien, représentant le *despotisme* oriental, paraissait appuyer de tout son intérêt la bacchanale *représentative*. Il criait aussi à tue-tête : « *Vive la constitution !* » et il eût été pour le moins aussi embarrassé que la populace, s'il eût eu à comprendre et à expliquer ce que c'était que la chose en question.

Cependant le monarque, appelé par des acclamations unanimes, sort à cheval de son palais. Il était suivi de ses deux frères, les comtes d'Aquila et de Trapani. Les cris redoublèrent à sa vue ; et cette fois ils portaient du cœur, car bien des âmes étaient émues en regardant ce noble prince qui, sans escorte, sans défense, faisant abnégation de lui-même et se dépouillant en partie de sa toute-puissance, se livrait en quelque sorte, à demi-désarmé, à la générosité de son peuple.

La foule compacte qui se pressait autour de lui sur la place, ne lui permettait pas d'avancer. L'attitude du roi était froide, mais digne ; son front était pâle, mais calme ; il était évident que de tristes pensées l'assaillaient au milieu des joyeuses frénésies qui le saluaient ; il pressentait déjà où aboutiraient ces éphémères élans

de reconnaissance; et, à travers les riantes images du présent, il entrevoyait les noires perfidies de l'avenir.

La reine-mère, princesse éminemment bienfaisante, et par cela même adorée du peuple, était au balcon du palais; elle avait la jeune reine auprès d'elle; et toutes deux, baignées de larmes, avaient les yeux levés vers le ciel; l'une priait pour son enfant, l'autre priait pour son mari. On ne pouvait entendre leurs voix; mais leur physionomie pleine d'éloquence et plus puissante que la parole, attendrissait la multitude.

Quelques gardes-du-corps parvinrent à ouvrir un passage au roi et aux princes qui se dirigeaient vers la grande rue de Tolède. Tous les balcons et toutes les fenêtres de cette rue étaient pavoisés d'étoffes et de bannières. C'était le quartier-général des *Fratelli*, autrement dit des *Mazziniens*. Aussi, là retentissaient des acclamations qui ressemblaient à des rugissements, et des allégresses qui ressemblaient à des saturnales. Le vocabulaire des énergumènes eût offert un volume in-quarto :

« Vive le roi! vive la constitution! vive Gioberti! vive Palmerme! vive Mazzini! vive Pie IX! vive Romeo! vive la Toscane! vive lord Minto! vivent les Calabres! Vive Mamiani! vive Charles-Albert! vivent les frères Bandiera! vivent les Anglais! vive Cicero-Vacchio! »

Tout cela eût pu se traduire et se résumer en trois mots: *«Vive la république!»* mais on n'en n'était point encore à cette apogée d'extravagance.

En d'autres quartiers de la ville, autres clameurs d'un genre opposé: *«Vive le roi! vive le bon Dieu! vive la Madone! vive saint Janvier! vive la famille royale!»* Que de confusion! Quel spectacle!

Peignons d'abord la rue de Tolède.

Là, chaque citoyen du parti, s'affublant d'un costume soi-disant patriotique, se présentait sous diverses formes. Quelques-uns portaient les couleurs siciliennes, belges, françaises, lombardes et piémontaises, se déployant sur des espèces de langes tricolores dont ils s'emmaillotaient des pieds à la tête. Plusieurs ne se hâriolaient que la partie supérieure du corps; les autres préféraient orner la partie basse. Chaque révolution, en chaque pays, ayant ses ori-

peaux et ses insignes, tous leurs emblèmes réunis étaient joyeusement adoptés pour la solennité radicale, mardi-gras constitutionnel.

C'était du délire en goguettes.

Quelques caleches présentaient des hommes debout, tenant un gigantesque drapeau tricolore qui atteignait le troisième étage des maisons, tandis qu'à leurs pieds étaient assis de petites gens agitant des banderolles aussi menues que des éventails.

Ici, trois Français, dans une voiture, simulaient leur drapeau national de la manière suivante : l'un avait une bandonnière rouge d'une largeur démesurée, l'autre avait la pareille en bleu, le troisième l'avait en blanc.

Là, comme image de *fraternisation*, se donnait, en équipage d'éconvent, un tableau plastique habillé : un riche bourgeois, élégamment vêtu, y pressait tendrement contre sa poitrine un pauvre lazzarone en haillons. *Vice versa*, dans d'autres carrosses ; le pauvre, ayant changé de rôle, y pressait sur son cœur le riche ; il y avait réciprocité carres.

Des applaudissements enthousiastes saluaient chacune de ces folles parades ; et tandis que, parmi les masses, les uns, avec un sérieux visant au sublime, jouaient des pantomimes graves, d'autres, avec des gestes bouffons, riaient à gorge déployée.

Ainsi folâtrait la révolution de Naples. Hélas ! ces arlequinades en place publique, ce dévergondage en plein air, précipitaient l'État vers sa perte.

Le roi, continuant à parcourir sa capitale, avait quitté la rue de Tolède, le quartier de *l'Italie rouge* ; il se rendait au *Mercato*. La scène allait changer d'aspect ; ici, revers à la médaille : le monarque entra chez le peuple.

Les marins, les ouvriers, les pêcheurs, les marchands forains, les petits boutiquiers, les lazzaroni, toutes ces conditions inférieures que les révolutionnaires appellent *canaille* lorsqu'elles se montrent fidèles à la religion et au trône, accourent effrayés vers leur roi. Ils ont ouï dire que Ferdinand II, changeant les anciennes lois du pays, venait de céder à la violence. Ils ne comprennent pas ce que signifie

cette constitution improvisée qui, tout-à-coup, a surgi du fumier de l'insurrection comme une plante vénéneuse. Ils se figurent, dans l'inspiration de leur dévouement, que, victime des factions, leur prince est poussé vers l'abîme, que sa vie même est menacée. Ces cris spontanés retentissent : « *Meure la constitution ! Vive le roi ! A bas les ennemis de Dieu !* »

Écoutez les clameurs confuses que jette au roi l'amour public !

« — Majesté ! toi seul ! rien que toi !

« — Majesté ! repousse les traîtres !

« — As-tu besoin d'appui ? nous voilà !

« — Dieu et le roi : pas autre chose !

« — Majesté ! nous sommes cent mille braves contre une poignée de faux frères ! »

Ferdinand, pressé par la foule, écoutait ému jusqu'aux larmes. Ce n'était point là des protestations calculées ; ce n'était plus le langage étudié et trompeur des politiques du palais. Ce n'était point ainsi que s'exprimaient, la nuit précédente, dans ses salons, les trembleurs de sa cour ; ici, c'était le cœur qui parlait, le véritable *vox populi*.

Il traversait l'immense place où tomba le fameux *Maxaniello*, victime de sa rebellion. Là, abandonné par les siens, l'insensé donnait jadis, dans un affreux drame révolutionnaire, une grande leçon historique. Mais à quoi servent les leçons !....

Si la royauté eût dit un mot, c'en était fait du parti constitutionnel ; les flots populaires se fussent précipités sur lui ; et il eût disparu, dans les bruits de la bagarre, comme le fameux Montagnard du 13 juin de Paris à travers le vasistas du Conservatoire (1).

Mais Ferdinand II, craignant de voir éclater les horreurs de la guerre civile au milieu des divertissements d'une solennité publique, n'osait ni accepter ni repousser les dévouements qui l'imploraient. Du geste, et même de la voix, il s'efforçait de les calmer.

« Mes amis ! disait le monarque, je ne veux que le bien du

(1) Les livres les plus radicaux conviennent eux-mêmes que toute la populace napolitaine repoussait la *constitution*. « On aurait dû écraser tous ces gens-là, disent-ils. » C'est ainsi qu'ils entendent la *fraternité*.

« peuple ; son vœu sera ma volonté. Tout s'arrangera, croyez-moi.
« Espérons en Dieu : patience ! »

Mais plus il déployait de mansuétude et de longanimité, plus l'enthousiasme éclatait autour de lui en protestations de respect et d'amour. Étrange position que la sienne ! Le long de sa marche triomphale, effrayé des transports de chaque opinion, il luttait contre les démonstrations de chaque parti.

Le cri de « *Vive la constitution* », patriotique dans les rues séditieuses, était regardé comme séditieux dans les rues monarchiques. Celui de « *Vive le roi !* » tour à tour, passait pour *vérité* ou *mensonge*, pour *rebellion* ou *fidélité*, selon le quartier ou les levres. De tous côtés désordres et dangers, partout luttes et confusion.

Ainsi s'intronisait le progrès, ainsi s'inaugurait la constitution. La fin devait répondre au début.

Plusieurs fois, par de sages exhortations, le roi essaya de disperser la multitude et de se soustraire à ses ovations ; la multitude reculait d'abord un instant devant sa parole de conciliation, puis elle revenait en hâte vers lui dans son instinct de fidélité. La troupe avait été consignée dans les casernes par ordre du gouvernement ; la garde civique, elle seule, instituée depuis longtemps, était maîtresse de la ville, et, ce jour-là, pour la première fois, prenait le titre de *garde nationale* ; elle était pour les radicaux, elle repoussait les fidèles.

La reine-mère, la femme et les enfants du roi s'étaient réfugiés dans la chapelle du palais. On y avait allumé des cierges ; toute la famille royale y était à genoux, et leurs prières s'y élevaient vers le ciel... quand tout-à-coup la porte s'ouvrit : le roi revenait sain et sauf.

Sa mère l'entoura de ses bras, sa femme le pressait sur son cœur, ses enfants pleuraient à ses pieds. Le prince les rassurait tous. Il avait repris confiance. Les démocrates qui s'évertuaient à faire de la révolution, ne lui avait paru nullement en majorité ; et dans les rangs de ceux-là même, étaient moins de méchants que de dupes. Une douce sérénité s'imprégnait sur les traits du monarque. Observateur plein de sagesse, il avait beaucoup vu, beaucoup appris dans le trajet de la journée ; il n'espérait plus seulement en son Dieu, il croyait aussi à son peuple.

Le soir il se rendit au théâtre. La salle était somptueusement éclairée. Son entrée fut saluée par des tonnerres d'applaudissements. Pas un ruban tricolore ne se montrait aux boutonnières ; les hommes étaient en cravattes blanches ; les dames agitaient leurs mouchoirs blancs sur le devant des loges ; le roi semblait profondément touché ; et l'émotion était générale. En ce moment on illuminait la ville ; et le fameux chant du gamin de Paris : « *Des lampions ! des lampions !* » retentissait le long des rues ; les élèves singeaient les maîtres.

On sifflait les maisons mal éclairées ; on cassait les vitres de celles qui ne l'étaient pas du tout. Cela s'appelait *fête et liberté*. Ceux qui apportaient, bon gré mal gré, sur les fenêtres et aux balcons, des lampes, du suif ou de la résine, étaient applaudis à tout rompre : mais le vent du mois de janvier éteignait parfois les lumières ; et alors, avec de longs éclats de rire, on huait la bise et l'hiver ; la saison et les éléments étaient censés réactionnaires.

On n'en devait pas rester là. Des chants sinistres, peu à peu, commençaient à se faire entendre...

Hélas ! ils préludaient à la fameuse Marseillaise qui devait se hurler plus tard, et qui, renchérissant sur celle de Paris, allait substituer à ce vers :

« *Qu'un sang impur inonde nos sillons !* »

celui-ci, bien plus explicite :

« *Du sang des rois inondons notre terre !* » (1)

(1) Marseillaise italienne imprimée à Naples le 4 mars 1848. Un exemplaire de cette cantate est entre les mains de l'auteur de ce livre.

CHAPITRE TROISIÈME.

Constitution napolitaine. — Le ministre Bozzelli. — Le char de Mammone. — Organisation des clubs. — Expulsion des Jésuites.

La constitution napolitaine promise le 29 janvier, devait être promulguée le 10 février. Ses bases étaient les suivantes :

- « 1° Pouvoir législatif exercé par le roi et par les deux Chambres.
- « Les députés nommés par le peuple, d'après un cens établi. Les pairs nommés par le monarque, selon la volonté souveraine ;
- « 2° Religion catholique, seule reconnue par l'état ;
- « 3° Royauté inviolable, héréditaire, irresponsable et sacrée ;
- « 4° Le ministère déclaré responsable ;
- « 5° Organisation de la garde nationale ;
- « 6° Armées de terre et de mer sous les ordres du roi ;
- « 7° Liberté de la presse, avec restriction pour la défense de la religion, de la morale et du repos public, pour la répression des outrages au roi, à la famille royale et aux souverains étrangers, pour la garantie de l'honneur et des intérêts de chaque citoyen. »

Mais il ne suffisait pas d'avoir des bases, il fallait aussi des articles. On s'occupa de chercher un nouveau *Siéyès*, capable de rédiger

à la parisienne une, deux, quatre, huit, douze constitutions différentes, selon que pourraient l'exiger les circonstances, et susceptibles d'être annuellement révisées. Cela demandait de l'étude et du temps.

La France, bien qu'à sa douzième Charte, soupirant elle-même après une nouvelle loi fondamentale, n'est point encore définitivement constituée ; elle en est encore à réviser, à refondre, à refaire..... à recommencer.

Or, pour élaborer le grand œuvre, on choisit parmi les sectateurs de la *jeune Italie* un nommé *Ciccio, Paolo, Bozzelli*. Secrétaire du carbonaro Pépé, en 1820, il avait eu l'insigne honneur d'être proscrit, après les désordres de cette époque, comme perturbateur du repos public.

Il joignait à ce titre celui d'avoir publié des écrits obscurs de toutes façons, qui lui avaient valu la gloire d'être mis à l'index, comme écrivain séditieux, impie et immoral.

En outre, il soupirait des églogues et roucoulait des pastorales. Ses épîtres grivoises à *Chloris* et ses madrigaux mythologiques à *l'Anacréon*, mêlés artistement à ses élucubrations sur la *démagogie politique* et sur la *poésie des hébreux* (1), le présentaient à sa propre pensée comme une des sublimités du siècle.

En parcourant avec admiration les pages de son *Extatica* dramatique (2) il se pavanait dans leur illustration à venir, comme, plus tard, au milieu des bouffées de cigarre que lui jetaient ses radicaux à la face, il se prélassait dans les pompes de son autorité législative en prononçant ces mots historiques : « *Je suis las de ma souveraineté.* »

M. Bozzelli, qui avait quelque chose de travers dans le regard comme dans l'imagination, et qui allait doter l'État d'un travail aussi immortel que sa propre renommée, laissait, avec une rare facilité, le *oui* et le *non* se succéder alternativement sur ses lèvres. Ce mérite, surtout, l'avait fait choisir par les *Fratelli* qui compaient le mener en lessc, en lui dictant paroles et actes.

On fut donc le chercher au rez-de-chaussée d'une retraite modeste

(1) Ouvrages de M. Bozzelli.

(2) Livre du même écrivain sur l'art théâtral.

où il se tenait coi depuis sa sortie de prison, tremblant toujours d'y être ramené. Au bruit que fit la députation qui frappait à sa porte, il frémit et se crut perdu.

O surprise ! On venait lui annoncer qu'appelé à buriner la *constitution* donnée à *perpétuité* aux Deux-Siciles, il était fait premier ministre (1).

Bozzelli recula stupéfait. Entre lui et l'empereur Claude, à la mort de Caligula, il trouva de suite une analogie frappante. Claude pensait qu'on venait l'assassiner ; on lui apportait la pourpre impériale.

Cédant aux vœux de ses frères et amis, M. Bozzelli prit la plume. Mais quelle espèce de constitution lui fallait-il *badeler*, selon l'expression adoptée ? Serait-ce une charte anglaise ? ou une constitution espagnole ? Valait-il mieux celle de France ? ou devait-on préférer celle de Grèce ? Au besoin ne pourrait-on fouiller dans celles du Brésil, du Portugal, de la Suède et de l'Amérique ? en attendant qu'il en fût proclamé quelque une à Constantinople et à Bagdad, voire même à la baie d'Hudson ?

On pensa naturellement aux constitutions des rois *Joseph* et *Murat*. On n'oublia pas celles des carbonari napolitains en 1820. On médita profondément sur la plus absurde de toutes, celle donnée par les Anglais à la Sicile, en 1812. Finalement, le sieur Bozzelli se décida à ne rien inventer de nouveau en ce genre, et à copier tout bonnement mot à mot l'une des onze constitutions les plus démocratiques de Paris, celle du roi Louis-Philippe. Cela ne nécessitait aucun effort de génie.

Hélas ! eût-il pu prévoir que sa Charte modèle de *juillet*, dont il allait faire un monument *indestructible* à Naples, n'avait plus guère que trois semaines à vivre en France.

Il avait été promis, le 29 janvier, que la loi fondamentale serait promulguée le 10 février. Cela fut remis au 11 ; et, dans la matinée de ce jour, elle fut placardée sur les murs. La foule aussitôt se porta sur la place du palais, et le roi parut au balcon. Acclamations et fêtes d'usage ; répétition des mêmes moyens.

(1) M. Bozzelli remplaçait au ministère M. Cianculli.

Le soir, course fantastique d'étoupes enflammées, à la manière de Euménides. Expressions délirantes de reconnaissance aussi fugitives que les étoupes. Cela dura trois jours et trois nuits.

Pour scène finale, un cortège de cantatrices bayadères défila un soir, sous les ombres, entre une haie de gardes civiques ; sur leurs têtes se balançaient des palmes et des lumières : décors volés aux petits théâtres de vieux mélodrames. Tout cela, criant *Vive Pie IX*, arriva sous les murs du palais. Là se fit un silence solennel, d'où s'éleva tout-à-coup un chœur de *séraphins*, du moins selon le prospectus. Leur hymne commençait ainsi :

- « Le mot suprême a relenti ;
- « Le cœur brûle, l'esprit pétille,
- « L'aurore italienne brille. »

On était au milieu de la nuit, en plein hiver, et sous la brume (1).

Nouvelle solennité le 24 février suivant.

Le roi se rendit en grand appareil à l'église de Saint-François-de-Paule, pour y prêter serment à la constitution. Cette fois, la chose était grave. Ferdinand II, décidé à tous les sacrifices qui pourraient assurer la paix et le bonheur à son royaume, parla d'une voix ferme et sonore ; il fut couvert d'acclamations.

Et que fit-on après dans la ville, en guise de reconnaissance ? On promena le char de *Mammone*.

C'était dans la nuit du 25. Une marche de deux cents personnes, composée en partie d'étudiants, avec des cierges à rubans bariolés et des lanternes à trois couleurs, part, deux à deux, de la place du *Mercatello* et traverse la rue de Tolède : elle était précédée par une compagnie de gardes civiques et suivie par une foule de curieux. Tout cela escortait, au bruit d'une fanfare militaire, le char pyramidal de *Mammone*, traîné par six bœufs blancs à cornes gigantesques (2).

(1) *Storia degli ultimi fatti di Napoli*, p. 111 et suiv.

(2) *Mammone* était le nom de l'inventeur et de l'ouvrier.

Ce char représentait un immense mausolée ; et ses quatre faces, couvertes d'inscriptions lumineuses, rappelaient à la mémoire du peuple les noms des insurgés qui avaient péri, en 1799, pour la cause républicaine.

Les bustes de ces *glorieuses victimes* étaient offerts ainsi à l'admiration de leurs concitoyens, non pas seulement pour qu'on déplorât leur perte, mais pour qu'on pensât à les venger. L'intention dramatique était claire.

Néanmoins le peuple napolitain qui regardait passer ce sombre catafalque, rappelant les plus mauvais jours de l'époque, resta silencieux, et même siffla. Répondre au grand acte de la veille par cette ignoble farce du lendemain souleva l'indignation et le dégoût.

La procession sépulcrale, arrivée à la place du Palais, se mit à y beugler : « *Vive la Sicile !* » elle y comptait sur une catastrophe inattendue, car, au milieu de la place, était une bombe ou mortier, dont la détonation eût été épouvantable, et qu'une émeute devait suivre. Une patrouille, par bonheur, aperçut la machine infernale et put s'en emparer à temps, ce qui fit échouer le complot.

Le corbillard, dont on aurait voulu faire le tombeau de la monarchie, commença au contraire à y ouvrir en quelque sorte celui de la constitution ; et les feux de Bengale qui s'allumèrent cette nuit au palais *Cirella*, préludèrent providentiellement aux premiers coups de fusil qui, partis de ces mêmes murs au 15 mai, tuèrent à la fois la révolution, la révolte et la république.

Aussitôt après la constitution donnée à Naples, il y eut commotion immédiate par toute l'Europe.

Chartes à Turin, à Florence et à Rome. République française à Paris ; puis, peu après, pour complément, l'Allemagne entière soulevée. Les sociétés secrètes triomphent ; l'arbre enfin a porté ses fruits : on avait semé, on récolte.

Ici commence une nouvelle ère ; celle des *réformes* est finie ; celle des *constitutions* passe ; celle des *républiques* arrive.

A l'instigation des *Circoli* (1), l'organisation de la garde nationale, promise par le ministère, est instamment sollicitée. Le consentement ne se fait point attendre, et le peuple se trouve en armes.

Premier pas; il en faut un autre.

On veut la liberté de la presse. « Mais on ne peut pas gouverner avec elle ! » disait M. Armand Marrast lui-même à M. Émile de Girardin (2). N'importe ! Bozzelli l'octroie.

Cette liberté se déploya de suite avec une aveugle frénésie. Bozzelli avait promis une loi répressive; il se garda soigneusement de la donner. Il eût craint d'y perdre sa popularité. Les journaux les plus incendiaires, notamment le *National*, le *Temps*, le *Vieux-Monde* et le *Nouveau-Monde*, se publièrent donc impunément.

Les gazettes royalistes et même constitutionnelles eurent leurs voix étouffées dans le charivari de la *régénération*. Attaquant chaque individu, des feuilles volantes et des pamphlets de quelques pages, les diatribes les plus grossières et les biographies les plus outrageantes, se vendaient à un sou dans les rues; nul n'était exempt de ces souillures du progrès.

Les troupes de ligne étaient traînées dans la fange, les officiers-généraux dénoncés à l'animadversion publique, les ministres, eux-mêmes, frappés de malédiction.

Il fallait tout abattre pour tout reconstruire: c'est-à-dire ôter les emplois à ceux qui en avaient, pour les remettre à ceux qui n'en avaient pas.

Les destitutions suivies de remplacements étaient sans terme; car déjà les *Fratelli*, dans cette curée générale où chacun s'arrachait les lambeaux d'un pouvoir mis en pièces, se dépouillaient les uns les autres; eux aussi, vainqueurs de leurs adversaires, s'entr'égorgeaient devant leur proie.

Les rédacteurs de journaux, présidents de clubs, envoyaient au ministère la liste des gens auxquels ils assignaient les fonctions de l'État à la place de ceux dont ils ordonnaient l'expulsion; et le ministère approuvait.

(1) Grands clubs politiques.

(2) Voir la *Presse* du 25 avril 1850. Le citoyen Savoie, de Bade, arrivé au pouvoir par l'insurrection, défendait, sous peine de mort, la lecture des journaux qui lui étaient contraires.

Les principaux cafés de la capitale, *le Buono et la Croix de Malte*, réunissant les démagogues de première classe et leurs élèves de second ordre, formaient le ban et l'arrière-ban des *Circoli*. Lorsqu'une grande détermination était prise par les hauts meneurs, les petits souteneurs en étaient instruits aux cafés, et organisaient aussitôt, pour son succès, des démonstrations citoyennes.

En un pareil état de choses, personne n'était plus sûr ni de sa position, ni de son avenir, ni de sa réputation, ni de son existence. Parfois *les Fratelli*, dans le dévergondage de leurs inspirations, et sous l'influence de vins patriotiques, tiraient les destinées au hasard.

Un jour, au club Vittoria, il fut question du choix d'un ministre.

« — Qui prendrons-nous ? dit une voix.

« — Un tel.

« — Non.

« — Celui-ci ?

« — Fi donc !

« — Eh bien ! à qui le portefeuille ?

« — Au premier qui ouvrira la porte, dit une dame remarquablement jolie !

« — Bravo ! s'écria galement l'assemblée. »

La porte s'ouvre, *Ferretti* entre ; et *ce Ferretti* fut ministre (1).

Il s'écoula deux mois et demi.

Une ligne *douanière* avait été décidée à l'effet de servir de pierre d'attente à une *ligue politique*. On insinuait à l'Autriche que l'heure de la rédemption italienne allait sonner. Déjà Milan, Pavie et Venise appelaient à eux, l'épée à la main, les fils de la *jeune Italie*.

On s'occupait des élections : il parut une loi provisoire ; le *provisoire* est toujours indispensable aux fondateurs à *perpétuité*. Le cens exigé pour être électeur et même député fut fixé à un taux si minime qu'autant valait aborder franchement le *suffrage universel*. On le fit en effet, mais plus tard.

(1) Au ministère qui précéda celui de Troya.

Palerme, en négociation avec Naples, obtenait tout à cette époque, hors une armée sicilienne. Le ministère, à ce sujet, contrecarré dans ses idées, donna sa démission. Il en résulta de légères modifications. *Carlo Poerio* (qui, depuis, fut incarcéré, compromis dans le procès des *unitaires*) fut ministre de l'instruction publique, et *Salicetti* (qui, depuis, figura parmi les triumvirs de Rome) fut ministre de la justice.

Ce *Mazzinien déterminé*, présumant que son autorité ne serait qu'éphémère, avait résolu, sans perdre une minute, de donner au plus vite un premier coup de hache à la constitutionnalité présente au profit de la république future. Il proposa donc immédiatement l'expulsion des Jésuites, mesure qui devait irriter le peuple. Ses collègues la repoussèrent. *Salicetti* en informa de suite son monde; et de tristes scènes suivirent.

Le soir du 9 mars, de grandes réunions se formèrent aux deux places publiques de *Jésus* et du *Mercatello*, entre lesquelles s'élevaient les vastes murs de la communauté religieuse. Là, aux cris de: « *A bas les Jésuites!* » une députation intima aux pères l'ordre de quitter leur collège. Les prêtres répondirent qu'ils *attendraient à cet effet l'arrêté officiel du gouvernement*; et, la nuit même, ils imprimèrent une *proteste*, où ils déclaraient que « *d'abord ils voulaient être jugés, bien qu'ils n'eussent commis aucun crime; puis, qu'ils désiraient, avant d'évacuer leur couvent, rendre leurs comptes à l'Etat pour lui prouver leur pauvreté.* »

L'écrit n'obtint aucune réponse.

Le 10 au matin, désirant ôter tout prétexte aux agitateurs, les Jésuites signèrent la promesse suivante :

« *Demain, à dix heures précises, nous quitterons la communauté sans rien emporter avec nous.* »

En ce moment même, un placard, affiché dans Naples, engageait tous les citoyens qui avaient leurs enfants au collège à les retirer, sans délai, pour soustraire leur innocence à la juste fureur du peuple.

Le manifeste eut son effet. Les parents, surpris et effrayés, les mères, tremblantes et en pleurs, accoururent de suite au cloître, les

uns à pied, les autres en voiture. Mais la foule qui encombraït les avenues de l'établissement menacé arrêtait piétons et chevaux.

Quel tableau de désolation ! Parvenus à se glisser sous les murs du collège, les parents n'y avaient pas trouvé leurs enfants ; les émeutiers qui s'y étaient introduits avant eux, venaient d'en chasser les élèves. Ceux-ci, terrifiés par les clameurs publiques, pauvres oiseaux chassés de leur nid, fuyaient au hasard çà et là.

Les uns, poussant des cris étouffés, s'échappaient à travers les rucs ; les autres, pâles et muets, erraient le long des corridors. Les grands appelaient au secours, les petits se cachaient dans l'ombre. La débandade était horrible, et la consternation générale.

Qui pourrait peindre ce spectacle ! Chaque détail offrait un drame. Ici, un père désolé retrouvait son fils à moitié fou d'épouvante ; là, une femme exaspérée arrachait son enfant à des groupes moqueurs, au milieu desquels il s'était précipité à l'aventure ; ici, un pauvre petit être tombait, à demi-évanoui, entre les bras d'un citoyen compatissant, en murmurant le nom de sa mère ; là, une famille éperdue s'enquérail en vain de ses fils. On n'entendait de toutes parts, sous d'insultantes railleries, que des appels à briser l'âme, des désespoirs inarticulés et de lamentables sanglots ; l'anarchie et l'impiété étaient là, couronnées de leurs palmes habituelles : les désordres et la terreur.

On vint annoncer aux ministres que les Jésuites quittaient Naples.

« *Par quel ordre ?* s'écrièrent-ils. »

Et Bozzelli courut chez le roi.

Salicetti l'y avait devancé. « De deux choses l'une, dit celui-ci : ou un ordre pour chasser les Jésuites, ou une révolution pour les conserver ! Choisissez. »

Bozzelli se tut.

L'expulsion fut décidée ; seulement on ne prononça l'exil que pour les prêtres étrangers ; il fut permis à ceux du pays de se retirer n'importe où. A ceci, vive opposition. « *Point de distinction entre les fils de Loyola !* s'écrièrent les anarchistes, *qu'ils soient tous chassés du pays !* »

Et leur volonté prévalut.

Pendant ce temps, les radicaux, maîtres du cloître, s'y emparaient

des papiers, des meubles, du linge et de tout ce qui y avait une certaine valeur. L'argent, on n'en trouva nulle part ; les provisions, on les pilla.

Quant aux Jésuites, enfermés et cernés chez eux par de soi-disant gardes nationaux, ils se tenaient paisiblement résignés à leur sort. La nuit fut cruelle pour eux. Entassés dans une même salle au nombre de cent trente, sans air, sans nourriture et sans lit, ils eurent à supporter de la part de leurs geôliers, pendant les longues heures des ténèbres et de l'hiver, les traitements les plus indignes, les outrages les plus infâmes.

Le 11, à l'heure convenue, Bozzelli présidait à leur départ. Dix-sept voitures de police les transportaient au *môle*, d'où ils devaient s'embarquer pour Malte sur un bâtiment à vapeur ; ces voitures étaient fermées. Deux citoyens armés, s'asseyant à côté de chaque cocher, surveillait les pieux captifs.

La file de ce convoi funèbre descendit la rue de Tolède. On y remarquait une chaise à porteurs où un vieux jésuite malade, arraché violemment de son lit, touchait à son heure suprême. Deux des siens marchaient près de lui, en récitant les psaumes des morts. Le peuple, ému de ce tableau, le regarda d'abord avec stupeur, puis il exhala des murmures ; puis le sang bouillonnant dans ses veines, il eût voulu se soulever ; mais les espèces de voitures cellulaires qui renfermaient les condamnés, étaient entourées d'infanterie et de cavalerie. La révolution, elle, avait des épées et des baïonnettes ; le peuple, lui, était sans armes.

A quatre heures de l'après-midi, plus de Jésuites à Naples. A la fin de ce même mois, plus de Jésuites à Rome. Accord de plans, entente parfaite. Partout, ensemble et à la fois, la même œuvre se consommait (1).

(1) Ils furent embarqués sur le bateau à vapeur *le duc de Calabre*.

CHAPITRE QUATRIÈME.

La *Madone du Mercato*. — Le ministre Salicetti. — Organisation de la garde nationale. — Situation de l'Europe. — Programme de l'Italie rouge. — Anarchie et consternation. — Le ministère Troya. — La princesse Belgiojoso et la comtesse Bévilaqua.

La presse continuait ses violences. Les royalistes fidèles aux saines doctrines, prirent le parti de quitter Naples ; les journaux le leur ordonnaient. Une foule de notabilités s'éloignèrent successivement du royaume. Mais était-ce assez d'avoir fait partir une portion de l'aristocratie du pays ? Non ; les *Circoli* décidèrent qu'on se débarrasserait de tous les prêtres de la ville, à commencer par les moines du *Carmine*.

Le peuple, instruit de ce projet, s'arme de bâtons et de pierres ; il a ouï dire qu'on voulait enlever la *Madone* de l'église du *Mercato*, et tuer les religieux qui y opposeraient la moindre résistance ; il se rassemble au *Carmine* ; et, précédé par une image de la Vierge, il se rend au palais du roi, en criant : « *Vive la Madone !* »

Mais, parmi les révolutionnaires, autant le peuple qui veut détruire est déclaré *sublime*, autant celui qui veut conserver est

réputé *monstrueux*. La démonstration en faveur de l'église fut donc assaillie au château neuf (1), près de la poste aux lettres, par une troupe de forcenés qui fit un feu de file sur elle; ses rangs furent enfoncés à coups de baïonnettes. C'étaient de la *fraternité*, façon *juillet* et *février*. Le sang fut répandu sans pitié (2).

Enfin, pourtant, la troupe accourut; et les enfants de l'*Italie rouge* disparurent. On aurait dû punir aussitôt les chefs de l'horrible massacre : on agit dans le sens contraire; on récompensa les bourreaux, et on insulta les victimes. Une décoration fut donnée à l'un des exaltés qui avaient le plus tiré sur le peuple. La loi se faisait sous la peur; et l'ordre, pour se maintenir, demandait appui au désordre. Toute révolution en est là.

Salicetti était l'âme du mouvement républicain. Ses collègues s'apercevant du but où il tendait : *le renversement de la monarchie constitutionnelle*, se ligüèrent tous contre lui. Bozzelli fut un des premiers. Ce ministre commençait à ouvrir les yeux sur son propre parti. Il revenait à des idées saines; et le désir de sauver la monarchie était alors au fond de son âme. Il avait fait plusieurs fois preuve de talent, il allait faire preuve de repentir.

Forcé de se retirer, Salicetti céda la place à un M. Marcarelli, ancien magistrat et président de club. Sa démission fit grand effet, mais ne rassura pas le pays; car le parti anarchique gagnait toujours du terrain; les lois contre les attroupements et la presse ne paraissaient point. L'organisation de la garde nationale, qui se faisait activement, appelait tous les citoyens sous les armes, et donnait une vigoureuse impulsion à la puissance démagogique. On demanda que cette milice bourgeoise eût une artillerie. Le roi s'y opposa fortement; et ce fut ce qui le sauva; car, au 15 mai, deux mois après, si la civique eût eu des canons, c'était fait de la monarchie.

Les chefs de cette institution demi-civile et demi-guerrière, n'étaient au fond ni l'une ni l'autre. Parodiant les vrais militaires et décourageant les épauettes réelles, ils portaient les noms les plus

(1) Le château neuf fut longtemps habité par les rois de la famille d'Anjou. Ce fut là que séjourna la belle et malheureuse reine Jeanne, comtesse de Provence.

(2) Voy. *Storia degli ultimi fatti di Napoli*, par F. M. 1849, p. 191.

anarchiques. Carducci, le fameux insurgé du *Gilento*, avait été envoyé à Salerne pour organiser la garde nationale de toute la province. D'autres émissaires du même genre furent expédiés sur d'autres points avec le même but.

Bientôt chaque audacieux individu de chaque diverse contrée voulut un corps armé sous ses ordres, pour dominer les populations. Les intrigues se croisèrent avec fureur. On ne voyait que placards menaçants sur les murs. Les lettres anonymes terrifiaient les gens honorables. Toutes les épées et tous les poignards sortirent du fourreau. Le crime était à l'ordre du jour. Le territoire napolitain, livré à une guerre civile inouïe dans les fastes de l'histoire, devint le théâtre perpétuel du meurtre et de l'incendie. Les candidats aux élections accrochaient les têtes de morts, volées aux cimetières, sur la porte de leurs concurrents, comme présages de leur sort, s'ils n'abjuraient leurs prétentions. Les âmes honnêtes se retiraient épouvantées ; et, selon l'usage habituel, le champ de bataille, abandonné par l'indignation, restait à la perversité.

On avait eu soin, pour anéantir toute résistance, d'abolir la gendarmerie ; et un décret du ministère avait rappelé sous les drapeaux, à l'armée, tous les militaires licenciés depuis 1820.

Ici un coup-d'œil sur l'Europe, en commençant par l'Italie.

Le roi Charles-Albert levait l'étendard de la croisade contre l'Autriche.

Milan, après le triomphe de ses barricades, avait soulevé la Lombardie.

Venise se proclamait république.

Modène et Parme étaient occupées à renverser leurs vieilles institutions et à chasser leurs anciens maîtres.

Rome se creusait un abîme.

La Sicile était en pleine révolte.

Messine, Trapani, Syracuse et Catane avaient suivi l'impulsion de Palerme.

Les Autrichiens se retiraient de l'autre côté du Mincio, dans les forteresses de Mantoue, de Vérone, de Peschiera et de Lagnano.

Là France, en proie à toutes les extravagances de sa révolution, roulait d'émeutes en émeutes.

Vienne avait renversé Metternich et mis son empereur en fuite.

Berlin préparait ses massacres et méditait la chute du trône.

Le Wurtemberg criait : « *A bas la maison de Hohenlohe ! Vive la liberté et l'égalité !* » ce qui signifiait : « *Vive la république !* »

Francfort, Nassau, Heidelberg, Darmstadt et autres États de l'Allemagne, se signalaient par leurs rebellions.

Neuchâtel, se réunissant à la Suisse, s'établissait en république.

La Hongrie, entièrement soulevée, réclamaient son indépendance.

La Bohême, le pays de Bade et la Bavière allumaient les torches qui, peu après, allaient embraser Dresde et la Saxe.

Enfin, de tous côtés à la fois, bouleversements et ruines.

« Il est possible, écrivait le socialiste allemand Charles Heinzeau, que la grande révolution dont l'Europe approche, coûte deux millions de têtes. Mais l'existence de deux millions de misérables peut-elle être prise en considération quand il s'agit du bonheur de l'humanité entière (1). »

Et cela, débité sérieusement, paraissait aux philanthropes de la *fraternité* une sublime espérance.

L'Europe s'offrait consternée ; le ministère napolitain, qui s'était fait conservateur, c'est-à-dire qui voulait *conserver* ses portefeuilles, touchait à ses derniers moments.

Vers la fin de mars, grandes démonstrations de Siciliens, de Polonais, de Belges, de Français, et surtout de Lombards, contre l'ambassade d'Autriche ; lord Minto, du balcon de sa demeure, les saluait en souriant (2).

Les armoiries impériales furent arrachées de l'hôtel du prince Schwartzenberg, traînées dans la boue des ruisseaux, et brûlées, sur la place publique, au milieu des farandoles et des huées de la foule (3) ; des brandons enflammés furent portés, comme bouquets galants, à la fameuse princesse Belgiojoso, qui les baisa avec amour ; et, pour ajouter un scandale de plus à cette indigne violation du droit des

(1) Doctrines de la révolution. *Times*, numéro du 16 nov. 1849.

(2) « Lord Minto, disait M. Cochrane, en plein parlement, à Londres, le 23 mai 1850, avait été envoyé en Italie avec la mission de révolutionner Naples, Rome et la Toscane. » — « *Le Pape lui-même demandait lord Minto,* » répondait à cela Palmerston ; mais le journal officiel de Rome répliquait au nom du Saint-Siège : « — *Ce fait est complètement faux.* »

(3) Cela eut lieu à Sainte-Catherine, à la Chiaja.

gens, la garde nationale était là. Le premier cri de guerre venait de se faire entendre ; et le drapeau de la croisade allait flotter au vent des mers, sur les bords du golfe de Naples.

Le jour suivant, nouveaux tumultes ; les *Fratelli* de la rue de Tolède se portent au palais du roi, criant : « *Guerre à mort à l'Autriche ! Assistance à la Lombardie !* » Le ministère, épouvanté, leur promet armes et navires. Ceci n'a satisfait qu'à demi ; on veut de l'argent et des troupes.

Le gouvernement hésitait ; bruyants éclats d'indignation ; on s'écrie : « *A bas les ministres ! A bas le traître Bozzelli !* » Celui-ci se montre à la foule ; il y salue ses chers camarades ; il semblait remercier avec attendrissement ses anciens amis de vouloir bien le délivrer ainsi du fardeau de la puissance suprême dont il se disait fatigué.

« *Je n'ai là que ce que je mérite,* » lui murmurait sa conscience tout bas ; mais tout haut l'orgueil lui faisait traduire ainsi sa pensée : « *J'abdique avec reconnaissance.* »

Le ministère se retire. Comment en composer un nouveau ? Personne ne veut accepter de portefeuille, pas même *Andrea Romeo*, l'un des principaux chefs de l'insurrection Calabraise. L'autorité fait peur et dégoût ; plus de gouvernement, plus de loi.

« Ce n'est pas la mort qui est douloureuse, disait autrefois Montaigne ; c'est le mourir. » Or, une nation en état révolutionnaire est dans le mourir perpétuel.

Que demandait l'Italie rouge ? Donnons ses statuts provisoires :

1° « Plein pouvoir à la Chambre des députés pour retravailler la constitution sur des bases plus démocratiques ; par conséquent une *Assemblée souveraine* et point de pairie. »

Eh quoi ! cette constitution au berceau, cette aimable enfant de six semaines, saluée par tant d'adorations, et que l'on encensait avec un amour équivalent à celui de Pygmalion embrassant sa statue, était déjà en pleine décrépitude !... Quoi ! usée avant même d'avoir été essayée, la pauvre idole était déjà tombée de son piédestal !... Hélas ! à peine avait-elle eu le temps de montrer sa figure, et l'on voulait quelque autre monstre !... La république n'est pas loin.

2° « Réforme de la loi électorale, plus de cens exigé. »

C'est-à-dire *suffrage universel*. Paris, qui soupirait après lui, l'a eu... et l'a mis vite à la porte.

3° « Commissaires extraordinaires nommés pour travailler à l'éducation démocratique du pays, et devant aller, patriotiquement, bouleverser toutes les administrations communales, centrales et provinciales du royaume. »

Du royaume ! en attendant mieux.

4° « Autres commissaires, au nombre de trois, chargés de se rendre à Rome, pour y organiser la *Confédération italienne*. »
Et de quelle manière ? N'importe. On y songera tôt ou tard.

5° « Réforme générale de tout le personnel civil, judiciaire et militaire. »

Explication en une phrase : *Ote-toi de là que je m'y mette !* But final et mode éternel.

6° « Départ immédiat de l'armée pour la guerre de Lombardie. »

C'est-à-dire, en termes couverts : *affranchissement* pour prétexte, et *communisme* en perspective.

L'auteur de ce programme était Salicetti.

Cependant la confusion générale était à son plus haut période ; les anarchistes eux-mêmes ne pouvaient s'entendre. On discutait, soir et matin, sur la prochaine *Assemblée constituante* qui devait reléguer, parmi les vieilleries trépassées, la jeune constitution si chérie.

Chaque jour, au milieu des plus vives sympathisations, la démagogie, en plein air, débitait des phrases brûlantes. Écrits affreux jetés sous les portes ; papiers sanglants collés sur les murs ; rappel battu sans ordre et sans cesse. Une terreur panique était répandue par tout le royaume ; la crise ministérielle continuait encore ; et Salicetti, qui fomentait les alarmes publiques, se croyait sûr de son triomphe.

« Sire ! écrivit la garde nationale au roi, la capitale est épouvantée ; le désordre est dans les provinces. On ne sait plus nulle part ni ce qu'il faut espérer ni ce qu'il faut craindre. Le commerce, aux abois, n'a plus de débouché ; toutes les affaires sont mortes ; le propriétaire est sans revenus, le gouvernement sans recettes, l'ouvrier sans travail et sans pain. Sire ! de grâce, un ministère (1) ! »

(1) Histoire déjà citée : *Degli ultimi fatti di Napoli*.

Et la garde nationale indiquait celui que les clubs avaient choisi : le *ministère Troya*. Le roi avait déclaré formellement qu'il ne subirait jamais ni Salicetti ni son programme ; il accepta le cabinet proposé, terme moyen entre la démocratie constitutionnelle et la république démagogique, passage entre Charibde et Scylla. Il n'y avait là d'assuré que le gouffre.

Le ministère du 2 avril se composait ainsi : *Carlo Troya*, président ; *Vincenzo degli Uberti*, travaux publics ; *Luigi Dragonetti*, affaires étrangères ; *Giov. Vignali*, grâce et justice ; *Pietro Ferretti*, finances (1) ; *Raffaele del Giudice*, guerre et marine ; *Paolo Emilio Imbriani*, instruction publique.

Ce cabinet, dont le chef était tant soit peu perclus, commença ses fonctions par adopter, en partie, et bon gré mal gré, le programme Salicetti. *La peur*, ce suprême génie de toutes les catastrophes politiques ; *la peur*, ce conseiller intime de tous les États révolutionnés ; *la peur* commandait la mesure.

Après la scène des armoiries brûlées, le prince de Schwartzenberg avait demandé ses passeports. Le comte de Rignon était arrivé de Turin, avec une mission secrète ; et un certain M. Levraud débarquait à Naples, en qualité de représentant de la république française.

Le roi de Sardaigne avait alors jeté le gant à l'Autriche ; il était parti pour la guerre ; et il entrait en Lombardie par le même pont de Lodi, où ses flatteurs lui présentaient, comme prêts à refleurir sur son front, les vieux lauriers de Bonaparte. Mais autre homme, autre résultat.

De Rome, de Florence, de Gènes, de Milan, de Venise et de beaucoup d'autres points de la Péninsule, il lui était accouru de braves volontaires. La jeunesse napolitaine ne fut pas la dernière à s'enrôler sous le drapeau de la croisade. Le premier détachement partit sur le *Virgilio* (2). Qui en était le commandant ? Un *Roland* au glaive intrépide ? Non, une *Armide* au petit pied, la princesse *Christine Trivulzio Belgiojoso*.

Grande illustration à la fois littéraire, politique et guerrière, elle

(1) L'élu du club Vittoria.

(2) Trois ou quatre jours avant l'installation du ministère Troya.

tenait la plume du journaliste au bureau du *National*, élevait la voix de l'orateur dans les cercles patriotiques, et était censée tenir l'épée du héros au champ d'honneur ; la besogne était compliquée.

« Du nord au sud, en Italie, disait la prophétesse vaillante en appelant le peuple au combat, partout où il y a un homme debout, il y aura un soldat armé ; partout où il y a place pour un fusil, qu'il y ait tube pour une balle ! »

Et, sur ce dythirambe épique, elle avait modulé les instructions suivantes, en ces termes ou à peu près :

« L'Autricbien, poursuivi sur tous les points de l'antique Ausonie par les enfants de la régénération, ne devra entendre à son approche que le tocsin sonnant de clochers en clochers. S'il s'écarte, qu'on l'assassine ! s'il avance, qu'on le mitraille ! s'il recule, qu'on le massacre !

« Extermination sans relâche à toute heure, à toute minute ; la mort devant lui, la mort à ses côtés, derrière lui la mort ; ici, là, plus loin et partout, rien que la mort ! toujours la mort ! »

« De toutes les haies et bruyères, de tous les bâtiments et carrefours, de toutes les futaies et ravines, qu'on fasse pétiller des fusillades à l'aspect de l'affreux Tudesque ! Un cercle mobile de flammes devra l'étreindre et l'enserrer, comme le réprouvé de Dante. Le sol miné ne devra répondre au bruit de ses pas que par le fracas des détonations.

« Frères ! point de pitié pour lui ! que le tronc d'arbre lui cache une sentinelle en faction ! que la pointe du rocher lui découvre un tirailleur mystérieux ! qu'enfin, chaque voix de la nature, comme un invisible tonnerre, n'ait, à sa vue, qu'un mot et qu'un cri : *Feu !* »

Pleine de ces vues lyriques, et toute à leur exécution, la princesse Belgiojoso, mettant en jeu ses anciens et nouveaux avantages de tout genre, avait incorporé sous sa bannière, par les doubles appâts de la gloire et de l'amour, cent vingt jeunes audacieux. *Cent vingt !* c'était déjà un beau chiffre ! assez flatteur pour un début ! mais qui plus tard n'eût pu suffire !...

Soignant la tenue de ses preux, elle eut à les passer en revue ; c'était naturellement son devoir. Assistée de son premier aide de camp, le comte *Hippolyte Mélé*, elle leur imposa un costume ; idée

vestiaire qui n'était pas venue à la magicienne du Tasse. Elle leur appliqua sur la poitrine une large croix tricolore ; elle leur cria avec exaltation, « *Dieu le veut !* » ce à quoi ils répondirent avec courtoisie ; « *Vive Pie IX !* » et ces féaux poursuivants d'armes, à l'imitation des *damoisels* du moyen âge, se crurent baptisés pour l'indépendance par leur héroïque marraine.

On put remarquer dans leurs rangs des *Clorinde* et des *Bradamante* en costumes de petits *Jehan de Saintré*, modifié et méconnaissable. C'était un nouveau chant de la *Jérusalem délivrée*, si ce n'est qu'en résultat de compte, ces réminiscences de la Palestine ne devaient *délivrer*.... rien du tout.

Ils mirent bravement à la voile ; ils débarquèrent en bon ordre ; mais, arrivés au champ de bataille de Brescia, il ne fut plus question d'*Armide*. Les paladins se dispersèrent ; les épées rentrèrent aux fourreaux. Les *Marphise* retournèrent à d'autres habitudes ; et la troupe s'évanouit.

Il ne resta de l'équipée Belgiojoso qu'un épisode assez burlesque : on ne l'oubliera point à Naples. Plusieurs des eroisés de l'illustre dame s'étaient enrégimentés contrairement à la volonté de leurs familles. A peine voguaient-ils, à grandes forces de charbon, vers la *terre de Chanaan* (pardon : vers la *rade de Gènes*), que leurs mères, épouses et sœurs tombaient aux pieds du roi de Naples, lui réclamant leurs fugitifs. Autant en emportait..... la vapeur (1).

Et, plus tard, que fera la belliqueuse Amazone ? Oh ! son génie a des ressources variées. Elle changera de costume et de forme. Mazzini, sous les murs de Rome assiégée, aura besoin un jour dans ses hôpitaux d'une enfant improvisée d'*Esculape*, habile à panser les blessures guerrières : *Armide* deviendra *sœur grise*. Etablie dans la résidence pontificale par le chef du triumvirat, elle fera du *Quirinal* une *pharmacie*. Plus tard encore, le sultan de Constantinople, en guise de *mouchoir*, lui jettera une *métairie* ; et l'on verra dit-on, au Bosphore, la *sœur grise fermière turque*.

D'autres volontaires Napolitains succédèrent aux premiers. Les

(1) Le comte Hippolyte Mélé, l'aide de camp de la princesse Belgiojoso, fut nommé, le 49 avril 1848, *adjudant de camp* par le général en chef des volontaires Lombards.

débiteurs que poursuivaient leurs créanciers, les condamnés qu'avaient frappé la justice, les enfants de famille qui désiraient se soustraire à l'autorité paternelle, les vagabonds sans feu ni lieu s'agglomérèrent, comme à Rome, en bataillons de *jeune Italie*. Ils manquaient, il est vrai, d'armes, d'équipements, de munitions et de vivres; mais on y pourvut par des quêtes publiques, à la tête desquelles se placèrent les *senora Olimpia Colonna* et *Giuseppa Guacci Nobile*, les patronnesses du progrès.

Embarqués sur des navires qui les conduisaient à toute chose..... hors à la rédemption de l'Italie, ils chantaient des hymnes en chœur. Leurs harpes valaient leurs épées (1).

A quelque temps de là, une rivale de la princesse Belgiojoso, la comtesse de *Bévilaqua*, apparut aussi dans les camps. Journaliste et guerrière, elle s'était mise à la tête d'un corps de croisés Toscans, Romains, etc., à Rocca d'Amfio, lago d'Ydro, près Brescia. Là, sur le haut d'une montagne, son quartier-général, elle avait placé..... un piano; et, autour de cet instrument où elle chantait des hymnes de guerre à ses soldats, elle faisait *polker* ses officiers.

Bien qu'elle ne fût pas de la première jeunesse et encore moins de la première beauté, il ne lui manquait aucune de ces ardentes pensées qui illustrent les *Théroigne*, mais dont eût rougi *Jeanne d'Arc*.

Supérieure d'une congrégation militaire qu'elle aimait à tenir sous les armes, elle portait habituellement des pantalons à la Mameluck, une petite veste d'officier, des pistolets à la ceinture, et des cigarres à la bouche. Du haut de son mamelon de guerre, elle aimait à lancer dans les airs de petits ballons à la *Milanaise*, qu'elle remplissait d'appels à la croisade et de proclamations aux peuples. Le vent les dirigeait au hasard.

Hélas! un beau jour des chasseurs autrichiens gravissent la montagne; ils s'emparent... du piano; et la comtesse, épouvantée, s'enfuit du mont des harmonies... qui n'était pas un champ d'honneur.

(1) Ils s'étaient fait des armoiries de fantaisie. Leur drapeau présentait réunis la croix bénigne de Pie IX et le cheval fringant de Naples.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Révolution de Palerme. — Mariano Stabile. — Le père Ventura. —
Déchéance du roi de Naples.

Lord Minto, chargé par le roi Ferdinand de négocier avec les rebelles de Palerme, n'avait pu rien obtenir d'eux. *Mariano Stabile* et les siens, se posant en vainqueurs, prétendaient faire la loi, et non la recevoir.

Stabile, fils d'un intendant du prince Cassaro, avait demeuré quelque temps à Madrid comme secrétaire de ce même prince, et s'en était fait chasser par son exaltation démagogique. Revenu à Palerme, et n'ayant pu y obtenir une place, il occupait un mince emploi dans l'administration de la société industrielle des soufres, alors que vint à éclater la révolution de Sicile. Caractère tranchant et audacieux, *Mariano Stabile* avait ouvert les prisons et les bagnes de Palerme, aussitôt son avènement au pouvoir. Il dominait par la terreur. Des comités, nommés par lui, gouvernaient la Sicile entière; et il ne doutait plus maintenant du complet affranchissement qu'avait rêvé

son ambition. L'état lamentable de Naples, et le bouleversement général de l'Italie, lui assuraient la toute-puissance.

La constitution de Naples ne satisfaisait nullement les constitutionnels de Palerme. Le *gouvernement provisoire* avait déclaré qu'il voulait, non pas d'une charte démocratique à la française, telle que la donnait Ferdinand II, mais d'une charte aristocratique à l'anglaise, telle que l'avait la Sicile en 1812 (1).

Ruggiero Sottimo, vice-amiral, autrefois comblé des faveurs de la cour, était président du gouvernement provisoire; ce vieillard de soixante-quinze ans, enthousiaste adorateur de Nicolas, quand cet empereur vint à Palerme, avait écrit un livre à la gloire de l'autocrate de Russie, et avait fait même le voyage de Venise pour aller mettre à la fois son encens et son œuvre aux pieds de S. M. l'impératrice.

Qui l'aurait pu croire ! cet obséquieux courtisan, si désireux naguère de la faveur des rois, ne rêvait plus aujourd'hui que le triomphe des libertés du peuple ; il s'était hâté de convoquer une Chambre de députés Siciliens, d'après un mode d'élections basé sur un système britannique ; et, le 13 avril 1848, il ouvrait son nouveau parlement.

L'assemblée était réunie ; les députés étaient à leur poste. Une quantité de figures menaçantes et sinistres se faisaient remarquer dans la salle. Torreaarsa, président de la Chambre, se lève et lit à haute voix :

« Au nom du parlement sicilien ! Ferdinand de Bourbon et sa « dynastie sont à jamais déchus du trône de Sicile. »

Trois salves d'applaudissements accueillent cet acte de démen-
ce.

A jamais ! toujours le même protocole ; Ferdinand de Bourbon et ses descendants étaient à *jamais* déchus du trône en Sicile, comme Louis-Philippe et sa race étaient nommés rois des Français à perpétuité.

Le président poursuit sa lecture.

(1) Dans celle-ci, les nobles jouaient un grand rôle à la chambre des pairs : comme à Londres.

« La Sicile se gouvernera constitutionnellement, et appellera au trône un prince italien dès qu'elle aura réformé ses statuts. »

Acclamations frénétiques.

Le ministre des finances, *Amari*, s'est pris une voix solennelle ; il a le geste dramatique et l'attitude pittoresque.

« — Députés ! s'écrie-t-il, voter ne suffit pas ; il faut jurer. Allons ! debout ! et le front haut ! mettez sur votre cœur la main gauche ! levez votre droite au plafond ! et, tous ensemble, écriez-vous : *« Ferdinand II ne règnera plus jamais sur la Sicile. »* »

La pantomime s'exécute ; et les assistants en paraissent émerveillés.

Teraldi court à la tribune :

« — *Déchu !* non, ce n'est point assez : déclarons-le, *Parricide public* ; et qu'il répare avec son sang toutes les énormités qu'il a fait subir à la nature entière !... »

C'était un modéré du parti (1).

Ravie des attitudes et gestes que le ministre *Amari* avait cru devoir prescrire aux représentants du pays, une voix demande qu'il soit procédé au même exercice à la Chambre des pairs.

« — J'en ai donné l'ordre, Messieurs ! » répond le président d'un ton grave.

Et, pour revoir le même spectacle, le public court à l'autre Chambre.

Il était nuit : la salle était sombre ; là se dessinait le spadassin, rebelle incarné, se disant *le colonel La Masa*, émeutier, fanfaron et bavard, non moins prétentieux que vulgaire, parfois hardi et parfois peureux : c'était un *Cartouche-Flocon*, un *Catilina-Caussidière*.

Ses bandes stipendiées l'entouraient ; les mêmes visages atroces de l'autre enceinte législative ressortaient, là, plus menaçants encore, des ténèbres visibles qui s'étendaient autour d'eux. Les membres de la pairie, ne sachant rien de ce qui allait se passer, mais pressentant quelque chose de déplorable, étaient assis à leurs bancs, pâles et agités ; ils allaient être obligés de faire de l'enthousiasme avec de l'effroi.

(1) Journal officiel de Palerme, *l'Indipenza e la Legge*, 15 avril.

Leurs seigneuries paraissaient mal à l'aise. Plusieurs néanmoins ont dit depuis, que là, avec de la trahison, ils faisaient de la fidélité.

Le duc de Serra di Falco, homme honnête et monarchique, entraîné d'abord assez honorablement par le mouvement des idées, puis enchaîné, malgré lui, par la peur, à sa fatale position, occupait le fauteuil de la présidence, Chamarré de plaques et de décorations, tout en adoptant une marche qui tendait, un jour ou l'autre, à les détruire, il ouvrit la séance aussi majestueusement que possible, en proclamant *la déchéance*.

Il y eut d'abord stupeur dans la salle.

« *Où déchéance ou république !* » fit-on dire aux pairs à voix basse ; et des deux gouffres entr'ouverts, on dut choisir le moins horrible.

Serra di Falco poursuivit :

« Députés ! la main gauche au cœur ; la main droite vers le plafond ! debout, la tête haute, et jurons ! »

La leçon n'était point écrite ; il la répétait de mémoire.

Le père Ventura était là. Ce théatin, nommé pair de Sicile, en vue de ses méfaits de Rome, crut devoir prendre la parole. Tel fut le sens de son discours :

« — L'Europe a les regards sur nous ! (phrase sacramentelle d'usage). Nobles pairs ! toute autorité vient de Dieu. Or, *le peuple*, et surtout *le prêtre*, sont les représentants du Seigneur ; donc, à moi d'abord, puis à vous, appartient le pouvoir suprême. Conséquemment, et de plein droit, nous proclamons *la déchéance...* »
Interruptions, effervescences.

« — Votons ! reprit Serra di Falco.

« — C'est fait ! c'est fait ! crient les tribunes ; on a voté d'enthousiasme. »

L'idée a paru lumineuse.

« — *Oui*, répètent les nobles pairs ; c'est fait ! c'est réglé ! c'est fini ! »

Le vote d'enthousiasme était d'un avantage immense ; il dispensait du dangereux soin de déposer des boules et de prononcer des paroles, choses assez compromettantes en face de poignards qui

pouvaient éplucher les bulletins et fureter dans les consciences. Il y eut donc suffrage invisible avec exaltation tacite; les votes se firent sans urne; et nul ne put blâmer le scrutin.

Le gouvernement s'installa.

Ses principaux meneurs étaient Mariano Stabile, radical exalté (1); le député *Vito Ondes*, accusé, à tort ou à raison, d'avoir protégé des *Componendistes* (2); le prince de *Scordia*, ambitieux et remuant; *La Farina*, autrefois chassé de Messine et depuis réfugié à Florence, où il rédigeait le journal *la Patrie* (il eut le portefeuille de la guerre); *Corvajo*, ex-marchand de vins, à qui on entendit prononcer ces mots, quand Palerme rentra dans l'ordre : « *A présent, je m'en moque, je suis riche.* » (On le vit *diriger* les finances.)

D'autres notabilités figuraient encore parmi les chefs du nouvel Etat; mais, à quoi bon en poursuivre la liste ! ils ne sont plus, ces hauts pouvoirs. Valent-ils l'honneur qu'on les nomme !

A la suite du décret de déchéance, il fut procédé à la recherche d'un nouveau souverain. Le gouvernement provisoire offrit sa couronne à tout venant, et tout le monde en détourna la tête.

Il choisit le fils du grand duc de Toscane.

Il sollicita le duc de Leuchtenberg.

Il fit sonder le duc de Bordeaux.

Il s'adressa au prince de Joinville.

Il parla du prince Léopold de Bavière.

Il eut quelques velléités pour Lucien Murat.

(1) Mariano Stabile, qui prononça la déchéance, déclara depuis, à la tribune, et publiquement, qu'il ne l'avait fait qu'aux sollicitations répétées de l'Angleterre, qui lui avait promis assistance, et dont il avait été la dupe.

(2) Le *Componendo* était une société secrète de brigands, qui s'emparaient des enfants de riches familles et les tenaient cachés dans leurs repaires jusqu'à ce que les parents leur en eussent payé la rançon. Les bandits de cette société faisaient parvenir aux notabilités ayant de la fortune, des billets ainsi conçus : « *Payez... tant, ou vous périrez !* » Les effrayés ouvraient leur bourse. Qui refusait courait le risque d'être poignardé. On écrivit à l'évêque de Girgeni, Monseigneur lo Jacono : « Il nous faut « 25,000 francs, sans quoi *te fer* ou *te poison*. Silence ! Infâme ! ou vous « êtes mort. » (Extraits du journal officiel de Palerme, 1849.)

Enfin, quand toute l'Europe en était à chasser ses rois, la Sicile en demandait un à toute l'Europe.

Ici, rendons justice à ce peuple. En sa fatale insurrection, il se laissa bien aller, il est vrai, à toutes sortes de fraternisations démagogiques, de mascarades tricolores, de citoyennetés burlesques et de cantates marseillaises ; mais, au milieu de ce flot d'absurdités, du moins il ne lui vint jamais à la pensée de descendre à proclamer la république : il repoussa ce ridicule, il échappa à cette honte.

CHAPITRE SIXIÈME.

Élections. — Partage des biens communaux. — Le général Pépé —
Anarchie et réaction.

La Chambre des représentants napolitains étant convoquée pour le mois de mai, les commissaires à la *Ledru-Rollin* (1) démoralisant la province, y hâtèrent les élections. Les gens de bien s'étaient retirés. Les mêmes passions qui avaient fait bouillonner les campagnes pour le choix de la garde nationale, revinrent aux mêmes excès pour les nominations de la Chambre représentative. Rage pareille, intrigues semblables; finalement, déplorables choix.

Les chefs révolutionnaires de la Calabre et les condamnés politiques du royaume furent tous élus députés. La démagogie triomphait : « *Le suffrage universel*, a dit le citoyen Proudhon, *est appelé partout à faire rentrer pour jamais dans sa fosse l'autorité gouvernementale* (2).

Quant aux opérations électorales de Naples, elles offrirent un

(1) Notamment M. Cosmo Assanti, neveu du général Pépé.

(2) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 322.

étrange spectacle. Tristement résignées à leur position, la capitale et sa banlieue ne témoignaient qu'indifférence et dégoût. Les votants y furent si peu nombreux, que, dans certaines localités, il se trouva moins d'électeurs que d'éligibles. Là où auraient dû se réunir *cinq mille personnes*, le candidat élu eut *TROIS VOIX* ! et, bien que, dans certains quartiers, des électeurs, courant ici et là, votassent de plusieurs côtés à la fois, le scrutin ne produisit encore qu'un chiffre ridiculement exigü. Ce fut pire encore à l'entour de Naples. Les collèges n'eurent que leurs urnes, personne n'y jeta son billet.

D'après la *loi fondamentale*, le roi devait nommer les pairs. Mais, aux yeux des progressistes, une constitution n'est bonne et valable que sur les points où elle est utile à leurs vues; elle ne signifie plus rien là où elle a des articles qui leur sont contraires; de sorte qu'elle est *inviolable* d'une part, et de l'autre *non avenue*. Dès qu'elle frappe leurs adversaires, ceux-ci doivent la tenir pour sacrée; au cas contraire, on n'en fait nul compte; diadème ou haillon, elle aura selon les circonstances, l'encensoir ou le coup de pied, l'apothéose ou l'abattoir : parfois le tout, l'un après l'autre.

On essaya donc de changer les dispositions relatives à la pairie; elles ne convenaient point au mouvement.

Il fut demandé que le roi ne pût choisir chaque pair que sur trois candidats présentés par les électeurs du pays. Cette modification fut consentie.

Plusieurs collèges électoraux présentèrent une motion plus simple et plus courte; rien que trois mots : « *Point de pairie.* »

D'autres, ne voulant s'expliquer en aucune manière, adoptèrent un juste-milieu entre le *oui* et le *non*; ils ajournèrent leur pensée.

Enfin quelques-uns, pour complément de *gâchis* politique (ancien style *Lobau*) soumirent au choix du souverain les noms les plus surpris d'être là, *Abd-el-Kader*, *Metternich*, la reine *Pomaré*, *Guizot*, *Montalembert*, *Cabrera* et *Nesselrode*.

Le ministère, poussé dans ses derniers retranchements par la jeune Italie, avait décidé que, sous les ordres du général en chef Pépé, quatre mille hommes de troupes seraient transportés par mer à

Aucône, pour la guerre de Lombardie, tandis que cinq mille quatre cents hommes d'infanterie, trois régiments de cavalerie et deux batteries se rendaient par terre au théâtre des combats. Mais comme Pie IX, par sa fameuse encyclique du 1^{er} mai, s'opposait aux hostilités contre l'Autriche, et que le grand duc de Toscane y envoyait ses volontaires avec une répugnance marquée, le gouvernement Napolitain ne pressait point le départ du général Pépé ; on résolut de l'y contraindre.

Un soir, sur la place du palais, scènes populaires hideuses. L'histoire rougirait d'entrer dans le monstrueux détail des outrages vomis contre le monarque. La démonstration se composait d'une masse de bandits étrangers, venus, à ce dessein, du Piémont. On frémit, et ils réussirent. Le lendemain, la flotte appareilla ; et, peu après, les troupes du général Pépé se mirent en marche.

Voici les titres qu'avait le général Pépé à la haute position qui lui était confiée.

« En 1799, à l'âge de 15 ans, il combattit pour la république Parthenopéenne et fut condamné à l'exil. Plus tard, le roi Murat l'attachait à sa personne, et trois fois il conspira contre Murat. Pépé le déclare lui-même.

« En 1820, il se fait le chef de la grande conspiration de Naples qui força le roi Ferdinand I^{er} à donner une constitution : un nouvel exil en fut le prix. Ferdinand II le met à la tête de ses légions : il trahira Ferdinand II (1). »

Un emprunt forcé de trois millions fut décrété pour subvenir à la dépense des troupes parties pour la croisade. Le public en parut peu charmé. Parmi les hommes du progrès, comme chez les *fourmis* de la fable, la générosité est peu *prêteuse*.

Le ministère s'était renforcé de M. *Conforti*, à l'intérieur, et de M. *Scialoja*, à l'agriculture et au commerce. Cela poussait à l'anarchie. Le premier adressa une circulaire à tous les intendants de province pour qu'ils eussent à reprendre possession de toutes les terres communales qui pouvaient avoir été usurpées par les parti-

(1) Voyez *Révolutions d'Italie*, par le général Pépé.

culiers ; ces terres devaient ensuite être divisées entre les citoyens les plus pauvres.

Cette mesure qui, au premier aperçu, avait une apparence de raison et de légalité, fut le signal d'une désorganisation complète et générale. Les populations la prirent pour une *loi agraire* ; elles s'emparèrent de toutes les propriétés à leur convenance, en affirmant qu'elles avaient été volées par les maîtres actuels. Chaque individu revendiqua une portion de champ ; il n'y eut plus assez de biens pour l'innombrable quantité de prétendants. Ce fut un atroce pillage.

Le communisme entraînait en scène.

Imbriani, ministre de l'instruction publique, ébauchait de son côté sa loi de *démocratisation*. Il enlevait l'instruction publique à la surveillance des évêques, et la donnait à des commissions démagogiques qui devaient choisir des maîtres à leur gré. Or, on conçoit qu'ils choisirent.

Imbriani avait nommé une commission pour faire des réformes au Musée royal et aux fouilles ; c'est-à-dire pour y tout désorganiser et y tout anéantir. Il déclara *propriété nationale* le Musée Farnèse, *propriété particulière et héréditaire* du roi, que Ferdinand II avait entretenu et accru de sa propre cassette.

Les collections réservées et *secrètes* : on voulut les exposer publiquement. Qu'importe que cela choquât les mœurs !

On suspendit les fouilles et on pillà les fonds qui y étaient destinés. Enfin la collection des monnaies du Musée fut détériorée et bouleversée. C'est ainsi que la révolution comprend les sciences et les arts.

La subordination n'étant plus à l'ordre du jour, les commis d'administration se révoltèrent contre leurs chefs d'emploi ; les ouvriers de manufactures et d'imprimeries se mirent *en grève*, déclarant qu'ils ne travailleraient plus si l'on n'augmentait leurs salaires.

Leurs rassemblements tournant à l'émeute, la garde nationale tira sur eux sans sommations préalables. Les ouvriers de la province, notamment ceux de la *Cava*, s'en vengèrent en brûlant des chariots de marchandises et en menaçant de raser les édifices industriels. Puis, devant cet ordre public et sous l'*Égalité* des misères, la *Liberté*, le front superbe, proclamait la *Fraternité*.

Chaque membre du pouvoir rêvait l'autorité souveraine. Le député Joseph Ricciardi avait un domestique allemand qui, épris d'une jeune fille de Naples, voulait l'épouser. Celle-ci ne trouvait pas sa condition assez brillante. « A présent je suis peu de chose, il est vrai, lui disait-il, mais, avant deux mois, je le sais, mon maître gouvernera à Naples; et vous serez alors une grande dame, car moi je serai un grand seigneur. »

S'il avait connu l'histoire contemporaine, il aurait pu ajouter :

« *Et vous direz comme la dame du provisoire de Paris : C'EST NOUS MAINTENANT QUI SONT LES PRINCESSES.* »

L'ouragan populaire était déchaîné dans toute sa violence. Entre autres placards et libelles, la proclamation suivante du *suprême et haut comité du royaume* offrait, sur les murailles, ces phrases :

« Citoyens ! nous sommes partout. Nous avons des intelligences « avec le monde entier qui se lève avec nous aux cris de l'indépen-
« dance. Aux armes ! aux armes ! citoyens. La liberté est un fruit
« exquis qui ne se cueille que dans le sang, etc., etc. (1). »

Le gouvernement était en pleine anarchie au dedans, comme au dehors l'était le royaume. Le ministre des finances Ferretti, à qui on avait présenté avec audace une pétition le poignard à la main, et qui avait répondu avec épouvante en présentant sa bourse hors de la poche, s'était retiré du cabinet; et le ministre de l'instruction publique, le fougueux démocrate *Imbriani*, débordé lui-même par les siens, abandonnait douloureusement son portefeuille, en s'avouant tout bas qu'il n'était plus besoin de rênes quand le peuple était débridé.

Le progrès avait marché à pas gigantesques. Il n'était plus question seulement d'une constitution à établir, d'une couronne à mettre en pièces, d'une république même à faire éclore, on avait dépassé tout cela. C'était maintenant le communisme qui s'élevait en exterminateur suprême sur une société battue en brèche, pour y fouler

(1) Cette proclamation des sociétés secrètes de Mazzini finissait par demander provisoirement la *loi fondamentale* de 1820 et une *assemblée constituante*. Voy. *Storia degli ultimi fatti di Napoli*, p. 388 Italia, 1849.

à ses pieds toutes les lois divines et humaines ; c'était le socialisme enfin qui, du milieu des orgies de la perversité, apparaissait hideux et sanglant.

« *La propriété, c'est le vol !* » Ce cri d'un des esprits de l'abîme avait au loin franchi les espaces ; Paris l'avait jeté à Naples. Plus tard ses journaux même écrivaient :

« *L'anarchie est le plus haut degré de liberté et d'ordre auquel l'humanité puisse parvenir (1).* »

En province, on avait d'abord procédé au partage des biens communaux, usurpés ou non. Il fut demandé, peu après, la division de toutes les propriétés particulières, voire même de l'argent et des meubles. La bourgeoisie avait joué à la révolution contre les grands pour l'exploiter à son profit ; les petits jouaient à leur tour à la destruction contre la bourgeoisie pour en tirer parti à leur compte. Aux Deux-Siciles, comme en France, même principe, même marche.

Remémorons ici quelques faits.

A Venosa, dans la basilicate, les propriétaires, environnés de peuplades soulevées, s'étaient barricadés sous leurs toits. On leur criait du dehors : « *A bas les habits ! partage des terres !* » comme on avait crié dans Paris : « *Vive la blouse ! à bas les fracs !* »

Un d'eux, le professeur *Gasparini*, fut tué par les assaillants.

Eu d'autres provinces, notamment dans les Abruzzes, où chaque jour les domiciles étaient envahis et les existences menacées, les riches, saisis de terreur, se rassemblèrent à l'effet de ramasser une certaine quantité d'argent pour l'offrir, comme une espèce de rançon, à ceux qui leur demandaient la bourse ou la vie.

Ce fut une fatale pensée ; cet argent une fois versé, les bandits revinrent plus nombreux, plus hardis et plus forts, exigeant de nouvelles sommes. Des propriétaires radicaux, qui tenaient à leurs possessions, se constituèrent alors en *Comité de salut public* pour lutter et pour se défendre. Les assaillants étaient aussi des radi-

(1) *Voix du Peuple*, numéro du 3 décembre 1849. « Les socialistes de France ne reprochaient pas au gouvernement provisoire du 24 février de n'avoir pas su édifier, mais de n'avoir pas su démolir. »

caux, mais sans fortune, et qui avaient jugé que les doctrines du nivellement les autorisaient incontestablement à s'emparer du bien de leurs frères.

Sur ce, les populations honnêtes, où ne se trouvaient ni *docteurs*, ni *fratelli*, se révoltèrent à leur tour contre les révoltés; elles n'étaient point assez avancées dans les lumières de la civilisation nouvelle, pour comprendre que le chaos était évidemment la régénération; et, les armes à la main, elles déclarèrent qu'elles ne voulaient pas plus du joug des révolutionnaires riches, que de celui des anarchistes pauvres; qu'elles n'aimaient pas plus ceux de la première classe que ceux du second numéro; et, se mettant à crier de toute la force de leurs poumons: « *Vive le roi! A bas la constitution!* » elles chassèrent les *comités de salut public*, les autorités municipales, les syndics, les décurions et les juges, tout ce qui devait sa place à la révolution; elles désarmèrent la garde nationale après l'avoir attaquée, honnie, conspuée et battue; elles appelèrent d'autres hommes à la direction des affaires; et, elles aussi, à leur idée, elles se nommèrent, hardiment, un gouvernement provisoire; la réaction était complète.

Pescosansonesco, ville des Abruzzes, d'un nom peu facile à prononcer, avait arboré un drapeau blanc; les démocrates d'alentour se précipitèrent sur elle. Loin de s'en montrer intimidée, la ville soutint bravement l'assaut. Du haut des toits, des fenêtres et des terrasses, les vieillards, les femmes et les enfants faisaient pleuvoir sur l'ennemi, des meubles, des pierres, de l'huile et de l'eau bouillantes; ils auraient démoli jusqu'à leurs maisons pour les jeter à la tête de leurs antagonistes. Ces derniers reculèrent vaincus.

Mêmes tableaux en divers lieux.

A *Pratola*, près de *Sulmona*, il se passa une scène d'un genre semblable au milieu des montagnes. Les paysans du lieu, réunis sur la place publique pour une fête de la *Madone*, avaient mis des cocardes royales à leurs chapeaux; un officier des gardes nationales,

Antonio Fabrizio, en arracha violemment une au nommé *Rocco*. Celui-ci le renversa d'un coup de poignard.

Guerre civile à l'instant même.

Les populations armées de bûches, de massues, de pioches et de faux, se ruent sur la milice citoyenne. Le père du chef de la garde nationale veut s'interposer entre les combattants : il est blessé grièvement ; son fils survient : il est tué ; plusieurs d'entre les siens périssent. Les paysans restent maîtres du champ de bataille, et les bourgeois prennent la fuite. Aussitôt le drapeau tricolore du poste est déchiré en mille pièces, et l'on n'entend qu'un cri général :

« *A bas la révolution ! Vive le roi !* »

CHAPITRE SEPTIÈME.

Drame des 14 et 15 mai — Insurrection et barricades — Le général Ischitella et le prince San Giacomo — Le citoyen Levraud et l'amiral Baudin — Le duc de Rivas et le corps diplomatique — Scènes de Monteolivetto — Batailles et désastres — Triomphe de la monarchie.

L'ouverture des Chambres, à Naples, fixée d'abord au 1^{er} mai, avait ensuite été prorogée au 15 mai ; elle devait se faire avec un grand appareil. Les députés arrivaient de toutes les provinces ; ceux de la Calabre s'étaient fait escorter par les *fratelli* de leur contrée, factieux en disponibilité. Ceux-ci, armés de poignards, de pistolets, de haches, d'escopettes et de *boccaci*, portaient un costume théâtral, demi-albanais, demi-*Fra-diavolo*. Ils avaient jacquette de bure à bandes de velours et à boutons de métal, feutre pointu orné de plumes, longue barbe démocratique, *cartocciera* à la ceinture, et force écharpes tricolores (1). Cette cohorte, ainsi vêtue, offrait un caractère sauvage ; c'était vaillant, ce fut atroce.

(1) Les *boccaci* sont des fusils dont le tube s'élargit en forme de trompette : c'est l'arme des pays calabrais. La *cartocciera* est une espèce de boîte à cartouches, faisant le tour des reins.

L'avant-veille du 13 mai et la nuit du 14, les députés avaient été convoqués officieusement, par un billet imprimé, à des réunions préparatoires. Elles devaient se tenir à *Monteolivetto*, dans une des salles de l'Hôtel de Ville. La grande question sur le tapis était le serment à prêter à la constitution, lors de l'ouverture du parlement. Les députés déclarèrent que leur intention étant de modifier et de changer la loi fondamentale, laquelle n'était qu'un acheminement à un système plus large, ils ne pouvaient convenablement lui prêter un serment qui entraverait leurs dispositions et qui lierait leur avenir.

« — Le pouvoir exécutif a-t-il le droit, demandait-on, de forcer le pouvoir législatif à jurer? »

« — Non ! fut la réponse unanime. »

Le ministère, secrètement d'accord avec la Chambre, approuva la décision ; il était évident que l'*Assemblée nationale* visait à devenir *Assemblée constituante*. On soumit au roi la question. Ferdinand II la repoussa. Le cabinet donna aussitôt sa démission ; et alors commença la tempête.

Les hardis meneurs s'écrièrent :

« Citoyens ! le roi nous trahit ; sa tyrannie n'est plus supportable. »

Ils ajoutèrent que le peuple en armes se levait de toutes parts contre lui ; que les provinces indignées étaient déjà en marche sur Naples ; que l'escadre française, mouillée en vue du port, appuyerait l'insurrection nationale, qu'il fallait que la Chambre se mit de suite en permanence ; et définitivement, pour sauver le pays, que l'*Assemblée* se déclarât *constituante*.

Le grand mot était prononcé ; un plus grand encore allait suivre.

Les députés, cette nuit même, la nuit du dimanche 14 mai, s'étant débarrassés des plus timorés d'entre eux, demeurèrent, au nombre de soixante à quatre-vingts, assis autour de la table verte de *Monteolivetto*. Les ombres s'étendaient sous le ciel. Une des notabilités de Naples, M. Dupont, longtemps honoré de la confiance du souverain, se rend, de la part des ministres, au conseil des représentants. Il annonce que le roi a pris un terme-moyen pour lever toutes les difficultés, et que les ministres retireront leur

démission si la Chambre accepte, au sujet du serment, le biais conciliateur qu'il apporte. Il était conçu en ces termes : « Les députés prêteront serment à la loi fondamentale, en se réservant le droit de la *svolgerer*. » Ce qui signifiait de l'amender, de la modifier, voire même de la refaire.

Mais le docteur Lanza se lève ; il présidait la réunion. Il répond, d'une voix hautaine, au médiateur confondu :

« Citoyen ! le roi n'est qu'un homme, et nous représentons six millions de patriotes. Retirez-vous : nous aviserons. »

Il se croyait de cinquante ans en arrière, Mirabeau en miniature, aux États-Généraux à Versailles.

M. Dupont sortit de la salle.

« Non, pas un de nous ne croit à la bonne foi du roi ! » reprirent les agitateurs.

Et, à l'instant même, on jeta aux émeutiers du dehors qui encombraient les abords de l'Hôtel de Ville, le mot sinistre : « *Trahision !* »

Ce cri vola de bouche en bouche. « *Trahision ! Trahison !* » répète la foule étonnée. Elle ne comprend pas, n'importe ; elle tremble, c'est l'essentiel ; elle se battra, c'est le but.

Les pairs, au nombre de cinquante, avaient été nommés par le roi, le matin même, et selon le mode prescrit (1).

Réunis chez leur président, le prince Cariati, la plupart étaient convaincus que l'abolition de la pairie était chose décidée par les représentants de *Montevideo*. La nuit entière se passa en délibérations et en correspondances. Les allées et venues se succédèrent sans relâche de l'Hôtel de Ville au palais, et de chez Cariati chez le roi. Le gouvernement ne savait plus à qui entendre ; et pendant ce temps, soulevés par les émissaires de la démagogie, les attroupe-ments grossissaient ; on préluait aux barricades.

Tout-à-coup la *Cecilia*, capitaine de la garde nationale, entre dans la salle de l'Hôtel de Ville où les soixante représentants se tenaient en permanence. Il était nuit profonde. Le peu de lumières

(1) Le prince San Giacomo ne reçut sa nomination, le 11 mai, qu'à quatre heures de l'après-midi.

allumées dans l'enceinte éclairaient à peine les visages pâles et contractés de l'assemblée démocratique. Des voix rauques prononçaient des paroles acérées. Des regards sauvages scintillaient sous des ombres menaçantes. Ici des messagers à poitrines nues échangeaient de sinistres billets; plus loin des meurtriers, à l'écart, aiguisaient leurs fers homicides.

« — Citoyens ! dit la Cécilia : ne vous faites plus d'illusions ; la royauté se joue du peuple. Il n'y a plus pour nous de salut que sur les barricades. »

« — *Les barricades ! les barricades !* » répètent une quantité de gardes nationaux accourus à sa suite.

« — Citoyens députés ! reprend la Cécilia, en tirant de la foule un jeune homme pâle et défaillant dont la tête était enveloppée de linges sanglants, voyez ce que fait de son malheureux peuple le monstre qui nous gouverne ! Des victimes, toujours des victimes ! Il nous tuera tous. Regardez !... »

A cette apparition de théâtre, à cette harangue de drame, éclatent des *houras* d'horreur. La figure pâle et livide du jeune homme à demi-mourant, son front teint des couleurs du meurtre, les plaintes douloureuses qui s'échappaient de ses lèvres violettes, ses yeux éteints, sa voix expirante, toute cette habile mise en scène, exalte députés et peuple.

« Aux barricades ! aux barricades ! » répète avec transport l'assemblée.

Et l'ordre est donné de battre la générale ; et la garde nationale court aux armes (1).

Minuit avait sonné. Les barricades se construisaient dans la rue de Tolède avec une infernale rapidité ; les nouvelles successives, apportées aux travailleurs, étaient toutes plus étranges et plus extravagantes les unes que les autres. Elles variaient selon l'opinion des quartiers et selon la nature des groupes.

Aux uns : « — Vite ! vite ! des barricades pour se défendre contre les Suisses qui veulent massacrer les Napolitains !... »

(1) Extrait du *Genno storico degli avvenimenti di Napoli*, par la Cécilia, page 39.

Aux autres : « — Des barricades au plus vite ! des barricades pour « sauver la vie du roi de la ureur de ses soldats révoltés ! »

A ceux-ci : « — Vite ! vite ! des barricades contre les provinces « armées qui accourent pour renverser la Constitution !... »

A ceux-là : « — Des barricades au plus vite contre des prêtres « enrégimentés qui, ennemis de tout affranchissement, s'avancent « pour rétablir l'inquisition !... »

On écoute , on s'arme , on frémit ; il en est qui s'imaginent que l'amiral Baudin et sa flotte projettent la conquête de Naples, et que les barricades se dressent contre la domination étrangère. Il en est à qui on fait accroire que les lazzaroni, payés par le roi, ont ordre de tuer tous les représentants du pays, et que les barricades se construisent pour sauver le parlement. Plus les nouvelles sont absurdes, plus elles prennent de consistance ; et, soit dans un sens, soit dans l'autre, la révolution se poursuit ; les barricades vont leur train.

Les bancs des églises, les coricoli des places publiques, les bar-
raques des vendeurs d'eau, les tonneaux des épiciers, les charrettes
des commerçants, les persiennes des fenêtres, les pavés des rues,
les portes et les balcons, tout sert aux travailleurs de l'émeute, tout
forme bastions et remparts. Derrière ces forteresses improvisées,
les étrangers étaient en force ; ils y levaient un front superbe ; ils
dirigeaient et dominaient. Les principales langues de l'Europe s'y
heurtaient confusément comme à la fameusc Babel ; et Naples
regardait consternée ; car, voguant sur des mers inconnues, tout
se faisait sans elle et contre elle.

Le prince San Giacomo, parti dans sa voiture, de chez le prince
Cariati, pour se rendre auprès du monarque, est arrêté par les
émeutiers, rue de Tolède.

« — Laissez-moi passer ! leur dit-il ; je suis de la chambre des
« pairs, et j'ai une mission près du roi. »

« — Il n'y a plus de roi ! » s'écrie un des exaltés de l'*Italie rouge*.

On dételle les chevaux du prince ; on livre sa voiture aux pro-
fesseurs de barricades ; on le fait travailler lui-même à dépaver la
rue ; et il ne parvient à s'échapper, vers le milieu de la nuit, qu'à la
faveur des ténèbres et de la confusion.

Il parvient au palais la tête nue , les habits déchirés, et dans un état déplorable.

« — Grand Dieu ! dit le roi effrayé , qu'arrive-t-il ? d'où venez-vous ? »

« — Sire ! lui répond San Giacomo, la ville est en pleine insurrection ; il y a des barricades partout. J'étais à Paris, en 1830 ; et je vois ici la répétition de juillet ; il faut une énergique défense. »

« — Me conseillerez-vous de faire tirer sur le peuple ? interrompt Ferdinand II, en fronçant le sourcil ; non, non, c'est impossible ! jamais ! »

Le général Ischitella qui était, en ce moment, près de lui, jette à terre son chapeau avec le geste du désespoir ; et, se frappant le front, il s'écrie :

« — Sire ! en ce cas, tout est perdu ; plus de couronne et plus de roi. »

Ferdinand II se tourne, avec calme et dignité, vers le prince San Giacomo.

« — Vous avez entendu, lui dit-il ; ce sont de cruelles paroles. Ah ! je conçois que les hommes de guerre veulent se battre ; mais, autant il est honorable pour un soldat d'exécuter l'ordre qui, en face de l'ennemi, l'appelle au champ de bataille, autant il est affreux pour un roi, parmi les siens en rébellion, de donner le signal des massacres (1). »

Cependant, vers une heure et demie de la nuit, toutes les troupes avaient été réunies autour de la demeure royale. Ferdinand II, voulant encore ôter tout prétexte à l'insurrection, venait de consentir au vœu des députés relatif au serment ; il fait mander auprès de lui les principaux officiers de la garde nationale.

« — Allez annoncer à la Chambre, leur dit-il, que je consens à ce que les représentants ne prêtent aucun serment à la constitu-

(1) Le général Ischitella, ancien aide de camp de Murat, aujourd'hui prince et ministre de la guerre à Naples, était jadis à Moscou et à Dresde, où il se distingua par ses hauts faits. A Leipzig, il faillit être emporté par un boulet de canon. La France le revendique comme un des héros de la grande armée.

« tion. Allez ! et que la paix se rétablisse ; qu'on défasse les barricades. »

« — Sire ! répondent les gardes nationaux, faites d'abord retirer vos troupes. »

L'ordre en est donné sur-le-champ. Les soldats retournent à leurs casernes. Mais les barricades n'en continuent pas moins à s'étendre et à se consolider. Moins le pouvoir a de sévérité, plus la rébellion a de vigueur ; plus il est bon, moins il est fort ; c'est d'usage immémorial.

Ferdinand II s'était entouré des hauts fonctionnaires de l'État ; il avait près de lui le syndic de Naples, *Antonio Noya*, et le colonel de la garde nationale, *Letizia*.

« — Que veulent donc les factieux ? leur dit-il d'une voix ferme ; j'ai accédé à toutes les demandes ; j'ai supprimé la formule du serment ; que leur faut-il encore de plus ? »

« — Rien, Sire ! ils n'auraient à vous adresser que des remerciements. »

« — Eh bien ! alors, pourquoi des barricades encore debout ? pourquoi des rassemblements plus nombreux que jamais ? vou-
« draient-ils que le sang coulât ? »

« — Majesté ! qui peut les comprendre !... »

« — Allez les trouver de ma part. Exigez que les barricades soient enlevées, et que les attroupements se dispersent. Agissez en mon nom : parlez-leur ! »

« — Sire ! nous vous obéirons ; mais, pour seconder nos efforts et débayer la voix publique, il nous faudrait quelques soldats. »

« — Non, non, réplique le monarque, point de soldats, point d'uniformes ; il faut que ce soit le peuple lui-même qui aplanisse le terrain. »

Le syndic et le colonel s'éloignent. Ils s'épuisent en vains efforts auprès des factieux ; et, peu après, ils reviennent auprès du roi.

« — Sire ! nous n'avons pu ni nous faire écouter, ni même nous ouvrir un passage. De grâce ! pour que nous puissions circuler, faites-nous accompagner par quelques soldats, fussent-ils même sans armes. »

« — Je vous le répète encore, dit le prince avec fermeté, je ne veux ni soldats, ni armes. Croyez-vous que le courage consiste à

« savoir employer la force ? Non, non ; le véritable courage n'est
« pas dans l'exécution, il est dans le commandement. »

L'aube du 13 mai pointait ; la furie des agitateurs était à son plus haut période. Selon la motion du député Ricciardi, deux demandes devaient être adressées de suite au gouvernement :

1° *La remise des châteaux-forts de Naples à la garde nationale ;*

2° *La dissolution de la garde royale ou son départ immédiat pour la guerre de Lombardie.*

Ces propositions, bien qu'accueillies avec enthousiasme en dehors de la salle de l'Hôtel de Ville, ne parurent pas suffisantes aux tribuns de l'intérieur. Ceux-ci renchérirent encore sur la motion de Ricciardi, en complétant ainsi sa pensée.

« Plus de palliatifs, citoyens ! tranchez hardiment dans le vif.
« Il faut à la justice du peuple : 1° *l'abdication du roi ; et*
2° *l'éloignement de toutes les troupes à quarante mille de la capitale.* »

Applaudissements forcenés.

Les députés, néanmoins, n'adoptent que la seconde mesure ; ils décident que quatre d'entre eux se rendront auprès de Ferdinand II, pour l'inviter à renvoyer d'abord, et sans délai, toutes ses troupes. Le reste est ajourné à plus tard.

Les quatre députés partirent ; c'étaient l'ancien ministre Imbriani, Capitelli, Pica et Poerio. Environnés d'acclamations le long de la route, ils serraient la main en passant aux énergumènes ravis.

« Amis ! dit l'un d'eux à la foule, si notre mission réussit, nous
« vous reverrons avant peu. Sinon, au balcon du palais, nous
« agiterons nos mouchoirs ; et, alors, feu sur le tyran ! »

Les heures s'écoulaient au milieu des plus vives alarmes. Dans tous les cœurs, il y a l'angoisse ; dans tous les esprits, la terreur. Que va-t-il advenir au palais ? Que se prépare-t-il à la Chambre ? Nul n'ose espérer ; chacun tremble.

Tout-à-coup, à l'extrémité de la grande rue de Tolède, près l'église Saint-Ferdinand, de grandes clameurs retentissent ; il s'y

mêle des battements de mains extraordinaires, et des cris inintelligibles. Venait-on de voir flotter au balcon royal le mouchoir blanc des commissaires? Non. Quelque nouvelle importante était-elle venue décider des destinées du pays? Oui, car le roi s'était rendu aux vœux de la députation, avant même qu'elle fût arrivée jusqu'à lui. La Chambre avait tout obtenu (1).

Tout est-il donc pacifié?... Oh! ce n'est ni la paix ni le retour à l'ordre qu'ambitionne l'*Italie rouge*. La fameuse scène du boulevard des Capucines, au 24 février de Paris, va se répéter au 15 mai de Naples. Point d'arrangements, point de conciliation. Il faut un tonnerre imprévu, quelque chose qui déconcerte tous les plans et confondent toutes les pensées. Deux coups de fusil retentissent...

D'où partait ce signal de guerre?... De derrière la grande barricade de Saint-Ferdinand. Un garde royal tombe atteint d'une balle. Immédiatement, de deux balcons du palais Cirelli, au-dessus de la même barricade, on tire de nouveau sur la troupe (2).

A cette infâme trahison, les soldats qui bivouaquaient sans méfiance autour du palais, poussent des cris d'horreur et de rage; ils ont vu tomber quelques-uns de leurs camarades, ils ne songent qu'à les venger. A leur tour, saisissant leurs armes, ils font feu sur leurs ennemis, et voilà la bataille engagée.

En vain les officiers de l'armée cherchent à retenir la troupe, celle-ci comprenait dans la prophétique inspiration de son courage, qu'à elle seule appartenait, en ce moment solennel, l'honneur de sauver le trône et le pays, fût-ce malgré l'ordre du roi. Ce ne sera point cette fois, comme aux Capucines, à Paris, l'émeutier qui l'emportera; elle fond sur ses adversaires. Le général Ischitella, ancien aide de camp de Murat, et le général Nunziante, le futur vainqueur de la Calabre, reconnaissant que leurs voix n'auraient plus d'empire sur la fougue de leurs bataillons, se mettent à leur tête, ainsi que les généraux Salvaggi et Carrascosa. Ils ne cal-

(1) *Storia degli ultimi fatti di Napoli, del 15 majo 1848*, par le comte Marulli.

(2) Les tireurs de cet affreux guet à pens étaient rédacteurs en chef du journal ministériel de Troja. Leur chef se nommait Achille Rossi.

culent plus, ils s'arment; ils ne consultent plus, ils combattent; ils ne vont plus lutter, ils vont vaincre.

Que faisait alors le palais? A la première détonation partie des barricades, le roi avait congédié les intermédiaires qui se succédaient auprès de lui. L'arrogance des factieux ne connaissait plus aucun frein.

« Si vous ne donnez immédiatement la *Constituante*, dit « sait le député Barbarisi à Ferdinand II, gare à l'échafaud de « Louis XVI! »

Le ministre Conforti, parcourant le palais, ouvrait le balcon du troisième étage et disait : « *Cette partie-ci me convient.* »

Le ministre Scialoja, passant par les grands appartements du second étage, proférait hardiment ces mots : « *Je coucherai ici cette nuit.* »

Ces messieurs, délogeant leur maître, se casaient déjà sous sa pourpre.

Le fort Saint-Elme n'avait point encore arboré le drapeau rouge, signal appelant la garnison aux armes. Les regards du roi se tournaient continuellement et avec une vive inquiétude sur cette citadelle imprenable, avec laquelle il ne pouvait plus communiquer. Si *Saint-Elme* allait le trahir!... C'était chose horrible à penser.

Soudain part un coup de canon, et deux autres coups y succèdent. La citadelle a donné le signal, et l'oriflamme y a paru; les autres châteaux-forts répondent; la monarchie sera sauvée.

Le général Roberti, qui était député, avait passé la nuit au fort. Entendant du haut de ses remparts battre la générale dans Naples et construire des barricades, il restait impassible et calme. Le matin, habillé en bourgeois et coiffé d'un chapeau de paille, il ne voulait donner aucun ordre. Le major Salvatore Zanetti prend son parti vers onze heures du matin. Les décharges de la rue de Tòlède étaient parvenues à son oreille, il fait tirer un premier coup de canon... Roberti l'envoie appeler.

« — Major! que faites-vous? » lui dit-il.

« — MON DEVOIR! » répond l'officier.

Et, devant l'héroïque fermeté du major, le général resta muet (1)

(1) Écoutons maintenant, à ce sujet, le général Pèpè : « Le général

Les troupes fidèles du roi accouraient toutes à leur poste.

« — Rappelez-vous Louis-Philippe ! » osa dire en ce moment à Ferdinand II, le ministre *Scialoja* ; comme s'il pouvait y avoir quelque analogie entre un monarque légitime se défendant contre une émeute, et un souverain, né des séditions, brisé par ceux qui le créèrent.

« — Chassez de chez moi ce bouffon ! répondit froidement le roi ; j'en appelle à la justice de Dieu et à la loyauté du pays. »

La fusillade était des plus vives. Le général Nunziante réunit à Sainte-Lucie une quantité de *lazzaroni*.

« — Mes amis ! leur dit-il, voulez-vous sauver votre roi ? »

« — Oui, oui, répondent-ils. En avant ! »

Ils prennent la bannière des lys ; et armés de pierres, de bâtons, de pioches, de couteaux et de haches, ils courent à la rue de Tolède. Là, était la grande barricade de Saint-Ferdinand, admirablement dressée par les soins du citoyen Levraud, ministre de la république de février, et à laquelle avaient travaillé de prétendus militaires français. Les *lazzaroni* s'élancent sur ce travail remarquable ; et, au milieu d'une grêle de balles, ils frappent, ils renversent, ils brisent. Ils se servent de leurs haches, de leurs couteaux, de leurs pioches, voire même de leurs ongles ; et là, tôt ou tard, devant eux, la barricade tombera.

Pendant ce temps, le citoyen Levraud, ancien violoniste à un petit théâtre de Paris, se transportait à bord du vaisseau amiral français stationné dans le port de Naples ; il voulait bien patronner une barricade, mais non la défendre en personne. Il sentait qu'il avait nécessairement un rôle à jouer, là où se trouvait un trône à abattre : mais il lui fallait un rôle sans risque, et de l'audace en sûreté.

M. Levraud se présente à M. Baudin la tête haute ; il le somme,

« Roberti, homme et citoyen avant d'être soldat, refusa d'obéir au roi le 15 mai. Les canons de Saint-Elme n'avaient été chargés qu'à poudre. « Entre la destitution et le fratricide il choisit la destitution. » (*Histoire des révolutions d'Italie*, p. 116 et 121.)

au nom des principes sacrés de *la jeune Italie* parisienne, de prendre parti pour l'insurrection des Deux-Siciles.

« — Amiral ! dit le démagogue, à bas le dernier des Bourbons ! Braquez vos canons contre Naples. Savez-vous ce qui s'y passe d'après les ordres du féroce Ferdinand ? On y égorge tous les Français : les rues sont inondées de leur sang. Au nom du Ciel ! sauvez nos frères. »

L'amiral, étonné, ne peut croire à ces paroles.

« — M. Levraud ! lui répond-il, je n'ai ni le droit ni la volonté de protéger le désordre et la rebellion. Il ne m'appartient pas ici de m'armer contre le monarque et de me déclarer pour le peuple. Il faut attendre et réfléchir. Quant aux massacres des Français, je vais, en toute hâte, me renseigner à cet égard ; et j'agirai avec énergie. Rassurez-vous ! comptez sur moi. »

L'amiral court donner ses ordres.

Mais ce n'était pas là ce que voulait le républicain forcené. A peine M. Baudin l'avait-il quitté, que, resté sur le pont du vaisseau, il appelle à lui l'équipage.

« — Citoyens ! dit-il aux matelots qui l'entourent, le temps est venu, partout et pour tous, de secouer l'oppression. Votre amiral manque à ses devoirs, car c'est trahir la république française que de ne pas aider la nation napolitaine à se débarrasser de son infâme royauté. N'obéissez plus qu'aux inspirations du patriotisme. Ne vous laissez plus asservir par les *épaulletiers*. Plus de *matres* ! plus d'*amiraux* ! plus de *dominateurs* ! plus de *rois* ! Vive la république démocratique et sociale ! »

Le citoyen Levraud s'était flatté que cette péroraison superbe allait le porter au pinacle ; il savourait d'avance les acclamations marines dont allait le couronner l'escadre... O désappointement complet ! les matelots reculent indignés. La harangue leur a paru un outrage. Eh quoi ! on a pu les dégrader au point de les croire capables de la plus noire des forfaitures. Ils apostrophent l'orateur ; ils lui rendent insulte pour insulte. Le républicain veut répondre : une voix tonnante s'élève :

« — Jetons à la mer ce Levraud ! »

De bruyants éclats de rire accueillent cet ordre. On l'eût peut-

être exécuté ; mais plusieurs officiers s'y opposent. Des explications ont eu lieu ; et l'amiral est survenu.

Les faits énoncés par le représentant de la république française se trouvaient être de la plus insigne fausseté. Les envoyés de M. Baudin étaient déjà revenus à bord avec des renseignements précis. Il n'y avait à Naples ni *Vêpres-Siciliennes*, ni *Saint-Barthélemy*. Le sang français ne coulait, traîtreusement, nulle part ; et, partout, le droit des nations était respecté.

« — M. Levraud ! dit l'amiral, je suis instruit de votre conduite ; je sais ce que vous venez d'essayer à bord de ce bâtiment : on m'a répété vos discours... »

« — Je suis républicain français ! interrompt le ministre Levraud. Citoyen Baudin ! l'êtes-vous ? »

« — Pas à votre manière, Monsieur ! réplique l'amiral irrité. Vous *comprenez* la république à la Robespierre, je la *comprends* à la Washington. »

C'était bien. Mais, lui-même, étudiant sa république, était-il bien sûr d'y avoir *compris*... quelque chose !

« — Citoyen ! reprit le ministre... »

« — Sortez ! dit le chef de l'escadre. »

Et le violoniste évacua le navire.

On entendait rugir la bataille.... Le duc de Rivas, ambassadeur de Madrid, pensant que son devoir l'appelait chez le roi, car la reine-mère était infante d'Espagne, faisait atteler ses chevaux. Un groupe d'émeutiers, à sa porte, demande à s'emparer de sa voiture. Les barricades la réclament.

« — Mais c'est le carrosse de l'ambassadeur d'Espagne ! » s'écrie le concierge indigné.

« — Plus de carrosses ! plus d'ambassadeurs ! » lui répondent les assaillants.

Le portier appelle au secours. Les gens de l'hôtel accourent au nombre d'une vingtaine ; et les barricadeurs se retirent ; ils vont, disent-ils, chercher main-forte.

Le duc de Rivas demeurait sur la Chiaja, au bord de la mer.

Sa voiture prend par les rues pour aller à la place du palais ; elle est arrêtée par les attroupements.

« — Je suis le duc de Rivas, dit l'ambassadeur d'un ton ferme. »

« — A bas les ducs ! répond la foule. »

Forcé de retourner chez lui, le ministre y réunit le corps diplomatique (1). Et, à la tête de ses collègues, il part à pied, longeant les quais.

A Chiatamone et à Sainte-Lucie, il trouve une masse de troupes avec caissons et artillerie, qui interceptent le passage. Il ne parvient au palais qu'après beaucoup de difficultés. A l'une des portes venait d'être tué un grenadier de la garde.

Les diplomates étrangers poursuivent leur marche. Ils entrent, ils montent l'escalier. Partout encombrement et désordre.

Ils traversent une quantité d'appartements ; ils parviennent enfin à une salle où ils trouvent la reine-mère, la femme du roi et les princesses de la famille ; elles étaient éplorées et tremblantes. Les ambassadeurs et chargés d'affaires auraient voulu les rassurer ; mais, hélas ! l'étaient-ils eux-mêmes !

Où les introduit chez le roi. Il était entouré de ses frères ; sa physionomie était altérée, mais non abattue. Sa souffrance était vive, mais calme.

« — Sire ! lui dit le duc de Rivas, en s'inclinant devant lui ; je viens, au nom de toutes les puissances que représente le corps diplomatique, vous offrir la force morale dont nous sommes investis. Notre concours vous est assuré ; notre dévouement vous est dû. »

« — Je vous remercie, Messieurs ! répond le roi d'un ton plein de noblesse et de dignité ; je n'en attendais pas moins de vous et de vos gouvernements. Je suis forcé, vous le voyez, de recourir à la force des armes... »

« — Sire ! interrompt le duc de Rivas, vous êtes pleinement dans votre droit. Rien de plus généreux que vos sentiments, rien de plus juste que votre cause. »

(1) Le ministre d'Angleterre s'y rendit ainsi que tous les autres plénipotentiaires. Il ne manqua à la réunion que le ministre d'Autriche, qui avait été forcé de quitter Naples, et le Nonce du Pape, qui était cerné chez lui par les insurgés.

Le roi mit la main sur son cœur; et, de l'accent le plus profondément senti :]

« — Duc de Rivast reprit-il, le ciel m'est témoin que tout ce qui
« se passe ici me déchire l'âme. C'est malgré moi, je vous le jure.
« Ah! Dieu seul sait combien je souffre !

En effet la plus vive douleur était empreinte sur son front; et cependant la sénérité d'une conscience pure y rayonnait sous l'affliction.

Le canon grondait du côté de la rue de Tolède; les boulets renversaient les barricades; des décharges d'artillerie se succédaient sans interruption; et d'épouvantables clameurs retentissaient en face du palais. Un officier supérieur entre précipitamment chez le roi.

« — Majesté ! dit-il, hors d'haleine; permettez à vos fidèles soldats de s'emparer de l'hôtel du ministère, au milieu de la rue de Tolède; cette position leur est nécessaire et pour l'attaque et pour la défense,

« — Ceci regarde le ministère de la guerre, répond le monarque; allez vous en entendre avec lui.

« — Sire! ce serait encore un retard. De grâce! votre ordre! le temps presse: il faut en finir avec cette canaille... »

Le roi l'interrompt vivement; et, d'un accent bienveillant quoique sévère, à la fois simple et solennel :

« — Prenez garde à vos expressions, Monsieur! répond-il; il y a parmi nous des Napolitains égarés : il n'y a point ici de canaille. »

Le citoyen Levraud, ceint d'une écharpe tricolore, et accompagné d'un garçon tailleur, son secrétaire d'ambassade, est dans un des salons du palais. Il a le chapeau enfoncé sur la tête; il passe et ne salue personne. Probablement, rien ne lui paraît plus républicain que la grossièreté.

Il vient demander que la bataille cesse, qu'on ne tue plus, qu'on soit clément.

« — Oui! lui fait répondre le roi: la clémence, mais après la victoire. »

La lutte se soutenait avec un égal acharnement, Même intrépidité de part et d'autre ; les deux partis rivaux, en présence, se croyaient chacun sûr du triomphe. Conforti se présente à la Chambre.

« — Députés ! dit le nouveau ministre de l'intérieur ; on se bat encore dans les rues ; il faut en finir : le roi veut... »

« — Le roi n'a plus le droit de vouloir ! » interrompt une voix féroce.

Le ministre pâlit et se trouble.

« — A bas le cabinet multicolore ! » s'écrient des masses d'insurgés.

Conforti chancelle et s'éloigne.

Trois terroristes effrénés, Musolino, André Roméo et Plutino, se précipitent dans l'enceinte législative ; ils y viennent dicter des lois.

« — Plus de trône ! plus de Bourbons ! » dit le calabrais Musolino.

Et, montrant Roméo du doigt :

« — La république seule peut sauver le pays, continue-t-il ; et voici l'homme qu'il lui faut ! »

« — Citoyens ! c'est aller trop vite, répondent plusieurs députés. Plus tard ; il n'est pas temps encore. »

« — Hors d'ici le socialiste ! » ajoute un membre de la Chambre. Réclamations ; tumulte ; fureurs.

« — *Plus tard !* soit, dit Musolino. Vous me reverrez dans une heure. »

Chaque minute était une année.

Parcourons la rue de Tolède. Là était la garde royale ; elle s'était portée au centre de l'insurrection. Elle avait commencé par s'emparer des premiers palais qui avoisinaient l'église S. Ferdinand ; elle en avait chassé les factieux et s'y était fortifiée à leur place. De là elle tirait sur les autres édifices dont l'ennemi se faisait aussi des citadelles. Elle n'avait point encore franchi la grande barricade ; mais le canon la battait en brèche ; les boulets l'avaient en partie renversée ; et les lazzaroni l'assaillaient.

Les Suisses qui, avant les deux coups de fusil du palais Cirelli, se retiraient dans leurs quartiers, étaient revenus sur leurs pas. Ils débouchent, par un étroit passage, *le Vico Campana*, au milieu de la rue de Tolède. Ils ont tourné l'énorme barricade qui, maintenant, se trouve entre eux et la garde royale; ils s'élancent au pas de charge sur la grande œuvre de l'émeute. Ils y arrivent sous des nuages de feu, de plomb et de fumée. Des fenêtres, des toits, des balcons et des greniers, on les mitraille, on les massacre; ils tombent, ils ne reculent pas.

Les gardes nationaux et les bataillons étrangers qui dirigeaient l'insurrection, faisaient feu derrière des matelas, des tapis et des persiennes qui les dérobaient à leurs adversaires; ils combattaient sans être vus; ils tuaient sans risque de l'être.

Les braves de l'Hevétie sont enfin au pied de la barricade; leurs frères d'armes sont de l'autre côté; ils s'entendent, ils se répondent. C'est un double assaut de vaillance. Le général Statella tombe atteint d'une balle. Une femme, *la Brambilla*, une actrice du grand théâtre, a, dit-on, d'un balcon voisin, tiré à bout portant sur lui. Par bonheur, la blessure est peu grave.

La mêlée devient effroyable.

Mais la garde royale et les Suisses ont de plus avec eux le peuple. Un cri, un long cri de victoire a traversé le champ des airs; la barricade est enfoncée; les troupes royales se sont réunies. Chacun eut ses palmes à part, toutes vont les cueillir ensemble.

Le palais Cirelli était pris, les chasseurs de la garde brisent les portes de ce point central de la rebellion; ils pénètrent sous ses murailles; mais, de même que dans la rue chaque édifice était un fort, dans chaque édifice, à son tour, chaque chambre était un castel; ils se battent de salle en salle. Pour arriver jusqu'aux vivants, il leur faut enjamber les morts; et pour passer d'un lieu à un autre, il faut franchir des mares de sang.

Et néanmoins il arrivait à chaque instant, à Montcolivetto, des messages du citoyen Levraud annonçant victoires sur victoires.

« Nous l'emportons sur tous les points, écrivait-il aux députés, « en vue d'aiguillonner leur zèle; le roi touche à son heure suprême. »

Et, entassant mensonges sur mensonges, il affirmait officiellement

que l'amiral Baudin et sa flotte venaient de se déclarer pour l'insurrection.

Tout-à-coup le député Zuppetti, venant du théâtre des combats, traverse la maison de ville ; il entre où se tenait le conseil ; et jetant sur son tapis vert plusieurs balles ensanglantées :

« Citoyens députés ! s'écrie-t-il, voici les concessions généreuses que le roi de Naples fait à son peuple ! Voilà ce que j'ai retiré du corps de ses victimes, le long des rues où l'on mitraille ! Ce sont les plombs du prince homicide. »

Et que faisaient les généreux philanthropes qui s'attendrissaient, le poignard à la main, sur les désastres de la guerre ? Leurs frères s'étaient emparés d'un *lancier*, qui venait de la *Pignasecca*, l'avaient assassiné au *Mercatello*, et promenaient sa tête en triomphe aux acclamations des rebelles.

Cependant les troupes du roi marchaient de succès en succès ; il n'est plus d'obstacle pour elles ; les gardes nationaux reconnaissent, enfin, que toute résistance est devenue impossible, que toute espérance est perdue, et qu'il faut se rendre ou mourir.

La plupart préfèrent se rendre.

Et maintenant la garde royale fera-t-elle grâce à la garde nationale ? Celle-ci n'est-elle pas coupable de haute trahison ? n'a-t-elle pas outrageusement trahi ses devoirs les plus sacrés ?...

Les républicains, abattus, se décident à s'en remettre à la générosité des royalistes ; mais pour échapper au premier mouvement de fureur que pourrait soulever la vue de leurs uniformes, les plus coupables d'entre les émeutiers se dépouillent de leurs habits ; ils ne conservent que leurs caleçons, leurs chaussures et leurs chemises ; ils agitent un mouchoir à leur main, sorte d'emblème national, comme un drapeau de prière et de miséricorde ; ils s'offrent tout en blanc aux vainqueurs. C'était la couleur du pardon, la couleur royale et sans tache.

Ah ! ce n'était pas à tort que les hommes de la révolte avaient compté sur les soldats de la fidélité. On laissa la vie aux vaincus, la vengeance fut interdite. On châtia les représailles ; et la clémence

descendit sur les coupables, non-seulement des palais du roi, mais des rangs même du soldat.

La reconnaissance, du moins, leur fut-elle à jamais acquise? Non, certes, ce fut le contraire. Il en est qui, sous les rayons du soleil, en osent nier la lumière; le système de mensonge et de calomnie prit une extension plus monstrueuse que jamais. Le roi fut surnommé *bombardeur*. On soutint que ses soldats étaient des *cannibales*; l'*Italie rouge* les représenta comme des bourreaux implacables, égorgeant d'admirables victimes; et l'Europe, si souvent trompée sous les hommes de l'imposture, prit momentanément la loyauté pour le crime, et l'infamie pour la vertu.

Et le vrai peuple napolitain? où était-il pendant ces horribles scènes de carnage et de destruction? Il faisait retentir les airs des cris de *Vive le roi*; il se réunissait aux troupes; il s'armait pour défendre le trône; et, furieux contre les anarchistes, il était l'expression vivante du pays. Aussi, qu'en dirent les suppôts de la trahison? que « *ce peuple-là fut infâme.* »

Les Suisses, conjointement avec la garde royale, balayèrent la fameuse rue de Tolède, en s'y emparant successivement de toutes les maisons qui persistaient à se défendre. A *S.-Brigide* et au palais *Lieto*, où la résistance fut des plus opiniâtres, plusieurs officiers suisses périrent (1).

Là tombèrent une foule de braves. Hélas! que de pages nécessiterait le récit des faits héroïques de cette fatale et brillante journée! On s'afflige, mais on admire; on souffre, mais on applaudit; c'est de la gloire à déplorer, mais ce n'en est pas moins de la gloire.

Toutes les barricades furent prises et abattues les unes après les autres. Les factieux mirent le feu au palais Ricciardi où se tenait le grand club national, où était l'imprimerie la plus révolutionnaire de Naples, et où se seraient trouvés les papiers les plus compromettants. La flamme s'étendit de suite aux charpentes du toit

(1) Entre autres le capitaine Rodolfo di Sturler, le capitaine Muralt, le lieutenant Degumuez, le major Salis Salio.

avec une incroyable rapidité. En vain essayait-on de l'éteindre, on ne put maîtriser l'incendie (1).

Débandade générale parmi les rebelles. Les rues étaient jonchées des fusils, chapeaux à plumes, sabres nus, ceinturons et uniformes qu'en fuyant ils jetaient çà et là. Ici l'on en voyait courant déshabillés sur les toits, se laissant glisser le long des gouttières, et se brisant la tête contre les pavés. Là se remarquaient des espèces de fantômes entortillés dans des draps comme des morts dans un suaire, qui, s'élançant par les fenêtres en se suspendant à des cordes, allaient demander un refuge aux cimetières et s'y coucher dans les tombeaux. Les égouts étaient des asiles; on se jeta jusque dans les puits; et l'épouvante était poussée à un tel point, parmi les fuyards, qu'ils se tuaient eux-mêmes... pour vivre.

La journée tirait à sa fin. O complément de délire révolutionnaire! Alors qu'aux détonations de la guerre, la bravoure de l'armée royaliste jetait le plus brillant éclat, les soixante à quatre-vingts députés en permanence à Monteolivetto, se livraient à toutes les illusions de leurs démagogiques espérances. Les fronts y rayonnaient de joies inouïes, car toutes les estafettes du citoyen Levraud et compagnie leur portaient les nouvelles suivantes :

« — Les populations de Naples et des alentours se soulèvent en masse contre le roi. »

« — La garde nationale, victorieuse de toutes parts, fait des prodiges à n'y pas croire. »

« — Les Français ont débarqué pour soutenir la sainte cause de la révolution. »

« — Ferdinand II a pris la fuite. »

C'était à en perdre la tête de bonheur; aussi toutes étaient perdues. La Cecilia et Ricciardi entonnaient des hymnes de triomphe. Il eût mieux valu dégaluer l'épée du héros, mais parler leur semblait combattre.

(1) On fit là plusieurs prisonniers, notamment Giacinto Galanti, et le sicilien Corvaia.

La Chambre avait formé un gouvernement provisoire sous le nom de *Comité de salut public* (1), selon les traditions évoquées des catacombes de 1793; et des vociférations forcenées saluaient la ridicule vieilleries.

« — *La déchéance! la déchéance!* » criaient les terroristes du dehors.

« — *Oui, oui, aux voix la déchéance!* » répétaient les bandits du dedans.

Le *Comité de salut public* ne saurait ni réfléchir ni délibérer au milieu des sanglantes fascinations qui brisent à la fois son jugement et sa pensée. Il se lève, étourdi, aveuglé; il sait à peine ce qu'il va faire, encore moins ce qu'il va dire. Il frissonne dans son audace, mais reculer n'est plus possible; il est sur la pente fatale, il faut qu'il marche, il faut qu'il avance, il faut qu'il roule au fond de l'abîme: *la déchéance* est prononcée (2).

A l'instant même on se précipite sur le buste du roi qui s'élevait au fond de la salle; on le jette par la fenêtre.

« *Mort au tyran!* » clame une voix.

Mais de plus fortes retentissent; on crie: « *Vive la république!* » Le dernier but était atteint.

A ces trois funestes paroles: « *Vive la république!* » le président de Monteolivetto, l'archidiacre Samuel Cagnazzi, portant la croix de Malte à sa boutonnière, se sent pris d'étranges vertiges. Agé de 90 ans, il se figure qu'une régénération merveilleuse est venue descendre sur lui. Il lève ses bras vers le ciel, écarte piteusement de sa poitrine son ordre de chevalerie; et ce vieux *Samuel*, se croyant un nouveau *Siméon*, chevrotte, les larmes aux yeux:

« *Nunc dimittis servum tuum!* »

A la suite de cette parade, *Miletti*, ancien maître d'escrime, part avec sa troupe calabraise, pour annoncer la grande nouvelle et stimuler l'insurrection.

« Citoyens! courage! courage! s'écriait-il le long des rues :

(1) Les membres de ce comité étaient Lanza, Toppati, Giardini, Belli et Petrucci, secrétaire: (Voy. *Storia degli ultimi fatti*, etc., p. 331.)

(2) Rapport du ministre des affaires étrangères de Naples, avant-dernière page. Le procès-verbal de déchéance fut fait et signé.

« la république est proclamée. La France a déclaré Ferdinand II
« à jamais déchu de son trône ; sa femme et ses enfants seront dé-
« portés au loin dans quelque île. Les Français, accourus à notre
« aide, couperont la retraite au roi bombardeur. Il périra sous nos
« poignards. Citoyens ! courage ! courage ! Mort au souverain par-
« ricide ! Sauvons à la fois Naples et l'Europe ! »

Et il brandissait son épée, comme le font les démons de théâtre quand ils secouent leurs crins et leurs torches.

On n'entendait plus le canon. Les députés, convaincus du succès de leur cause, en attendaient les heureux détails ; ils étaient dans toute l'ivresse de leur saturnale, lorsqu'entre un émissaire effaré :

« — Citoyens ! nous sommes perdus ! »

« — Nous ! perdus ! Mais nous triomphons ! »

« — Erreur, citoyens ! On vous trompe. »

« — Cet homme est fou. La troupe s'avance. Entendez-vous, de
« loin, ces fanfares ! »

« — Oui ; mais c'est *la garde royale* ! »

Dieu puissant ! quel affreux réveil !... Et après tant de si beaux songes !... Le tambour battait sur la place de l'Hôtel de Ville ; de nombreux régiments s'approchaient. Les députés courent aux fenêtres : c'étaient bien les troupes du roi. Hélas ! c'est fait du *provisoire*. On déchire en toute hâte le procès-verbal de *déchéance*. La Chambre, le Comité, les Présidents, le Salut public, tout ce Lilliput se disloque. Constitutionnels et républicains s'affaissent dans la même débâcle. Plus de *trône* à réduire en poussière ; plus de *république* à couler au moule ; plus de *nunc dimittis* à chanter.

Ici, continuation de la scène précédente. Un aide de camp du général Nunziante se montre à l'entrée de la salle. Il s'adresse aux représentants :

« — Sortez ! Messieurs. Et *vive le roi* ! »

— Le peuple va nous écharper, » interrompt un député, d'une voix humble et tremblante. »

« Le roi m'a envoyé à votre aide, réplique en souriant l'officier ; ma mission est de vous défendre. »

« — *Vive le roi* ! s'écrie la chambre (1). »

(1) *Storia degli ultimi fatti di Napoli.*

Et le cri se répète au-dehors. Il s'y joint le bruit des clairons et des trompettes. La sallene tardera point à être envahie par les soldats et par le peuple.

L'aide de camp du général Nunziane s'était un instant éloigné pour aller retrouver son chef et exécuter divers ordres. La peur reprend aux députés. Ils entendaient des flots irrités de militaires et de lazzaroni qui traversaient les longs corridors de Monteolivetto et qui, la menace à la bouche, se dirigeaient de leur côté. Le glorieux président Cagnazzi et ses sublimes magistrats vont-ils périr sur leurs chaises curules comme les Romains du temps antique à l'approche des anciens barbares ? Non, autre époque, autre conduite.

Sachant parfaitement que le roi n'aurait point eu à compter sur leur miséricorde s'ils avaient remporté la victoire, ils ne peuvent étant vaincus, croire à la miséricorde du roi. Ils jugent autrui, d'après eux.

Le député Petruccelli, le plus hardi du *provisoire* et du *salut public*, celui qui eût singé *Barbès* et se fût modelé sur *Saint-Just*, si Naples l'avait laissé faire, se fourre d'abord, en ses transes, dans le lieu *anti-héroïque*, vulgairement nommé lieux d'*aisance* ; puis, il supplie un bon gendarme de lui prêter son uniforme ; et, masqué en guerrier, il s'échappe (1).

Ricciardi saute par une fenêtre ; idée volée à *Ledru-Rollin*. Qui se ressemble..... se copie (2).

La Cécilia allait suivre le même exemple ; il s'était débarrassé de son cimier qui ne lui avait jamais été nécessaire ; il se serait dépouillé de sa toge s'il eût porté cette parure ; il jetait au loin son épée, en lui disant d'une voix inintelligible : « *Arrière, instrument inutile !* » Il avait déjà la jambe hors de la croisée libératrice, lorsque le député *Barracca* le saisit violemment... par derrière.

« Frère ! s'écrie-t-il avec l'accent d'une juste indignation, tu « nous a mis dans le pétrin, sache au moins mourir à la huche. »

Et la Cécilia n'a pu fuir ; mais il savait le vieux proverbe, « ce

(1) *Histoire des événements de Naples au 15 mai*, par le comte Marulli. — (2) Même ouvrage.

qui est différé n'est pas perdu ; » et, plus tard, on le vit... refuir (1).

Alors, du côté de la mer, s'échappait le valeureux *Mileti* ; mais ses paroles n'étaient plus des chants de triomphe « Citoyens ! « nous sommes f... lambés, » disait-il d'une voix haletante. Puis, n'ayant encore d'autre culte au fond du cœur que celui des insurrections, culte, providence et éternité des bandits, il criait aux attroupements : « Allons ! fils de la liberté ! Au large ! A la montagne ! Aux Calabres ! »

Six cents rebelles avaient été faits prisonniers ; on les mit sur une frégate dans le port ; ils s'attendaient à être jugés et fusillés. Le roi Ferdinand leur fit non-seulement grâce de la vie, mais leur rendit la liberté. Plusieurs même recouvrèrent leurs places ; le tyran de Naples, en toute occasion, n'agit jamais que de la sorte.

Vers le soir tout était fini. Les hardis meneurs avaient disparu. « Dans les insurrections, il n'y a jamais d'assommés que les instruments imbéciles, » murmurait tout bas l'un d'entre eux. Ferdinand II, noblement secondé par ses braves, avait reconquis sa couronne. Les députés de Monteolivetto, grâce à sa généreuse assistance, échappaient aux fureurs du peuple. Ils traversaient la capitale entourés de gendarmes sauveurs, mais poursuivis par des huées publiques. Toutes les lumières de l'Italie rouge, soufflées au vent des républiques, s'étaient éteintes dans la boue. Le pardon suivit la victoire. Le peuple était ivre de joie ; ses tyrans avaient disparu. La rue de Tolède, elle-même, se pavaisait de blanches bannières. L'armée avait sauvé la monarchie ; et Dieu avait sauvé le roi (2).

(1) *Histoire des événements de Naples au 15 mai*, par le comte Marulli.

(2) Voyez sur tous ces détails : *Storia degli ultimi fatti di Napoli*, et *Histoire des événements de Naples au 15 mai*, par le comte Marulli.

CHAPITRE HUITIÈME.

Le roi et la constitution. — Insurrections en Calabre. — Exploits de l'armée napolitaine. — Victoire du général Nunziante. — Déroute du comité de salut public calabrais. — Suite de la révolution sicilienne. — Constitution à Palerme. — Le duc de Gênes proclamé roi.

Ferdinand II, dans la journée du 15 mai, avait changé son ministère. Son nouveau cabinet, moitié monarchique et moitié radical, se composait ainsi provisoirement : le prince Cariati, président ; le prince Ischitella ; le prince Torella ; M. Gigli ; M. Bozzelli ; le général Carascosa ; et peu après le sieur Ruggiero.

Naples, au milieu des catastrophes de l'Italie, se relevait glorieuse et puissante. Ses soldats, longtemps mal jugés en Europe, venaient de prouver qu'ils étaient plus fidèles que beaucoup d'autres, et aussi intrépides que tous. La jeune Italie frémissait et se rappelait cette lettre de Magari, écrite de Berne, en 1846, à l'un de ses comités directeurs.

« Le Piémont est à nous par Charles-Albert, triste nature qui a les instincts révolutionnaires et qui les comprime sous le cilice ;

« nous aurons la Toscane quand bon nous semblera. Rome ne tiendra pas longtemps; Naples, seul, me semble à craindre; s'il ne se seconde pas le mouvement, c'est par là que nous pourrons périr (1). »

Le 16 mai, la garde nationale fut licenciée; et le rappel des troupes napolitaines envoyées en Lombardie fut décidé par le gouvernement. Trente ou quarante députés s'étaient réfugiés à bord de l'escadre française. Poussés par eux, l'amiral Baudin fit remettre au ministère une note diplomatique, où il protestait en termes peu mesurés contre les idées de réaction qui, sans doute, allaient suivre le triomphe des royalistes. Le prince Cariat, ancien général ayant servi sous Murat et ayant gagné tous ses grades à la pointe de son épée, jeta de côté la note avec indignation.

« Commandant! répondit-il à l'officier porteur de la dépêche, je suis militaire comme vous; j'ai combattu dans les armées de Napoléon; j'étais à Moscou; je porte comme vous la décoration de la Légion-d'Honneur! eh bien! je vous déclare qu'il est impossible à un homme honnête et loyal de répondre à une note comme celle que vous venez de me remettre. Retirez-vous (2). »

Le 17 mai, l'ancienne Chambre fut dissoute. Qui peindrait la fureur de l'*Italie rouge*, en apprenant la complète défaite des révolutionnaires de Naples! Les Chambres de Palerme, ordonnant un deuil de trois jours, proposèrent d'envoyer immédiatement le colonel *Porcelli* et le capitaine de vaisseau *Miloro* pour s'emparer de l'ancienne capitale des Deux-Siciles. Les pairs ajournèrent la question, en annonçant que l'expédition n'était plus nécessaire, vu que Parthénope devait déjà avoir été reconquise par les provinces du royaume. On applaudit l'heureuse nouvelle, et l'on passa à d'autres mensonges.

Turin fut plus extravagant encore. Le parlement piémontais venait d'ouvrir sa session. Un député nommé Ravina, racontant le

(1) *Histoire du Sonderbund*. Crétineau-Joly, t. II.

(2) L'amiral Baudin renvoya une seconde note infiniment plus modérée et convenablement écrite. Celle-ci fut reçue.

désastre des insurgés napolitains, osa proposer à la chambre de déclarer ce qui va suivre :

« 1^o Que, pour l'honneur du gouvernement piémontais, et le salut de l'Italie, Ferdinand Bourbon devait être considéré désormais comme un ennemi public et comme un tyran parricide ;

« 2^o Qu'il serait adressé un message au roi Charles-Albert pour le supplier de vouloir bien prendre immédiatement sous sa protection le royaume de Naples et ses infortunés habitants ;

« 3^o Qu'on inviterait toute la Péninsule à courir en armes à la délivrance de Naples ;

« 4^o Et qu'on élèverait une *Colonne d'infamie* sur laquelle seraient burinés les noms de l'affreux Ferdinand et de ses odieux défenseurs (1). »

Et ce Ravina, dans un siècle de civilisation, où il était permis de réfléchir, en présence d'hommes qui n'étaient point encore à Charenton, ne fut ni bafoué, ni sifflé. Les frères et amis de ce même député poursuivirent le même système d'extravagances et de déceptions : ils écrivirent et publièrent que le roi de Naples, épouvanté lui-même de son triomphe, s'était fait tirer la bonne aventure par une bohémienne, et s'était fait donner l'extrême-onction par un chanoine (2).

Le trône du roi de Naples ne s'en relevait pas moins avec éclat puissance et gloire, aux acclamations du pays. Ferdinand II était rentré dans la plénitude de ses droits ; il ne tenait qu'à lui d'abolir cette constitution qui n'avait amené que des désastres ; l'épreuve avait été tellement fatale qu'il eût pu ne pas la continuer ; et cependant il publia généreusement la proclamation suivante :

« Napolitains ! profondément affligé des horribles événements du 15 mai, notre plus vif désir est d'en adoucir les conséquences autant que possible. Notre volonté serait donc de maintenir la constitution du 10 février. Des Chambres seront convoquées de nouveau ; et je compte sur la sage prudence des députés pour m'aider à la réorganisation du pouvoir, etc., etc. »

Mais cette constitution devait-elle rendre la paix au royaume

(1) *Cronica popular*. Livourne, 1848, t. III, p. 135.

(2) *Cronica popular*, t. III, p. 205.

qu'elle avait précipité vers l'abîme ? Il était permis d'en douter.

En ce même mois de mai, Paris, qui, depuis 1789, s'était donné les joies de onze constitutions diverses, venait de se reconstituer une douzième fois en attendant une treizième, vu que la France ne se croit point encore constituée définitivement. La république du 24 février, chassée le 15 mai par une autre république, avait été sur le point de recevoir l'inappréciable bienfait d'une nouvelle réorganisation sociale. Hélas ! toutes ces constitutions arrivant à la file, toute cette procession de chartes funèbres, passant plus ou moins vite du berceau au cercueil, où conduisaient-elles la France !

Un pouvoir et des lois continuellement avilis par les scandales de la tribune, et constamment livrés par la presse au ridicule et à la haine, peuvent-ils être forts et durables ? telles sont les questions que s'adressent aujourd'hui les penseurs politiques. Le gouvernement représentatif n'a été jusqu'à présent que celui du partage, de l'intrigue, des spéculations et du mensonge ; il est incapable de grandes choses, car il bat en brèche toutes les hautes inspirations du génie et ne favorise que les basses menées de la médiocrité. Il lui faut les petitesse, les cabales, l'artifice et la corruption. Il ne marche pas, il se traîne ; il ne s'élève pas, il rampe. Ce qu'il cherche et ce qui l'assoit, ce sont les nivellements, les juste milieu, la platitude et les tables rases.

Mais l'Angleterre a une monarchie constitutionnelle ? dira-t-on ; oui, mais soutenue par une aristocratie puissante ; la démagogie n'y vient pas jeter sa bave et ses souillures ; chaque classe a ses privilèges, chaque individu a ses droits. En France, au contraire, et dans tous les pays qui la prennent pour modèle, on n'a plus aujourd'hui ni classes, ni privilèges, ni droits. Les hommes y sont honteusement emmiellés en parcelles sans valeur. La France est maintenant une énorme nation de petits êtres, un haut colosse composé de cirons agglomérés : tout y remue, mais rien n'a de force.

Un soir, en 1815, Fouché montrait du doigt, à un haut personnage, Benjamin Constant causant à l'écart avec le conseiller d'État Thibaudeau, « Je parie, à voir la chaleur de leur entretien, dit le « ministre en tirant sa montre, qu'ils s'occupent d'une nouvelle « constitution. Eh bien ! à cette même heure, Napoléon joue sa

« couronne dans une bataille décisive. Or, vaincu il n'a plus besoin
« de charte ; vainqueur, il saura bien s'en passer. »

C'était le soir de Waterloo.

« J'aime mieux la réalité que le mensonge, disait récemment
« l'empereur Nicolas. Un souverain puissant fait marcher la civili-
« sation avec le bien-être du peuple ; une monarchie représentative
« n'est qu'une pompe aspirante d'écus qui ne rend que des flots de
« paroles (1). »

Terminons par ce jugement d'un des oracles du radicalisme :
« La monarchie constitutionnelle n'a donné pour résultat que la
« corruption : aussi a-t-elle péri en France, non pas sur un champ
« de bataille, mais dans un égout (2). »

Cependant le triomphe du 15 mai n'avait point encore décou-
ragé les éternels ennemis de l'ordre et de la justice. Carducci
avait levé de nouveau, à *Salerno* et au *Cilento*, l'étendard de la
rébellion. Colonel-général des gardes nationales du pays, il les
avait toutes convoquées pour marcher en armes sur Naples. Ses
harangues, dites patriotiques, étaient d'un tel effet dans certaines
localités, que, notamment à *Amalfi*, ville si célèbre au moyen âge
par ses institutions républicaines, on voulu forcer non-seulement
les jeunes citoyens à se munir de carabines et de cartouches, mais
de vieux prêtres à battre, tambour à la main, le rappel et la
générale (3).

A Aversa, près de Caserte, arriva une des cohortes de Car-
ducci : le brave colonel Joseph Statella, devenu depuis général,
fondit sur elle et la défit. Déjà les premiers feux de l'insurrection
allaient s'éteignant peu à peu, lorsque le fameux Mileti, celui qui,
le 15 mai, criait en fuyant le long des rues de Naples : « *Au large !*
« *à la montagne ! aux Calabres !* » Mileti, suivi de quelques
députés les plus radicaux de l'ancienne Chambre, apparut tout-à-
coup à *Cosenza*, rendez-vous général des rebelles.

(1) Assemblée nationale, 7 juin 1850.

(2) Proudhon, *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 188.

(3) M. Matteo Camera, le célèbre auteur de l'histoire d'*Amalfi*, s'op-
posa là, ainsi que beaucoup d'autres, aux menées furibondes de Carducci.
Il parvint à calmer les esprits ; et pas un combattant ne partit.

Aussitôt l'insurrection reprend une force nouvelle. Un gouvernement provisoire, un nouveau *Comité de salut public* est organisé le 3 juin; son président fut Ricciardi (1).

Mileti, nommé général en chef, eut la mission de se transporter à Paola pour s'opposer au débarquement des troupes que devait envoyer le roi contre la Calabre. D'autres chefs militaires, particulièrement *Altimeri*, placés à la tête de plusieurs détachements, furent chargés de défendre l'intérieur du pays. Le comité de *salut public* s'occupa en outre de l'administration civile; il changea tous les fonctionnaires, il pourvut à tous les emplois; il se crut enfin quelque chose.

Mais le général Nunziante, investi de la confiance du roi, se dirigeait vers la Calabre avec des forces imposantes. Il établit son quartier-général à Monteleone, tandis que les généraux Busarca et Lanza, envoyés à l'extrémité septentrionale du pays, avec ordre de faire leur jonction avec lui, devait mettre les rebelles entre deux feux.

Ceux-ci avaient leur quartier-général à *Filadelfia*, près de *Nicastro*, et occupaient *Curinga*. Leur avant-garde était sur les bords du fleuve *Angitola*. A eux s'étaient réunis 600 Siciliens, commandés par l'Italien *Ribotti* (2); et à leur tête se trouvait *Longo*, officier d'artillerie napolitaine qui avait déserté ses drapeaux.

Les hostilités commencèrent le 26 juin. Les colonnes de Nunziante se mirent en mouvement vers le pont de l'*Angitola*, où il

(1) Les membres du comité étaient Domenico Mauzo, Stanislas Lupinacci, Benedetto Musolino, Francisco Federici, Giovanni Mosciari (Giulio Medaglia, secrétaire). Rafaela Valentini, un instant président, antérieurement à Ricciardi, passa commissaire du pouvoir exécutif. (Voy. *Documenti storici riguardanti l'insurrezione*.)

(2) Il est au fort Saint-Elme aujourd'hui. Ce fort qui, disait-on, regorgeait de prisonniers entassés par milliers les uns sur les autres, n'a que deux ou trois détenus, dont l'un est *Ribotti*.

devait attaquer l'ennemi, tandis que le major Grossi chercherait à s'emparer de Filadelfia. Le général, chassant les insurgés devant lui, traversa rapidement le fleuve et s'engagea dans les défilés de Campolongo, près de Bevilacqua. Là, bordée d'épaisses forêts, la route tournait au milieu des plus sauvages montagnes. Le passage était périlleux : les Calabrais, postés sur l'escarpement de leurs rochers, pouvaient, sans risque, faire feu. Les troupes royales, foudroyées des hauteurs, furent un instant ébranlées. Il y eut désordre et confusion. Mais le brave Nunziente, ralliant ses soldats, mit pied à terre au milieu d'eux ; et, pour les encourager à débusquer les factieux de leurs bois et de leurs tanières, il s'y porta lui-même à leur tête.

Bientôt l'ennemi, à son tour, fut chargé et mis en déroute. Il y eut carnage effroyable. *Maxzei* et *Morelli*, célébrités de la révolte, périrent dans la mêlée. Chassés des positions les plus fortes, leurs bataillons prirent la fuite ; et l'affreux défilé fut franchi (1).

Un incident malheureux arriva sur ces entrefaites. Plusieurs soldats Napolitains, débandés aux premières décharges du défilé, avaient reculé vers *Pizzo*. Suivis par le cheval du général Nunziente, et par quelques-uns de ceux des officiers de son état-major, les fuyards jetèrent l'alarme à *Pizzo*, annoncèrent une déroute de l'armée royaliste, en donnèrent pour preuve les montures abandonnées par leur chefs ; et l'on crut à la fausse nouvelle.

Le major Grossi, arrivé devant Filadelfia, et ayant reçu une députation lui annonçant que la ville se soumettait sans résistance, avait envoyé quelques détachements en prendre possession. Mais ceux-ci étaient à peine entrés sous les murs de la place, qu'ils y furent traitreusement assaillis par de nombreuses décharges d'artillerie. Le major, resté à quelque distance, accourt furieux, ordonne un assaut, taille en pièces les insurgés, leur prend cinq pièces de canon, et entre triomphant dans la ville.

De là, il devait aller faire sa jonction avec Nunziente, de l'autre côté du fleuve Angitola ; mais sur la route il trouve quelques-uns des fuyards qui se réfugiaient à *Pizzo* ; et tandis que le général

(1) Voyez *Documenti storici riguardanti l'insurrezione Calabria*, p. 617 et suivantes.

qui, ayant traversé victorieusement le défilé de Campolongo, s'empara de tout le territoire ennemi du côté de *Maida*, le major, ne sachant que penser des affreuses nouvelles qui lui étaient données, rétrogradait aussi à Pizzo pour y attendre des renseignements plus certains.

Hélas ! fatale décision ! Ses soldats campaient dans la ville, lorsqu'un coup de fusil, tiré par malheur sur une sentinelle, éveille en eux la pensée d'un nouveau guet-à-pens semblable à celui de *Filadelfia*. La rage s'empare d'eux. Ils crient : « *Aux armes ! à la trahison !* » et, malgré leurs officiers qui cherchaient à les retenir, ils se précipitent, avec la soif de la vengeance, sur les habitants de Pizzo... Ce fut une horrible journée (1).

Toutefois, le général Nunziante ayant complètement réussi dans ses opérations militaires, et détruit à *Maida* les restes de l'armée ennemie, était revenu sur Pizzo. Son affliction y fut profonde... (2)

Mais un coup décisif et mortel avait été porté à l'insurrection calabraise. Nunziante et Grossi furent rejoints par les généraux Busacca et Lanza, qui, de leur côté, avaient battu les factieux de toutes parts. Le Comité de Salut public se sauva de *Catanzaro* ; et de là, chassé vers la mer, il s'embarqua.... et disparut.

Le général Nunziante se rendit à *Catanzaro*, capitale de la Calabre centrale. L'enthousiasme des populations fut extrême à sa vue. Longo, et ses 600 Siciliens s'étaient jetés dans des barques sur les côtes voisines. Le bâtiment de guerre, le *Stromboli*, se mit à leur poursuite ; et les 600 Siciliens furent faits prisonniers, près de Corfou, sans coups de fusil, ni combat. Ils se rendirent à discrétion.

Si jamais officier mérita la mort, ce fut le colonel Longo. Neveu du général Desauget, il avait déjà été pris et grâcié dans une première conspiration de Sicile ; ayant déserté de nouveau, le voilà repris les armes à la main, à la tête des Siciliens rebelles. Un conseil de guerre le condamna à être fusillé ; le ministre de la guerre tenait à son exécution comme exemple nécessaire. Le roi ne put se résoudre à signer la sentence ; et Longo conserva la vie.

(1) Voyez *Documents historiques sur la Calabre*, p. 622. Rapport du général en chef.

(2) Le général mit tous ses soins à réparer les désastres de la ville ; et il y réussit en partie.

« *Je fais peut-être mal, disait le prince, mais je veux agir à ma manière, et je lui fais grâce.* » Voilà *Ferdinand le féroce* !

Un autre officier, *delle Franci*, était dans le même cas que Longo. Mais Ferdinand II ne saurait dormir en repos, quand il s'agit de sanctionner quelque arrêt de mort. *Delle Franci* eut aussi sa grâce. Voilà *le souverain sans pitié* !

Autre exemple de miséricorde royale. Leone, officier de volontaires, en Lombardie, y montrait un poignard, en disant : « *Ceci tuera Ferdinand II !* » Le fait fut prouvé : on le prit ; et Leone ne périt point. Voilà *le tyran homicide* !

Et quelle fut la fin de Carducci ? Revenant des Calabres, après une nouvelle défaite, et muni, dit-on, de 80,000 fr. qu'il avait pris de force aux receveurs de la contrée, il fut rencontré dans la montagne par un nommé *Vincent Peloso*. Il y eut de suite entre eux, et corps à corps, une lutte effroyable sur l'escarpement d'un rocher ; leur bataille avait lieu sous les ombres. *Peloso* terrassa le bandit, et sa dague fut sans pitié. La tête du fameux insurgé fut mise dans un pot de sel, et ironiquement envoyée à ses coreligionnaires de Naples (1).

Et *Nileti* ? Un mot sur cet homme. Relatons d'abord son passé.

Maitre d'armes à Reggio, il entra au service militaire ; et là, sous les drapeaux, il fut trois fois condamné à mort, pour actes de rebellion ; et trois fois il fut grâcié.

Un ennemi de ses parents s'était attiré sa haine au début de sa vie : cinquante ans après, devenu chef révolutionnaire, et entré à la tête de ses bandits aux lieux où vivait jadis cet ennemi, qui, alors, n'existait plus, il s'empara d'une vingtaine de membres de sa famille, vieillards, femmes, enfants, et il les fit tous massacrer.

Sa mort expia-t-elle sa vie ?... Non, elle n'eut point l'éclat vengeur que lui avaient mérité ses crimes. Il fut tué obscurément, au fond d'un bois, sans témoins, et sur la rive déserte d'un fleuve.

Ainsi fut terminée la guerre de la Calabre, guerre si pompeusement

(1) Sa tête fut promenée sur une pique, à Cosenza, par les habitants du pays.

annoncée par la proclamation suivante des *Solon* du *Salut public*.

« Aux armes ! sublimes enfants des Bruziens (1) ! chaleureux habitants de la grande Grèce ! Vous qui cheminez si glorieusement sur la tombe de tout un peuple de héros ! Calabrais ! vainqueurs de cent batailles ! aux armes ! L'ange de la guerre a déjà dressé, sur nos montagnes, son siège d'immortalité ; il a secoué sa crinière de flammes. *Vengeance !* crient les victimes de Naples. *Vengeance !* répète l'Italie entière, stupefaite des crimes inouïs du 15 mai. *Vengeance !* clame encore le peuple-roi dont les droits sacrés ont été si audacieusement foulés aux pieds. « Aux armes ! vengeance ! vengeance ! (2). »

Et le Comité de Salut public, avec son ange de la guerre et sa crinière de flammes, ne chemina que piteusement sur la tombe de tout son peuple de héros : il fut loin de se poser, lui, en vainqueur de cent batailles ; et, une fois de plus, il prouva la vérité de cet adage ;

« Du sublime au ridicule... il n'y a pas loin. »

Revenons maintenant à la Sicile.

Les illusions révolutionnaires y avaient conservé toute leur verdeur ; on y travaillait sans relâche à la grande loi fondamentale qui régirait un jour l'Etat sous le prince fortuné qui devait y revêtir la pourpre. Ce prince, qu'on ne savait où prendre, avait le prestige romantique du vague, et le charme mystérieux de l'inconnu ; il était encore à élire.

Il avait été reconnu que la Sicile avait une adoration particulière pour l'ancienne Constitution de 1820 ; on se mit donc à la recherche de la susdite, pour en copier les articles ; mais on ne la trouva nulle part ; on la demanda à toutes les archives, à tous les échos, à tous les souvenirs. Pas le moindre vestige de ce modèle des chartes.

Mais, du moins, on pouvait la récrire de mémoire ; elle était si chère au pays !... Hélas ! autre impossibilité ; il ne se trouva personne qui fût au fait de cette admirable promulgation. Pas un

(1) Anciens Samnites.

(2) *Documenti storici*, p. 146.

Sicilien ne savait le premier mot de cette constitution adorée.

On se rabattit alors sur celle de 1812 ; on la modifia ; on la changea ; on la révisa ; on l'améliora ; on la recommença. Sauf, plus tard, après en avoir doté la génération sicilienne, à la réviser, à la remodifier, à la rechanger, à la réaméliorer et même à la recommencer.

« — Eh quoi ! dit un jour le pair *Castiglione* à la Chambre, notre « glorieuse révolution a six mois de date, et nous n'avons pas encore « de roi ; nommez-nous au moins les candidats qui se présentent ! « et nous discuterons leurs titres.

« — Patience ! répond solennellement le président de la Chambre, « on n'a point terminé les modifications, les changements, les améliorations, les révisions et les recompositions de la loi fondamentale. Songez qu'il s'agit ici d'un monument immuable, et qu'il doit « traverser les siècles !... »

Cela était si évident et si assuré, que cela demeura sans réplique.

Enfin, au 10 juillet 1848, le grand œuvre était presque achevé ; et on l'allait adopter *à tout jamais*. Arrive à la Chambre des députés un message de la Chambre des pairs, annonçant que leurs seigneuries demandaient à réviser le travail des représentants, après quoi ils procéderaient le lendemain même à l'élection du roi de Sicile.

« — Non ! reprirent les députés, non ! non ! pas *demain ! aujourd'hui !* »

« — Mais l'examen de tous les statuts ? »

« — Il n'y a que quatre-vingt-seize articles. »

« — Encore faut-il y réfléchir. »

« — Cela peut se faire en une heure ; on vote d'inspiration. »

Ces réponses furent trouvées parfaitement justes ; et, bien que la Chambre des députés n'eût pas achevé elle-même de coordonner ses conceptions, elle sauta à pieds joints par dessus les dernières ciselures de sa pyramide législative ; il lui fallait prêcher d'exemple ; et la chose fut terminée.

La Chambre des pairs se mit aussitôt en permanence ; elle médita consciencieusement, mûrement et profondément, dans l'espace de quelques minutes, sur les trente-trois premiers articles fondamen-

taux de sa constitution glorieuse ; puis, elle envoya dire en toute hâte aux honorables :

« En voilà trente-trois d'acceptés ! »

Peu après, un nouveau message apportait aux députés la bonne nouvelle suivante :

« — En voici maintenant soixante-dix ! »

Enfin troisième et dernier message, avec ces heureuses paroles :

« — Adopté les quatre-vingt-seize (1) ! »

La Charte avait couru la poste ; elle s'était confectionnée à la vapeur ; la chaudière législative avait admirablement bouillonné. Les pairs, dans leur habile prestesse, n'avait fait aux statuts des députés que des modifications de peu d'importance ; ils avaient demandé par exemple que « la religion de l'État fût exclusivement catholique. » Ce menu détail parut trop insignifiant pour soulever la moindre difficulté.

Une autre obtint moins de succès. « La tribune et la presse ne seront libres qu'autant qu'elles respecteront la morale et la religion. » Ceci indigna les âmes nationales ; la réclamation fut trouvée anti-patriotique ; on amenda de nouveau ; on pourparla de rechef ; et, finalement, on prit un terme moyen qui laissa la question dans le vague.

Puis, selon les us et coutumes en pareil cas, la constitution fut déclarée votée, avec enthousiasme et à l'unanimité, par toutes les populations de la Sicile.

A minuit, heure solennelle, nouveau message pressé de la Chambre des pairs ; il s'agit d'une mesure importante et d'une décision capitale. Leur seigneuries ont pensé que *Ruggiero Settimo*, chef du pouvoir exécutif, devait, avant de céder l'autorité suprême au roi des Siciliens, recevoir un témoignage éclatant de la reconnaissance nationale. En conséquence elles proposent l'arrêté suivant :

« *Ruggiero Settimo* ayant un droit immortel à la gratitude

« Palermitaine, il lui est accordé, à perpétuité, le privilège de

(1) Voyez tous les journaux siciliens de l'époque.

« recevoir désormais.... toutes ses lettres, franchises de port. »

On faisait observer qu'un pareil honneur avait été rendu à Washington par les États-Unis.

Acclamations extraordinaires!...., mais moins extraordinaires encore que la munificence des pairs.

« Seigneurs! dit le président de la chambre des députés, il ne nous reste plus maintenant qu'à nommer l'homme fortuné qui devra gouverner notre généreuse nation; faisons-le avec l'enthousiasme qui prononça la déchéance de Ferdinand II! »

Commotion dans toute la salle. Le royaume sicilien va se choisir un monarque; on entend les cloches tinter. Cela ressemblait au tocsin. La solennité, commandée pour une sorte de naissance, a déjà pris le caractère d'une espèce d'enterrement.

Le député La Rosa est appelé le premier au scrutin; tout haut il prononce son vote :

« *Albert-Amédée de Savoie, duc de Gènes, fils de Charles-Albert.* »

Tous les députés se lèvent spontanément; le même nom sort de toutes les lèvres à la fois. C'était le beau idéal de l'unanimité.

Encore un message de la Chambre des pairs; leurs seigneureries, par une *entente* miraculeuse, avaient choisi le même monarque.

« Messieurs! dit l'envoyé des pairs, le prince élu par l'autre Chambre, est le fils de Charles-Albert, le duc de Gènes, « *Ferdinand.....* »

Interruptions, clameurs et tumulte.

Quel était donc le prêtre qui avait eu la maladresse de donner au prince piémontais, lors de son entrée à la vie, l'inadmissible prénom de *Ferdinand* !.... On débaptisa sur-le-champ Sa Majesté future. On lui refit un extrait de naissance; et elle s'appela *Albert*.

La proclamation de cette bouffonnerie solennelle fut lue à une heure après minuit. Elle était conçue en ces termes :

1° Le duc de Gènes, fils de Charles-Albert de Savoie, roi de Sardaigne, est appelé, ainsi que sa descendance, à régner sur la Sicile, d'après la constitution de 1848;

2° Il prendra les noms et titres d'*Albert-Amédée*, roi des Siciliens.

On ordonna aussitôt des allégresses publiques, des détournations

d'artillerie, des feux de Bengale et des lanternes chinoises.

Les flottes anglaise et française, où se trouvait Parker et Baudin, tirèrent sérieusement le canon en l'honneur de la pasquinade révolutionnaire ; et le duc Serra di Falco, président de la Chambre des pairs, fut chargé d'aller, en personne, offrir le diadème de Sicile au fils de *la spada* de l'Italie, au jeune duc surnommé *lo spadino*.

L'amiral Baudin offrit gracieusement une frégate pour transporter à Turin la députation sicilienne (1). Elle partit le 21 juillet. Par malheur, les illustres messagers arrivèrent juste, non pas pour se courber devant la royauté du duc de Gènes, mais pour saluer la déroute de Custoza. La députation ne put être reçue. Le duc, demeuré en terre étrangère, attend encore son audience. Hélas ! Charles-Albert, qui fuyait devant Radetzky, avait-il le temps de ramasser, sur la route, une couronne de Sicile, lui qui n'était plus sûr, alors, de garder celle du Piémont ! !

(1) Elle se composait du président *Serra di Falco*, des pairs le baron *Riso*, et des princes de *Saint-Joseph* et de *Torremuzza* ; des députés *Ferrara*, *Perez*, *Carnazza* et *Natoli*. Ils devaient s'adjoindre, à Turin, MM. *Amari* et *Pisani*. (Voyez, sur ces détails, tous les journaux de la Sicile de cette époque.)

CHAPITRE NEUVIÈME.

Position de la Sicile. — Siège de Messine. — Horribles combats: —
Le polonais Mieroslawsky. — Prise de Catane. — Exploits de
Filangieri. — Soumission de Palerme. — Fin de la révolution des
Deux-Siciles.

« *La véritable forme du gouvernement, c'est l'anarchie,* »
a dit M. Proudhon (1).

Les Palermitains, en ce cas, n'avaient plus rien à désirer. Le désordre et la confusion y étaient à leur comble. Ruggiero Settimo avait planté beaucoup d'arbres de liberté, laissé chanter toutes sortes de Marseillaises, et mis à la porte une quantité de communautés religieuses; mais ces tristes réminiscences de 1793, brisaient tout et ne fondaient rien (2).

L'armée régulière du pays se composait, en totalité, de 8,000 hommes, parmi lesquels on comptait 400 Français. Elle avait, de plus, deux bataillons de volontaires, tant étrangers que nationaux, sans uniforme, sans discipline, sans instruction, nommés *squadres*,

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 131.

(2) *Della rivoluzione Siciliana*. 1848-1849. Palerme.

et commandés par les colonels *Bracanica* et *Interdonato*. La moitié de ces huit mille hommes, chose inouïe dans les fastes militaires, étaient officiers et payés comme tels.

4,000 fainéants à épaulettes étaient donc là se livrant aux vices les plus infâmes, et dissipant, dans les tripots et maisons de débauche, les fonds du budget de la guerre. A chaque proposition d'ordre, d'examen et d'épuration, il y avait révolte parmi eux. Jamais il ne s'était vu, dans aucune armée, plus de licence et de démoralisation (1). Son général en chef fut le polonais Mieroslawsky, ancien maître d'école à Paris (2).

La Sicile, en outre, n'avait pas plus de marine que d'armée. M. Adam Mieroslawsky, frère du général en chef, qui, en qualité de *Polonais*, s'était dévoué à la nationalité *palermitaine*, avait proposé d'improviser « une flottille de corsaires avec tous les navires qu'elles conques qui pourrissaient dans les ports de l'île, et avec tous les marins de pêche et de cabotage qui en peuplaient les côtes (3). » Mais le gouvernement avait d'autres vues; il s'était engagé dans un marché de bâtiments à vapeur anglais; il en paya le montant d'avance; et il en résulta ceci. « L'argent fut pris avec promptitude, et les constructions navales restèrent dans le port avec immobilité. » De façon que, lorsque la Sicile fut attaquée par toutes les forces maritimes de Naples, elle ne trouva pas même, en ses ports, une barque armée pour signaler leur approche (4).

Même impéritie du pouvoir en matière d'artillerie, de fortifications et d'approvisionnements. Voici une des grandes mesures qu'il prit pour ses équipages et sa cavalerie.

Art. 1^{er}. Chaque commune de 4,000 âmes fournira un cheval à l'État.

Art. 2. Chaque commune de 12,000 âmes fournira, en plus, un mulet.

(1) Voyez la *relation de la campagne de Sicile*, en 1849, par l'aide de camp du général en chef Mieroslawsky, relation écrite sous la dictée de son patron, pages 3 et 4.

(2) Il avait fait une guerre acharnée à la Prusse, dans le duché de Posen.

(3) Phrases textuelles de la relation Mieroslawsky, pages 8 et 9.

(4) Voyez la relation déjà citée.

Ainsi de suite proportionnellement. Par malheur, ce décret ne fut publié que *deux jours avant la prise de Messine*. On avait mis vingt mois à y réfléchir. Or, en pareil cas, *tard, c'est jamais*,

La Sicile ne pouvait ignorer les armements de Naples contre elle ; il était urgent qu'elle déployât de l'habileté et qu'elle fit preuve de force : le parlement prit, en conséquence, les hautes déterminations suivantes. Il décréta :

1° « *Que la place du Palais s'appellerait place de la Victoire.* »

Et 2° « *Qu'une monnaie d'argent, d'environ une piastre, serait frappée à l'effigie de Ruggiero Settimo.* »

Ceci devait indubitablement consolider, à *tout jamais*, l'affranchissement de la Sicile.

Le roi de Naples, après le 15 mai, avait rappelé ses troupes de Lombardie ; mais Pépé refusait d'obéir. Ce général avait même voulu forcer son armée à suivre son exemple. Vains efforts : tous les siens l'avaient abandonné ; et Naples avait de nouveaux braves (1).

Il restait à Ferdinand II, en Sicile, l'imprenable citadelle de Messine, commandée par le brave général *Pronio*. Un armistice avait été signé depuis longtemps entre la garnison et la ville (2).

Le prince Filangieri fut nommé général en chef de l'expédition contre les rebelles. Le roi ne pouvait faire un choix plus heureux. Le vaillant Filangieri s'était fait, dans les armées de Napoléon, une haute renommée militaire. De nouveaux lauriers l'attendaient.

Il réunit toutes ses forces à Reggio ; il avait environ 7,000 hommes. Il s'embarque de là pour Messine.

Palerme était alors persuadée, grâce aux communications du son ministre des affaires étrangères, *Stabile*, qu'il n'était plus question de guerre.

(1) Pépé se rendit à Venise avec une demi-brigade d'artillerie, un Bataillon de chasseurs de ligne et 80 cavaliers (total 1,200 hommes). Il leur avait persuadé que l'insurrection du 15 mai avait triomphé à Naples. Il perdit tous les siens au combat, et l'Autriche renvoya à Ferdinand II les soldats Napolitains qu'elle avait fait prisonniers, ainsi que l'artillerie et les chevaux.

(2) Andrea Romeo avait dirigé cette affaire.

Quelle fut la stupeur de Messine à la vue de la flotte Napolitaine débarquant ses troupes sur la côte voisine!... La ville n'était nullement préparée à cette attaque.

Elle fit aussitôt, par le télégraphe, un appel immédiat à toutes les gardes nationales de la Sicile, et se mit à élever des barricades dans toutes les rues. Elle mina ensuite toutes les routes pour les faire sauter au passage de l'ennemi; elle ouvrit des tranchées en dehors de ses murailles; et, finalement, elle se fortifia avec énergie, en attendant des secours de Palerme.

Et que répondait cette dernière capitale au cri d'alarme de Messine?

« *Laissez débarquer l'ennemi! Puis, on châtiera son audace.* »

Et le 1^{er} septembre, veille du mémorable assaut, la Chambre palermitaine discutait paisiblement la quotité de revenus dont elle doterait *Albert-Amédée*. En effet, ne fallait-il pas un logis, un mobilier, des vivres et une liste civile à Sa future Majesté? La municipalité des députés vota, avec économie, 1,500,000 fr. par an.

Parodie d'une parodie.

Ainsi, lorsque les Turcs étaient au moment d'escalader Constantinople, les rhéteurs de la cour discutaient gravement la question de savoir si la lumière qui apparut sur le Thabor, lors de la Transfiguration, était *créée* ou *incrée*.

Hélas! Et cependant aucune nation continentale ne devait expédier, par mer, à Palerme, aucune majesté souveraine. Pas une tête princière n'aurait consenti à s'affubler, en Sicile, du hochet provisoire en question. Le parlement y mettait cependant bien de la complaisance et du *laissez-aller*; car, à défaut d'un roi, il eût pris un prince ou un duc; à défaut de ducs et de princes, il se fut contenté d'un vicomte ou d'un chevalier; et même, en désespoir de cause, il eût accepté... une bonne volonté quelconque. Mais non, personne à empourprer. Disette absolue de prétendants. Il était écrit qu'à Palerme, comme dans toutes les sociétés secrètes de la Péninsule où l'on proposait la *souveraineté entière de l'Italie* à tout personnage éminent, la révolution n'aurait pas plus de roi que de trône.

Cependant des bandits de toutes les nations et des forçats de tous les bagnes, étaient accourus à Messine. Réunis aux troupes de ligne et aux gardes nationales, ils formaient plus de vingt mille hommes.

Le maréchal Pronio, commandant de la citadelle, qui si souvent, du haut de ses triples murailles, avait fait trembler les factieux, fit plusieurs sorties à l'effet de détruire les batteries ennemies. Chaque sortie fut une victoire.

Le 6 septembre 1848, Filangieri commença ses premières attaques. Une partie de ses troupes fondit avec impétuosité, aux cris de « *Vive le roi !* » sur les retranchements siciliens. La résistance fut terrible. Les Napolitains prirent d'assaut le village de la *Contessa* en dépit des bombes et des boulets qui moissonnaient leurs rangs. Aucun danger ne les intimidait ; aucun obstacle ne les arrêta.

Ils s'emparèrent des canons qui avaient tiré sur eux, chassèrent l'ennemi de ses redoutes, et arrivèrent triomphants aux portes de Messine.

A la vue de tant d'héroïsme, les habitants de la cité, en proie à la terreur, sortirent en foule de leurs toits. Ils remplissaient l'air de leurs clameurs désespérées ; et les yeux aux ciel, les mains jointes, ils coururent aux bords de la mer, où, dans une attitude suppliante, ils demandèrent à grands cris un refuge au *Bul-Dog*, à l'*Hercule* et au *Panama*, navires anglais et français (1).

Cette multitude éperdue se précipite dans une quantité de barques et vogue vers les trois vaisseaux ; mais ces bâtiments n'avaient point assez de place à leur bord pour les populations d'une capitale ; on repousse une partie des fuyards. N'importe, rien ne les arrête. Dix mille personnes se jettent à la mer dans le délire de leur frayeur ; et, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, ils implorent, à la fois, la pitié britannique et la miséricorde française (2).

(1) Le premier était Anglais, les deux autres Français.

(2) Ceux qui ne purent être reçus à bord, se dispersèrent dans les campagnes. (Relation de la prise de Messine 1848 Naples. — Journaux siciliens de l'époque.)

Les premiers qui, quittant leur poste, furent se cacher à fond de cale sur l'*Hercule* et le *Panama*, étaient les principaux meneurs de la révolte. Du lieu de sûreté où ils reprenaient haleine, ces grands citoyens voulaient encore donner des ordres aux troupes restées dans Messine; un des capitaines de la marine française y mit opposition.

« Lâches ! leur dit-il, lorsqu'on obéit à la peur, on n'a plus le droit de commander à des braves. Si vous voulez parler en maltres, il faut, redressant votre front, aller où vos frères combattent ; si, au contraire, vous tremblez, demeurez ici, j'y consens ; mais baissez la tête, et taisez-vous ! »

Pendant ce temps, les troupes insurgées de Messine, se divisant en deux partis, s'accusaient réciproquement de félonie et de couardise. Ils pillaient les maisons abandonnées dont ils trouvaient les portes ouvertes, et massacraient les citoyens inoffensifs qui n'avaient pu prendre la fuite.

Vers le soir, la métropole, à peu près déserte, n'était plus éclairée dans chaque quartier que par l'incendie des édifices ; les défenseurs armés de Messine en étaient devenus les premiers devastateurs ; et, mille fois plus à redouter que l'ennemi, ils se signalaient à l'envi, non par leur énergie à tout sauver, mais par leur rage à tout détruire.

Ces cannibales s'étant emparés de quelques prisonniers et blessés Napolitains, les tailladèrent par morceaux. Ils pendirent à leurs boutonnieres les oreilles de leurs victimes. Plusieurs en rôtirent les membres, et les crièrent à l'encan le long des rues :

« *A un sou le kilo de chair Napolitaine ! à deux sous la viande des Suisses !* »

Des mutilations obscènes se firent sur les mourants. On vit, ça et là, les bourreaux, penchés sur des tronçons de corps, y arracher des langues sanglantes, et les manger crues sur leur pain (1).

Pour complément de désastres, la malheureuse ville, à l'une des sorties du maréchal Pronio, se trouva pendant quatorze heures, grâce à la maladresse des batteries siciliennes, non-seulement exposée aux bombardements de la citadelle, mais mitraillée par sa

(1) Relation de la prise de Messine. Naples, 1818.

propre artillerie. On évalua à 16,000 le nombre des projectiles de divers calibres qui, des deux côtés, tombèrent sur elle, rien que dans une seule journée.

Après plusieurs faits d'armes, tous plus glorieux les uns que les autres, les assiégeants se dirigèrent sur le monastère fortifié de la *Madeleine*, où se trouvaient douze canons ; et, sous la bannière des lys, là s'entassèrent les prodiges.

Le capitaine d'artillerie Andruzzi, arrivé le premier au cloître, pointa lui-même un de ses canons contre une batterie ennemie. La brèche est ouverte, il s'élance... il a le front ceint de lauriers. Mais il chancelle, il tombe, il est mort.

Ses soldats, la baïonnette à la main, ne songent qu'à le venger ; et, sans attendre l'ordre de leurs chefs, ils escaladent le couvent.

Un Suisse du canton de Vaud, *Annex*, trouva un des portiques de la *Madeleine* fermé par une grille de fer. Au dedans, le long d'un vaste corridor, étaient des bataillons armés, *Annex* s'élance seul contre la grille. Muni d'un instrument de sapeurs, il en brise l'un des barreaux. Son audace a comme pétrifié l'ennemi qui regarde et ne peut en croire sa vue. *Annex* est entré dans le cloître ; il y est seul et le premier. Là, sous des feux des pelotons, il appelle ses camarades ; et, pour compléter la merveille, il n'est atteint d'aucune balle. Le laurier garantit de la foudre.

Hélas ! pas toujours cependant. Le général *Stockalper*, aujourd'hui gouverneur de Naples, avait quatre fils devant Messine, au 3^e régiment suisse. L'aîné, le capitaine Eugène, venait d'être grièvement blessé au poignet à l'assaut de la *Madeleine*, et se retirait en laissant sa place à un de ses frères, lorsqu'il voit passer un brancard sur lequel était un officier mourant ; il y court... c'était un autre de ses frères. En ce même moment, celui qui le remplaçait, tombait sous le pomb sicilien ; et le quatrième frère avait reçu une balle à la jambe ; tout cela dans l'espace d'une demi-heure !

Leur père était à Naples. On lui annonce que le 3^e régiment suisse n'existe plus ; il se présente chez le roi, le cœur brisé, la voix éteinte.

« Sire ! dit le vieil officier. S'ils sont morts, du moins c'est en

« braves. C'était pour vous : pardon si je pleure!.... la volonté de
« Dieu soit faite (1) ! »

La Madeleine fut enlevée.

Premier assaut : triomphe éclatant. Les portes de la ville étaient franchies. Alors effroyable mêlée, résistance héroïque, et massacres sans exemple. Un volume suffirait à peine à décrire les exploits de la journée. L'histoire impartiale dira qu'il y eût, de part et d'autre, une intrépidité mémorable. Du côté des Siciliens il y avait beaucoup plus de troupes, il y avait même plus de canons, grâce à lord Palmerston. Mais, en revanche, du côté des Napolitains, il y avait plus d'habileté, plus de discipline et plus de talents militaires. Filangieri, pour le commandement, et Pronio pour l'exécution, valaient à eux seuls deux armées.

Il fallut prendre chaque rue, s'emparer de chaque maison, se battre au pied de chaque muraille, et conquérir chaque canon, après d'interminables luttes, corps à corps, épée contre épée. Ce fut digne des temps anciens, digne des âges héroïques.

Ces combats acharnés durèrent vingt-neuf heures. Les Napolitains, devenus aujourd'hui les premiers soldats de l'Italie, chassèrent leurs ennemis de la grande cité et les poursuivirent sur les hauteurs environnantes, où ils achevèrent de les exterminer. Toute l'artillerie de Messine fut prise, ainsi que ses munitions et bagages. 219 canons, 34 obus, 20,000 bombes et boulets, 115,000 cartouches, etc., etc.... tombèrent au pouvoir de Filangieri. Victoire à jamais immortelle.

Quant à l'infortunée Messine, ce n'était plus qu'un épouvantable volcan d'où s'élevaient des tourbillons épais de fumée noire et des jets de flammes ardentes. Partout décombres et cadavres. Les Siciliens, en partant, à l'exemple des incendiaires de Moscou, avaient mis le feu à leur capitale. *Palerme*, selon une version accréditée, coopérait à la destruction de sa rivale *Messine*.

Quoi qu'il en soit, les Napolitains vainqueurs, rentrés dans la

(1) Aucun de ces quatre vaillants officiers ne périt. Le 3^e régiment, néanmoins, fut horriblement décimé. Ce régiment s'était distingué de la manière la plus éclatante.

fournaise vaincue, jetèrent de côté leurs armes pour éteindre l'embrasement. Le gouffre brûlait devant eux, malgré eux et contre eux. Après un combat contre les hommes, ils recommencèrent une lutte contre les éléments ; et ils triomphèrent de tous. Le sang avait disparu sous le feu ; le feu s'éloignait devant la générosité ; et les crimes s'effacèrent devant la gloire.

Si, aussitôt après la prise de Messine, Ferdinand II eût poursuivi le cours de ses victoires, peu de jours lui auraient suffi pour s'emparer de toute la Sicile et y étouffer complètement la rébellion ; mais l'Angleterre s'interposa entre le roi vainqueur et les factieux vaincus. Lord Parker sollicita de suite un armistice au nom de l'humanité ; l'amiral anglais avait pour appui l'escadre française, et l'armistice fut accordé.

Pendant cette trêve, il devait être traité de la paix, sous la médiation anglaise. La France y jouait un rôle secondaire. Des négociations furent entamées.

Le roi de Naples, toujours magnanime et clément, fit les propositions les plus généreuses. Ses concessions à la Sicile, où il donnait les preuves d'une abnégation admirable, étaient aussi étendues qu'elles pouvaient l'être. Il promettait amnistie complète, et *sans exception aucune*. Mais les amiraux *Baudin* et *Parker*, qui auraient voulu imposer au roi les conditions de la Sicile, refusèrent de contraindre la Sicile à accepter celles du roi.

Le parlement de Palerme, heureux et fier du soutien des deux grandes puissances de l'Europe, repoussa tout accommodement, avec le plus orgueilleux dédain. Aveuglés par de folles espérances, en dépit du désastre de Messine, il prétendit parler en maître ; et ce fut un bonheur pour le roi de Naples ; car l'opiniâtreté des rebelles le força, malgré lui, à rester dans la plénitude de son autorité légitime.

Lord Parker était parti de Naples pour Palerme avec le ministre français Rayneval. A la vue de ce dernier, le peuple Sicilien s'écria : « *Mais nous ne voulons pas de république !* »

Le gouvernement palermitain demeura inébranlable ; la flotte anglaise se retira. La France imita cet exemple ; et la négociation

finir par cette belle phrase du roi, déjà antérieurement prononcée :

« Les Siciliens ont voulu se servir du *droit de la force*, eh bien !
« je me servirai de la *force du droit*. »

La guerre recommença le 29 mars ; mais la Sicile avait perdu Messine avec une partie de sa province, le fort de *Milazzo*, et son matériel d'artillerie : comment obvier à tant de pertes !... Le Polonais Mieroslawsky, ancien commandant en chef des insurgés Badois, devenu disponible depuis ses récentes déroutes sur le Rhin, s'était chargé de sauver la Sicile. A cet effet, il parcourait le royaume au milieu d'ovations révolutionnaires. Palerme élevait des fortifications autour de son enceinte ; et l'on y voyait les dames les plus élégantes, armées de pioches et de pelles, pousser la brouette des terrassiers.

De tous côtés s'armaient des volontaires indisciplinés, nommés *squadres*, affreux ramassis de brigands, et des militaires retraités, nommés *congedati*, dont l'exaltation factice n'était que tapage et désordre, feu de paille sans consistance et patriotisme de théâtre.

Le général français Trobriand, qui était venu, là, fourvoyer sa vieille réputation militaire, regardait avec une pitié douloureuse ces Écoles bouffis et vaniteux, dont les outres crevaient en s'enflant, ces fusées volantes et sifflantes qui devaient être aussi vite éteintes qu'allumées.

L'aide de camp de Mieroslawsky, écrivant sous la dictée de son général, dépeignait ainsi le gouvernement et ses ayant-cause.

« Ces *insensés* (les ministres) ne voyaient pas qu'à part le
« général (Mieroslawsky) et la force quelconque qu'on lui con-
« férerait, nombreuse ou impuissante, galériens ou honnêtes gens,
« personne, dans toute l'étendue de la Sicile, ne tirerait un coup
« de fusil (1). Ce peuple n'est que fanfaronnade et jaetance ; on
« ne peut en tirer aucun travail sérieux, ni le moindre service ré-
« gulier pour le salut public. Il ne sait que flâner, crier et s'en-
« fuir (2). »

(1) Relation de la campagne de Sicile en 1849, p. 15.

(2) Même livre, p. 31.

Et c'est avec cette insolente exagération que le vaincu de Bado osait parler du pays qui lui confiait ses destinées.

Parmi les défenseurs de la Sicile, il se trouvait un bataillon français, complété par deux compagnies de gardes mobiles expédiées de Paris. « *C'était là, selon la relation déjà citée, le seul élément solide. A lui seul il faisait tout le service d'ordre et de vigilance (1)* »

Mieroslowsky occupait les montagnes et défilés que l'armée Napolitaine avait à traverser. Avec des troupes aguerries, ces positions eussent été imprenables. Mais la prise de Messine frappait au cœur la révolution sicilienne ; et les élans démocratiques du chef polonais trouvaient peu d'écho parmi les populations de la campagne. Aussi, les batailles de Mieroslowsky n'allaient-elles être, sans interruption, qu'une suite lamentable de désastres.

Filangieri partit de Messine, après avoir passé toutes ses troupes en revue. Leur enthousiasme avait été inexprimable en apprenant qu'elles allaient entrer en campagne. Le colonel sicilien *Interdonato* voulut défendre le passage de *Niri* ; mais, battu sans avoir même essayé de combattre, il s'enfuit sur les hauteurs voisines, où ses bataillons se disséminèrent. Première débandade.

Le 1^{er} avril 1849, les Napolitains attaquèrent *S. Alessio*, position formidable et presque inaccessible. Là ils défirent non-seulement les *squadres* siciliens, mais la cavalerie étrangère qui appuyait leurs opérations. Le colonel *Santa Rosalia* se sauva plus loin, dans les montagnes ; et ce fut la seconde débâcle.

Ainsi furent ouverts à Filangieri les deux défilés redoutables qui gardaient l'approche de *Taormina*, dernier rempart de la province.

Taormina, bourg inabordable du côté de la mer, était bâti sur un roc escarpé. Le sentier tortueux qui y conduisait, et qu'une seule compagnie, un peu courageuse, eût pu défendre contre une armée entière, avait été détruit et coupé. Autour de *Taormina* se dressaient, en outre, un cercle de montagnes, qui toutes étaient hérissées de soldats et de pièces d'artillerie. Agiles comme des chamois,

(1) Voyez la relation déjà citée, p. 59.

les braves de Filangieri escaladent ces rochers sous la mitraille ennemie ; ils en délogent les Siciliens après des combats à outrance ; et quinze d'entre eux , ayant gravi la montagne , entrent seuls à Taormina ,

La garnison de la place , à la vue de ces quinze héros , persuadée qu'ils étaient suivis par de nombreuses légions , fuit en désordre devant eux. Elle leur abandonne ses canons, ses magasins, ses munitions et ses vivres. Ce fut la troisième déroute (1).

Microslawsky, dans sa relation, déclare ici qu'il tirait sur ses soldats, pour les empêcher de s'enfuir : singulier mode de ralliement. Selon lui, ces lions à nobles crinières n'étaient que des lièvres à pattes agiles. Voici sa phrase textuelle :

« Le général en était réduit au *métier* de bourreau , contre des « soldats qui renonçaient au *leur* (2). »

Constatons aussi cet autre aveu du chef polonais :

« Toutes les populations du littoral , se mettant en rapport avec « Filangieri , s'étaient retirées dans les montagnes , et trahissaient « la cause révolutionnaire (3). »

Comment accorder ces paroles avec celles du parlement de Parme !

« L'enthousiasme révolutionnaire du patriotisme et de l'indépendance embrase la Sicile entière. » (Journaux siciliens , mars 1849.)

Après cette dernière victoire, qui valut au général Filangieri le titre de *duc de Taormina*, les Napolitains entrèrent à *Aci-Realta*. Les habitants de cette ville, au nombre de 24 mille, accoururent à leur rencontre avec des drapeaux blancs et des rameaux d'olivier ; ils s'écriaient avec transport : « *Vive notre roi Ferdinand !* »

Le peuple et les soldats s'embrassaient. La joie rayonnait sur tous les visages. Les autorités et le clergé remirent à Filangieri les dons patriotiques que leur avait faits *Catane* peu auparavant, et qui consistaient en une riche épée à poignée d'or et une bannière tricolore

(1) Les vivres furent distribuées, par ordre de Filangieri, aux pauvres de la contrée.

(2) Relation déjà citée, p. 34.

(3) *Id.*, page 30.

à franges d'argent. Où était donc l'enthousiasme insurrectionnel de la Sicile? Il avait changé de drapeau.

Catane restait à soumettre : Catane, le boulevard de la révolution, le point central de la résistance, le dernier rempart des rebelles.

Là se trouvait *Microslawsky*, avec toutes ses armées régulières, la troisième partie de toutes ses gardes nationales, ses *squadres*, ses *congedati*, et toutes les levées en masse descendues des montagnes. Catane avait habilement fortifié, à cinq milles de ses murailles, une position inexpugnable. *Filangieri* la fit attaquer. Les Siciliens, derrière leurs bastions, armés de longs fusils anglais, y faisaient les décharges les plus meurtrières. Le premier régiment Napolitain y fut horriblement maltraité ; le lieutenant-colonel *Marra* y tomba grièvement blessé au visage (1). Les assaillants, furieux, se précipitèrent sur la muraille crénelée qui avait dévasté leurs rangs, et la redoute fut enlevée. *Microslawsky* battit en retraite lui-même. Ce fut la quatrième défaite.

De ce point jusqu'à Catane, la route fut jonchée de morts. Il fallut gagner le terrain pied à pied. Chaque pas offrait une forte-resse inattendue, des barricades improvisées, des murailles à meurtrières, des mines qui faisaient explosion, et des maisons qui faisaient feu. Les troupes de *Filangieri* eurent à renverser, un à un, cette suite d'obstacles sans fin. Les maisons furent prises et brûlées, les forts attaqués et conquis, les barricades renversées, et l'ennemi chassé de partout.

Arrivés à Catane, les chasseurs de *Filangieri*, poursuivant devant eux les fuyards, forcent les portes de la ville. Ils jettent à bas les deux premières barricades de la grande rue du *Corso* et s'y emparent de six canons. Mais, plus loin, foudroyés des toits, des fenêtres et des balcons de la cité, ils se voient opposer une résistance aussi opiniâtre que désespérée. Les chasseurs tombaient, à chaque pas, blessés ou morts : leurs officiers n'en continuaient pas

(1) *Pianelli* le remplaça.

moins à crier : « *En avant! en avant!* » et pas un soldat encore debout ne reculait découragé.

L'ennemi s'était replié; mais, en arrière, il voit fondre sur lui de nouveaux bataillons Napolitains. A droite, on le harcèle; à gauche, on le repousse : la mêlée devient générale. Ce moment décidait du sort de la Sicile.

La ville, surtout dans ses rues principales, fut prise maison par maison. Les chasseurs de Filangieri commençaient à manquer de cartouches. N'importe, il leur restait l'arme blanche. D'un côté le 4^e régiment Suisse avait tout balayé devant lui; d'un autre côté un corps de Napolitains avait pris les canons échelonnés qui gardaient les abords de Catane. On vient annoncer à Mieroslawsky que la réserve placée à la porte d'*Aderno* était en débandade complète.

« Eh bien! s'écrie le général, nous ferons à nous seuls le corps de bataille, la diversion et la réserve. En avant! et mort au Bourbon! »

A peine achevait-il ces paroles, qu'une balle l'atteint à la gorge. Il chancelle et tombe sans connaissance entre les bras de son aide de camp. De ce moment tout fut perdu pour la révolution Sicilienne. Le coup de grâce était donné. L'épouvante fut générale, et la fuite désordonnée. Ce fut le cinquième désastre.

Celui-ci était sans remède. Cette chute était décisive.

Catane une fois prise, avec 50 canons, 12 drapeaux et une masse de fusils, il n'y eut plus de résistance possible. Syracuse fit sa soumission. Cette place avait 2,000 hommes de garnison et 31 canons; mais il lui manquait l'envie de se défendre.

Augusta, Noto, et toutes les villes fortes de la côte en firent autant sans délai. Les vainqueurs y entrèrent au milieu des acclamations du peuple qui remerciait le ciel avec enthousiasme de l'avoir *délivré* de ses *libérateurs*; et, en moins de huit jours, selon Mieroslawsky lui-même, les trois provinces de *Messine, de Catane et de Syracuse* s'étaient prononcées en entier pour le roi *Ferdinand II* (1).

(1) Relation de la campagne de Sicile en 1849, p. 54

Relatons, comme article complémentaire, une des proclamations de la *jeune Italie*, affichée dans les communes et les campagnes non encore occupées par les vainqueurs, et publiée après la prise de Messine, selon le système habituel de déception des élèves de Mazzini :

« Gloire à jamais à la divinité ! Ce matin il nous est arrivé un « bulletin officiel annonçant que *douze mille anges Palermitains* « avaient arraché la belle *Catane* aux mains infâmes des vils satel-
« lites du tyran qui y ont trouvé leur tombeau. *Réjouissez-vous !*
« *Réjouissez-vous ! Réjouissez-vous !* Nous nous hâtons de vous
« annoncer cette immortelle victoire de nos *héros citoyens*, afin
« que tous les cœurs siciliens palpitent d'une même joie mar-
« tiale, et se rappellent qu'une nation compacte ne saurait jamais
« être vaincue. Dieu protège notre sainte cause. Vive l'union ! Vive
« Palerme ! »

« Le commissaire général, CRISPIN. »

Il aurait dû signer *Crispin*.

Ainsi, après le drame, la farce (1).

Palerme était plongée dans la stupeur. La magnifique entrée de Filangieri à *Coltanisetta*, capitale de province, avait dépassé toute idée en fait d'enthousiasme et d'ivresse. Seize mille habitants étaient venus au-devant du général avec des couronnes et des palmes ; les cloches sonnaient à grande volée ; de nombreux orchestres y avaient joué l'hymne aux *Bourbons* ; les balcons, fenêtres, toits et lucarnes s'étaient pavoisés de blanches bannières, et peuplés d'une foule joyeuse. Filangieri, aux cris de « *Vive le roi !* » avait été porté dans les bras de la multitude jusqu'à la cathédrale, où se chantaient le *Te Deum*.

« Mort aux révolutionnaires de Palerme ! clamait la foule sicilienne. A bas *Ruggiero Settimo* ! Des armes ! et nous marcherons

(1) La proclamation qu'on vient de lire est dans « *la Sicilia nel Marzo e dopo il Marzo.* » 1849 p. 42.

« contre eux avec vous. Vive notre bon roi Ferdinand II (1) ! »

Le gouvernement Palermitain prenait encore néanmoins quelques mesures bruyamment révolutionnaires. *Stabile* avait écrit à Mieroslawsky de se rendre de suite à Palerme; et ce général, malgré sa blessure, était accouru à l'appel; mais « *que faire en présence de la désapprobation de l'immense majorité du pays !* » paroles du chef polonais (2).

Le roi de Naples daignait encore offrir une amnistie aux insurgés; mais cette fois il en exceptait quarante-trois chefs, dont il donnait les noms. Les Chambres décrétèrent, à une immense majorité, malgré le pouvoir exécutif, l'envoi d'un acte de soumission absolue à Ferdinand II (3); mais les condamnés, les galériens et les brigands de toute nature que l'on avait armés, pensèrent qu'il était impossible qu'on leur fit grâce; et, criant à la trahison ! ils continuèrent à mettre le désordre et la confusion dans la ville.

Les principaux membres du gouvernement, repoussés maintenant par les Chambres, et qui se trouvaient exceptés de l'amnistie, avaient jugé prudent de s'enfuir. L'autorité municipale prit les rênes de l'État; par malheur, ses efforts ne purent empêcher une horde de révolutionnaires d'aller assaillir le quartier général de Filangieri, à quelques milles de Palerme. Il y eut encore trois jours de lutte; mais le général en chef les cernait de toutes parts; et, leur coupant enfin la retraite, il les défit complètement (4).

Hélas ! les défenseurs de Palerme avaient tellement ravagé la ville avant de partir, que Filangieri suspendit son entrée triomphale pour donner le temps d'en relever les ruines et d'y préparer des casernes. Pendant cet intervalle, on expulsa les anarchistes étrangers, à commencer par le général en chef polonais. Les hommes non compris dans l'amnistie, partirent pour l'exil; et tous les coupables grâciés retournèrent dans leurs foyers.

Le 15 mai 1849, jour anniversaire de la victoire de Naples, les

(1) Tous ces faits sont incontestables. (Voyez *la Sicilia del Marzo e dopo il Marzo. 1849*, p. 44.)

(2) Relation déjà citée, p. 61, 62.

(3) Relation déjà citée, p. 62.

(4) Journal de Sicile. Mai 1849.

troupes de Filangieri, au nombre de 17,000, entrèrent enfin à Palerme. La flotte napolitaine apparaissait en même temps dans le port. La révolution Sicilienne était terminée; et le roi de Naples n'avait plus qu'une seule pensée au fond du cœur : celle d'adoucir les souffrances et de réparer les désastres.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE.



CONCLUSION.

Pie IX à Portici. — Fin des révolutions de l'Italie. — Situation de Naples. — Rentrée triomphante du Pape à Rome.

Pie IX, pendant le siège de Rome avait quitté la ville de Gaëte, Le roi de Naples mettait à sa disposition le beau palais de Portici. Tous les honneurs y étaient rendus au Saint-Père avec une magnificence sans bornes; et tout y pliait le genou devant lui, comme à la cour du Vatican.

La présence du Pape, à Naples, eut l'effet le plus salutaire. Toutes les populations du pays accoururent se retremper auprès de lui aux sources vives de la foi; les troupes elles-mêmes voulurent jouir de sa vue; il se montra partout et à tous. Il bénit le peuple et l'armée. Les derniers symptômes révolutionnaires disparurent successivement: les démons retournaient à l'abîme, et Dieu rendait la paix à la terre.

Tout était bien changé depuis le 15 mai dans le royaume des Deux-Siciles.

Léger coup-d'œil rétrospectif.

Après la dissolution de la première Chambre, au 15 mai 1848, une seconde avait été convoquée et s'était ouverte le 1^{er} juillet; animée des mêmes principes que la précédente, elle n'avait offert qu'une déplorable succession de séances tumultueuses; et le 5 septembre suivant, il avait fallu la dissoudre (1).

Le peuple, à cette nouvelle, espérant qu'il allait être débarrassé complètement du régime représentatif, se porta joyeusement au palais en s'écriant : « *Vive le roi ! A bas la constitution !* » Mais au quartier de *Montecalvario*, les démagogues, indignés, tirèrent sur la démonstration royaliste : ce ne fut qu'une rixe sans suites funestes et sans conséquences graves. Néanmoins, cette petite scène de désordres éclaira le gouvernement. On découvrit que la police avait donné des permis d'armes en grand nombre à une foule d'individus; et Bozzelli perdit sa place (2).

Le roi, néanmoins, continuait ses expériences parlementaires; il voulut une troisième Chambre. Le général Pépé fut un des choix électoraux. La trahison était son titre. Il ne se rendit point à son poste.

Cette assemblée débuta par demander le renversement du ministère. Bozzelli, à qui la *police* et l'*intérieur* avaient été enlevés, s'était raccroché au portefeuille de l'Instruction publique, et tenait à conserver cette fiche de consolation; il en appela, à la tribune, aux opinions démocratiques des représentants, en leur montrant ses poignets qu, disait-il, portaient encore l'empreinte des chaînes que jadis lui avait infligées le pouvoir absolu. Il leur montra ses joues amaigries qui offraient, selon lui, la trace des larmes libérales qui les avaient sillonnées lorsqu'on proscrivait les démocrates. Il en appela enfin à la reconnaissance de ses frères, comme auteur de la grande charte, et termina pompeusement par ces mots :

« *J'en réfère à l'histoire et à la postérité !* »

(1) « L'expérience prouve, dit le citoyen Proudhon lui-même, que le « despotisme des assemblées est cent fois pire que l'autocratie d'un seul, « par la raison qu'un être collectif est inaccessible aux considérations « d'humanité, de modération et de respect de l'opinion qui gouvernent « les individus. » (*Confessions d'un révolutionnaire*, p. 187.)

(2) Il était ministre de la police et de l'intérieur.

La troisième Chambre, poursuivant le système anti-monarchique de ses devancières, prétendit ôter au roi le droit de garder ses ministres. Il fut question, à cet effet, de refuser le budget et d'arrêter le paiement des impôts. La Chambre, ambitionnant la puissance suprême, en voulait revenir encore aux beaux jours de l'anarchie révolutionnaire; et, en mars 1849, il fallut de nouveau la dissoudre.

Mais, cette fois, il y avait un tel dégoût dans les esprits pour les maximes du désordre, et un tel besoin de tranquillité dans le pays, qu'une continuation d'expériences parlementaires eût excité un mécontentement général.

Des députations de toutes les provinces, de toutes les villes, de tous les hameaux, se rendirent auprès du roi, lui apportant des pétitions innombrables signées par toutes les classes de la société, depuis les plus riches jusqu'aux plus pauvres, depuis les plus grands jusqu'aux plus petits, et formant l'immense majorité de la nation. Ces pétitions demandaient l'abolition de la fatale constitution qui, comme la chemise de Nessus, avait dévoré le corps social qui s'en était revêtu.

Le roi écouta leurs prières; il céda au vœu national, il ne convoqua plus de Chambres; et la paix revint au royaume.

Remontons ici à la restauration française de 1815.

Quand le *libéralisme*, après la chute de l'empire, demandait à grand cris des *chartes* à tous les rois de la terre, il avait sa marche tracée. Une monarchie à lois constitutionnelles était pour lui, un pas vers une royauté à institutions républicaines, qui conduirait inévitablement à une république démocratique, au bout de laquelle serait pour conclusion l'*anarchie socialiste*, le *nec plus ultra* de la civilisation, l'élysée des *Pierre Leroux*.

Arrivés à la moitié de leur course, écoutez comment s'expriment maintenant, sur les *vieilles chartes fondamentales*, les disciples de la Montagne. Perrey, héros de février, traduit en Cour d'assises, à Paris, comme ayant participé à un mouvement insurrectionnel, se prononça franchement en ces termes :

« Une constitution est aujourd'hui une œuvre pernicieuse de discordes et de réaction... Qu'est-ce qu'une constitution?... Un

« édifice impossible..... La ferez-vous reposer sur les débris qui
« nous entourent ? Autant vaudrait, citoyens ! essayer de construire
« un palais sur les vagues mouvantes de l'Océan. Aujourd'hui, tout
« un vieux monde s'écroule et tombe en pourriture. Partout l'hu-
« manité s'agite dans un laborieux enfantement. Aidez-là ! faites
« place au nouveau-né. Votre mission n'était pas de construire, mais
« de démolir. Notre gloire éternelle, à nous autres révolutionnaires,
« sera de l'avoir bien compris. Il n'y a plus de religion : les
« dieux s'en sont allés. Le peuple attend un nouveau Messie ! (1) »
Et ce Messie : c'est le socialisme.

« Citoyens ! mes amis ! mes frères ! écrivait dernièrement le
« citoyen Ledru-Rollin, à Londres, veillez nuit et jour pour sauver
« *la révolution !* »

LA RÉVOLUTION ! O monarchie représentative ! où en êtes-
vous ?... Ce n'est même plus de *la république* qu'il s'agit ; la répu-
blique n'est déjà plus que l'enfance du progrès, l'arrière du mou-
vement. Le but est au-delà, bien plus loin. Le but est *la révolution !*
Et qu'est-ce que la révolution, prise en son large sens ? *le socia-*
lisme, autrement dit « *la fin des sociétés.* »

Osons le dire franchement : le régime constitutionnel de nos jours
a fait son temps, comme les monarchies absolues, comme les
mythologies païennes, comme les institutions féodales, comme la
chevalerie errante, comme les lois de l'inquisition, comme les
guerres sacrées, comme le voltairianisme géant, et le saint-simo-
nisme embrion, comme toutes les folies du passé. Nous touchons à
une grande époque de réorganisation sociale ; toute l'Europe sent
le besoin de se reconstruire à nouveau. Nous sommes à un mo-
ment de transition qui prélude à une ère régénératrice ; les rouges
le sentent eux-mêmes : seulement ils rêvent les ténèbres, et ce
sont pour eux des lumières. C'en est fait, les vieilles coutumes du
despotisme ne ressortiront plus de leurs tombes ; et les ridicules
utopies des royautés citoyennes iront se coucher auprès d'elles :
qu'elles y dorment, pour le repos de tous, jusqu'à la consommation
des siècles ! et que l'aurore régénératrice se lève !

Il faut une France nouvelle ; il la faut jeune, forte, splendide ,

(1) Cour d'assises, 13 juin 1849.

donnant des garanties aux peuples, et de l'autorité aux rois ; il la faut ennemie du despotisme, consacrant les droits de chacun et les tenant tous en respect ; il la faut s'appuyant à la fois sur un principe immuable et sur d'invariables lois, alliant le pouvoir avec la liberté ; il la faut enfin rayonnante des gloires du passé, des expériences du présent et des promesses de l'avenir. Elle est dans les décrets de Dieu.

L'insurrection de Sicile était entièrement étouffée ; la brillante épée du roi Ferdinand avait jeté sur toute l'Italie un juste et vif éclat.

Le grand duc de Toscane, chassé de ses États et réfugié à Naples, où il avait reçu l'hospitalité la plus généreuse, était retourné triomphant à Florence.

Les Français avaient fait disparaître, à la fois, les Mazzini, les Salicetti, les Garibaldi, et la république romaine.

L'Autriche était rentrée dans ses possessions italiennes.

Venise avait capitulé.

Parme et Modène avaient recouvré leurs souverains légitimes.

L'Italie rouge était vaincue.

Plus de rebellions en Allemagne.

La Hongrie était rentrée sous la domination de son jeune empereur.

La France, si cruellement déchue en février, relevait peu à peu la tête, et présentait des jours meilleurs. Partout renaissait l'espérance ; et la révolution, ce nectar divin dont M. Lamartine avait voulu abreuver chaque peuple, s'évaporait partout, aigre et noire, comme un vieil alcool en vidange.

Le roi modifia son ministère. Bozzelli et Ruggiero disparurent de la scène politique. M. *Fortunato* fut nommé président du conseil. Intelligence de premier ordre, il allait prouver qu'un grand âge, en certaines natures, n'affaiblit point un grand talent. Ischitella conserva le portefeuille de la guerre ; et M. Peccheneda, homme dévoué à son roi, fut directeur de la police (1).

(1) Il en est qui prétendent que toute lecture politique est défendue à

Le grand drame de l'Italie était arrivé à son terme : il n'y manquait plus qu'une scène, la rentrée de Pie IX à Rome.

Elle parut être tardive, elle n'en fut que plus brillante.

Le Saint-Père quitta Portici au commencement d'avril 1850, escorté par le roi de Naples jusqu'à la frontière de ses États ; il retournait au Vatican. Quel voyage ! et que de triomphes !...

A Velletri, à ce même lieu où Garibaldi croyait à jamais la tiare vaincue, 140,000 hommes, avec des branches d'olivier à la main, ayant la joie peinte sur les traits et le repentir au fond du cœur, accouraient vers le Saint Pontife.

La rentrée du Pape dans la ville éternelle, était plus que le triomphe d'un souverain, c'était la restauration de la chrétienté, c'était le catholicisme réintégré au Vatican, c'était une haute manifestation de la justice de Dieu ; aussi offrit-elle un des plus sublimes tableaux que l'homme ait jamais pu contempler : Rome, agenouillée sous la bénédiction du chef de l'Église, et, aux acclamations de l'Europe, ressaisissant sa palme éternelle.

« O très-Saint-Père ! disait jadis Napoléon à Pie VII, vous avez les âmes, je n'ai que les corps ; vous êtes à cent pieds au-dessus de moi. »

Plus de ces inspirations officielles et de commande qui ne remuent les masses qu'avec une secrète terreur ; ici les joies et les enthousiasmes, faisant explosion dans leur unanimité, jaillissaient comme des sources d'eau vive sous les feux du double soleil de la nature et de la religion.

Cette grande commotion populaire sortait réellement, cette fois, des entrailles de la nation. La basilique de Saint-Jean était tendue de riches draperies ; Pie IX, attendu à quatre heures, y devait faire sa première station.

Il faisait un temps magnifique, en harmonie avec la solennité. A l'heure précise, le canon se fit entendre, Au loin s'élevaient des

Naples. La preuve du contraire est qu'on y trouve à volonté, et en vente, les œuvres de Proudhon et de Louis Blanc, ainsi que les journaux démocratiques de France.

flots de poussière à travers lesquels scintillaient de brillantes armures. Le Saint-Pontife entra à Rome. Les cloches sonnaient à grande volée; et l'airain religieux, mêlant ses harmonies de paix aux roulements des foudres de guerre, saluait le vicaire du Christ.

Toutes les maisons étaient pavoisées d'étoffes et de guirlandes, toutes les rues jonchées de fleurs et de verdure. A droite de la voiture du Pape, et sur un beau cheval de guerre, était le général en chef Baraguay-d'Hilliers. Le long de ses joues martiales coulaient les pleurs de l'attendrissement et de la pitié. Formant la haie sur son passage, l'infanterie française, agenouillant sa gloire et ses palmes, présentait humblement les armes au premier ministre de Dieu. Elle avait fléchi le genou; la paupière humide de larmes, elle prosternait ses bannières. Elle sentait qu'il y avait là, dans ce prêtre peiné d'humilité, n'ayant d'autre force que la prière et d'autres armes que la foi, quelque chose de plus que la puissance d'ici-bas, quelque chose de mieux que les splendeurs de la terre.

Et ces mêmes troupes, plus tard, comme éclairées par le Seigneur, ne devaient-elles pas prouver, par leur admirable conduite dans Rome, qu'elles étaient non-seulement les plus vaillantes de l'Europe, mais encore les plus chrétiennes. Entre elles et le Saint-Père devait se faire un merveilleux échange; elles lui avaient apporté leur courage, il leur communiquait sa foi.

La voiture pontificale s'avança lentement au milieu des transports de la foule. La croix de Charlemagne était venue au-devant du successeur de saint Pierre. On n'entendait plus le fatal cri des séditions : « *Vive Pie IX!* » Le peuple, avec l'admirable instinct qui lui est propre lorsqu'il ne se laisse point égarer, criait : « *Vive le Pape! vive le Saint-Père!* » Il n'était plus l'instrument des ridicules parodistes du vieux Brutus. Il était redevenu lui-même; il était lui, enfin, et lui seul, dans toute la franche simplicité de la foi des premiers âges.

Le Souverain-Pontife monta les degrés de l'église au bruit des tambours et des fanfares. L'ivresse populaire était telle, en ce moment, que les Romains, se précipitant devant lui la face contre terre, lui faisaient un tapis humain.

De Saint-Jean-de-Latran, le Pape se rendit à Saint-Pierre. Il

était dans un magnifique carrosse à six chevaux, précédé et suivi par ses gardes nobles, composés des premières familles de Rome. Ses cardinaux et le corps diplomatique l'accompagnaient.

Le cortège passait au milieu d'une forêt de baïonnettes inclinées, devant toute une nation à genoux, sous des arceaux de blanches bannières, et à travers des nuées de fleurs.

Le vaste champ des airs semblait ne plus avoir assez de place pour suffire aux acclamations de la grande cité catholique, de la reine du monde chrétien. Le Vatican recouvrait à la fois sa puissance et ses prestiges. L'Europe allait de nouveau s'incliner devant ses vieilles gloires. La république Mazzinienne s'était évanouie comme un songe de misère et d'opprobre. Rome, la première des puissances, car elle étend une main sur la terre et s'appuie de l'autre sur le ciel, Rome s'était lavée de ses souillures; elle avait repris sa couronne.

Et le soir de cet heureux jour, quelle immense mer de clartés ! La coupole de Michel Ange, illuminée du sommet à la base, dominait la ville entière de ses masses de feu. La tour et le palais du Capitole étaient resplendissants de lumières; la métropole étincelait. Du Capitole au Popolo, du Pincio au Vatican, il n'y avait pas une maison, pas un portique, pas une croisée, pas une terrasse, pas un balcon, qui ne fût splendidement illuminé, par des lampions de toute forme, des verres de toute dimension et des lanternes de toute couleur. La multitude circulait joyeusement entre ces murailles ardentes, au milieu d'une file de voitures découvertes. On eût dit un vaste incendie, ou plutôt une aurore enflammée; car, là, il n'y avait plus de brasier révolutionnaire; car, là, comme descendue des cieux, Rome, par anticipation, semblait présenter aux regards : *la nouvelle Jérusalem*.

De loin, en ce moment, toutes les capitales du monde chrétien saluaient la Rome sauvée. Paris, le vrai Paris, soupirait : que d'âmes y disaient tout bas !

« A nous aussi ! il nous faudrait un sauveur. A nous aussi ! il faudrait la rentrée triomphante, sous nos murs, et de la justice et du droit. Oh ! ce jour-là, Paris, la reine des nations, effacerait encore dans ses joyeuses solennités, toutes les solennités des autres capitales, toutes les fêtes des âges passés, toutes les mer-

« veilles des jours présents. Rome a pacifié quelques peuples : Paris aurait sauvé l'univers. »

Toutes les hautes célébrités de l'*Unité italienne* s'étaient successivement évanouies devant la raison publique, comme de sombres vapeurs au retour du soleil. Les révolutions étaient enfin réduites et vaines ; elles avaient fui successivement de tous les champs de bataille où elles n'avaient paru, en quelque façon, que pour déshonorer la gloire ; l'ordre renaissait en Europe ; et, après le tumultueux essoufflement des peuples en délire, les nations se reprenaient à respirer.

Paris, dont le génie bat des ailes sur toutes les capitales de la civilisation, avait aidé au mouvement réparateur en attendant qu'elle pût se réparer elle-même. Une grande expérience venait d'être faite en divers lieux et à la fois : la *république*, ce rêve sinistre des peuples, s'était présentée triomphante ; où en était-elle arrivée ? Elle n'avait enfanté que des crimes, et n'avait pu produire un seul homme.

Les grands révolutionnaires de l'*Italie rouge* étaient parvenus au pouvoir : on les avait jugés à leurs œuvres. Les uns, mirmidons matamores, s'étaient lâchement annihilés devant l'épée tirée devant eux ; les autres, vanités boursoufflées, et se donnant comme modèles en fait d'autorités gouvernementales, n'avaient été que dilapidateurs odieux, organisateurs inhabiles, et persécuteurs ridicules.

Après s'être fait du peuple un marchepied, pour atteindre à la domination suprême, tous ces philanthropes charlatans étaient tombés de fourberies en fourberies, de déceptions en déceptions, et de ruines en ruines, ne laissant après eux que des souvenirs de honte, des preuves de rapine et des ruisseaux de sang.

Lorsque la crédulité modeste leur prêtait une oreille attentive et curieuse, ils s'imaginaient que le monde entier tremblait devant eux ; mais, pour peu qu'on les regardât hardiment et en face, ils tremblaient devant tout le monde.

Ce furent des météores sans chaleur créatrice et sans éclat vivifiant. Que présentaient ces faux *Lycurques* ? le désordre et la des-

truction. Où étaient, aux jours de revers et de danger, tous ces *Wallaces* de pacotille ? dans des cachettes ou en fuite. Qu'étaient ces parodies de *Solon* ? l'extravagance et l'ineptie. Aucune des idées qu'ils semaient ne purent ni germer, ni croître ; car rien n'y était fort, ni durable. Aussi, malgré leurs vains efforts pour se donner un air colossal, leurs élévations et leurs chutes n'eurent jamais, en définitive, que des proportions raz-de-terre.

Le nom du Christ était sur leurs lèvres ; et quelques-uns de ces adorateurs de la foi catholique se firent protestants à Londres, et musulmans à Constantinople. Leur conviction religieuse était à l'unisson de leur croyance politique : l'une était aussi vraie que l'autre.

Et pourtant ces peuples italiens, auxquels les régénérateurs eux-mêmes osèrent jeter, si souvent et si à tort, le reproche d'incapacité, d'insouciance, d'inertie et de lâcheté ; ces peuples, en mille occasions, lors de la fameuse croisade, se montrèrent noblement dévoués et admirablement courageux ; mais la révolution, qui se jouait de leur enthousiaste imagination, ne savait ni les commander, ni les conduire ; elle ne sut que les aveugler, les tromper et les perdre. Du courage elle fit une erreur, et du triomphe un précipice.

Elle avait promis l'âge d'or ; elle n'offrit que le chaos.

Que sont devenus les Mazzini, les Sterbini, les Gioberti, les Mamlani, les Caninò, les Guerrazzi, les Romeo, les Montanelli, les Manin, les Garibaldi, les Tomaseo, les Salicetti, les La Masa, les Ferretti, les Conforti, les Belgiojoso, les Miletì, les Carducci, les Durando, les Pèpé, les Cicero-Vacchio, etc., etc. ? Toutes ces figures de lanterne magique révolutionnaire n'ont laissé sur la toile, où elles passèrent à la file, ni empreintes réelles, ni caractères durables. Le vent a soufflé les flambeaux, et le feu a cassé les verres.

Mais tout est-il fini ? Hélas ! non. Le génie démagogique, divinité turbulente et sauvage, Teutatès fatal et sanglant, n'est point encore anéanti ; sa tête hideuse se redresse. Le *comité central démocratique Européen*, dont le siège est à Londres, s'est réorganisé en sections : les sociétés secrètes se reforment, agissent, travaillent et conspirent de toutes parts. Mazzini publie de nouveaux manifestes, où il déclare que ses *ses forces sont immenses et que la victoire n'est qu'un problème de direction*. « Il faut, dit-il, que désormais, parmi les siens, la pensée soit la semence d'une action

continue, que chaque idée se traduise en acte, que chaque individu représente un élément, et que la concentration soit le secret de la victoire (1). »

Et de pareilles choses s'impriment !... et tout cela se lit encore !... Ah ! c'est qu'il y aura toujours des révolutionnaires et des fanatiques, vu qu'il y aura toujours des dupes et des niais.

Les puissances de hasard, à la tête desquelles est placé Mazzini, intriguant aujourd'hui à Vienne comme à Londres, se sont faites *anglo-autrichiennes* ; elles finiraient, si on les laissait continuer leurs machinations, par donner la plus grande partie de l'Italie à l'Allemagne. Lord Palmerston est encore le grand pontife de la *Péninsule rouge*. Il ne prend pas au sérieux, il est vrai, l'*indépendance Mazzinienne* ; il l'emploie seulement comme un instrument. Qu'il y prenne garde toutefois ! cet instrument est une machine infernale à deux bouches, qui pourrait bien envoyer la mort à ceux qui s'en servent comme à ceux contre lesquels elle est dirigée.

Point de fausse sécurité. Tandis que la France, au milieu des hasards d'une situation précaire sous laquelle elle se débat péniblement, attend, selon le grand mot de l'époque, une dernière *solution*, les rouges de Paris et de Rome se flattent, en rouvrant leurs arsenaux clandestins, d'en arriver encore, eux aussi, à leur dernière *solution* : au triomphe du *socialisme*. A cet effet, Mazzini lui-même est venu l'été dernier à Paris. Un nouveau journal, la *Voix du Proscrit*, va être, dit-on, son organe ; et tandis que l'Europe, avec une sage prudence, ne travaille en ce moment de toutes parts, qu'à mâter, désarmer et ployer dans la poussière le muffle sanglant de la révolution, les *Titans* de la régénération *communiste* ne songent encore qu'à *escalader l'édifice social* et à le broyer pour jamais sous le talon d'airain de la démagogie.

Ce n'est pas tout encore, l'ex-triumvir de Rome qui n'a point renoncé à l'espoir de commander encore au *Capitole*, organise une société en commandite au capital de 10 millions pour se procurer les moyens de donner, le plus tôt possible, à sa chère Italie, l'appréciable bienfait de la guerre civile. Reproduisons un des articles de la circulaire Mazzini, relatif à ce qu'elle appelle « *Emprunt national européen*. »

(1) Voyez le journal « *l'Événement*, » numéro du 23 octobre.

« Les sommes versées seront exclusivement destinées à l'achat des
« armes et des matériaux de guerre, nécessaires à assurer l'indé-
« pendance et la liberté de l'Italie... Aucune partie des fonds pro-
« venant de l'emprunt ne pourra être distrait pour donner des
« secours d'aucune espèce. »

Admirez ici la philanthropie charitable et morale de nos seigneurs
du comité rouge ! Leur but patriotique est franchement avoué :
« *Guerre d'extermination à la Péninsule, et point de secours
aux malheureux !* » Egorger sans pitié tout ce qui fait obstacle à
leur ambition effrénée ; puis, au milieu de ces luttes *fraternelles*,
marcher, sans le moindre sentiment d'humanité, sur les ruines et
dans le sang !...

La compassion ! La charité ! Arrière ces mots rétrogrades ! Pé-
rissent toute une nation plutôt que le principe révolutionnaire !

Gloire au manifeste du comité rouge ! voici la guerre civile en
participation ! voici la ruine de l'Italie en *commandite !* Et lord
Palmerston tolère ces audacieuses publications ! et Londres en subit
la honte !...

Mais écartons de sombres images. Dieu ne saurait abandonner
la terre aux suprématies du désordre. Les républiques sont jugées,
et l'iniquité n'a qu'un temps.

Consacrons de dernières lignes au plus beau pays de l'Europe.
Ah ! quoiqu'en aient dit ses détracteurs, la belle et poétique Italie
n'est ni dégénérée ni déchue. Elle a encore dans son sein des
esprits droits et de nobles cœurs : la liste en serait mille fois plus
longue que celles des fatales célébrités qui, plus haut, vient d'être
donnée. L'Italie saura enfin discerner ses véritables amis de ses
perfides conseillers. Le feu sacré de ses vieux âges ne saurait
s'éteindre chez elle. Ce fut la patrie des Césars. C'est la terre pri-
vilégiée du soleil, de la nature, des arts et du génie. Ce sera le
champ éternellement ouvert aux admirations du monde enthousi-
aste et lettré. L'Italie fut la reine du monde, et sa gloire ne peut
périr. L'avenir a les yeux sur elle.

FIN.

644476



TABLE DES CHÂPITRES.

PREMIÈRE PARTIE.

Révolutions de Rome et de la Haute-Italie.

	Page
<u>PREFACE.</u>	
<u>CHAP. I^{er}. — La France. — La Suisse. — Les sociétés secrètes. — Mazzini, Gioberti et Rossi. — Vie et mort du Pape Grégoire XVI.</u>	1
<u>CHAP. II. — Avènement de Pie IX. — L'amnistie et les fêtes. — Le comte Rossi. — La Consulte d'État. — Tumultes et conspirations. — L'abbé Gioberti et le père Ventura. — Le Sunderbund et Cicerone Vacchio. — Le 24 Février 1848.</u>	17
<u>CHAP. III. — Embrasement général de l'Italie. Insurrection de Milan. — Révolution de Parme. — République à Venise. — Expulsion des Jésuites de Rome.</u>	39
<u>CHAP. IV. — Guerre de l'indépendance. — Manifeste de Charles-Albert. — Départ de l'armée piémontaise. — Départ des légions romaines.</u>	49
<u>CHAP. V. — Nouveaux désordres à Rome. — Brillants débuts de Charles-Albert. — Unité Italienne.</u>	58

	Pages
CHAP. VI. — Situation de Naples, de Venise et de Florence. — L'abbé Gioberti à Rome. — Le Te Deum aux théâtres.....	68
CHAP. VII. — Revers de la Jeune Italie. — Bataille de Custoza. — Défaite de Charles-Albert. — Capitulation de Milan. — Triomphe de Radetzky. — Nouveaux désordres à Rome.	74
CHAP. VIII. — Florence. — Insurrection de Livourne. — Programme Montanelli. — Catastrophe à Rome.....	83
CHAP. IX. — Assassinat du comte Rossi. — Attaque du Quirinal. — Le prince de Canino. — Fuite du pape Pie IX à Gaëte.....	89
CHAP. X. — Fuite du pape Pie IX. — Arrivée à Gaëte. — La république proclamée à Rome.....	102
CHAP. XI. — Mazzini. — Révolution de Toscane. — République à Livourne. — Fuite du grand duc de Toscane à Gaëte. — Gouvernement provisoire à Florence. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert.....	107
CHAP. XII. — Soulèvement à Gênes. — Guerrazzi à Florence. — Le comte Digny de Cambrai. — Restauration du grand duc de Toscane.	125
CHAP. XIII. — Intervention française à Rome. — Débarquement à Civita-Vecchia. — Les deux républiques en présence. — Rome assiégée. — M. Lesseps. — Nouvelle de Venise. — Le général Garibaldi. — Fanfares de victoire.....	134
CHAP. XIV. — Ateliers nationaux à Rome. — Attaques et combats. — Victoire d'Oudinot. — Prise de Rome. — Chute du triumvirat. — Fin de la république romaine. — Fin de la république de Venise.	147

DEUXIÈME PARTIE.

Révolutions de Naples et de la Sicile.

	Pages
CHAP. I ^{er} . — Réflexions préliminaires. — Coup d'œil sur le passé du royaume. — Les frères Bandiera. — Congrès scientifiques. — La fameuse proteste. — Reggio et Messine. — Premiers troubles à Naples. — Majo et Desauget. — Triomphe des rebelles. — Gouvernement provisoire à Palerme.	157
CHAP. II. — Les Calabres et Carducci. — Agitations à Naples. — Le ministre Delcaretto. — 27, 28 et 29 janvier. — La rue de Tolède et le Mercato. — Le roi au milieu de son peuple.	175
CHAP. III. — Constitution napolitaine. — Le ministre Bozzelli. — Le char de Mammone. — Organisation des clubs. — Expulsion des Jésuites.	189
CHAP. IV. — La madone du Mercato. — Le ministre Salicetti. — Organisation de la garde nationale. — Situation de l'Europe. — Programme de l'Italie rouge. — Anarchie et consternation. — Le ministère Troya. — La princesse Belgiojoso et la comtesse Bévilacqua.	199
CHAP. V. — Révolution de Palerme. — Mariano Stabile. — Le père Ventura. — Déchéance du roi de Naples.	209
CHAP. VI. — Élections. — Partage des biens communaux. — Le général Pépé. — Anarchie et réaction.	215
CHAP. VII. — Drame des 14 et 15 mai. — Insurrection et barricades. — Le général Ischitella et le prince San Giacomo. — Le citoyen Levraud et l'amiral Baudin. — Le duc de Rivas et le corps diplomatique. — Scènes de Montecollivetto. — Batailles et désastres. — Triomphe de la monarchie.	223

CHAP. VIII. — Le roi et la constitution. — Insurrections en Calabre.	Pages
Exploits de l'armée napolitaine. — Victoire du général Nunziante.	
— Déroute du Comité de Salut public calabrais. — Suite de la révolution sicilienne. — Constitution à Palerme. — Le duc de Gènes proclamé roi.	247
CHAP. IX. — Position de la Sicile. — Siège de Messine. — Horribles combats. — Le polonais Mieroslawski. — Prise de Catane. — Exploits de Filangieri. — Soumission de Palerme. — Fin de la révolution des Deux-Siciles.	261

CONCLUSION.

Pie IX à Portici. — Fin des révolutions de l'Italie. — Situation de Naples. — Rentrée triomphante du Pape à Rome.	279
---	-----

644476





